

Philippe CARRER [1928-2023]
Ethnopsychiatre et psychanalyste, Bretagne

(2005)

LA BRETAGNE

et la guerre d'Indépendance
américaine



LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi
Courriel: classiques.sc.soc@gmail.com
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>
à partir du texte de :

Philippe CARRER

La Bretagne et la guerre d'Indépendance américaine

Philippe Carrer et Les Éditions Les Portes du large, 2005, 238 pp.

L'épouse de l'auteur, Madame Ghislaine Carrer, ayant-droit des œuvres de son mari, nous a autorisé le 21 novembre 2023 la diffusion en libre accès à tous de la totalité des œuvres de l'auteur dans Les Classiques des sciences sociales.

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 13 janvier 2024 à Chicoutimi, Québec.



Philippe CARRER [1928-2023]

Ethnopsychiatre et psychanalyste, Bretagne

La Bretagne et la guerre d'Indépendance américaine



Philippe Carrer et Les Éditions Les Portes du large, 2005, 238 pp.

La Bretagne et la guerre d'Indépendance américaine.

Quatrième de couverture



[Retour à la table des matières](#)

Le 4 juillet 1776, les treize colonies anglaises d'Amérique du Nord proclament leur indépendance et la guerre, déjà larvée depuis quelques mois, devient une vraie guerre qui ne prendra fin que sept ans plus tard, le 3 septembre 1783, avec le traité de Paris, qui consacrera définitivement la naissance des États-Unis.

Le rôle capital de la France dans l'indépendance américaine, illustré par le personnage emblématique de La Fayette, est bien connu et régulièrement célébré des deux côtés de l'Atlantique à l'occasion d'anniversaires ou d'autres temps forts des relations entre la France et les États-Unis.

Curieusement, le rôle de la Bretagne et des Bretons dans cette guerre qui a donné naissance aux États-Unis, aujourd'hui première puissance mondiale, est resté largement dans l'ombre. Pourtant, plus de 20 000 Bretons ont pris part à la Guerre d'Amérique et près de 2 000 d'entre eux y ont perdu leur vie, de nombreux affrontements navals ont eu lieu tout près des côtes bretonnes ; la Bretagne toute entière a vibré ardemment pour la cause américaine et des Bretons sont partis dès 1776 et 1777, dont le marquis de La Rouerie, combattre aux côtés de George Washington ; le rôle des ports bretons a été capital dans le ravitaillement des colonies révoltées ; on peut dire aussi que l'*US Navy* est née en Bretagne ; bien plus que Beaumarchais, c'est un Nantais, Le Ray de Clermont, qui a été le principal financeur et pourvoyeur d'armes et de

munitions de l'armée de Washington et c'est sa demeure de Passy, où il a hébergé son ami Benjamin Franklin qui a joué durant toute la guerre le rôle d'ambassade officieuse des États-Unis...

Dans ce livre captivant et rempli d'informations, puisées aux meilleures sources, le docteur Philippe Carrer, déjà bien connu pour ses importants travaux d'ethnopsychiatrie, confirme son talent d'historien, après ses deux remarquables biographies : *Louis de Plélo. Une folle aventure au siècle des lumières* (1996) et *Ermengarde, l'autre duchesse de Bretagne* (2003). Homme d'une vaste culture et d'une impressionnante érudition, il révèle enfin au grand jour les circonstances, les ressorts et les étapes de cette guerre qui changea le cours de l'histoire du monde et à laquelle les Bretons prirent une place importante.

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[3]

La Bretagne et la Guerre d'Indépendance américaine

[4]

DU MÊME AUTEUR

Le Matriarcat psychologique des Bretons, Payot, 1983.

Œdipe en Bretagne, Privât, 1986.

L'Enfant breton et ses images parentales, Institut Culturel de Bretagne, 1987.

Louis de Plélo, une folle aventure au siècle des Lumières, Coop breizh, 1997.

L'Envers du décor. Essais d'ethnopsychiatrie en Bretagne et autres terres celtes, Coop Breizh, 1999.

Ermengarde d'Anjou. L'autre duchesse de Bretagne. La couronne ou le voile. Préface d'Yves Pouliquen, de l'Académie française, Coop Breizh, 2003.

[5]

Philippe CARRER

La Bretagne
et la guerre
d'Indépendance
américaine

Les Portes du large

[6]

Dewey Carrer, Philippe
944.35 / 973.1 La Bretagne et la Guerre d'indépendance américaine
CAR Rennes : Les Portes du large, 2005 - 240 pages : illustrations, 24 cm

Rameau Bretagne (France) — Relations - États-Unis - 18^e siècle
États-Unis - Relations - France - 18^e siècle
États-Unis - 1775-1783 (Révolution américaine) - Participation française

Couverture : Christophe Eludut
Mise en page : Keltia Graphic
ISBN 2-914612-17-6
© 2005 - Philippe Carrer et éditions Les Portes du large
Tous droits réservés
Imprimé en Bretagne
par Keltia Graphic - 29540 Spézet



DL : 1^{er} trimestre 2005

[238]

**La Bretagne
et la guerre d'Indépendance américaine.**

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Avant-propos](#) [7]

Chapitre 1- [La Bretagne et la nouvelle guerre de Cent Ans](#) [9]

Chapitre 2- [La révolte des colonies anglaises d'Amérique](#) [31]

Chapitre 3- [Benjamin Franklin et Nantes au premier plan](#) [53]

Chapitre 4- [Leray de Chaumont](#) [79]

Chapitre 5- [La Royale](#) [117]

Chapitre 6- [Le commodore John Paul Jones en Bretagne](#) [143]

Chapitre 7- [Armand Tuffin, marquis de la Rouerie](#) [171]

Chapitre 8- [Après la guerre](#) [199]

[Bibliographie](#) [224]

[Chronologie sommaire](#) [227]

[Index général des noms de personnes](#) [233]

[7]

**La Bretagne
et la guerre d'Indépendance américaine.**

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Deux siècles et demi après la fin de son indépendance et son rattachement à la France en 1532, la Bretagne attelée au char français n'en finissait pas de ruer dans les brancards. Les historiens n'ont cessé de se diviser et de s'opposer au sujet de ce mauvais vouloir à rentrer dans le rang. Les uns, l'œil rivé sur la question sociale et allergiques à tout ce qui fleure l'aspiration autonomiste, croient que, tantôt la Bretagne des miséreux se soulève contre une France qui l'affame et c'est la Révolte des Bonnets Rouges au XVII^e siècle, tantôt la Bretagne des nantis se cabre devant une France du progrès et c'est la révolte de son Parlement, l'Affaire de Bretagne comme on l'a appelée au XVIII^e siècle. Pourtant souvent le beau schéma se brouille et les protagonistes s'embrouillent. Ainsi au temps des guerres de religion, lorsque dans une Bretagne extrêmement catholique, la noblesse presque toute entière acquise à la Ligue, se dresse contre les royaux tandis que les paysans tout autant ligueurs que les nobles n'en brûlent pas moins les châteaux.

À l'inverse les historiens qui penchent en faveur d'une Bretagne bretonne, mettent en relief la dimension patriotique qui, soit plus ou moins souterrainement, soit de façon plus manifeste sous-tend ces émotions populaires, émeutes, séditions, soulèvements, complots et conspirations. Ils y voient la marque d'un pays qui n'a pas pu faire profondément son deuil de l'indépendance perdue et qui, mal conquis, est parfois tenté de secouer le joug pour peu que les circonstances s'y prêtent. L'ébullition n'est, en effet, que sporadique. Après les guerres civiles du XVI^e siècle, les trois premiers quarts du XVII^e sont assez paisibles et la Bretagne ne bronche pas pendant la Fronde. Il faudra les excès de la

politique du Roi-Soleil pour provoquer l'explosion de 1675. Ensuite viendra le Siècle des lumières à propos duquel Jean Meyer dit [8] que nulle époque n'a davantage placé la Bretagne en vedette. Il ajoute que les interprétations divergent au sujet de l'activisme des Bretons. Manifestation d'une sorte de nationalisme pour les uns, il n'est pour les autres qu'un épisode de la réaction aristocratique à l'absolutisme royal. Pourtant la conspiration de Pontcallec en 1719 ne mobilise qu'une fraction de la noblesse — non négligeable toutefois — et elle se développe sur un fond d'agitation populaire diffuse et par ailleurs, la chouannerie à la fin du siècle, concerne le peuple des campagnes qui entraîne les nobles à sa suite.

La Bretagne va donc s'illustrer au XVIII^e siècle, mais pas seulement par la résistance obstinée voire acharnée de ses États et de son Parlement aux représentants du pouvoir central, au point que, peu avant la Révolution française, elle est parvenue à quasiment s'administrer elle-même, pas seulement non plus par l'opposition armée d'une partie importante de sa paysannerie à la bourgeoisie révolutionnaire devenue odieuse. Première province maritime de France, elle va jouer un rôle de premier plan dans l'affrontement de la France et de l'Angleterre lors de la seconde guerre de Cent Ans commencée en 1688 et achevée en 1815, et plus particulièrement dans la guerre d'Amérique, qui fut la seule guerre victorieuse pour la France dans tout le XVIII^e siècle. Les Américains donnent le nom de Révolution à la révolte des colonies anglaises d'Amérique contre leur métropole et à leur guerre d'indépendance menée victorieusement grâce à l'intervention armée de la France à leurs côtés. Cette révolution constitue un des chapitres majeurs des temps modernes et il paraît important de redire pourquoi et comment la Bretagne et les Bretons se sont trouvés très impliqués dans ces événements et y ont participé très activement mais aussi de rappeler ce que leur a coûté ce redoutable honneur.

[9]

La Bretagne
et la guerre d'Indépendance américaine.

Chapitre 1

LA BRETAGNE ET LA NOUVELLE GUERRE DE CENT ANS

DE GUERRE EN GUERRE

[Retour à la table des matières](#)

Province frontière - et quelle frontière ! Douze cents kilomètres de côtes - dans la nouvelle guerre de Cent Ans, la Bretagne est aux premières loges pour recevoir les assauts de l'ennemi puisque la France, terrienne « indécrottablement » selon certains, se trouve presque constamment en position défensive dans le domaine naval. Jeanne Laurent dit que « le pouvoir royal voit la mer à la façon des paysans comme une menace contre laquelle il faut s'armer »¹ et Jean Meyer assure que les historiens ont largement sous-estimé l'importance de ces attaques-surprises que la domination des mers permettait aux Anglais de multiplier, car « le coût de la défense est proportionnellement beaucoup plus lourd, du moins à l'époque, que celui de l'attaque »².

Sans retourner au déluge, il est au moins nécessaire de rappeler brièvement quels événements avaient précédé la guerre d'Amérique en remontant jusqu'aux deux conflits antérieurs, la guerre de Succession

¹ In *Bretagne et Bretons* de Jeanne Laurent, Arthaud, 1974.

² In *Histoire de Bretagne*, Toulouse, Privat, 1969 (« Le siècle de l'intendance - 1688-1789 »).

d'Autriche et, comme l'appellent les manuels d'histoire, la guerre de Sept Ans, dont la guerre d'Amérique fut une conséquence presque fatale.

Après un premier affrontement de vingt-trois ans entre l'Angleterre de Guillaume III et la France de Louis XIV, il y avait eu un assez long répit et même, un moment, une alliance entre les deux royaumes rivaux. En France, c'était alors la régence et son anglophilie affichée, puis la belle entente s'était gâtée. Le francophile Walpole, Sir Robert Walpole, comte d'Oxford, n'avait pu se maintenir au ministère car sa politique, à la longue, contrariait les intérêts [10] des marchands anglais. Et ce furent sur terre, sur mer, en Europe, aux Indes, au Canada, des combats glorieux pour la France, d'autres malheureux, finalement une guerre sans issue ou plutôt sans autre issue qu'une paix à somme nulle, la paix d'Aix-la-Chapelle en 1748. En fait rien n'était réglé. « Bête comme la paix » disait-on alors en France. L'Angleterre lancée après les autres — Espagne, Portugal, Hollande, France — à la conquête d'un empire, les dépassait maintenant. La maîtrise des mers qu'elle avait acquise et ne cessait d'amplifier, allait lui permettre, in fine, de briser l'hégémonie continentale de la France, son plus dangereux concurrent et de lui confisquer la plus grande partie de son empire colonial.

Malgré le traité d'Aix-la-Chapelle, des combats sporadiques, souvent simples escarmouches, éclataient en Amérique du Nord entre colons français et anglais. Les territoires dévolus à chacun des deux camps n'avaient pas été précisés dans le traité de paix. La lutte était inégale. L'Angleterre peuplait massivement ses colonies d'Amérique tandis que la France se contentait d'exploiter les siennes de telle sorte que cinquante mille Français se trouvaient face à un million d'Anglais. Néanmoins les Français ne désarmaient pas et en dépit de leur faiblesse numérique continuaient à rêver d'un empire d'Amérique. Ils œuvraient même en ce sens et tentaient de s'emparer de la vallée de l'Ohio afin de consolider l'encerclement des colonies anglaises. Quand ils chassent les Virginiens des fourches de l'Ohio où ils s'étaient établis et y bâtissent Fort-Duquesne (future Pittsburg), la Virginie s'inquiète et son gouverneur Dinwiddie envoie sur place une troupe de miliciens (il s'agit de la milice des colons anglais) commandés par le jeune major George Washington - il a 22 ans - le futur héros de la guerre d'indépendance. L'enseigne de vaisseau Joseph Coulon de Jumonville, venu en parlementaire pour négocier le retrait des Anglais retranchés à Fort

Necessity, est surpris et tué le 28 mai 1754 par Washington et ses hommes ³. Cet incident dramatique pouvait être l'étincelle qui met le feu aux poudres. Il survenait cependant trop tôt car le roi Louis XV savait que sa marine, étouffée par les restrictions budgétaires dues aux dépenses de la cour, restait largement surclassée par celle des Anglais et il retardait tant qu'il pouvait la confrontation. Aussi négociait-il en secret avec George II et multipliait les gestes d'apaisement envers une Grande-Bretagne plus décidée que jamais à en découdre depuis le renouvellement de la Chambre des Communes en 1754 et l'arrivée d'une majorité en phase avec l'ardeur belliqueuse de son monarque. Infructueuse modération du roi de France. En juin 1755, sur les bancs de Terre-Neuve, une escadre anglaise, exécutant les ordres du cabinet britannique, canonait trois navires de guerre français et en capturait deux, l'*Alcide* [11] et le *Lys*, ce qui, à Paris, fit plonger la Bourse ⁴. Tandis que les Anglais durcissaient leur position ⁵, Louis XV, qui avait quand même rappelé son représentant à Londres en juillet, tentait de sauver la paix en faisant relâcher la frégate anglaise avec le gouverneur de Caroline du Sud à son bord, qui avaient été pris par les Français en patrouille dans la Manche et avaient été conduits à Brest. Attitude inutilement

³ Un détachement de cent cinquante hommes sous le commandement de Washington avait ouvert le feu sur les Français surpris au repos. Neuf Français dont leur chef Coulon de Jumonville avaient été tués. Puis Washington s'était retranché avec trois cent cinquante hommes à Fort Necessity où il avait été attaqué le 28 juin 1754 par cinq cents Franco-Canadiens commandés par Coulon de Villiers, le frère de Jumonville. Le fort s'était rendu le 3 juillet. Les Français avaient eu dix-sept tués, les Anglo-Américains cent cinquante. Les conditions de la capitulation n'étaient pas rigoureuses, cependant elles ne furent pas respectées par les Anglais. Dès cette époque, c'était déjà l'état de guerre. Les Coulon étaient sept frères, fils d'un capitaine de troupes du Canada. Six furent tués au cours du conflit avec les Anglais.

⁴ Cette escadre anglaise, sous les ordres de l'amiral Boscawen avait reçu l'ordre d'intercepter la flotte de du Bois de la Motte, partie de Brest le 3 mai. Séparés du convoi par la brume, l'*Alcide* et le *Lys* sont attaqués et capturés le 10 juin avec huit cents marins.

⁵ En juin 1755, l'armée anglaise envahit et occupa l'Acadie (dans l'actuelle province canadienne de Nouvelle-Écosse). Le refus des Acadiens de prêter le serment d'allégeance au roi d'Angleterre provoqua leur déportation (qu'on appelle le Grand dérangement) et leur dispersion dans les autres colonies britanniques d'Amérique du nord. Certains trouvèrent refuge en Louisiane, d'autres en France (Bretagne à Belle-Ile, Poitou, Normandie). Londres a reconnu les torts historiques infligés aux Acadiens en décembre 2003.

conciliante. Le 6 août, la flotte anglaise avait reçu l'ordre d'intercepter tout bâtiment français sans exception, ce qui fut exécuté sans faiblesse au point qu'à la fin de novembre 1755, les Anglais s'étaient, sur toutes les mers, emparés de presque trois cents navires de commerce français et de leurs équipages qui comptaient au total plusieurs milliers de marins ⁶.

Le roi de France, qui avait épuisé toutes les tentatives de conciliation, avait fait parvenir à Londres un ultimatum le 21 décembre 1755. L'Angleterre était mise en demeure de choisir entre la restitution des prises ou la belligérance ; ultimatum rejeté le 13 janvier 1756. Louis XV n'allait déclarer officiellement la guerre que le 9 juin quand, déjà depuis plusieurs semaines, les deux géants étaient aux prises sur tous les continents.

Ainsi commença ce nouveau conflit ou guerre de Sept Ans, comme on la nomme, qui devait prendre fin le 10 février 1763, quand Louis XV ratifia à Paris le traité de paix désastreux pour la France. Les débuts avaient pourtant été encourageants et parfois même, exaltants. Aux Baléares, la prise de Port-Mahon, puis de Minorque tout entière par les Français, l'échec de l'escadre anglaise de secours, l'installation en Corse de garnisons françaises avec l'accord de Gênes, négocié (à prix d'or, il est vrai), les succès de Montcalm au Canada, avaient abattu quelque peu la superbe des Anglais. Mais pour peu de temps. Après avoir jugé et fusillé l'amiral qui n'avait pas su vaincre ⁷, ce que Voltaire avait trouvé un peu fort, ils avaient porté au pouvoir l'indomptable William Pitt ⁸ qui allait mobiliser toutes les énergies de sa nation et retourner la situation. Alors qu'en Europe continentale le renversement des alliances changeait la donne, le roi de Prusse et génie militaire, Frédéric II, devenu le champion de la politique anglaise, remportait victoire sur victoire et les Français ne savaient plus comment se sortir du guêpier allemand. Aux colonies ils n'étaient pas plus heureux. Au Canada, après la mort de Montcalm, tué au combat, c'était la reddition de

⁶ 6 000 selon certains, 8 000 selon d'autres.

⁷ L'amiral John Byng fut emprisonné, jugé par un conseil de guerre pour cause de trahison et fusillé à Portsmouth le 14 mars 1757.

⁸ William Pitt, comte de Chatham (1708-1778) ne doit pas être confondu avec son fils William Pitt (1759-1806) qui fut également un homme politique de grande envergure et un ennemi acharné de la France (mais sous la Révolution et le Premier Empire).

Québec, puis aux Indes celle de Lally-Tollendal à Pondichéry. L'entrée en guerre de l'Espagne aux côtés de la France allait permettre d'éviter le pire. Néanmoins par le traité de Paris, la France céda à l'Angleterre Marie-Galante, Tobago, La Désirade aux Antilles et pour recouvrer les précieuses îles à sucre de la Martinique et de la Guadeloupe dont les Anglais s'étaient emparés, elle devait céder le Canada, [12] l'île du Cap Breton, les îles du Saint-Laurent, la vallée de l'Ohio, la rive gauche du Mississippi. Elle ne gardait que Saint-Pierre et Miquelon et un droit de pêche à Terre-Neuve. En Inde, elle ne conservait que cinq comptoirs. En Afrique, elle perdait le Sénégal à l'exception de l'île de Corée. Elle restituait, par ailleurs, Minorque aux Anglais et abandonnait généreusement la Louisiane⁹ aux Espagnols en dédommagement de la Floride qu'ils avaient perdue.

À l'humiliation de la France s'ajoutait l'effacement diplomatique mais pour la masse des Français, peu concernée, ces amputations furent à peu près indolores et à Versailles quelques-uns préparaient déjà la revanche.

OBJECTIF LORIENT

La Bretagne, aux avant-postes, menacée en permanence avait souffert des attaques anglaises. Déjà, lors de la guerre de Succession d'Autriche, quand les troupes françaises, sous le commandement de Maurice de Saxe, puis du roi, remportaient de grands succès en 1745 et 1746, aux Pays-Bas, le gouvernement anglais cherchait l'occasion d'opérer une diversion qui obligerait la France à retirer de Flandre une partie de ses forces. L'amiral Lestock, qui s'apprêtait à conduire au Canada son escadre de neuf vaisseaux avec quarante navires de charge à bord desquels se trouvaient déjà embarqués les huit mille hommes du général Jacques Sinclair, recevait l'ordre de faire voile vers la Bretagne et d'attaquer L'Orient (aujourd'hui Lorient). Ce port de la côte sud, siège de

⁹ Grâce à son héroïque gouverneur, le chevalier de Kerlérec, la Louisiane avait résisté à un blocus anglais très serré, aux attaques anglaises venues de l'Illinois, de l'Ohio, du Tennessee. La plus grande partie fut donnée à l'Espagne, une moindre à l'Angleterre. Cf. : *Le chevalier de Kerlérec (1704-1770). L'affaire de Louisiane* par Hervé Gourmelon, Les Portes du large, 2003.

la Compagnie des Indes et en plein essor, était choisi pour cible, de préférence à Bordeaux, La Rochelle ou Rochefort parce que de graves dommages pouvaient être portés au commerce et aux établissements français des Indes.

Heureusement pour Lorient qui, mal défendue, allait se rendre, le général Sinclair, dont les troupes avaient débarqué le 1^{er} octobre (1746) dans l'anse du Pouldu, à l'ouest de la ville, fut aussi pusillanime que ses adversaires et leva le siège le 7 octobre ¹⁰. Rembarquées, les troupes furent redébarquées à Quiberon le 14 octobre, peut-être dans l'intention de fortifier la presqu'île et de s'y maintenir. Faute de renforts, le projet fut abandonné et, après avoir ravagé les alentours, les Anglais avaient repris la mer à la fin du mois d'octobre et regagné leur base de Plymouth, non sans avoir, au passage, menacé Belle-Ile.

Bien que ratée, l'expédition anglaise avait semé le trouble et l'angoisse dans une Bretagne qui apparaissait comme une proie offerte presque sans [13] défense aux coups de l'ennemi. Alors que les milices bourgeoises et les milices garde-côtes, pourtant mises en alerte à la suite de mouvements de navires anglais, mais mal commandées, n'avaient pu interdire le débarquement anglais au Pouldu, à la même époque le Malouin La Bourdonnais donnait avec succès la chasse aux Anglais dans les mers des Indes tandis qu'aux Pays-Bas se distinguait le chevalier de Kermellec et son régiment de volontaires bretons. En effet les Bretons font merveille quand ce qu'ils font leur plaît, c'est pourquoi certains disent qu'ils sont plus guerriers que militaires et les romanciers nous parlent du capitaine Conan ¹¹.

¹⁰ Le major de Port-Louis, Simon de la Vergne de Villeneuve envoyé par Deschamps, lieutenant du roi voulait résister mais son entourage voulait capituler. Le général Sinclair avait, le 5 octobre, atteint le bois de Keroman où il avait installé une batterie et il tira sans arrêt sur Lorient pendant trois jours. Villeneuve renforcé par trente canons fit riposter au tir anglais pendant que les milices se massaient à Port-Louis et à Quéven. Sinclair croyant Lorient miné décida de se retirer. Au même moment les Lorientais envoyaient un émissaire à Sinclair pour capituler. Il ne trouva que ses canons encloués (cf. : *Vie et société au Port-Louis*, par Henri-François Buffet, Bahon-Rault, Rennes, 1972).

¹¹ *Capitaine Conan*, roman de Roger Verdel (Prix Goncourt 1934).

LE PRIX DE LA GARDE-CÔTES

L'affaire de Lorient avait en tout cas confirmé que les côtes bretonnes étaient peu et mal protégées. Réorganisées sous Louis XIV, les milices garde-côtes assuraient peut-être assez bien le guet et si besoin était, le service des batteries. Pour le reste, en revanche, le vieux système avait fait son temps. En principe, au son du tocsin et à la vue du pavillon hissé au clocher, tous les hommes valides, âgés de 16 à 60 ans, des paroisses littorales, devaient accourir au lieu menacé. Mais mal entraînées, mal armées, quand elles avaient des armes, mal commandées, elles n'étaient le plus souvent, lorsque le danger pointait, qu'une inutile cohue. Si c'était le temps des moissons, les paysans répugnaient à quitter leurs champs et tardaient à se rassembler. Il fallait réformer. Ce fut l'œuvre du duc d'Aiguillon, depuis 1755 le commandant en chef ¹² en Bretagne, sur la personnalité et les mérites duquel ainsi que sur le conflit qu'il eut avec le parlement de Bretagne, on peut indéfiniment gloser, mais qui dans ce domaine au moins, fit œuvre utile en étendant à la Bretagne ce qui existait déjà en Provence. Mais à quel prix pour les Bretons !

Après avoir, non sans difficulté, à la sueur des paysans soumis à la corvée, entrepris de mettre en état puis d'entretenir un réseau routier qui méritât ce nom, d'Aiguillon avait durant trois mois, au printemps 1755, inspecté les côtes bretonnes. Il préparait la réforme des milices garde-côtes dont le service fut réglé par les ordonnances royales des 25 février et 10 août 1756. Voici désormais la Bretagne dotée de vingt capitaineries générales ¹³ comprenant théoriquement chacune dix compagnies de cinquante hommes dont la moitié de canoniers, soit au total, dix mille hommes âgés de 18 à 60 ans, tirés au sort pour cinq ans, qui seront encadrés et entraînés par les capitaines-généraux, capitaines et lieutenants, et, à tout moment, mobilisables. Ce sont les [14]

¹² Armand de Vignerod du Plessis de Richelieu, duc d'Aiguillon (1720-1788) était le commandant en chef, c'est-à-dire le substitut du gouverneur en titre, le duc de Penthièvre qui n'exerçait pas sa charge.

¹³ Dans l'ordre : Saint-Nazaire, La Roche-Bernard, Vannes, Port-Louis, Quimperlé, Quimper, Pont-Croix, Camaret, Landerneau, Brest, Lesneven, Saint-Pol-de-Léon, Morlaix, Tréguier, Pontrieux, Saint-Brieuc, Matignon, Dinan, Saint-Malo, Dol.

compagnies détachées. Les officiers sont des militaires du pays qui ont obtenu leur grade dans l'armée régulière et qui résident dans leur capitainerie. Les autres hommes valides forment les compagnies du guet qui n'ont de service qu'en temps de guerre. Troupes auxiliaires, elles surveillent la côte à partir de corps de garde situés tous les quarts de lieue (ou kilomètres), transmettent les plis du commandement, assurent les corvées de transport d'artillerie ou de travaux de retranchement.

L'entraînement des milices se fait au cours de revues qui durent trois jours et ont lieu quatre fois par an. Pour ces revues, les miliciens, fusiliers ou canonniers, s'assemblent dans les villes des capitaineries générales et reçoivent au plus, une solde de cinq sols six deniers par jour. Les capitaines ont une solde de 3 livres par jour.

L'ensemble de la charge financière de la garde-côte revenait à la province. Les États de Bretagne, qui en 1758, se tinrent à Rennes, présentèrent au roi leurs remontrances au sujet de l'établissement de ces nouveaux subsides car ils donnaient « la plus sensible mortification à la noblesse de Bretagne qui a toujours rempli gratuitement les places d'officiers garde-côtes ». La noblesse feignait d'ignorer que nombre d'officiers manquaient d'assiduité dans les exercices d'entraînement des miliciens. Cette même noblesse des États, poursuivant ses remontrances, se désola de constater que « pour créer des appointements on créé de nouvelles impositions sur les vassaux » et d'enfoncer le clou : « par quelle fatalité lui serait-il interdit de vous donner des preuves d'un zèle pur et désintéressé ? » dit-elle au roi, avant de dénoncer les dangers et l'esclavage que le nouveau règlement apporte à dix mille miliciens bloqués dans quatre cent cinquante paroisses pendant cinq ans ¹⁴.

La Bretagne avait été la dernière province à être soumise au droit commun administratif français et quinze ans après la création de l'intendance en Bretagne, l'intendant, cet ancêtre des préfets, découvrait en 1703 que « les esprits de cette province ne se gouvernent pas comme les autres ». C'est ce qu'un peu plus tard, sous la régence, ne voulait admettre le maréchal de Montesquieu, commandant en chef, mis en échec par les États de Bretagne. Il assurait qu'il « fallait ôter des esprits de cette province qu'ils sont indépendants ». Il voulait dire : dispensés d'obéir. Ce pauvre Montesquieu y perdait son latin : « quelque

¹⁴ In Joseph Shermack *La Maison de France en Bretagne, une famille de noblesse chevaleresque*, Robert Laffont, 1972.

application que je donne à étudier des Bretons, je n'ai encore pu pénétrer leur caractère tant il est incompréhensible. Vous ne sauriez vous représenter l'esprit de cette nation ni surtout celui qui règne en ce parlement », écrivait-il au ministre La Vrillière le 2 octobre 1718. À force de ne pas les comprendre et de les exaspérer, il allait les pousser à comploter et ce sera la fameuse conspiration de Pontcallec en 1719 et sa conclusion tragique.

[15]

D'Aiguillon ne sera pas plus heureux et, dira-t-il, s'agissant de la noblesse bretonne : « cette masse est travaillée par des idées républicaines, tout en demeurant sincèrement dévouée à la personne du roi. Elle s'imagine que le souverain n'a pas les mêmes droits en Bretagne qu'en France ».

Les Bretons sentent confusément qu'ils doivent payer un prix exorbitant, aux plans matériel et humain, pour la défense de leurs côtes, parce qu'ils sont engagés, et même pour certains d'entre eux, embarqués dans tous les sens du terme, dans une politique de confrontation avec la Grande-Bretagne, par une France, qui, dans le domaine naval, ne s'est pas dotée d'outils à la hauteur de ses ambitions.

LA NAVY SURCLASSE LA ROYALE

Deux années s'étaient écoulées depuis la réorganisation des garde-côtes. La guerre de Sept Ans, entamée elle aussi depuis deux ans battait son plein si l'on ose dire. Jamais la flotte anglaise n'avait été aussi formidable et jamais, non plus, aussi menaçante. Les ordres qu'elle reçoit sont de « clouer la marine française dans ses ports » (Zysberg) ¹⁵. Le blocus est général et le plus souvent efficace. Vaisseaux et frégates anglaises croisent au long des côtes, prêts à fondre sur tout navire français qui s'aventure. En Méditerranée, l'escadre ne peut sortir de Toulon en 1758 et elle est interceptée quand elle tente de le faire, l'année suivante. Dans l'Atlantique, sur cinq divisions qui tentent la sortie, de Brest ou de Rochefort en 1758, une seule réussit à gagner le large et à rejoindre

¹⁵ In *La monarchie des lumières - 1715-1786*, André Zysberg, Paris, Seuil, Points Histoire, 2002.

le Canada où, remontant le Saint-Laurent, elle débarque des troupes à Québec, faute de pouvoir entrer dans le port de Louisbourg. L'armada expédiée par William Pitt en interdit l'accès. Vingt-deux vaisseaux de ligne, quinze frégates qui escortent cent vingt bâtiments de charge d'où débarqueront douze mille soldats, feront capituler la ville en juillet 1758.

Les marins britanniques ont un moral élevé. Leurs navires sont avitaillés en pleine mer, même par mauvais temps, en eau et vivres frais (viandes fraîches et légumes verts) et ils reçoivent des rations de rhum mélangé à du jus de citron qui les protège du scorbut dont souffrent les marins français. Leurs blessés et malades sont évacués sur des navires hôpitaux. Cette organisation est sans rivale. Les marins britanniques ne sont pas seulement mieux nourris, mieux soignés et aussi mieux vêtus que les marins français, ils sont aussi beaucoup mieux entraînés et leurs officiers ont reçu une formation pratique qui manque aux officiers français. En outre le commandement supérieur est plus offensif. Opéré depuis 1750, le redressement de la marine anglaise qui était devenue une force stratégique redoutable, dotée d'une [16] logistique des plus performantes, était l'œuvre de l'amiral George Anson (1697-1762). Le choix stratégique majeur de la Grande-Bretagne est celui d'une occupation permanente de l'espace maritime. Elle veut que ses navires sortent de leurs ports et soient constamment présents sur la mer. Il lui faut donc des navires résistants, nécessitant des radoub peu fréquents et qui demeurent performants par gros temps. C'est pourquoi elle opère des choix technologiques qui lui procurent ces avantages. Elle utilise le bois de teck réputé imputrescible et fait venir de grands mâts d'Amérique du Nord. Ses navires grâce à leur profil trapu ne perdent pas toute leur vitesse par mer agitée et grâce à leur forte membrure se déforment peu. Les radoub sont peu fréquemment nécessaires ce qui présente aussi l'intérêt de diminuer les coûts d'exploitation.

La France construit des frégates rapides, à forme lisse et allongée, destinées à protéger le commerce colonial des Antilles, bien adaptées à leur mission mais peu faites pour une présence en mer de longue durée. Malgré de belles réussites techniques, la marine demeure secondaire pour la France. Face à la *Navy*, la marine française s'affaiblit. Chantiers navals et arsenaux s'assoupissent, les navires vieillissent, les crédits manquent.

Le blocus anglais entraîne en Bretagne des conséquences désastreuses. Ainsi à Lorient, devenu depuis 1729 le seul centre de construction de la Compagnie des Indes, et bloqué comme les autres ports, la Compagnie, qui avait, en 1756, embauché mille cinq cents ouvriers pour ses chantiers navals, en licencia mille en 1759, ce qui plonge de nombreuses familles dans une misère telle qu'elles en sont réduites à abandonner leurs enfants. Trois cent soixante-deux de ces malheureux seront recueillis par l'Hôtel-Dieu et les deux tiers d'entre eux ne survivront pas.

ATTAQUE DE LA CITÉ CORSAIRE

Les Anglais savaient que leur blocus perturbait sérieusement l'économie des villes portuaires mais ils estimèrent devoir passer à une vitesse supérieure en procédant à des débarquements en force suivis d'attaques terrestres destructrices. C'est ce qu'ils avaient déjà tenté, sans succès, en 1746, à Lorient et plus récemment en 1757, à Rochefort. Le désir de revanche n'en était que plus grand. De plus, en 1758, sur le front d'Allemagne occidentale, du Rhin à la Weser les forces françaises — une armée de cent mille hommes comprenant des régiments d'élite de la Maison du roi — s'enlisaient. Une opération de diversion en Bretagne aurait l'avantage en immobilisant les troupes qui y stationnaient, d'éviter qu'elles viennent renforcer celles d'Allemagne.

[17]

C'est dans ces conditions qu'en mai 1758, se trouvait rassemblée derrière l'île de Wight, une aussi imposante flotte que celle qui, au même moment, opérait au Canada. L'objectif, cette fois situé sur la côte nord, était Saint-Malo dont les navires corsaires infligeaient des pertes au commerce anglais. Le duc de Marlborough ¹⁶ se trouvait à la tête de cet ensemble impressionnant de cent quinze bâtiments qui comprenait dix-huit vaisseaux, treize frégates, trois *sloops* ¹⁷, quatre brûlots ¹⁸, deux caïches ¹⁹ à bombes et soixante-quinze bâtiments de charge transportant quatorze mille soldats et six mille *marines*. L'amiral Howe, celui qui sur les bancs de Terre-Neuve avait pris le *Lys* et l'*Alcide*, et qui, plus tard, allait être lord de l'amirauté, commandait l'escadre. Elle avait appareillé le 1^{er} juin, était en vue de Saint-Malo le 4 et prenait position devant Cancale le 5. Le jour même, une frégate de l'escadre s'emboyait imprudemment devant le fort de Barbrulé (ou Barbe Brûlée) et elle était accueillie par les canons servis par les garde-côtes de la capitainerie de Dol, rameutés depuis la veille et commandés par Olivier de France, comte de Landal, capitaine-général. Après deux heures de canonnade, la frégate était en si piteux état que les Anglais avaient dû la remorquer jusqu'à l'escadre. Si l'entrée en scène était manquée et vingt-quatre heures perdues, la suite allait être plus favorable aux envahisseurs. Cancale comprend le bourg, en haut des falaises et, à cinq cents mètres à l'est, le port qu'on appelle La Houle et qui est situé à leur pied. Le lendemain de leur arrivée, les Anglais occupaient Cancale après un bombardement prolongé de La Houle suivi d'un débarquement de quatre mille hommes que douze mille autres vinrent appuyer le surlendemain. Les troupes débarquées se fortifiaient à Cancale et à Saint-

¹⁶ Charles Spencer, cinquième comte de Sunderland et troisième duc de Marlborough, petit-fils du célèbre Marlborough qui avait vaincu les Français à plusieurs reprises à la fin du règne du Roi-Soleil. Le troisième duc était plus homme de cour que guerrier.

¹⁷ Navire caboteur à un mât, gréé en cotre.

¹⁸ Navire incendiaire rempli de poudre, d'huiles minérales, de pots à feu et de projectiles entassés, disposés dans l'entrepont et au milieu desquels serpentait la mèche qui devait les enflammer. L'équipage du brûlot s'approchait de l'ennemi auquel il s'accrochait par des grappins et après avoir mis le feu, se sauvait dans des embarcations.

¹⁹ Petit bâtiment ponté et gréé d'un mât, avec une brigantine à corne, pouvant porter six à douze pièces de canon de petit calibre.

Coulomb à quelques kilomètres en direction de Saint-Malo où la résistance s'organisait. Le régiment de Boulonnais renforçait les garde-côtes de la ville, tandis que le duc d'Aiguillon, venu de Binard, les rejoignait avec un bataillon de Fontenay-le-Comte et deux compagnies de Marbeuf - Dragons.

La défense de Saint-Malo se précisait. Dignes rompues ; chaussée du Sillon qui la relie à Paramé, coupée ; fougasses ²⁰ (mines à bombes) creusées sur les quais ; barricades. Cependant les Anglais ne se privèrent pas de piller à leur aise les paroisses d'alentour ²¹ et surtout, accomplirent à Saint-Servan, vidé de ses habitants en fuite, le principal de leur mission en incendiant dans le port quatre-vingts bateaux marchands et corsaires ainsi que les corderies, magasins et autres établissements de la marine. La flotte malouine était à peu près anéantie. Ceci fait, Marlborough se contenta de quelques manœuvres d'intimidation aux abords de Saint-Malo avant de donner l'ordre de repli vers Saint-Coulomb, puis Cancale, ce qui fut effectué le 10 juin. [18] Avant le rembarquement qui fut terminé le 12, les garde-côtes de Dol sur ses talons, Marlborough avait tout de même pris le temps d'explorer l'intérieur des terres et d'envoyer deux mille soldats en reconnaissance. Ils se retrouvèrent à Dol où leur modération surprit les habitants qui s'attendaient au pire. Les occupants d'un jour réglèrent leurs dépenses et dormirent dans les écuries. Cinq cents d'entre eux furent envoyés nuitamment en direction de la Normandie pour sonder la défense française, rencontrèrent l'avant-garde du régiment de Languedoc et n'insistèrent pas. Quelques-uns poussèrent jusqu'au château de Landal dans la paroisse de Broualan et, après l'avoir pillé, y mirent le feu. Ils voulaient punir le capitaine-général de Dol dont c'était la demeure. Savaient-ils que son jeune fils avait été tué à Cancale lors de leur assaut du 5 juin ?

Au total, le raid britannique n'avait pas duré plus d'une semaine et s'il avait fait peu de morts français et même très peu, ce qui fait douter de la pugnacité de la défense française, sans doute surprise et débordée

²⁰ Mine généralement camouflée, creusée à quelques mètres de profondeur, chargée de pierres et de bombes. La fougasse à bombes contenait quatre de ces projectiles, disposés l'œil en dessous, au-dessus de la charge.

²¹ Dans le seul diocèse de Dol, les Anglais avaient commis des déprédations dans les paroisses de Cancale, Saint-Coulomb, Saint-Ideuc, Hirel, Vildé-la-Marine, Saint-Méloir-des-Ondes, Saint-Benoît-des-Ondes.

par le nombre, les dommages matériels étaient, en revanche, considérables ²².

Ils vont l'être aussi à Cherbourg où dix mille Anglais débarquent en août, saccagent la ville et détruisent les installations portuaires sans réaction française, le major commandant la place s'étant retiré à Valognes pour y attendre des renforts.

NOUVELLES ÉPREUVES BRETONNES

L'offensive anglaise ne faiblit pas et la Bretagne va être une nouvelle fois dans la ligne de mire. C'est encore Saint-Malo qui est visée. Après la traversée sans histoire d'une flotte de cent neuf voiles, le débarquement se fait, cette fois à l'ouest de la ville, à Saint-Briac. L'amiral Howe, toujours lui, commande l'escadre. Les troupes terrestres sont sous les ordres du vieux général Bligh. Le prince George qui sera le roi George III en 1760, est de la partie. Huit mille hommes environ et quatre cents chevaux sont débarqués les 4 et 5 septembre, ce qui effraie les populations et les jette sur les chemins, fuyant avec quelques biens précieux. Le 6 septembre, le vent contraint la flotte à s'éloigner pour se mettre à l'abri dans l'anse de Saint-Cast, à quelques milles à l'ouest. Le général Bligh envoie ses troupes en reconnaissance et se rend compte qu'elles ne pourront franchir l'estuaire de la Rance. Elles devront s'enfoncer vers l'intérieur et faire un détour par Dinan que d'Aiguillon renforce. Dès lors l'expédition lui semble bien compromise et, par prudence, il préfère rapprocher son armée de la flotte au mouillage, ce qui lui fait tout de [19] même tourner le dos à l'objectif, Saint-Malo. Dès le 7 septembre un détachement part reconnaître la route et le lendemain, l'armée plie bagages et fait mouvement en direction du Guildo où le franchissement de l'Arguenon qui paraissait facile lui est interdit par une centaine de garde-côtes commandés par Rioust de Villes-Audrains. Ces braves vont tenir la position pendant trente-six heures. Les Anglais

²² Pour la quinzaine de paroisses touchées, les pertes avaient été évaluées à 3 363 220 livres (3 238 350 livres pour l'évêché de Saint-Malo et 124 870 livres pour celui de Dol). Seulement 6% furent indemnisés sous forme de décharges d'impôts étalées sur cinq ans (cf. l'ouvrage de Joseph Schermeck, précédemment cité).

réussissent enfin à passer grâce aux indications d'un « traître » (l'Histoire oublie de dire s'il le fut par peur, par intérêt, voire par improbable sympathie). Rendus furieux par cette résistance, ils brûlent la plus grande partie du Guildo dès qu'ils ont atteint la rive gauche de l'Arguenon, massacrent des habitants demeurés sur place et, quand, le 10 septembre, vers quatre heures du matin, ils atteignent Matignon et un peu plus tard Pléboulle, les exactions se poursuivent : pillages, viols et brutalités, dans les deux paroisses.

Tandis que les « habits rouges » piétinaient devant l'Arguenon, d'Aiguillon qui avait rejoint Lamballe le 8 septembre, rassemblait le plus possible de troupes régulières et de garde-côtes dispersés dans la région, en tout huit à neuf mille hommes, constitués en trois corps. Dès le 10, les unités commandées par Morel d'Aubigny menaçaient les arrière-gardes anglaises et dans la soirée, d'Aiguillon était informé que Bligh faisait rembarquer ses troupes.

Le 11 septembre au matin, la colonne du comte d'Aubigny arrivait sur les hauteurs qui dominent la baie de Saint-Cast et voyait les Anglais se rembarquer, protégés par une arrière-garde de trois mille hommes en position de combat sur la grève. L'escadre anglaise, embossée près du rivage ouvrait le feu sur les Français dont l'artillerie ne tardait pas à répliquer et qui lancés à l'assaut, tombaient en trombe sur cette arrière-garde. En trois heures de lutte acharnée, elle fut mise en pièce et, en totalité, hors de combat. Les garde-côtes de la dix-septième capitainerie générale, qui était celle de Matignon, s'étaient distingués par leur fureur guerrière. Ceux de la capitainerie de Dol étaient aussi présents. Ils avaient perdu un de leurs lieutenants ²³ à l'affaire de Cancale et, à Saint-Cast, un de leurs capitaines, Saint-Pair de Corlay, laissait sa vie. Du côté anglais, on comptait plus de deux mille morts dont huit à neuf cents noyés, et sept cent trente-quatre prisonniers dont un grand nombre de blessés. Les Français avaient eu cent cinquante-cinq tués dont sept officiers et trois cent quarante blessés dont cinquante-sept officiers.

Dans le feu de l'action, exaspérés par les exactions des troupes anglaises, les Français n'avaient pas fait de quartier. Le marquis de Broc qui commandait l'un des trois corps encourageait ses « enfants à faire feu et peu de prisonniers ». Les Bretons garde-côtes s'étaient déchaînés.

²³ François Bonnaventure Duynes, sieur de la Begotière et de Pleine-Fougères, quarante-deux ans, lieutenant de la compagnie de Roz.

Puis, quand la défaite anglaise fut consommée et que Bligh fit hisser sur son navire amiral le [20] pavillon de cesser le feu, Balleroy, le chef du troisième corps intervint pour mettre fin au massacre. Les armes s'étaient tues et l'on vit des Français se porter au secours d'Anglais qui se noyaient.

Pour l'Angleterre qui avait perdu le tiers de son corps expéditionnaire, sans résultat, c'était un sanglant échec.

Tandis qu'on ramassait les morts et qu'on commençait à les enterrer, les blessés les moins atteints rejoignaient à pied et les plus atteints en charrettes réquisitionnées, l'hôpital mobile venu de Dinan le 9 septembre et installé à Matignon, à 3 kilomètres de la plage de Saint-Cast. Bien sommairement équipé, l'hôpital mobile avait été vite débordé et il avait fallu diriger vers les villes voisines, Dinan principalement, la plus grande partie des blessés. Les conditions de transport étaient atroces.

Dès avant la bataille, Le Bret, l'intendant de Bretagne avait mobilisé une vingtaine de chirurgiens, de compétence inégale, ainsi qu'une dizaine d'aides-chirurgiens, la plupart de Saint-Malo et Dinan, certains de Rennes et même de Nantes ²⁴. À l'hôpital mobile de Matignon, et ce n'était guère mieux à Dinan, les interventions se déroulaient dans des conditions très difficiles et c'est peu dire. « On tremble rétrospectivement écrit à leur sujet un chirurgien rennais de notre époque ²⁵ quand on songe à ces malheureux blessés, opérés à la chandelle, sans aucune anesthésie, sans asepsie et pansés à l'aide de vieux rideaux de fenêtres ». Ces précisions d'un pittoresque tragique peuvent, en effet être déduites d'un « état des fournitures faites par le service de l'hôpital

²⁴ De Rennes :

Cleret : maître chirurgien - professeur à l'école de chirurgie - chirurgien major

Dupont : chirurgien major

Guillemois : chirurgien major

Malescot : aide-chirurgien - aide-major

Le Beaupin : aide-major

De Nantes :

Veillard : chirurgien de l'hôpital de la Charité

²⁵ In *Nouvelle Revue de Bretagne*, n° 6 - nov.-déc. 1947, Quimper. « L'organisation des secours aux blessés de la bataille de Saint-Cast » par Dr P. Hardouin.

ambulant établi à Matignon à l'occasion du combat de Saint-Cast par différents particuliers de Plancoët et des environs ».

MONSIEUR DE CONFLANS PERD SON ESCADRE AUX CARDINAUX

Après la victoire de Saint-Cast célébrée à Paris et dans les principales villes bretonnes par un *Te Deum*, la Bretagne pansa ses plaies et respira. Les Anglais avaient reçu une telle leçon qu'elle pouvait espérer voir l'orage s'éloigner d'elle pour longtemps. C'était oublier que la guerre continuait. Si la stratégie anglaise consistait à s'attaquer méthodiquement aux ports français pour tenter de les détruire, les Français, quant à eux, ou plus précisément leurs dirigeants avaient en tête de grands projets d'invasion de la Grande-Bretagne, simultanément en Angleterre, Écosse, Irlande, ces deux dernières dans l'espoir qu'elles se soulèveraient. Le duc de Choiseul était le ministre des affaires étrangères mais il agissait déjà comme le ministre de la [21] guerre qu'il ne sera que plus tard. Il aimait la marine, avait compris son importance mais n'entendait rien au monde de la mer. En conséquence, le vaste plan qu'il avait conçu allait produire des résultats calamiteux. La flotte de Toulon qui devait rejoindre celle de Brest pour embarquer des troupes en Bretagne avant que toutes deux fassent voile vers les îles Britanniques, avait été prise en chasse par l'amiral Boscawen, un grand marin, au détroit de Gibraltar. Séparé d'une partie de son escadre qu'il avait perdue et d'une autre qui l'avait abandonné, l'amiral français, La Clue, après une belle résistance, s'était réfugié dans le port de Lagos, sur la côte sud du Portugal où Boscawen l'avait rejoint et, bien que ce fut en pays neutre, avait détruit le 19 août 1759, ce qu'il lui restait de navires. On parla désormais du désastre de Lagos. Choiseul ne céda pas au découragement. L'escadre de Brest se chargerait seule du travail et viendrait embarquer les dix-sept mille hommes rassemblés sur la côte vannetaise (actuel Morbihan). Et vogue, non pas la galère, mais la flotte vers les îles Britanniques. Projet téméraire, inepte même ont dit certains, puisque la marine française n'avait pas la maîtrise de la mer, même un temps limité, nécessaire pour mener à bien les opérations. Ce qui devait arriver arriva. Le maréchal de Conflans, chef de la flotte, ayant quitté Brest conformément aux ordres, avait été repéré le 20

novembre 1759 par des navires de Hawke, amiral audacieux, qui tenaient la mer depuis six mois grâce au ravitaillement en vivres frais. Puis c'était toute l'escadre anglaise qui avait donné la chasse aux vingt et un vaisseaux français dont les plus attardés avaient livré bataille en pleine tempête, au milieu des récifs que sont les petits et les grands Cardinaux au sud-est de l'île d'Hoëdic, à l'est de Belle-Ile où, croyant échapper à ses poursuivants, Conflans les avait entraînés. Les Anglais qui perdaient deux navires, capturaient un vaisseau français, en incendiaient deux tandis que d'autres chaviraient et que le reste s'enfuyait vers Rochefort ou vers l'embouchure de la Vilaine, où pour franchir les hauts-fonds, il fallut jeter pardessus bord, canons compris, tout ce qui alourdissait les gros vaisseaux. Au total, six vaisseaux français sur vingt-et-un furent perdus entre Hoëdic, Quiberon et Le Croisic et sept autres s'ensasèrent. Il y avait eu le désastre de Lagos. On parlait maintenant de celui des Cardinaux. Si cette bataille ne fut pas le Trafalgar de l'ancien régime, elle s'inscrivait quand même dans un chapelet de revers et mettait un peu plus en évidence la faiblesse navale de la France. Sans que l'on s'en rende compte à l'époque, elle marque un tournant dans la guerre de Sept Ans. Informé des événements, Louis XV, dépressif désabusé, dit qu'il n'y avait plus en France d'autre marine que celle du peintre Vernet ²⁶. Sans doute ses espions à Londres, lui faisaient-ils [22] savoir que la chute de Québec, le 18 octobre, avait été accueillie dans la capitale anglaise avec un indescriptible enthousiasme et qu'en cette fin d'année 1759, les Anglais disposaient de plus de quatre cents navires de guerre.

En France, on se gaussait de M. de Conflans et de sa « conduite », c'est-à-dire de la façon dont il avait dirigé son escadre. On oubliait que le plan de Choiseul ne valait rien, que les équipages étaient en nombre insuffisant complétés par des garde-côtes déguisés en marins dont trois cents au moins, tous Bretons, furent tués sur deux mille sept cents embarqués, et enfin que, contre ses ordres, son subordonné, Bauffremont, avait donné le signal de la fuite.

²⁶ Selon une autre version Louis XV aurait dit à Choiseul qui insistait sur la nécessité d'une grande politique navale que la France n'aurait jamais d'autre marine que celle du peintre Vernet. Louis XV avait commandé à Vernet en 1753 une suite de grands tableaux représentant les ports de France. Quinze grandes toiles furent peintes de 1753 à 1765. Deux sont au Louvre, treize au musée de la marine.

Après « les Cardinaux », plus que jamais les Anglais maintenaient leur blocus des côtes bretonnes. En mars 1760 ils occupaient l'île d'Houat et en septembre Hoëdic. Ces deux petites îles se trouvent à l'est de Belle-Ile-en-Mer que huit vaisseaux et cent soixante-dix-sept navires de charge transportant vingt mille hommes de troupe, commandés par l'amiral Keppel, attaquèrent le 4 avril de l'année suivante. Non secourue, la citadelle du Palais se rendit après trente-huit jours de siège, avec les honneurs de la guerre.

TOUJOURS SOUFFRIR

Belle-Ile ne fut restituée à la France qu'après la signature du traité de Paris, précédemment évoqué. Ses habitants tardivement libérés par la paix, le 10 mai 1763, avaient subi trois ans d'occupation anglaise.

Pour la Bretagne, le bilan de la guerre de Sept Ans était lourd. La flotte malouine, comme on l'a vu, avait été presque entièrement détruite. La ville de Nantes avait perdu la moitié de sa flotte au long cours soit une centaine de navires, Terre-neuvas, négriers auxquels s'ajoutaient des corsaires, des caboteurs. Lorient avait souffert du blocus de sa rade. La crise des chantiers navals a été évoquée précédemment. L'arsenal aussi voyait ses activités entravées. C'était déjà le cas pendant la guerre de Succession d'Autriche qui avait entraîné des licenciements massifs. Cette situation se reproduit pendant la guerre de Sept Ans, en 1759. Une partie des ouvriers licenciés sera employée au pavage de la ville de Lorient depuis longtemps interrompu. L'économie de Lorient est fragile car la ville est très dépendante de la Compagnie des Indes : « quand celle-ci connaît des crises, Lorient a la fièvre et parmi ces crises, les plus fortes sont liées à l'affrontement franco-anglais »²⁷. Ville ouvrière en proie à de grandes difficultés économiques, Lorient va être le théâtre de mouvements sociaux durs comme cette mutinerie des charpentiers qui éclate en 1759.

[23]

²⁷ In *Lorient, histoire d'une ville*, par Yann Lucas, Quimper, Éditions Palantines, 1997.

Ce ne sont pas seulement les grands ports qui souffrent de la guerre. Les corsaires ennemis s'en prennent avec acharnement au cabotage et à la pêche, dit un témoin de l'époque et, ajoute-t-il, ils rôdent continuellement. Au large de Lorient, des frégates, mais aussi des vaisseaux de cinquante à soixante canons, croisent à tout moment des Glénans à Croix et de Croix à Belle-Ile et redoublent de hardiesse après que l'île soit tombée entre leurs mains. Ils se contentent parfois de s'emparer du poisson pêché mais d'autres fois ils enlèvent les pêcheurs ²⁸. Quand ils s'approchent des côtes, les batteries côtières entrent en action. La population des zones littorales est constamment sur le qui-vive.

Le roulage breton qui était très actif et profitait à l'ensemble des ports de la péninsule, est en partie paralysé : « même les petites barques qui se limitent au cabotage, sont contraintes de progresser par bonds d'un port à l'autre, parfois de nuit » ²⁹. La pitoyable destinée du port d'Audierne, est, à ce sujet, exemplaire. La première moitié du XVII^e siècle avait été l'âge d'or de ce port, devenu l'un des plus actifs et prospères de Cornouaille, et au milieu de ce siècle il était à son apogée. On y voyait jusqu'à deux cents navires. Audierne, en breton *Gwaien*, exportait de la mer Baltique à l'Espagne, des céréales - seigle, orge, froment surtout, des salaisons : sardines pressées, congros, merlus, juliennes séchées. Quant aux importations, c'étaient le goudron, la résine, le liège, les planches de Bayonne, le fer d'Espagne, les vins et eaux-de-vie de Bordeaux, les eaux-de-vie, le sucre, le café de Nantes. Les négociants audiernais avaient des représentants dans ces ports. Un siècle et demi s'écoule et Audierne n'est plus « qu'un très pauvre lieu aussi mal bâti qu'habité ». Quelques maisons de négociants sont perdues dans une foule de masures de pêcheurs, souvent inhabitées ou en ruine. Les quais sont en triste état, les rues délavées impraticables. « Tout manque ici : halles, lavoirs, hôpitaux, manufactures, abreuvoirs, moulins, boucherie, bois de chauffage... Audierne est un séjour de misère et de privation » ³⁰. Du fait des guerres franco-anglaises, la ville est ruinée. Les

²⁸ Deux exemples parmi d'autres : le 6 juillet 1761 deux pêcheurs sont pris par une frégate anglaise près de Port-Louis. Un troisième pêcheur est capturé le 23 juillet (In op. cit. *Vie et société au Port-Louis*).

²⁹ In « Le couvent des capucins d' Audierne 1657-1795 » par Paul Cornée (qui cite *Le Finistère de la préhistoire à nos jours*, éditions Bordessoules).

³⁰ Cf. *Pilleurs du Cap ! Le pillage d'épaves dans les paroisses du Cap Sizun au XVIII^e siècle*, par Paul Cornée.

grosses fortunes sont parties. La population est dans un extrême dénuement. Il n'y a ni médecin, ni chirurgien, ni accoucheur. Les seules industries lucratives qui persistent sont la contrebande, la guerre de course - pendant la guerre de Sept Ans, Audierne a deux navires corsaires : le *Lys* et l'*Iroquois* ³¹, l'île de Sein a la *Marthe* - et enfin le pillage des navires échoués, éventrés sur les récifs qui partout pullulent et sur lesquels se ruent des foules faméliques. Après leur passage ne demeurent sur le rivage, pas une planche, pas un clou. En ce XVIII^e siècle, d'innombrables navires croisent dans les eaux bretonnes.

[24]

Ces populations misérables, à Audierne ou ailleurs, sous-alimentées, aux conditions de vie — habitat, hygiène — déplorables, résistent mal aux épidémies. Et celles-ci ne manquent pas. Elles se succèdent même. Ce sont principalement la variole, le typhus, la dysenterie qui feront des ravages en 1740-1743, 1757-1760, 1768-1775 et 1779-1786.

La plus meurtrière fut celle qui partit de Brest en 1757 et se répandit dans toute la province. Elle est, en même temps, très liée aux événements qui constituent la trame de notre récit puisqu'elle est en relation directe avec le trafic militaire du port de Brest ainsi qu'avec les mouvements des escadres et des troupes. Ce sont, en effet, les marins et soldats de l'escadre de du Bois de la Motte ³² qui la transpirent aux civils. Cette escadre avait quitté Brest à destination du Canada le 3 mai 1757. Les équipages et troupes embarquées qui avaient séjourné à Louisbourg entre juin et octobre étaient de retour à Brest le 22 novembre. L'épidémie de typhus s'était déclarée parmi eux à Louisbourg et, lors du départ, quatre cents malades étaient demeurés sur place tandis que mille convalescents étaient imprudemment embarqués, « dont la plupart peut-être ne parurent tels que par le désir de passer en France » ³³. Il s'en suivit que l'escadre comptait quatre mille malades

³¹ Le *Lys* était un navire de 40 tonneaux armé de quatre canons et de dix pierriers monté par 60 hommes d'équipage. L'armateur était Jean-Louis Poulgoazec-Le Floch. Le capitaine Pierre Cornic a obtenu sa commission de corsaire le 13 octobre 1756. Le 2 novembre 1756, il capture l'*Anna-Bella*, navire anglais de 200 tonneaux de Liverpool, qui rapportera 22 450 livres. L'autre corsaire était l'*Iroquois*.

³² C'est celle dont il a été question précédemment - page 5 - note 4.

³³ Cf. *Malades et médecins en Bretagne - 1770-1790*, par Jean-Pierre Goubert.

en arrivant à Brest. Un médecin de l'époque écrivait dans un rapport destiné au ministre de la marine : « j'attribue la cause de cette maladie au mauvais air de l'entrepont et de la cale, à la malpropreté, au défaut de hardes, à l'humidité jointe... Les équipages nombreux, la multitude de bestiaux que l'on embarque, sont une cause de l'infection de l'air. Ces mêmes causes continuent dans les hôpitaux qu'on a établis (à Brest) pour y recevoir les malades et de là vient que la maladie se soutient » ³⁴.

L'épidémie, d'une extrême violence, fit environ quinze mille morts à Brest dont dix mille dans les hôpitaux et cinq mille dans la ville qui comptait alors vingt à vingt-cinq mille habitants. Un chirurgien de Brest, réquisitionné pour soigner les malades, dit que cette maladie moissonna dans le seul port de Brest, au-delà de quinze mille hommes et il ajouta qu'il a vu "aux hôpitaux ou dans les lieux qu'on avait choisis pour en tenir lieu, au-delà de douze mille malades en même temps". Est-il excessif de dire que le tableau devait être dantesque ?

Apparue à Brest en novembre, l'épidémie se répand vite et dès décembre 1757 touche les villes de Quimper, Morlaix, Lorient et Vannes. Au début de 1758, elle atteint Lamballe et Plénée-Jugon, à l'est-sud-est de Saint-Brieuc et sur les vingt-cinq mille habitants environ qui peuplaient cette région, cinq mille furent atteints et mille cinq cents moururent. L'épidémie faiblit à Brest à partir de février 1758 et bien qu'en déclin, « le fléau destructeur » tuait encore en mai, à Crozon, Argol, Camaret, Roscanvel où les [25] malades, méfiants, refusaient obstinément les soins de deux chirurgiens dépêchés tout exprès auprès d'eux.

Non seulement le typhus fit en 1757-1758 des milliers de victimes en Bretagne mais par la suite il se fixa durablement dans la province et y sévit de façon endémique. On l'appelait le mal de Brest.

DES SOLDATS PARTOUT. LA SOLDATESQUE PARFOIS

La militarisation de la Bretagne eut bien d'autres conséquences qui, pour être moins funestes que les épidémies à répétition furent cependant affligeantes et parfois désolantes. La péninsule était ceinturée par des

³⁴ Cf. *Malades et médecins en Bretagne* - op. cit.

lieux hautement fortifiés, tels Saint-Malo, Brest, Concarneau, Port-Louis, Belle-Ile, les principaux, auxquels s'ajoutait une multitude de sites secondaires garnis de batteries côtières qui complétaient le dispositif. Des troupes de garnison renforçaient en permanence les milices garde-côtes et, pendant les guerres, leur nombre pouvait s'élever à vingt-cinq mille hommes et davantage. Ces soldats étaient étrangers à la province car il y avait très peu de Bretons dans les troupes de terre. Quand venait le moment de prendre les quartiers d'hiver, elles étaient réparties dans de nombreuses petites villes auxquelles elles étaient imposées, les casernes ne suffisant pas, et où des logements étaient réquisitionnés. Les propriétaires étaient indemnisés, pas toujours, d'ailleurs, en proportion des dégradations, les locataires relogés mais une sourde hostilité des habitants était assez souvent perceptible, d'autant plus que la troupe était globalement perçue par les communautés comme une menace possible, par exemple quand il y avait du retard à payer l'impôt. Jean Quéniart remarque à ce sujet que : « l'insuffisance des autres moyens de l'État pour assurer son autorité, fait de l'armée, même sur un plan civil, le bras armé de la violence légitime qui concerne potentiellement tous les citoyens » ³⁵.

Indépendamment de cet aspect, d'aussi fortes concentrations de troupes pendant d'aussi longues durées, occasionnent bien des troubles et désagréments : « il reste, écrit Jean Meyer, que les grandes routes de Bretagne se couvrent d'interminables files de charrettes réquisitionnées, de Rennes à Saint-Malo, bouleversant la vie des villages par les charrois imposés aux hommes et aux bêtes, troublant la vie des familles par le « casernement » et ses excès de toutes sortes » ³⁶.

Les sources judiciaires de l'époque montrent que des militaires sont impliqués dans différentes formes de violence de gravité variable, dans des proportions supérieures à la moyenne et que le soldat, dans cette Bretagne militarisée [26] du XVIII^e siècle, apparaît porteur d'une dangerosité statistiquement plus grande que celle des civils. Elle sera encore accrue quand se produira un effet de groupe, ce qui peut se voir au

³⁵ In *Violence et société en Bretagne et dans les pays celtiques*, Brest, C.R.B.C., 2000 (article : « Militarisation et violence en Bretagne au XVIII^e siècle » par Jean Quéniart).

³⁶ *Histoire de la Bretagne*, Toulouse, Privat (in « Le siècle de l'intendance » par Jean Meyer)

cabaret où l'alcool jouera aussi son rôle. Les soldats sont des hommes jeunes, célibataires, coupés de leur milieu d'origine. Parfois inadaptés sociaux dont l'engagement a été plus ou moins forcé, ils se retrouveront déserteurs et vivant de violence et de rapine, n'hésitant pas, s'il le faut, à se servir de leurs armes et se constituant parfois en bandes redoutables. Ils vivent dans la clandestinité comme ces galériens, échappés des bagnes de Brest, et comme eux, évitant la maréchaussée en cheminant la nuit sur ce que Jean Quéniart appelle « les routes de la délinquance » et dont la mieux pourvue dans ce domaine était celle de Brest à Lorient.

L'INSTINCT DE SURVIE

Il ne faudrait toutefois pas croire que pendant ces guerres franco-anglaises, la Bretagne s'est trouvée dans la complète impossibilité d'échapper à sa triste condition de forteresse assiégée, de camp retranché coupé du monde.

L'ingéniosité des uns s'associe à la hardiesse des autres pour maintenir une certaine circulation des hommes et des marchandises qui puissent se glisser entre les mailles des filets des belligérants à leur nez et à leur barbe, parfois avec leur accord tacite. Le monde des négociants et des armateurs s'y entend bien. Et d'abord ils arment sous pavillon neutre. Pour ce faire, Lisbonne est tout indiquée. Les circuits commerciaux s'orienteront alors vers l'Amérique du sud. Ceux qui tentent leur chance sous pavillon français prennent la précaution de s'assurer, soit à Rotterdam chez les Néerlandais soit plutôt, même en pleine guerre, à Londres où les compagnies ont les reins autrement solides que celles de France. Les primes sont très élevées ³⁷, mais quelle sécurité pour l'armateur français de savoir que si son navire est pris par un corsaire ou par un navire de guerre anglais il recevra le capital garanti des mains de l'assureur anglais auquel les droits du propriétaire français auront été préalablement transférés par acte notarié. À côté de ce trafic maritime licite maintenu envers et contre tout, la contrebande joue un rôle de premier plan dans l'économie bretonne. Déjà considérable en temps de

³⁷ *Histoire de la Bretagne*, Privât (in « Le siècle de l'intendance » par Jean Meyer)

paix, elle ne recule pas devant la guerre qui aurait plutôt tendance à la stimuler. C'est le tabac qui transite par Dunkerque puis par les plaques tournantes que sont Jersey et Guernesey, pour atterrir sur quelque grève déserte du sud de la Bretagne. Le thé et les porcelaines de Chine viennent de Canton sur des navires de la Compagnie des Indes et se retrouvent à Roscoff en attendant d'être rembarqués pour leur destination anglaise via la Hollande ou les [27] îles anglo-normandes. Les Irlandais de Nantes, grâce à des liens familiaux maintenus, feront venir d'Irlande en Bretagne des salaisons réexportées ensuite aux Antilles.

Dans un registre tout différent mais qui peut aussi être lucratif, les filières d'évasion des prisonniers de guerre concernent l'un ou l'autre camp et parfois les deux en même temps.

Quand s'achève la guerre de Sept Ans, la Bretagne qui a lutté pour sa vie et même pour sa survie peut faire le compte des grands dommages moraux et matériels qu'elle a subis. La voici passablement éprouvée qui pleure ses milliers de morts civils et militaires. Des familles attendent le retour des marins des flottes de guerre, de commerce, de pêche, prisonniers aux mains des Anglais. Elles espèrent encore qu'ils ont pu survivre aux conditions innommables de leur captivité à Portsmouth, Plymouth ou ailleurs, sur de vieux vaisseaux désarmés, dématés, qu'on appelle des pontons. Le traité de Paris, ratifié par les rois de France et d'Angleterre, a prévu leur libération.

La Bretagne de 1763 c'est surtout la misère des vivants, les prières pour les morts et, même chez les jeunes enfants, une haine de l'Anglais qui surprend le voyageur. La classe aisée, quant à elle, qui représente environ 5% de la population bretonne (100 000 pour 2 000 000) est tout entière attentive au tour de plus en plus aigu pris par l'opposition des États au commandant en chef, le duc d'Aiguillon. Les finances du royaume ont été asséchées par la guerre. Le pouvoir veut accroître la pression fiscale pour faire face aux échéances et il se heurte en Bretagne à une opposition particulièrement vive des États, qui, conformément au Traité d'Union avec la France, de 1532, doivent donner leur accord à tout alourdissement de la fiscalité. Face au développement de l'absolutisme, les États de la province, au fil du temps, n'ont plus guère eu qu'une action de freinage et de retardement, d'autant que, si la noblesse s'oppose au pouvoir avec acharnement, en revanche le clergé et le Tiers-État ne sont pas, à un même degré, sourds à ses arguments. Il est vrai que l'opposition des nobles est souvent maladroite par son

caractère systématique. En principe, le roi a toujours le dernier mot mais à la longue un certain essoufflement de l'autorité monarchique apparaît et le refus de transiger finit par être payant. Voici maintenant le parlement de Bretagne, gagné par la fièvre qui agite l'ensemble des parlements du royaume. Le plus souvent opposé aux États avec la bénédiction du pouvoir central, il s'est rapproché d'eux et même n'est pas loin de prendre la tête de la fronde par la voix de son procureur général Louis-René de Caradeuc de la Chalotais totalement allergique au duc d'Aiguillon qui l'est tout autant à son égard. La Bretagne de 1763 c'est aussi le lieu où commence à se lever le vent qui vingt-cinq ans plus tard soufflera en tempête et balaira la monarchie française.

[28]

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[29]

[30]

[31]

**La Bretagne
et la guerre d'Indépendance américaine.**

Chapitre 2

LA RÉVOLTE DES COLONIES ANGLAISES D'AMÉRIQUE

LES ANGLAIS EN AMÉRIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Les Français s'étaient lancés à la conquête du continent américain trente-deux ans après Christophe Colomb. Ce furent l'expédition française du Florentin Verrazano en 1524 et le premier voyage de Jacques Cartier dix ans après ³⁸. Les Anglais, tard venus dans ce déploiement des ambitions européennes outre-Atlantique, avaient attendu quatre-vingt-quatre ans (expédition de Frobisher en 1576) mais au siècle suivant, tandis que leur État montait en puissance, ils n'allaient pas tarder à mettre les bouchées doubles. Après plusieurs échecs qui ne les découragent pas, bien que le littoral américain soit peu hospitalier, les Anglais réussissent à s'implanter en Virginie où ils fondent en 1607 Jamestown

³⁸ En 1534, le Malouin Jacques Cartier envoyé comme Verrazano par François 1^{er} atteint Terre-Neuve et l'embouchure du Saint-Laurent. Au cours d'une seconde expédition en 1535, il remonte le Saint-Laurent et fonde Québec. En 1524, Verrazano qui cherchait un accès vers l'ouest pour atteindre la Chine avait longé la côte américaine et baptisé Nouvelle Angoulême l'emplacement devenu plus tard Nieuw Amsterdam, puis New York.

qui est le plus ancien établissement anglo-saxon du Nouveau Monde et correspond au véritable début de la colonisation anglaise en Amérique. Elle est confiée à des compagnies commerciales auxquelles le roi accorde des chartes et qui se chargent de l'émigration. La mortalité des émigrants sera terrible. Ainsi malgré l'arrivée de quatre mille d'entre eux de 1618 à 1624, Jamestown n'aura que mille deux cent dix habitants en 1625. Les émigrants sont des paysans anglais pauvres que la disparition de la propriété communale a chassés des campagnes pour en faire des vagabonds des grandes villes. Le rêve américain leur apparaît comme la planche de salut.

En même temps que les bouleversements sociaux, les troubles politiques et religieux qui secouent l'Angleterre du XVII^e siècle précipitent l'émigration. [32] Ces émigrants se disent pèlerins (*pilgrims*), en quête d'une terre promise. Ce sont des protestants dissidents congrégationalistes, baptistes, *quakers*, presbytériens d'Ecosse, hostiles au catholicisme mais tout autant à l'anglicanisme qu'ils trouvent tous deux beaucoup trop tolérants envers l'ivresse alcoolique, l'adultère, le viol et la violation du repos sabbatique. Ce qu'ils veulent, c'est un christianisme plus pur d'où leur nom de puritains (*puritans*).

Réfugiés dans la tolérante Hollande qu'ils jugent bientôt laxiste, quelques-uns d'entre eux décident d'émigrer en Amérique pour y vivre collectivement en conformité avec leurs principes, font escale en Angleterre et renforcés par des coreligionnaires ainsi que par quatre-vingts artisans et ouvriers envoyés en Virginie par la compagnie de Londres, quittent Plymouth le 16 septembre 1620 sur le *Mayflower*. Ils sont en tout cent trente passagers dont trente et un enfants. Pour des raisons demeurées inconnues, les pèlerins, après soixante-cinq jours de traversée, débarquent, non pas en Virginie, mais beaucoup plus au nord au Cap Cod (cap de la morue), en Nouvelle-Angleterre. La moitié d'entre eux succombe au cours du premier hiver ce qui ne décourage pas les survivants qui, l'année suivante, célèbrent un jour d'action de grâce ou *Thanksgiving Day* resté jusqu'à nos jours une des grandes fêtes annuelles des États-Unis (le quatrième jeudi de novembre).

Le durcissement de l'anglicanisme provoque pendant tout le XVII^e siècle le départ de dissidents puritains en butte à des tracasseries et persécutions qui, sous la conduite de leurs pasteurs, reconstituent en Amérique les villages qu'ils ont quittés.

À la fin du XVII^e siècle, après avoir réduit par la force des enclaves suédoise et hollandaise ³⁹, les Anglais dominant l'ensemble du littoral atlantique, étendu sur 2 000 km du Canada à la Floride espagnole. Leurs établissements, échelonnés de loin en loin deviennent peu à peu les centres de colonies qui, indépendantes les unes des autres, sont toutes rattachées à Londres. Si elles diffèrent par le climat, les genres de vie, le style, en revanche une organisation politique presque identique leur donne un air de famille. Chacune est sous l'autorité d'un gouverneur choisi le plus souvent parmi les familles anciennes et importantes de la colonie. Des assemblées de propriétaires élus assistent les gouverneurs représentants de la couronne, notamment en votant l'impôt. Ces assemblées deviendront des pépinières d'hommes politiques accoutumés aux affaires publiques. Outre le fait qu'elles ont des organisations politiques très semblables, les colonies sont exposées aux mêmes dangers venus des Indiens et des Français, ce qui contribue à les rapprocher et à leur conférer une certaine unité.

[33]

LA MONTÉE DES PÉRILS AVANT LA DÉCRUE

Au début de la colonisation, les relations entre Européens et Indiens n'étaient pas mauvaises. Les Indiens qui auraient pu repousser des émigrants peu nombreux et démunis, les ont, au contraire, aidés et leur ont enseigné des techniques qui leur ont permis de survivre ⁴⁰. Des traités

³⁹ Avec des capitaux suédois et hollandais, une Nouvelle Suède avait été créée à l'embouchure de la Delaware et Fort Christina construit en 1638. À l'extrémité de l'île de Manhattan, les Hollandais avaient construit en 1626 Fort Amsterdam devenu peu après Nieuw Amsterdam. En 1655, les Hollandais de Nieuw Amsterdam s'emparent de Fort Christina et de la Nouvelle Suède qui disparaît et en 1664 une flottille anglaise s'empare de Nieuw Amsterdam qui devient New York tandis que la souveraineté anglaise succède à celle des Provinces-Unies.

⁴⁰ En 1607, en Virginie, des Indiens apportent du grain, du pain et du gibier à des colons dépourvus qu'ils auraient facilement pu rejeter à la mer. En 1621 dans la colonie de Plymouth, des Indiens qui avaient appris l'anglais s'offrent

de paix ont été conclus. Puis au fur et à mesure que la colonisation se développait, le choc de cultures incompatibles a fait suite à la coexistence pacifique. Les colons blancs avaient besoin de terres et ils pensaient pouvoir s'approprier celles qui étaient sans maisons, ni cultures. Critères sans valeur pour les Indiens qui les revendiquaient comme territoires de chasse pour eux d'une importance vitale. Et chacun désormais de faire parler la poudre. Les Anglais voulaient civiliser les sauvages, blanchir les hommes rouges, parfois en les christianisant. Les Indiens soumis et déculturés succombaient, emportés par des épidémies ou détruits par l'alcool. D'autres prenaient les armes, des armes à feu de contrebande dont ils se servaient bien, massacraient des blancs, étaient massacrés en représailles. Au XVIII^e siècle, aucun des protagonistes ne l'emporte sur l'autre et pour les colons la présence indienne est globalement perçue comme inquiétante et dangereuse.

Les Français inquiètent aussi beaucoup depuis qu'ils sont en voie de constituer un empire français d'Amérique. À partir du Canada ils ont au XVII^e siècle lancé des explorations vers le sud, dépassé les grands lacs, les sources du Mississipi, descendu le fleuve immense jusqu'à son embouchure dans la tropicale et marécageuse Louisiane. La France possède désormais un vaste domaine étendu de l'estuaire du Saint-Laurent à celui du Mississipi. Il est certes peu peuplé, mais enferme les colonies anglaises dans la zone littorale et interdit aux colons anglais toute pénétration vers l'intérieur du continent américain, ce que tentent d'accomplir les hommes les plus entreprenants ou les plus turbulents, à la recherche de terres nouvelles. Mais dans un contexte de conflit franco-anglais récurrent étendu chaque fois au continent américain, les Français, non contents de seulement endiguer l'appel de l'ouest, peuvent menacer l'ensemble des colonies anglaises d'Amérique dont l'existence même serait remise en question.

Le péril indien et le péril français sont parfois associés car chaque camp enrôle sous sa bannière des tribus devenues mercenaires et qui sont rétribuées à proportion du nombre de scalps qu'elles rapportent. Les Indiens sont plus généralement dans le camp français. Les colons anglais d'Amérique sont donc très concernés par les combats qui opposent troupes françaises et anglaises [34] lors de la guerre de Sept Ans à

pour guider et enseigner aux colons qu'ils auraient pu massacrer, à semer le grain, à prendre du poisson « et autres commodités ».

laquelle ils participent activement. La défaite française finale et l'éviction des Français de l'Amérique, qui fait suite au traité de Paris de 1763, mettent fin au péril français et le péril indien, quant à lui, va décroître à la fin du XVIII^e siècle.

LES TREIZE COLONIES

Treize colonies anglaises, en ce dernier quart du siècle, sont échelonnées sur 15° de latitude. Trois groupes peuvent être distingués. Au nord se trouve le groupe de la Nouvelle-Angleterre qui comprend le New Hampshire, le Massachusetts, le Connecticut, le Rhode Island. Ces colonies sont peuplées de puritains entrepreneurs, travailleurs et intolérants. La religion imprègne autant la vie publique que la vie privée, toutes deux soumises à un ordre moral dont l'intransigeance a pu aller jusqu'à la chasse aux sorcières, au sens propre. Celle de Salem, modèle du genre, dans le Massachusetts a fait vingt victimes en 1692. L'économie repose sur l'agriculture, l'élevage, la pêche à la morue, le commerce maritime licite et illicite avec les Antilles, les chantiers navals.

Le groupe du sud comprend le Maryland, la Virginie, la Caroline du Nord, la Caroline du Sud, la Géorgie. Leurs sociétés sont aristocratiques, dominées par de riches planteurs. La population est clairsemée, les villes sont rares. Les esclaves noirs, « importés » d'Afrique, y sont plus nombreux que les blancs. Ils constituent la main d'œuvre des plantations de tabac, de riz, d'indigo. Le coton viendra plus tard. L'économie est dépendante des exportations.

Dans la région intermédiaire entre les colonies du nord et celles du sud, se trouve le troisième groupe constitué par : la colonie de New York, le New Jersey, le Delaware, la Pennsylvanie. La colonie de New York, comme il a été dit (note 2), avait d'abord été aux mains des Hollandais et le Delaware avait été suédois. La Pennsylvanie fondée par les très puritains *quakers* deviendra un modèle de tolérance religieuse qui assurera sa réussite ainsi que celle de sa capitale Philadelphie, « cité de l'amour fraternel ». La position centrale de ces colonies leur conférera un rôle historique d'arbitre qui sera plus tard matérialisé par la présence de la capitale fédérale.

Quand, après la guerre de Sept Ans, les relations entre la métropole et ses colonies d'Amérique vont s'altérer, la population des colonies pourra être évaluée à 2 millions et demi d'habitants, soit le tiers de ce que compte la métropole. Les blancs sont 1 950 000, les noirs 520 000 et les Indiens 100 000. Les vagues d'émigrants se succèdent en un flot presque ininterrompu venu principalement des îles Britanniques ⁴¹. Ils effectuent la traversée de [35] l'Atlantique qui dure de cinq à huit semaines, dans des conditions très éprouvantes et souvent extrêmement pénibles, ce qui entraîne une forte mortalité, d'environ 10%, aussi élevée que celle des noirs de la traite, ce qui n'excuse pas celle-ci. Venus de leur propre initiative ou recrutés de plus ou moins bon gré, beaucoup sont des *indentured servants*, ou serviteurs sous contrat qui, pendant quatre à sept ans, donnent leur force de travail à un maître. Il y a aussi, en nombre réduit, des *convicts* ou condamnés de droit commun, venus malgré eux.

Cette pratique scandalise des esprits éclairés, tel Benjamin Franklin.

Du nord au sud l'agriculture et le commerce dominant l'activité économique et tous les deux sont prospères. L'image d'abondance que projettent les colonies anglaises d'Amérique n'est nullement mythique même si, ne serait-ce qu'à cause des conditions climatiques, elles sont loin d'être le paradis terrestre que certains croient voir en elles.

L'alimentation est un sûr reflet de la prospérité ou de la pauvreté d'un pays. Or précisément, les colons d'Amérique dont neuf sur dix vivent à la campagne, s'alimentent plus et mieux que les Européens. Leur consommation de viande, de lait, de fromage est sensiblement plus importante.

⁴¹ En 1790, 60,9% des Américains sont d'origine anglaise, 8,3% d'origine écossaise, 9,7% d'origine irlandaise, 8,7% d'origine allemande. Il y a aussi des Hollandais, des Suédois, des Français (huguenots), des Juifs sépharades.

LE SYSTÈME DE L'EXCLUSIF

Toutefois le développement et la prospérité des colonies trouvent leurs limites dans un système dit de mercantilisme colonial qui leur est imposé par la métropole et qui consiste à profiter de leurs richesses et à leur interdire un essor qui pourrait en faire un dangereux concurrent. Concrètement ce système de l'exclusif — c'est ainsi qu'on l'appelait — c'était pour les colonies l'obligation de ne commercer qu'avec la métropole. Les produits non consommés sur place devaient être expédiés dans les ports de la métropole et les objets de consommation que les colonies ne produisaient pas ne devaient être achetés qu'à la métropole ou transiter par elle en acquittant des droits. Le mercantilisme colonial allait encore plus loin puisqu'il interdisait aux colonies certaines productions qui auraient pu concurrencer celles de la métropole. Ainsi le fer et la fonte ne pouvaient être transformés en Amérique (règlement de 1750). Il s'agissait d'entraver le plus possible à défaut de l'empêcher, le développement d'activités industrielles. Dès 1699, la vente des lainages était interdite d'une colonie à l'autre de même que l'exportation vers les marchés européens. Certains aménagements atténuent cependant les rigueurs du mercantilisme. En acquittant un droit d'importation, les colonies peuvent acheter du [36] vin à Madère et aux Açores, du sel en Europe hors de l'Angleterre, du sucre aux Antilles non britanniques. Des avantages non négligeables sont consentis en faveur des colons. Ainsi les producteurs d'indigo reçoivent une prime d'encouragement. Les planteurs de tabac sont certains de pouvoir écouler leur production à de bons prix avec de courts délais de paiement. Les riches planteurs qui se procurent en Angleterre des objets de luxe y trouvent d'excellentes conditions de paiement. Et par ailleurs les chantiers navals américains construisent un navire sur trois de la flotte anglaise. Mais ce qui rend plus que tout, la domination anglaise supportable c'est que l'administration anglaise n'est pas en mesure d'appliquer strictement les dispositions réglementaires. Les douaniers sont trop peu nombreux, ils ont la réputation, méritée semble-t-il, de savoir fermer les yeux en échange d'un bon pourboire. Quoiqu'il en soit, une contrebande des plus actives notamment avec les Indes occidentales pallie heureusement les effets étouffants du système colonial. On pourrait dire que le commerce interlope introduit une sorte d'équilibre au sein d'une situation de déséquilibre. Il en est de même dans le domaine monétaire

où le troc vient pallier la rareté des espèces métalliques due à une balance commerciale déficitaire avec la métropole - les colonies achètent à l'Angleterre plus qu'elles ne lui vendent - sans possibilité de création de banques puisque Londres s'y oppose. Dans un tel système le commerce maritime joue un rôle de premier plan : installations portuaires, constructions navales, entrepôts ne cessent de se développer, créent des emplois, à terre et sur mer, stimulent la croissance des villes côtières : Boston, Salem, Philadelphie, New York, Norfolk, Baltimore.

Si l'assujettissement économique des colonies quoique masqué, est néanmoins perceptible par les esprits lucides, leur subordination politique est, en revanche, assez discrète. Le gouverneur est nommé par le roi dans certaines colonies, dans d'autres il l'est par les assemblées législatives ou encore par les lords propriétaires. Chacune des colonies, à l'exception de la Pennsylvanie, est dotée d'une haute et d'une basse assemblée. Leur recrutement par nomination pour la première ou élection censitaire pour la seconde et leurs fonctions de conseil du gouverneur pour la première de parlement pour la seconde, sous le contrôle peu tracassier de Londres, laisse aux colons d'Amérique le sentiment ou l'illusion de la liberté. Ce sentiment ou cette illusion sont accrues par l'identification très forte des colons et notamment de la classe aristocratique au modèle culturel anglais qu'il s'agisse de la langue anglaise et même du beau langage, des modes anglaises, des objets de luxe ou des produits culturels fort coûteux venus d'Angleterre. D'aucuns se sentent même plus anglais que les Anglais. Toutefois insensiblement prend naissance chez [37] certains colons anglais d'Amérique le sentiment qu'une distance qui n'est pas seulement géographique les sépare de la métropole. Ce sentiment vague et diffus sauf chez quelques esprits pénétrants qui le ressentent avec acuité va brusquement s'intensifier après la guerre de Sept Ans.

UNE MÉTROPOLE ARROGANTE ET DISTRAITE. DES COLONIES PROTESTATAIRES

Ces hostilités entre le roi d'Angleterre et les rois de France et d'Espagne avaient pris fin dès les préliminaires de Fontainebleau, le 3 novembre 1762 et, après les dernières ergoteries, le traité définitif avait été signé le 10 février 1763 comme il a été dit précédemment. Les colonies d'Amérique, libérées de la menace que faisait peser sur elles la France, l'ennemi héréditaire, pouvaient croire qu'une ère de paix et de prospérité s'ouvrait devant elles. La suite des événements n'allait pas tarder à les détromper. Une proclamation royale du 7 octobre de cette même année 1763, qui créait un territoire indien à l'ouest des Appalaches, interdisait d'y acheter des terres aux Indiens, prévoyait un contrôle très sévère du commerce dans ce territoire et imposait aux blancs qui s'y étaient implantés, de revenir à l'est de la ligne de démarcation après y avoir détruit leurs maisons. Les colons agriculteurs se voyaient évincés au profit des marchands de fourrure anglais. Ce serait peu dire qu'ils furent déçus car la colère aussi et parfois la fureur s'emparèrent d'eux. Mais plus profondément c'était tout l'élan pionnier vers l'ouest qui allait encore se trouver bridé. Il y avait dans ces jeunes colonies d'Amérique une immense énergie à dépenser, un trop-plein parfois, qui ne pourraient rester longtemps comprimés. La monarchie anglaise n'y voyait goutte ou n'en avait cure.

En 1764, le *Sugar Act* annonce la fin de l'indulgence ou de l'inefficacité douanières des ports américains à propos de la contrebande généralisée des mélasses qui désormais seront effectivement soumises aux droits de douane ⁴². Pour les colonies, les mauvaises nouvelles se suivent. En 1765, le *Stamp Act* frappe d'un droit de timbre tous les actes officiels, tous les écrits publics. La couronne britannique n'hésite pas à prendre ces mesures impopulaires pour se dédommager légitimement, estime-t-elle, des frais qui ont été occasionnés par la guerre avec la

⁴² Les mélasses étrangères seront soumises à un droit de trois pence par gallon au lieu des six pence fixés en 1733, mais en fait jamais perçus. La mélasse est une matière sirupeuse fournie par le résidu de la fabrication du sucre (ici sucre de canne) et utilisée pour la fabrication du tafia (eau-de-vie) et du rhum.

France. Le seul entretien des troupes anglaises stationnées aux colonies dépasse d'ailleurs largement les revenus attendus du *Sugar Act* et du *Stamp Act* additionnés ⁴³. Mais les colons ne voient plus du tout l'intérêt de maintenir en Amérique une force armée anglai-

⁴³ L'entretien des troupes anglaises aux colonies coûte annuellement 300 000 livres environ. Le *Sugar Act* devait rapporter de 50 000 à 80 000 livres, le *Stamp Act*, 60 000 livres.

[38]



Réaction au Stamp Act. Des habitants de New York brûlent publiquement des feuilles de papier timbré en 1765.

[39]

se aussi imposante dès lors que l'ennemi français a disparu et que la menace indienne s'estompe. Ils estiment que leur appauvrissement prévisible nuira à la métropole qui vendra moins de produits à des populations dont le pouvoir d'achat aura baissé. Toute une classe de négociants, d'armateurs, de marins, se voyait menacée de ruine par ces mesures qui allaient frapper le commerce avec les Antilles françaises et espagnoles dont elle tirait le plus clair de ses revenus.

Le mécontentement monte d'un cran après le *Stamp Act* et s'étend à la classe politique. Si elle a bien voulu admettre que la couronne se mêle de fixer des droits de douane, et elle espère que la contrebande aura le dernier mot, en revanche elle ne peut admettre sans réagir que le parlement de Londres vote de nouvelles impositions en se passant du consentement des populations concernées. Or le *Stamp Act* frappait d'un droit variant de deux pence à six shillings non seulement les contrats et donations mais aussi les factures, les diplômes universitaires tout autant que les livres et même les almanachs et jeux de cartes. Les peuples d'Amérique n'étaient pas seulement lésés matériellement, ils étaient atteints par une mesure illégale qui les amputait d'un droit sacré. Les colonies s'étaient progressivement emparées d'un pouvoir de contrôle que consacrait une autonomie politique. Les colons, qui par ailleurs ne sont pas représentés au parlement de Londres, perdant ce pouvoir se découvrent citoyens de second rang. Cette prise de conscience ouvre leur esprit à l'idée de l'indépendance.

Chez beaucoup de colons imprégnés jusqu'aux moelles de puritanisme protestant, hantés encore par les vieux souvenirs des persécutions subies en Angleterre par leurs pères, s'insinue l'idée d'un complot ourdi, par une monarchie mauvaise et corrompue, contre les libres fils d'Amérique. Comment expliquer autrement toutes ces plaies qui s'abattent sur eux ? Les assemblées coloniales sont gagnées par l'agitation. Elles adoptent des motions. Le 29 mai 1765 un certain Patrick Henry enflamme par son discours la chambre basse de Virginie.

En octobre 1765, neuf colonies sur treize envoient des délégués à un congrès qui se tient à New York et expédie une adresse au roi et une pétition au parlement de Londres. L'armée se termine dans un climat troublé. Les désordres gagnent la rue où les *fils de la liberté* bousculent les contrôleurs royaux et les distributeurs de papier timbré tandis que

les marchands de Boston, New York et Philadelphie boycottent les produits anglais pour obtenir l'abrogation du *Stamp Act*. Ce boycott fait souffrir leurs correspondants anglais qui déposent en janvier 1766 une pétition sur le bureau du *speaker* de la Chambre des communes. Le Parlement est tiraillé entre les durs qui voudraient envoyer au diable « cette racaille d'Écossais, d'Irlandais, de vagabonds [40] étrangers, de descendants de forçats et de rebelles » et les modérés favorablement impressionnés par le ton paisible et la sagesse des propos de Benjamin Franklin venu à Londres exposer les arguments de ses compatriotes.

Bientôt le Parlement satisfait les modérés et calme le jeu en abrogeant le *Stamp Act* mais montre aux intransigeants qu'il ne s'agit que d'un repli tactique, pas un acte déclaratoire qui lui reconnaît solennellement « toute autorité et tout pouvoir ». En Amérique aussi il y a déjà les modérés et les ultras. Ceux-là gagnent du terrain parce que les dirigeants myopes de la Grande-Bretagne, incapables de prendre en compte la situation américaine nouvelle, issue de la guerre de Sept Ans et peu soucieux de la connaître, naviguent à vue, sans mesurer la profondeur du fossé qui se creuse entre les deux rives de l'Atlantique.

DE LA RÉVOLTE À LA RÉVOLUTION

En attendant de proches déchirements un calme provisoire succède à la crise et 1766 se termine dans une ambiance apaisée. Pour peu de temps car en 1767 de nombreux droits d'importation s'abattent sur le commerce portuaire américain. À leur arrivée et débarquement, le thé mais aussi le verre, le plomb, le papier, les peintures sont frappés de droits et non de taxes précisent les Britanniques, ce qui provoque aussitôt une agitation qui ne cessera plus. Le boycott s'installe et les manifestations violentes se succèdent, gagnent en intensité jusqu'à ce que le sang coule. Le 5 mars 1770 à Boston, les troupes anglaises tirent sur les manifestants et en tuent cinq. On parlera de massacre. L'abrogation des droits Townshend, du nom du chancelier de l'Échiquier qui était à leur origine, n'avait pas suffi à calmer les esprits. Il est vrai que les droits sur le thé avaient été maintenus. Les Américains tentaient d'y échapper grâce à la contrebande de thé hollandais introduit en fraude.

Voici maintenant qu'en mai 1773 le Parlement dispense la Compagnie des Indes orientales, qui se trouve dans une situation financière critique, du paiement de droits d'importation en Grande-Bretagne sur le thé, ce qui lui permettra d'écouler une partie de ses stocks sur le marché américain en les négociant elle-même par l'intermédiaire de ses consignataires à des prix inférieurs à ceux du thé hollandais. Chez les importateurs américains c'est le déchaînement qui culmine le 13 décembre 1773 avec la *Boston Tea Party*, quand une cinquantaine de citoyens déguisés en Indiens montent pendant la nuit à bord de trois navires de la compagnie entrés dans le port de Boston et jettent à l'eau [41] leurs cargaisons de thé. Boston se trouve une fois de plus à la pointe du combat. Il existe dans cette ville une tradition des « *town meetings* » qui favorise la participation des citoyens à la vie politique et aussi à l'agitation quand cette vie devient agitée. Tandis qu'en Amérique la température ne cesse de monter, Londres prépare sa riposte qui survient au printemps 1774 et s'exprime par l'adoption de cinq lois répressives qui sont la fermeture du port de Boston, le renforcement de l'autorité royale sur le Massachusetts, le transfert en Grande-Bretagne des procès susceptibles d'entraîner la peine de mort, l'obligation pour toutes les colonies d'accueillir des troupes, l'extension de la province du Canada à la vallée de l'Ohio et l'établissement dans cette province d'un gouvernement très centralisé. Ces lois ont pour conséquence de précipiter la tournure révolutionnaire que prend la situation américaine ainsi que le rapprochement des colonies en vue de constituer un front commun face à la métropole.

Déjà en 1768 le Bostonien Samuel Adams protestant contre les droits Townshend avait rédigé une lettre qu'il avait adressée à toutes les colonies. C'est alors que s'étaient constitués des comités de correspondance qui avaient rejoint les *filis de la liberté* dans la contestation active de la politique britannique. En mars 1773 l'assemblée du Massachusetts mettait sur pied un comité permanent de quinze membres chargé de faire face aux menaces incessantes qui pesaient sur les droits et libertés de tous. La Virginie adoptait une identique mesure. Tandis que les Américains modérés ne souhaitent rien d'autre que de vivre dans des colonies prospères et ne vont pas plus loin que des protestations verbales ou même écrites, les pétitions, le boycott, en revanche les activistes, demeurés loyalistes jusque vers 1770, cessent alors de reconnaître l'autorité du parlement. Quelques années plus tard, c'est

l'institution monarchique elle-même qu'ils récusent en même temps qu'ils pressent les colonies de s'unir et de marcher vers l'indépendance. Parmi les chefs des activistes, l'histoire a retenu les noms de Patrick Henry, George Mason, John Dickinson, Samuel Adams, James Otis tandis que George Washington, Thomas Jefferson, John Adams (cousin de Samuel), Benjamin Franklin sont encore des modérés. Les uns et les autres appartiennent à la classe aisée ou riche. Des activistes ou radicaux se recrutent aussi dans les classes moyennes, marchands, avocats ou les classes populaires urbaines et rurales, artisans, ouvriers qualifiés, fermiers. Les radicaux ne reculent pas devant la violence qui d'ailleurs n'est nullement une nouveauté en Amérique ni en Angleterre. Mais l'esprit anglo-saxon et protestant y imprime sa marque. L'émeute, grâce à un bon encadrement, n'exclut pas la méthode, ni le respect de la tradition religieuse, aussi s'abstient-elle le jour du Seigneur. Elle ne franchit pas certaines limites et se conforme au décalogue : tu ne tueras pas. La philosophie [42] politique des radicaux et des modérés qui les rejoignent est également d'inspiration britannique. À la source de leur réflexion, la lecture des penseurs dissidents du XVII^e siècle, surtout de Locke, y côtoie le rappel d'événements clefs de l'histoire d'Angleterre, plus particulièrement la *Glorious Revolution* et la *Bill of Rights* de 1689. Le principe monarchique n'avait perduré que subordonné à la loi, laquelle ne s'accommodait pas du bon plaisir du roi. Les patriotes américains étaient humiliés par l'arrogance anglaise en même temps qu'ils refusaient sa gouvernance arbitraire. Après les cinq lois de Londres du printemps 1774, les comités de correspondance s'activent, le boycottage s'intensifie, mais aussi, événement décisif, douze colonies (sur treize) délèguent sur la suggestion de Franklin des représentants à un premier Congrès continental qui se réunit à Philadelphie où il siègera du 5 septembre au 26 octobre 1774. Le Congrès va se rallier à ses éléments radicaux. Quand il se sépare en prévoyant de se réunir à nouveau, le 10 mai 1775, il ne manque plus que l'étincelle pour provoquer l'explosion.

NAISSANCE D'UNE NATION

Elle se produit le 18 avril 1775, qui pour l'Histoire correspond au début de la guerre d'indépendance. Ceux qui allaient devenir les *Insurgents* avaient établi un dépôt d'armes et de munitions à Concord. Le général anglais Gage, commandant à Boston, envoie ses soldats pour s'en emparer. Alertés, les patriotes qui étaient des fermiers des environs, accourent de tous côtés et, embusqués derrière des haies, attendent les Anglais à Lexington où ils les accueillent à coups de fusil. Il y eut des morts dans chaque camp. On parle encore de la fusillade de Lexington. L'affaire toutefois allait être autrement sérieuse un mois plus tard, le 17 juin, à Bunker Hill, aux portes de Boston où eut lieu la première bataille rangée. Retranchés sur la colline, les volontaires américains firent bonne figure devant les troupes anglaises qui perdirent un millier d'hommes en montant à l'assaut.

Par ailleurs le second Congrès continental, réuni à Philadelphie comme prévu le 10 mai, avait confié le 15 juin à George Washington le commandement de l'armée qu'il s'agissait d'abord de mettre sur pied.

Outre qu'il était riche, donc supposé moins corrompible, et virginien, marquant ainsi l'union du sud avec le nord où la révolte avait éclaté, Washington par ses qualités de courage, de sérieux, de sang-froid, de ténacité, paraissait le plus apte à prendre le commandement. C'était une tâche surhumaine compte tenu de la puissance militaire britannique, des moyens dérisoires

[43]

*Thomas Jefferson,
d'après une gravure faite lors de son séjour à Paris*



[44]

dont les Américains disposaient au départ, de leur impréparation et aussi de la faiblesse du sentiment national. Si l'idée d'indépendance flottait dans l'air, le mot faisait encore peur à la plupart. Et pourtant sa cause gagnait du terrain. Au printemps 1776, les Anglais évacuaient Boston. Le 7 juin les délégués de Caroline du Nord, de Virginie et du Massachusetts au congrès continental déposent une motion en faveur de l'indépendance. Cinq membres sont désignés pour rédiger une déclaration. Ce sont John Adams, Benjamin Franklin, Thomas Jefferson, Robert Livingston et Roger Sherman. Le 2 juillet la motion du 7 juin est votée par 12 colonies et la Déclaration d'indépendance votée et signée par le président du congrès le 4 juillet. La colonie de New York, la treizième colonie, ratifiera quelques jours plus tard. Le 4 juillet est fêté religieusement chaque année aux USA. C'est l'*Independence Day*. L'artisan principal de la déclaration est Jefferson, un avocat virginien de 33 ans, homme riche et cultivé, entré depuis huit ans déjà dans la carrière politique et auteur réputé d'une *Summary view of the rights of British America*. Deux cent trente ans plus tard, la Déclaration constitue toujours le fondement de la philosophie politique du peuple américain et de ses dirigeants. Cette philosophie est celle des droits naturels de l'homme, qui appartiennent à un ordre créé par Dieu et dont l'homme peut découvrir les lois grâce à la raison. La déclaration énumère en vingt-sept points les griefs du peuple américain à l'encontre de la monarchie anglaise qui a violé ces droits naturels à de multiples reprises. Mais au-delà de ce rappel et de cette protestation, treize ans avant la Révolution française et sa Déclaration des droits de l'homme et des citoyens, un peuple une nation affirmaient « que tous les hommes ont été créés égaux, qu'ils sont pourvus par le Créateur de certains droits inaliénables, parmi lesquels le droit à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur ; que, pour la défense de ces droits, ont été institués parmi les hommes des gouvernements qui tirent leur juste autorité du consentement des gouvernés ; que lorsque n'importe quelle forme de gouvernement trahit cette mission, le droit du peuple est de le changer ou de l'abolir et d'instituer un nouveau gouvernement... »

Colons révoltés contre une métropole arrogante et méprisante, démocrates dressés contre une monarchie tyrannique, les Américains de 1776 ouvraient la voie à tous les mouvements d'émancipation coloniale, à toutes les révolutions qui allaient suivre jusqu'à nos jours. Dès

l'été 1775, George Washington avait pu constituer une armée de 16 000 hommes, réduite à 9 000 quelques mois plus tard. La plupart était des cultivateurs pressés de retrouver leurs maisons et leurs champs, ou des petits commerçants fâchés d'abandonner leurs boutiques, tous miliciens volontaires peu disciplinés et peu entraînés. Si l'on ajoute [45] que Washington devait équiper ces soldats, les armer, les solder aussi, ceci dans un pays privé d'industries, on mesurera l'immensité des efforts à déployer pour faire face.

Les Américains avaient pavoisé un peu tôt quand les Britanniques avaient évacué Boston le 17 mars 1776 car, peu après, une armée de renfort de 34 000 hommes, Allemands pour la plupart ⁴⁴ débarquait près de Newport. Ces soldats de métier sont, à l'inverse des Américains, entraînés et disciplinés. Face à eux, Washington en attendant des jours meilleurs ne peut que faire retraite en bon ordre et livrer des combats de retardement. Le pays doit aussi s'organiser politiquement. Les gouverneurs royaux ont quitté les colonies. Ce sont maintenant les assemblées législatives qui assument le pouvoir avec l'appui de conventions et de comités révolutionnaires. En mai 1776, le Congrès a recommandé aux colonies d'élaborer leurs institutions propres destinées « à assurer le bonheur et la sécurité » des citoyens, ce qu'avaient déjà fait le New Hampshire et la Caroline du Sud tandis que le Rhode Island et le Connecticut conservaient la charte royale dont seul le nom avait changé. Les autres colonies se mettaient à l'ouvrage.

Les Américains demeurés fidèles à la Couronne et qu'on appelait les loyalistes ou les *tories* appartenaient le plus souvent soit à la classe aristocratique, soit à des minorités ethniques et religieuses ou des régions périphériques, toutes catégories auxquelles le Royaume Uni apparaissait moins oppressif que protecteur. Les plus opposés à l'indépendance, souvent aristocrates dont les biens avaient été confisqués et les signes de noblesse abolis, se réfugiaient au Canada, en Angleterre ou aux Antilles britanniques. Les loyalistes, en 1776, toutes catégories confondues, pouvaient représenter jusqu'au tiers de la population des colonies pour se réduire progressivement au fil des ans au septième

⁴⁴ Depuis Georges 1^{er} (1660-1727), chef de la dynastie encore aujourd'hui régnante, électeur de Hanovre appelé au trône anglais en 1714, les rois d'Angleterre, Georges II (1683-1760), fils de Georges 1^{er} et Georges III (1738-1820) petit-fils de Georges II, conservaient leurs possessions de Hanovre où ils pouvaient facilement recruter des troupes.

environ, encore que les chiffres aient été susceptibles de varier également en fonction des succès et des échecs de l'un et l'autre camps.

Quand s'approche la fin de l'année 1776, moins de six mois après la déclaration de l'indépendance, les jeux sont loin d'être faits. La Grande-Bretagne compte sur sa puissance économique et militaire pour écraser les rebelles. Ceux-ci sont dans une situation plus que difficile mais ils ne renoncent aucunement. Ils ont la foi dans leur cause, le peuple avec eux, un ennemi qui doit franchir l'Atlantique pour venir les frapper et enfin l'espoir d'intéresser à leur sort des nations et des peuples qui ne portent pas l'Angleterre dans leur cœur. Parmi ceux-ci, leur ancien ennemi héréditaire, la France, dans les circonstances présentes, pourrait bien devenir leur amie.

[46]

MISSIONS SECRÈTES

Précisément quelques Français éclairés pressentaient depuis longtemps qu'un jour viendrait où les colonies anglaises d'Amérique auraient le désir de s'émanciper et qu'il serait bon de les encourager. L'issue malheureuse pour la France de la guerre de Sept Ans avait eu, entre autres conséquences, de rendre les dirigeants français plus attentifs à ce qui survenait outre-Atlantique. Ils avaient eu connaissance de la contestation qui commençait à s'exprimer et dès 1764, Choiseul avait envoyé un agent secret en Amérique. Cet homme qui se faisait appeler Beaulieu, était un lieutenant de vaisseau du département de Rochefort dont le nom véritable était de Pontleroy. Revenu en France, il avait, en 1766, à nouveau traversé l'Atlantique pour une seconde mission qui avait été aussi fructueuse que la première. Soucieux de ne pas susciter la méfiance des Anglais et persuadé que de graves événements se préparent dans les colonies anglaises d'Amérique, Choiseul change d'agent et porte maintenant son choix sur un lieutenant-colonel d'infanterie d'origine allemande le baron de Kalb, homme de valeur estimé depuis longtemps pour ses capacités autant que pour son dévouement au roi. Par lettre de service datée du 20 avril 1767, Kalb est prié de rejoindre Dunkerque où il est affecté à la reconnaissance des côtes entre Dunkerque et Calais. Surpris par cette affectation inattendue, il se rend

de suite au ministère où il est reçu par le chef des bureaux de la guerre qui lui révèle sa vraie destination. Un ordre secret lui est remis dès le 22 avril, qui lui enjoint d'aller à Amsterdam où il recueillera des informations et vérifiera si les bruits qui circulent sur l'agitation des colonies anglaises d'Amérique méritent crédit. Si tel est le cas il s'embarquera sans tarder pour l'Amérique. Les renseignements détaillés qu'il recueillera concerneront « l'état d'esprit des habitants, la détermination plus ou moins rigoureuse qu'ils témoignent de se soustraire au gouvernement anglais, les approvisionnements qu'ils pourraient constituer en munitions de guerre et en munitions de bouche, les ressources en troupes, en places et postes retranchés, les noms des chefs éventuels et leurs aptitudes... ». Kalb était parti pour la Hollande à la fin du mois de mai, après une entrevue secrète avec Choiseul. Il y était demeuré quatre mois avant de s'embarquer pour New York où il était arrivé au début de février 1768 ; non sans avoir failli périr dans une tempête avec le navire qui le transportait. De retour en France le 12 juin, mission accomplie, Kalb découvre avec surprise que les informations de première main qu'il rapporte n'intéressent plus personne au ministère, tout entier accaparé par le nouveau projet de descente en Angleterre. Choiseul n'accorde, sept mois plus tard, qu'une brève audience à Kalb qui devra attendre encore dix-sept mois supplémentaires pour que le tout puissant ministre consente à recevoir son mémoire, en juillet 1770. Édifié par ce qui lui est révélé, [47] Choiseul envisageait de tirer toutes les conséquences de cette révolution américaine dont, avec évidence, on percevait déjà les grondements, quand, le 24 décembre, il était disgracié et recevait l'ordre de se retirer à Chanteloup. Sans le lui dire, le roi reprochait à son belliqueux ministre de trop penser à une grande guerre de revanche, que, estimait-il, le royaume n'était pas en état de soutenir.

L'impéritie, qui dans l'histoire de Kalb, se révèle au plus haut niveau de l'État, rappelle l'incurie ministérielle dont avait tant souffert le chevalier de Kerlérec, Breton de Cornouaille, capitaine de vaisseau vaillant nommé gouverneur de la Louisiane. Menacé d'une attaque anglaise pendant la guerre de Sept Ans, privé des renforts indispensables et des subsides non moins nécessaires pour maintenir dans l'alliance française les tribus indiennes versatiles, sans nouvelles de la métropole pendant des mois, sans directives ni soutien puisque les escadres anglaises dominaient les mers et interceptaient la plupart des navires français, en bref, dans une situation épouvantable qu'il exposait avec sang-

froid à son ministre, Louis Billouart de Kervaségan, chevalier de Kerlérec, après une éprouvante et interminable attente, sa santé et ses finances ruinées, n'avait finalement reçu pour toute réponse à ses appels que des remontrances administratives pour un excès de chandelles dont les services du gouverneur auraient fait usage. Il est vrai qu'à la même époque la monarchie était aux prises avec de presque insolubles problèmes et qu'il est difficile de savoir si elle ne les résolvait pas parce qu'elle était à bout de souffle ou si elle était à bout de souffle parce qu'elle ne les résolvait pas.

L'AFFAIRE DE BRETAGNE

Parmi ces problèmes et non des moindres il y avait ce que d'aucuns ont appelé le « guêpier breton ». On sait que la fronde des parlements du royaume revêtait en Bretagne une acuité particulière. Toute la période comprise entre la fin de la guerre de Sept Ans (1763) et la mort de Louis XV en 1774 est remplie du tintamarre étourdissant provenant de la lutte inexplicable engagée par ces messieurs du Parlement de Bretagne contre le duc d'Aiguillon, commandant en chef. L'affaire se corsait du fait de l'antipathie réciproque, bientôt franche hostilité, puis guerre déclarée entre d'Aiguillon et La Chalotais, procureur général et personnalité la plus en vue du Parlement. D'Aiguillon disait que La Chalotais levait facilement le coude et La Chalotais disait que d'Aiguillon, dominant le champ de bataille de Saint-Cast du haut [48] d'un moulin à vent, s'était couvert de farine plus que de gloire. Le choc de deux caractères se renforçait par celui de deux ambitions. Plus tard, La Chalotais écrira à Franklin « qu'il fait ses délices de la lecture de la Constitution des États-Unis et qu'il y voit partout les vrais principes de l'harmonie sociale »...

Appuyé par les États et plus particulièrement par une noblesse très déterminée, le parlement était passé des remontrances à l'opposition totale et, pour finir à la rébellion contre le commandant en chef mais également contre l'autorité royale qui soutenait son représentant. On ne rappellera ici au moyen de quelques jalons que quelques-unes des mille et une péripéties qui émaillèrent cet affrontement implacable annonciateur d'orages plus violents.

En février 1764, ce sont les remontrances du Parlement en forme d'acte d'accusation à l'encontre de d'Aiguillon dont toute l'administration est mise en cause, qu'il s'agisse des corvées imposées aux paysans pour l'aménagement des routes et leur entretien, des dépenses pour les milices garde-côtes, de l'embellissement dispendieux des villes. Puis viendront les réprimandes sévères du roi suivies d'une députation solennelle de magistrats à Paris et la présentation de nouvelles remontrances au roi dont la réponse est ferme mais modérée.

En octobre 1764, à la session des États à Nantes, les concessions de d'Aiguillon renforcent leur détermination à soutenir le Parlement.

Le 15 mars 1765, le Parlement de Bretagne est convoqué tout entier à Versailles et sévèrement tancé par le roi. En riposte, quatre-vingt-cinq magistrats démissionnent tandis que douze refusent de les suivre, ce qui leur vaut d'être « mis au ban de la société rennaise »⁴⁵.

Le 11 novembre 1765, c'est l'arrestation et l'emprisonnement de La Chalotais, de son fils et de trois autres membres du Parlement. Une guérilla juridique est entretenue par La Chalotais, qui, bien qu'emprisonné, se défend avec acharnement. D'Aiguillon échoue tant à gouverner avec un parlement restreint qu'à modifier le règlement des États pour y réduire le poids de la noblesse.

En août 1768, d'Aiguillon est acculé à la démission et en septembre 1768, à la session des États de Saint-Brieuc, il y a volonté d'apaisement général. Le nouveau commandant en chef, le duc de Duras, est bien accueilli.

Le 15 juillet 1769, les magistrats démissionnaires reprennent leur place au palais du parlement. La liesse est générale à Rennes et dans toute la province. Courte détente. Les six magistrats sortis de prison demeurent en exil et l'agitation reprend.

En mars 1770, le Parlement exerce des représailles contre d'Aiguillon menacé d'un procès et prescrit le 7 mars une information que le conseil du roi casse le 9. Le Parlement refuse de s'incliner. Le roi cède puis se ravise.

Le 27 juin 1770, le chancelier fait connaître dans un lit de justice tenu à Versailles, la volonté du monarque d'annuler les procédures,

⁴⁵ *Histoire de Bretagne*, par Durtelle de Saint-Sauveur, tome II, 1.160

d'éteindre [49] le procès, de déclarer les poursuites non avenues et d'imposer à tous le silence le plus absolu.

Ce pourrait être le point final. Mais non ; l'autorité n'est plus ce qu'elle était. Le Parlement de Paris, outré, prend le relais de la procédure contre d'Aiguillon et, loin de se soumettre, le Parlement de Bretagne multiplie les actes d'insubordination en même temps qu'il appelle les autres parlements à soutenir son action. L'affaire de Bretagne est devenue une affaire d'État. La monarchie est ouvertement défiée et l'opinion publique approuve la fronde parlementaire.

On sait comment Louis XV, conscient de la gravité de la situation, ayant renvoyé Choiseul le 24 décembre 1770 fit appel au chancelier Maupeou pour mettre les parlements au pas, celui de Paris, puis les autres. Ils furent dissous et les nouveaux magistrats furent nommés et rétribués par le roi. En Bretagne, les États protestèrent lors de l'installation du nouveau Parlement en 1771 et lors de leur session d'octobre 1772 à Morlaix, sans résultat. Pour un temps, au moins, l'opposition était muselée.

CRISE DÉMOGRAPHIQUE MAIS RÉVEIL MARITIME EN BRETAGNE

Si ces joutes politico-judiciaires enflammaient les classes dirigeantes de la province, la masse du peuple breton quant à elle, peu concernée par ce fracas, était absorbée et parfois écrasée par les difficultés de la vie quotidienne. À peine commençait-elle à souffler un peu, la guerre de Sept Ans terminée, qu'un mauvais temps persistant était à l'origine de récoltes désastreuses, en 1766, suivies d'un très fort renchérissement des grains à partir de 1768 et pendant plusieurs années. Baisse de la natalité, hausse de la mortalité suivirent, et il y eut en Bretagne une véritable crise démographique contrastant avec sa situation habituelle et avec celle des autres provinces à l'exception de celles de l'ouest non bretonnes, touchées aussi. Heureusement le grand commerce maritime très entravé pendant la guerre reprenait son essor, ce qui avait d'heureuses répercussions à Nantes et Lorient qui retrouvaient une grande activité et un beau développement. La suppression de la

Compagnie des Indes orientales dont le privilège était suspendu en 1769 n'avait pas eu de conséquences fâcheuses pour Lorient qui demeurait le principal port des Indes grâce aux armements privés soutenus par les banquiers suisses, parisiens, hollandais et anglais. Quant à la marine royale qui avait dû se replier sur Port-Louis et Brest en 1779, elle y faisait [50] son grand retour. Même Saint-Malo, dont la vitalité avait beaucoup diminué de 1720 à 1750, reprenait de la vigueur après 1763. Dans une perspective de revanche sur l'Angleterre, une ordonnance du 25 mars 1765 réformant la marine allait déboucher sur une audacieuse et ambitieuse politique navale qui bientôt décuplera l'activité des grands ports bretons que sont Nantes, Brest, Lorient et Saint-Malo. Cette envolée du commerce maritime et de la construction navale, dans une mesure assez sensible, atténuera les méfaits de la crise agricole, notamment sur les côtes proches de ces grands ports.

LE NOUVEAU ROI AIME LES CHOSES DE LA MER

À Louis XV qui, à 64 ans, succombait à la variole, le 10 mai 1774 — la vaccination jennerienne pratiquée en Angleterre n'était pas appliquée en France — avait succédé son petit-fils, Louis XVI qui, comme chacun sait, devait avoir un destin tragique et dont l'incapacité qu'il eut à dominer les événements font oublier certaines réelles qualités dont ce prince timide et pieux, lent d'esprit et lent de geste, était pourvu et d'abord des qualités morales d'honnêteté scrupuleuse, de respect de la parole donnée, de dignité dans l'exercice de ses fonctions, qui ne sont peut-être pas les plus nécessaires à un chef d'État. Louis XVI qui avait reçu une solide formation intellectuelle, éprouvait beaucoup d'intérêt pour les sciences notamment la géographie et l'hydrographie. Il accordait une grande importance à la marine et aux voyages de découverte. Il préférait se consacrer aux relations avec les pays étrangers plutôt qu'à la politique intérieure qui le rebutait. Dès son accès au trône, Louis XVI fut confronté à l'éventualité d'une révolte américaine contre la monarchie britannique. Un agent français Achard de Bonvouloir, était envoyé à Philadelphie en septembre 1775 auprès du Congrès continental pour des entretiens secrets et, dès cette époque, le roi donnait son accord pour que des prêts soient consentis aux Américains. Vergennes, le ministre

des Affaires étrangères, et Sartine, le ministre de la Marine, se situaient dans le droit fil de la politique de Choiseul. La France, estimaient-ils, devait se préparer à une reprise des hostilités avec la Grande-Bretagne et constituer une marine aussi forte que possible. Ils pourront passer du vœu platonique à la réalisation parce que le roi le veut aussi. Certains historiens soutiennent même que le roi donnait l'impulsion et que Vergennes suivait en serviteur zélé. Louis XVI voulait très précisément sortir la France de l'abaissement où le précédent règne l'avait conduite. Il dégage les crédits indispensables et augmente très sensiblement les effectifs de l'armée de terre, rétablit la discipline tout en humanisant le code militaire. Dès septembre 1774, les [51] arsenaux de la marine se réveillent, pour travailler jour et nuit à partir de 1776 comme les ports militaires qui sont remis en état, les techniciens sont consultés mais aussi écoutés. En 1777 le roi crée un conseil spécial de la marine. Il appelle Arnaud de Laporte, l'intendant de Brest, à en faire partie et lui manifester une particulière bienveillance. L'année précédente, au mois de mars, le roi avait réuni un conseil auxquels Vergennes et Sartine participaient en même temps que Maurepas, le premier ministre et Turgot, celui des finances. Vergennes avait donné lecture du mémoire qu'il avait préparé. Il y précisait les raisons qui militaient en faveur du soutien aux colonies d'Amérique révoltées. À l'exception de Turgot, alarmé par le coût prévisible d'un tel soutien, le comité avait approuvé Vergennes. Louis XVI, jusque-là réticent à soutenir des sujets qui se dressaient contre leur roi et invoquaient des principes d'égalité, avait donné son plein accord pour qu'une aide importante leur soit apportée. Dès lors sur ce sujet il conserva une entière détermination.

La nouvelle politique intérieure tourna aussi le dos à celle du feu roi et tout particulièrement en Bretagne où La Chalotais qui était détenu au château de Loches, fut remis en liberté. Alors que les anciens parlements étaient rétablis par le roi le 12 novembre, l'installation de l'ancien Parlement de Bretagne rappelé, avait lieu à Rennes le 15 décembre. Dans une Bretagne qui achevait de panser ses plaies de la guerre de Sept Ans, où les chantiers navals étaient à plein régime, la paix intérieure également revenue laissait bien augurer du nouveau règne.

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[52]

[53]

**La Bretagne
et la guerre d'Indépendance américaine.**

Chapitre 3

BENJAMIN FRANKLIN ET NANTES AU PREMIER PLAN

UN SELF MADE MAN AMÉRICAIN

[Retour à la table des matières](#)

Benjamin Franklin dit dans ses mémoires qu'il était né dans la pauvreté et l'obscurité. Son père, Josiah, avait eu sept enfants d'un premier mariage, les trois premiers nés en Angleterre qu'il avait fuie vers 1682 pour échapper, comme bien d'autres, aux tracasseries que lui valaient ses appartenances religieuses. Devenu veuf, il avait alors convolé avec Abiah Folger, fille d'un des premiers colons de la Nouvelle-Angleterre ⁴⁶. Elle allait lui donner dix autres enfants et Benjamin, né à Boston en 1716, serait le huitième d'entre eux et le plus jeune fils. Pour faire vivre sa grande famille, Josiah était fabricant et marchand de suif et de savon. Le jeune Benjamin qui n'avait pas fréquenté l'école plus de deux ans, coupait les mèches et les chandelles, remplissait les moules de chandelles fondues, tenait la boutique, faisait les courses. Le

⁴⁶ Abiah Folger était originaire de l'île de Nantucket, dans le Massachusetts, au sud de la presqu'île du Cap Cod. C'est de sa mère que Franklin jeune tenait son attirance pour le métier de marin en même temps que le caractère bien trempé qu'il garda toute sa vie.

commerce lui déplaisait. C'est la mer qu'il aimait. Il savait nager, barrer une barque. En groupe il était naturellement leader. Il voulait devenir marin, ce que son père refusait. Il aimait aussi la lecture, passionnément mais ne trouvait guère à sa portée que des ouvrages de piété. Il avait pu s'extraire de son milieu, apprendre le métier d'imprimeur et de journaliste chez un demi-frère brutal, aux idées sulfureuses. Doué d'une volonté, d'une énergie, d'un appétit de savoir peu communs, il s'était acharné à étudier, à lire sans trêve, à perfectionner son anglais. Puis à 17 ans, il avait arraché à son père l'autorisation de quitter la bigote Boston, trop étriquée à son goût et il était venu dans la libérale et cosmopolite Philadelphie. En une vingtaine d'années, il avait fait [54] fortune grâce, disait-il, à son caractère industriel et à sa frugalité auxquels il faut ajouter son ambition, son habileté, son entregent mais aussi sa combativité et, dirait-on aujourd'hui, son art de communiquer. Avant de se lancer dans les affaires, il avait séjourné trois ans en Angleterre où sa connaissance de l'imprimerie lui avait permis de gagner sa vie. Durant ce séjour il avait tenté sans succès de rencontrer Newton. De retour à Philadelphie, il travaillait toujours dans l'imprimerie où il excellait et il fondait un club d'hommes cultivés, la « junte ». À 24 ans, il achetait un journal confidentiel dont le nombre d'abonnés allait en peu de temps passer de quatre-vingt-dix à dix mille. La *Gazette de Pennsylvanie*, c'était son nom, devenait le périodique le plus lu des colonies anglaises d'Amérique. Ce journal que Franklin avait fondé en 1728 existe toujours mais son nom a changé, c'est aujourd'hui le *Saturday Evening Post*.

À la même époque, il était propriétaire d'une boutique où l'on trouvait aussi bien du poisson que des billets de loterie et il épousait sans façon en 1750 Deborah Read qui la tenait pour lui. Puis il se mit à écrire et à publier l'*Almanach du pauvre Richard*, *Poor Richard's Almanac*, plus généralement traduit en français dès le XVIII^e siècle par *Bonhomme Richard*, qui obtint un grand succès et se vendait à des milliers d'exemplaires. Ses affaires prirent de l'ampleur. Il fonda plusieurs papeteries qu'il alimentait par des tonnes de vieux chiffons achetées ici et là. Ensuite il avait obtenu du gouverneur de Pennsylvanie un contrat pour l'impression du papier-monnaie en même temps qu'il installait des succursales de son imprimerie à New York, à Charleston et une troisième à la Jamaïque. À trente ans il devenait secrétaire de l'assemblée de Pennsylvanie et directeur des postes de Philadelphie. Il surclassait

les autres imprimeurs, ses concurrents. Il est vrai que, quatre ans auparavant, il avait été élu grand maître des francs-maçons pour les colonies anglaises d'Amérique.

SAVANT, INVENTEUR ET CITOYEN

Franklin avait un esprit toujours en mouvement que tempérait un parfait bon sens, un caractère accommodant et sociable. Il avait aussi une énergie sans pareille et beaucoup de relations. Il n'était pas moins attentif à l'intérêt général qu'à ses intérêts personnels. Sans doute même, comme on va le voir, l'intérêt général était-il pour lui le plus important. Avec ses amis de la junte il avait étudié le problème des incendies qui étaient un danger toujours redouté. C'est sans doute ce qui l'avait conduit à s'intéresser aux moyens de

[55]

*Bois gravé de Benjamin Franklin
d'après une peinture de Duplessis (1778).*



[56]

chauffage et à fabriquer un poêle qui fut sa première invention. Ce poêle en fonte, placé à l'intérieur de la cheminée, était économique car il évitait les pertes caloriques et en même temps permettait une bonne ventilation qui évacuait les mortelles émanations d'oxyde de carbone. Franklin avait estimé que cette invention appartenait à tous et avait refusé le brevet que le gouverneur lui avait offert. Par la suite il s'intéressa aux *northeasters*, ouragans qui assaillent et affligent souvent les côtes de la Nouvelle-Angleterre et découvrit que venant du sud-ouest, ils voyagent dans la direction opposée à celle d'où ils soufflent. Puis il commença à étudier un phénomène dont il était alors beaucoup question, l'électricité, dont les effets sensationnels captivaient les esprits. On construisait de grandes machines en vue de démonstrations qui produisaient une grande impression sur le public. C'est ainsi que Franklin, au cours d'un de ses fréquents voyages d'affaires à Boston, avait assisté à une représentation par un certain docteur Spenser, tout droit venu d'Écosse. Puis lors de son retour à Philadelphie, il avait fait étape à Newport pour voir la machine électrique de l'horloger William Claggett qui lui aussi avait fait à Boston des démonstrations, mais pour les pauvres. À cette époque, Franklin âgé de quarante ans avait acquis une fortune considérable dans l'imprimerie et la papeterie et pouvait se consacrer à la vie politique, à la philanthropie et aux recherches scientifiques. Il avait laissé à son associé, David Hall, la direction complète de l'imprimerie pour fonder des bibliothèques, réorganiser sa « junte », tandis qu'à l'assemblée de Pennsylvanie dont il était devenu membre, il faisait adopter la création de collèges, d'hôpitaux et d'une milice locale. Sous son impulsion l'Université de Pennsylvanie voyait le jour en 1751.

Il réunissait ses nombreux amis et relations et faisait pour eux des expériences d'électricité dans cette ville de Philadelphie où il se plaisait parce qu'il y soufflait un esprit vivifiant. Bientôt il lui parut que des points communs existaient entre l'électricité et la foudre. Il en établit la liste, fit des expériences dangereuses avec un cerf-volant puis avec un fil métallique qui partait d'une tige de fer et descendait dans le sol. Ensuite il passa progressivement des expériences à l'invention du paratonnerre. Franklin esprit éminemment pratique et déjà moderne voulait que la science soit appliquée, et qu'elle le soit pour tous, ce qui l'avait conduit à donner à sa découverte le maximum de publicité. La *Gazette de Pennsylvanie* d'octobre 1752 attisait la curiosité des lecteurs qui

apprirent la grande nouvelle de l'invention du paratonnerre dans l'*Almanach du Bonhomme Richard* de 1753. En Angleterre le 21 décembre 1752, lors d'une mémorable séance les membres de la Société Royale qui deux ans auparavant tournaient Franklin en ridicule, au sujet de la foudre et [57] de l'électricité, prenaient connaissance de ses travaux, applaudissaient sa découverte et l'élevaient membre sans lui demander son avis. L'Angleterre adoptait le paratonnerre. Toutefois quelques savants anglais se mirent à ergoter et à plaider pour une tige métallique à bout rond plutôt qu'en pointe. Bientôt la controverse partie de la Société Royale envahit les salons et les tavernes. C'était la guerre des ronds et des pointes. La politique s'en mêla. Le roi George III n'aimait ni les Américains ni les Français, qui eux aussi étaient favorables au paratonnerre de Franklin. Il intrigua auprès du président de la Société Royale. L'honorable sir John Pringle lui dit froidement qu'on ne pouvait renverser les lois et opérations de la nature. Franklin refusait de participer à ces discussions oiseuses. Il les trouvait sans intérêt puisqu'on matière de science disait-il, la vérité expérimentale finissait toujours par faire son chemin dans le monde et agacé il ajoutait qu'il lui importait peu que les Anglais adoptassent ou non son invention puisqu'il n'en avait jamais tiré le moindre profit. Dans les années qui suivirent il ne cessa d'étudier et d'approfondir en vue d'applications pratiques parfois modestes divers phénomènes naturels. S'agissant de la conductibilité de divers matériaux, observait-il que le bois était un mauvais conducteur de la chaleur, il en concluait que les théières devaient être dotées d'un manche en bois. Les étoffes absorbent d'autant plus la chaleur qu'elles sont de couleur foncée et d'autant moins qu'elles sont de couleur plus claire, le blanc étant celle qui absorbe le moins observe Franklin qui conseille de revêtir d'uniformes blancs les troupes des Indes occidentales et orientales. Les moissonneurs de Pennsylvanie pourront ainsi faire leur profit de ces constatations mais également, pourquoi pas, tous ceux qui en Amérique, en Europe ou ailleurs voudront faire l'économie d'une insolation par temps caniculaire.

Décidément infatigable Franklin, malgré des occupations multiples, trouvait encore le temps de jouer du violon, de la guitare, de la harpe et toujours à la recherche de perfectionnements, de fabriquer un instrument du même type que l'harmonica de Richard Puckeridge fait de verres de tailles inégales remplis d'eau, mais il l'améliora de sorte qu'il couvrait trois octaves. Son frère souffrait des reins, il fabriquera un

cathéter ou sonde urinaire destiné à le soulager. Sa curiosité universelle le conduit à l'hydrodynamique. Il étudie les effets de l'huile à la surface de l'eau, la marche des bateaux dans les eaux peu profondes et profondes. Puis il change carrément de sujet et s'attaque à une réforme de l'orthographe. Là où le commun des mortels ne voit qu'un fait avéré qu'il admet comme tel sans se poser de questions, lui voit un phénomène insolite, qui suscite une interrogation et mérite au moins une réflexion. Ainsi les navires qui traversent l'Atlantique mettent pour effectuer le trajet de [58] Falmouth à New York quinze jours de plus que pour celui de Londres à Rhode Island. Intrigué par cette considérable différence signalée par les douanes de Boston, il en parle à son cousin Timothy Folger, capitaine de Nantucket qui pêchait la baleine. Il existe un courant, ignoré des capitaines anglais, lui dit son parent. Les marins de Rhode Island le connaissent, ils le traversent, le descendent mais ne le remontent jamais. Bientôt Franklin ne doute plus de l'existence de ce courant, le *gulf stream*, connu des Espagnols depuis le XVI^e siècle mais méconnu des Anglais et il établit une carte qu'il fait parvenir aux armateurs britanniques. Toujours attentif à ce qu'il voit, la curiosité toujours en éveil, Franklin se demande aussi bien par quels moyens la fourmi communique avec ses congénères que la raison pour laquelle on trouve des coquilles dans les montagnes à un mille au-dessus de la surface des océans. Mais cet homme d'affaire, ce philanthrope, ce savant est aussi un citoyen. On a vu son action à l'assemblée de Pennsylvanie, où élu membre à 44 ans en 1750, il est réélu à ce poste pendant quatorze années consécutives.

FRANKLIN DÉMOCRATE

C'est à 51 ans que commence sa carrière diplomatique, par une mission à Londres où l'envoie l'assemblée de Pennsylvanie pour régler le différend qui, au sujet des impôts s'était élevé entre le gouvernement britannique et la famille Penn, propriétaire de la Pennsylvanie. Franklin était le porte-parole des colons. Les héritiers de William Penn qui ne s'acquittaient plus d'aucun impôt foncier, avaient perdu de vue l'idéal généreux du fondateur de la colonie et devenus de véritables prédateurs multipliaient les abus. La Pennsylvanie n'était plus pour eux qu'une source inépuisable de revenus. Deux partis se créèrent qui ne tardèrent

pas à s'affronter, celui des propriétaires et le parti populaire dirigé par Franklin. Leur champ de bataille fut la société philosophique qui bientôt se scinda en deux sociétés distinctes, refit son unité après deux ans de lutte et porta le 2 janvier 1765 Franklin à la présidence au grand dam de John Penn, le petit-fils de William et gouverneur de la colonie. Sollicité et furieux, il refusa d'être le protecteur de cette « association philosophique américaine siégeant à Philadelphie pour la promotion de la science utile ». Qu'importe ! La Démocratie avait triomphé. Quant à Franklin il était reconnu comme le plus grand savant des colonies anglaises d'Amérique. En 1771, l'association comptera 157 membres, Américains des colonies et Européens ; parmi ces derniers Linné, Lavoisier, Buffon la rejoignent grâce à Franklin qui, toujours débordant d'énergie et d'enthousiasme contagieux, [59] entraîne l'association au moyen de réunions, de visites, de projets, de correspondances et aussi d'aide financière. Il encourage les expériences agricoles, les études botaniques et astronomiques. Il facilite la nomination de savants prestigieux dans les collèges réputés, il forme des liens scientifiques entre l'Amérique et l'Europe. À l'occasion du passage de la planète Vénus en 1761 et 1769 et à la requête de l'association, le premier observatoire des États-Unis est érigé dans la cour du palais du gouverneur à Philadelphie, aux frais de l'État. Sous la vigoureuse et tenace impulsion de Franklin, l'Amérique commence à prendre conscience de sa puissance intellectuelle et des potentialités qu'elle recèle dans ce qu'on appellera plus tard la recherche scientifique.

UN HOMME POLITIQUE CLAIRVOYANT

Homme politique autant qu'homme d'affaires et homme de science, Franklin avait depuis longtemps mesuré combien la politique commerciale de la métropole entravait le développement de ses colonies. En 1754, déjà, il avait proposé un plan d'union des colonies qui, d'innocente apparence, était hautement subversif. Il pensait néanmoins pouvoir convaincre l'Angleterre, ou du moins la partie éclairée de son opinion publique, en faisant appel à l'intelligence et à la raison, de modifier et rectifier ses pratiques coloniales. Il enfonce le clou en 1760, il est alors âgé de cinquante-quatre ans, lorsqu'il écrit que les principaux concurrents de la Grande-Bretagne ne sont pas les colonies d'Amérique

mais se trouvent en Europe continentale et que de toute façon il est de l'intérêt de l'Angleterre que ses colonies soient économiquement développées afin d'être en mesure de lui acheter les produits de son industrie. L'idée d'un libre développement des colonies d'Amérique dans un cadre impérial britannique, sorte de *commonwealth* tel qu'il existera beaucoup plus tard, mais sans l'Amérique, se fortifie dans son esprit pour devenir une conviction progressivement inébranlable. Néanmoins, il demeure longtemps persuadé qu'il est possible de faire évoluer dans le bon sens la politique coloniale de la métropole. Il connaît bien l'Angleterre pour y avoir séjourné à plusieurs reprises et assez longuement. Il y compte de nombreuses relations et amis, notamment chez les *whigs*, le parti libéral ; il y est apprécié et même respecté comme savant. En pragmatique et réaliste qu'il est, il est tout à fait conscient du fait que l'affrontement des colonies et de la métropole ce serait la lutte du pot de terre contre le pot de fer et quand la situation va se durcir, il figurera très longtemps parmi les modérés. Il y a aussi chez lui cette difficulté, qui existe notamment chez les colons d'origine anglaise, les plus [60] nombreux, à concevoir une identité américaine clairement distincte de l'identité anglaise. Ce conflit d'appartenances, William, le fils de Franklin, gouverneur du New Jersey à 31 ans, le refusera. Il voudra n'être qu'Anglais, fidèle au roi et le rester. Il sera loyaliste. Les destins du père et du fils, en prenant des voies opposées, se sépareront et cette séparation sera pathétique.

Les sympathies des *whigs*, les libéraux, pour les colonies d'Amérique, contribuent à persuader les colons qu'ils ne sont pas en lutte contre les Anglais mais contre une monarchie bornée qui tend vers l'absolutisme. Ils ont d'autant moins de peine à s'en convaincre que cette façon d'appréhender la situation leur permet dans une certaine mesure de faire l'économie de ce conflit d'appartenances précédemment évoqué. Depuis 1757, le docteur Franklin avait été en Angleterre le représentant de la Pennsylvanie d'abord, puis d'autres colonies d'Amérique et pour terminer le porte-parole de l'Amérique entière. On a dit de cet homme orchestre, qu'il cachait ce qu'il avait de brillant par une chaleur familière et qu'il irradiait du confort comme l'un de ses poêles et encore qu'il avait, comme un prestidigitateur, le don de détendre et rassurer ses auditeurs tandis que les mains et le cerveau étaient actifs ⁴⁷. Alors que

⁴⁷ Cf. Helen Augur, *The Secret war of Independence*

le ton montait entre la métropole et ses colonies d'Amérique Franklin le publiciste, car il était cela aussi, s'était précisément activé en Angleterre où il se trouvait alors, sous la forme d'écrits et d'articles de presse favorables à la cause américaine et qu'il signait de pseudonymes, également en constituant un efficace et puissant groupe de supporters *whigs*. Il agissait le plus discrètement et même le plus secrètement qu'il était possible, mais les Anglais sans toutefois mesurer l'envergure de cet homme avaient cessé d'être dupes et, par exemple ils n'ignoraient aucunement que l'auteur des satires intitulées : « les lois par lesquelles un grand empire peut être réduit en un petit », était Benjamin Franklin. George III trouvait que la plaisanterie avait assez duré, qu'il était grand temps de matraquer les rebelles américains et ce ne sont pas les nouvelles de la *Boston Tea Party*, tout juste parvenues à Londres, qui l'auraient convaincu du contraire.

UN PÉRILLEUX MANDAT

Franklin qui pourtant n'approuvait pas, officiellement, la *Boston Tea Party* et avait même proposé de payer de ses deniers le thé perdu, reçu peu après, en janvier 1774, l'ordre de se présenter devant le conseil privé. La salle était trop petite pour contenir les conseillers privés et tous les lords et gentilshommes qui avaient forcé les portes. On se bousculait avide d'assister à la mise à mort. [61] L'atmosphère était tendue. Franklin, qui s'habillait presque toujours modestement, avait ce jour-là un superbe costume de velours de Manchester. L'assemblée « sentait le vin, le musc, la poudre de perruque et la corruption »⁴⁸. Le *sollicitor* général, Alexander Wedderburn, qui était le magistrat le plus élevé de la Couronne, ne fut pas inférieur à ce qu'on attendait de lui. C'est avec une rage mal contenue qu'il fustigea Franklin et l'accusa d'être à l'origine d'un vaste complot qui visait à détruire la loi anglaise en Amérique pour y établir une grande république américaine. Il lui reprocha de se comporter, non pas comme un sujet de la Couronne mais comme le ministre d'un État étranger indépendant. Cette menaçante diatribe eut pour effet d'éloigner de Franklin la part anglaise de sa personnalité, composée de mille souvenirs heureux, d'études, d'amitiés chaleureuses et

⁴⁸ *The Secret war of Independance*, Helen Augur, New York, 1955, p. 5

anciennes, chassés par une Angleterre grimaçante, méprisante et hostile, au profit de la part américaine qui s'imposa chez lui avec une totale évidence. Face au *sollicitor* général, il était l'Américain humilié, incompris, méprisé, il était même l'Amérique et il allait devenir ce que le *sollicitor* l'accusait d'être. Mais cette Amérique, il allait falloir en préciser la nature. Ne serait-ce qu'en rédigeant sa constitution. C'est ce qu'écrivait Franklin à son ami Joseph Galloway, de Philadelphie, peu après la mémorable séance du conseil privé. « Je souhaite très sincèrement qu'une constitution soit faite, de sorte que nous devions savoir qui nous sommes... et ce que nous avons » ajoutait-il en réaliste. Il savait, en effet, que si les colons d'Amérique avaient de belles espérances associées à une profonde horreur de la tyrannie, elles ne pèseraient pas lourd même en y ajoutant une sincère aspiration au bonheur, devant les régiments et les escadres du roi, au cas où la fronde irait jusqu'à la confrontation armée.

En attendant mieux, le gouvernement du Massachusetts fut dissous et remplacé par un gouvernement militaire, le port de Boston fermé, le commerce de la colonie gelé, le peuple intimidé. Franklin fut démis de ses fonctions de directeur général des postes et surveillé par une armée d'espions qui épiaient ses mouvements et lisaient son courrier. En Angleterre, la presse *tory* reprenait les accusations de Wedderburn en les amplifiant. Non seulement Franklin allait établir un grand État américain mais il lui donnerait Boston pour capitale et en serait le dictateur - lisait-on dans les gazettes.

Franklin voulait s'assurer que tout avait été fait pour éviter une issue sanglante. Il se cramponnait à l'idée que l'agitation américaine restait inscrite dans le cadre de la politique intérieure britannique. On n'assistait pas à la lutte des Américains contre les Anglais mais à la révolte légitime de citoyens raisonnables et honnêtes contre un ministère corrompu. De fait, chaque emploi, chaque transaction avait un prix fixé. La corruption dont la monarchie avait [62] fait un système s'étalait à tous les niveaux et au-delà de l'Angleterre, elle s'étendait aux Indes occidentales et aux gouvernements royaux des colonies. Franklin disait que si les Américains avaient économisé pendant trois ou quatre ans ce qu'ils dépensaient en articles de mode et autres fanfreluches, ils auraient pu acheter tout le Parlement, le ministère et le reste. Avec les colons d'Amérique, Franklin s'effrayait de voir cette pourriture qui les

scandalisait venir infecter l'organisme encore sain des colonies américaines.

Il aurait aimé retourner au pays mais l'annonce que les colonies tenaient un congrès continental le détermina à rester en Angleterre car il lui paraissait plus nécessaire que jamais qu'elles aient un représentant dans la métropole. Il voulait continuer à croire qu'une conciliation était encore possible. Il fallait faire plier l'Angleterre en continuant à boycotter ses produits jusqu'à ce qu'elle abroge les *Townshend acts* maudits. C'est le message que Franklin faisait parvenir à ses compagnons de lutte d'Amérique. Mais le temps passant et le cours des événements se précipitant, il observait qu'un climat de guerre se développait clairement en Angleterre, que les esprits s'échauffaient chaque jour davantage et que de plus en plus la passion étouffait la raison. Dans ces conditions, la sagesse commandait de se placer désormais dans la perspective d'une guerre sans doute proche.

« L'anxiété commence à troubler mon sommeil... » écrit Franklin qui se sent très surveillé. Des lettres de lui, dont on sait aujourd'hui qu'elles ont été interceptées, recopiées et adressées aux autorités, peuvent le faire accuser de trahison, et pour peu que l'agitation et la rébellion montent d'un cran, le conduire à la potence.

Maintenant que le conflit armé devient inévitable le boycott n'est plus la riposte adaptée, pensait-il, puisqu'il a pour conséquence de priver les colonies de marchandises dont elles vont avoir le plus urgent besoin. Franklin, homme courageux, se préoccupe moins de sa sécurité que du rapport de forces qui pourrait s'établir entre les belligérants. Le David américain pourrait-il venir à bout du Goliath britannique ? Franklin comprenait que le système de l'exclusif et le mercantilisme ne maintenaient pas seulement les colonies d'Amérique dans un état de dépendance infantile mais aussi qu'ils les privaient des moyens de s'émanciper. Sans industries, puisqu'on les leur interdisait, à la pauvre exception de la distillation du rhum ou la fabrication des chaussures, se fournissant exclusivement à la *house shop* (la boutique maison) en produits manufacturés, les colonies n'avaient même pas de vêtements chauds ni de couvertures pour empêcher leurs soldats de mourir de froid. Quant aux armes, fusils, baïonnettes, canons et poudre, où les trouveraient-elles ? Et pour mobiliser, organiser, discipliner, nul pouvoir central, treize colonies, vivant chacune [63] pour soi. Le Congrès continental n'offrait qu'un embryon de direction centrale. Combien

d'Américains avaient la vision d'ensemble nationale et internationale de Franklin qui vingt ans auparavant proposait déjà, sans succès (bailleurs, l'union des treize colonies ? Homme d'affaires, voyageur, ce réaliste s'était convaincu que, pour résister aux assauts de la plus grande puissance du monde occidental, l'Amérique devrait recevoir une aide qui lui parviendrait par la mer. De vieux amis, capitaines de navires, qu'il rencontrait secrètement, transmettaient à sa famille des messages verbaux et ces loups de mer le tenaient informé de la contrebande plus active que jamais entre les Caraïbes et le continent américain mais aussi des juteuses et incessantes transactions entre marchands et armateurs des deux côtés de l'Atlantique, dont quelques-uns de Londres, vieux amis eux aussi. Franklin tournait alors ses regards vers ces nations européennes maritimes qui avaient des comptes à régler avec l'Angleterre pour en avoir souffert, la Hollande, la France, l'Espagne. Toutes les trois suivaient avec attention les développements de la rébellion dans les colonies anglaises d'Amérique et calculaient tout le profit qu'elles pourraient en tirer et aussi le plaisir de voir peut-être la superbe des Anglais quelque peu mise à mal. La France et l'Espagne envoyaient en Amérique des espions qui les renseignaient sur la montée du mécontentement. Les Français, plus particulièrement, étaient mieux informés que les Anglais de la situation réelle dans les colonies et leur désir de revanche après la guerre de Sept Ans, s'en trouvait conforté. Le roi de France restait dans une prudente réserve mais son ministre, Vergennes, étoffait ses services secrets pour suivre pas à pas la réponse anglaise aux événements d'Amérique. Les Français avaient au Parlement britannique un informateur qui leur rendait compte des débats privés. D'autres espions étaient placés au *War Office*, à l'amirauté et au département américain pour les affaires coloniales, où un secrétaire recevait cinq cents guinées par an pour informer Vergennes. Franklin, quant à lui lançait son offensive dans deux directions. Auprès de ses amis anglais *whigs*, Edmund Burke, le duc de Grafton, le colonel Isaac Barré, il annonçait une fatale et proche intervention étrangère pour soutenir les rebelles. Il espérait ainsi, mais cet espoir fut déçu, que l'Angleterre relâcherait sa pression sur les colonies. Par ailleurs, de façon plus dangereuse, il engageait des relations secrètes avec des fabricants d'armes et des gens appartenant au grand négoce maritime, en Angleterre, en Hollande, en France et en Espagne. Il savait que depuis quelque temps déjà des réseaux de contrebande s'étaient établis entre ces pays et l'Amérique. Celle-ci pouvait compter parmi ses meilleurs amis dans ce milieu

des armateurs négociants, les Crommelins d'Amsterdam, les Montaudoin de Nantes, les Diego Gardoqui de Bilbao. Les risques encourus [64] devenaient démesurés pour Franklin qui, informé d'un deuil survenu dans sa famille, quitta l'Angleterre sans prévenir et gagna son pays au printemps 1775. Alors qu'il se trouvait en haute mer, commençaient les combats de Lexington et de Concord.

NANTES AIME L'AMÉRIQUE ET AIDE LES *INSURGENTS*

Au cours de l'été de la même année, la France renforce ses garnisons stationnées dans ses îles d'Amérique. Six navires frétés à Nantes, la *Ferme*, le *Prince Nizarre*, le *Solide*, l'*Algonquin* et l'*Alcion* escortés par la frégate la *Dédaigneuse* et la corvette l'*Étourdie* transportent à Saint-Domingue les régiments d'Auvergne, du Béarn et de Flandres et quatre autres navires nantais, le *Huron*, le *François*, le *Henry*, le *Citoyen* transportent à la Martinique des troupes des régiments de Navarre et de Guyenne. Beaumarchais, partisan déterminé de l'engagement français en faveur des colonies révoltées, faisait alors valoir qu'une Angleterre et ses colonies d'Amérique réconciliées, pourraient s'emparer ensemble des îles à sucre françaises.

À la même époque, le second Congrès continental, à Philadelphie, décrète que tout navire apportant du matériel de guerre dans les colonies anglaises d'Amérique sera autorisé à emporter des produits américains d'une valeur correspondante. Dans les principaux ports d'Europe, on voit apparaître des navires américains à la recherche d'armes à échanger contre de la farine. On signale par exemple à Lorient l'arrivée du *Charming Polly*. Nantes paraît tout particulièrement concernée par un trafic d'armes venues de la manufacture de Charleville et qui atteindront leur destination américaine sous le couvert de la traite des noirs. Ces trafics illicites étaient pratiqués avec l'autorisation de Vergennes, à condition que les apparences soient sauves, ce qui permettait au ministre français de calmer avec la plus parfaite mauvaise foi les diplomates anglais venus se répandre en protestations indignées. Il ne manque pas de leur préciser qu'il a récemment signé des circulaires officielles rappelant que si la France, pays neutre continuait à recevoir des

bateaux américains, elle veillerait à ce qu'ils n'emportent aucune munition de guerre. Le double jeu français transparait quand, en novembre 1775, le ministre de la marine encourage vivement les commerçants nantais à augmenter leurs envois vers les Antilles.

Nantes qui est au XVIII^e siècle la plus grande et la plus belle ville de Bretagne, remplit toutes les conditions pour jouer un rôle de premier plan dans la guerre d'indépendance américaine. Son caractère de plus important port négrier de France, va lui procurer de grands avantages pour ravitailler en

[65]

*Vue du port de Nantes en 1776,
dessin de Nicolas Ozanne, gravure d'Yves Le Goaz.*



[66]

armes, clandestinement, les colonies révoltées. Les navires négriers nantais qui partent vers l'Afrique sont fortement armés et les réserves d'armes et de poudre où ils se fournissent avant de partir, viennent d'être augmentées en 1775 grâce à l'appui du ministère. Depuis bien longtemps des armateurs nantais et des capitaines des navires qui transportaient chaque année des esclaves africains dans les Caraïbes pour qu'ils y travaillent dans les plantations de sucre, étaient en relation avec les marins et marchands américains qui commerçaient avec les Indes occidentales. Il existait entre Nantais et Américains un commerce illicite qu'on appelait interlope — rappelons que l'Angleterre interdisait tout commerce entre les Américains et les pays étrangers — et cette contrebande devenait plus dangereuse quand les navires français se risquaient à venir débarquer leur marchandise jusque sur les côtes américaines.

Tout ceci poussait Franklin à établir des contacts avec la ville de Nantes. Mais d'autres raisons contribuaient puissamment à augmenter son intérêt pour ce grand port breton. Les principaux acteurs politiques et économiques de la ville sont acquis à l'esprit des lumières. Ils ne jurent que par Voltaire et Rousseau. Trente volumes du premier et dix-sept du second figurent avec les trente-cinq volumes de l'*Encyclopédie* et le *Dictionnaire historique et critique* de Bayle dans les bibliothèques de la chambre de lecture de la Fosse créée en 1759, que fréquentent des négociants et armateurs et de la chambre littéraire de Nantes, créée en 1760 plus élitiste, fréquentée surtout par des magistrats de la cour des comptes. Beaucoup de ces messieurs du commerce et de la robe se rencontrent aussi à la loge des cœurs unis ou à celle de Saint-Germain car Nantes est en Bretagne un bastion de la franc-maçonnerie. Souvent engagés commercialement et financièrement outre-Atlantique les Nantais du haut et moyen négoce vibrent aussi idéologiquement pour la cause américaine qui attire toutes leurs sympathies. Ils applaudissent à la rébellion des colons contre la tyrannie du monarque anglais. « Nulle ville n'épousa en France la cause de la liberté, plus que Nantes » (Jean Meyer). La révolution américaine enflamme ces gens du négoce qui ont du sens pratique mais aussi le goût du risque. Parmi eux, les frères Montaudoin, d'une grande famille d'armateurs et d'exportateurs depuis trois générations et qui étaient à Nantes, au premier rang, avaient noué des liens amicaux avec Franklin. Arthur de Montaudoin, membre de

l'Académie royale des sciences, et aussi de l'Académie royale d'agriculture, partisan enthousiaste de la nouvelle école physiocrate, probable frère maçon, avait d'évidentes affinités avec le savant d'audience internationale et membre de sociétés savantes les plus réputées qu'était Franklin. Montaudoin avait importé des farines américaines au moment de la disette en France en 1772 et à cette occasion était entré en relation avec des négociants [67] de Philadelphie. Dès 1770, il y avait eu un sensible accroissement du commerce entre Nantes et les treize colonies et de nombreux agents d'affaires américains demeuraient dans le port breton, ce qui avait alerté l'Angleterre. Les espions anglais tentaient de se fondre dans la foule bigarrée de la ville où régnait une activité portuaire intense. La guerre commerciale avait commencé dès 1767, après les *Townshend acts*, bien avant que ne se développe la contrebande d'armes. Les agents américains étaient apparus dans les principaux ports d'Europe. L'arrivée de navires de leur pays leur était signalée. Ils facilitaient le déchargement rapide des cargaisons de riz et de tabac puis le chargement de thé, libre des lourdes taxes britanniques, de marchandises tissées et autres produits manufacturés dont le boycott provoquait en Amérique, la raréfaction et le renchérissement.

Une série d'indices permet de déceler l'implication croissante de Nantes, et aussi d'autres ports bretons, dans l'aide clandestine aux *Insurgents* d'Amérique, au long de l'année 1776 et au fil des mois. En mars de cette année, des navires américains sont signalés à Saint-Malo. En avril les lecteurs des « nouvelles extraordinaires de divers endroits » sont informés que des négociants de Nantes et de Bordeaux, décidés à préserver la liberté des mers, ont fondé une compagnie pour commercer avec les colons américains. Nous savons qu'il s'agit de la maison Roderigue, Hortalez et Cie fondée par le célèbre Pierre Augustin Caron de Beaumarchais, cet aventurier qui aurait pu dire, comme le fera plus tard Oscar Wilde, qu'il avait mis son génie dans sa vie mais, ajoutons, peut-être aussi en partie dans ses œuvres. Son *Barbier de Séville* avait été représenté, sans succès, l'année précédente. Horloger, fils d'horloger devenu musicien et qui avait appris aux filles de Louis XV à jouer de la harpe, il s'était ensuite lancé en compagnie de Paris-Duverney, dans des affaires où s'entremêlaient hardiment le commerce, la finance et la politique. Un procès perdu contre l'héritier du financier, un talent inégalé de polémiste, un goût prononcé pour l'intrigue, une querelle avec

un juge vénal qui coïncidait avec le rejet de la justice par l'opinion, l'avaient mis à la mode.

La révolution américaine lui permit de satisfaire à son amour des aventures risquées, et de gagner beaucoup d'argent tout en apportant son soutien à des gens qui s'étaient révoltés contre ce que lui-même détestait, un système aristocratique imbu de lui-même et arrogant. Beaumarchais et la société qu'il a montée, sont très présents sur le théâtre d'opérations nantais, par l'intermédiaire de leurs agents, Montieu de Paris et Peltier-Dudoyer de Nantes. Joseph Carié de Montieu a dirigé la manufacture royale d'armes de Saint-Etienne et Jean Peltier-Dudoyer se charge depuis 1771 du transit à Nantes, d'armes venues de cette manufacture de Saint-Etienne, et destinées à la marine à [68] Lorient et Rochefort. Il est tentant de croire que, si la compagnie Charet et Ozenne, ce dernier étant un armateur négrier nantais, déplore, à ce moment, le manque total de poudre, au bureau du port de Nantes, c'est parce que Roderigue, Hortalez et Lie, lui a, dans ce domaine damé le pion.

Le 31 mai 1776 Pierre-Frédéric Dobrée, originaire de Guernesey, juge, dans une lettre à son père, que les affaires d'Amérique vont développer le commerce de Nantes et fait état de ses projets d'association avec son futur beau-père, le banquier d'origine suisse, Jean-Daniel Schweighauser.

Le ministre Vergennes ne peut apporter que masqué l'aide française aux *Insurgents*. La France n'est pas encore assez prête à entrer en guerre et le roi demeure réticent. Le docteur Barbeau-Dubourg, parisien ami intime de Franklin, avec lequel il partage beaucoup d'intérêts scientifiques, personnage cependant moins médical que politique, tout entier acquis à la cause américaine et prêt à se dévouer pour elle sans s'économiser, est l'intermédiaire de Vergennes qui ne peut s'en passer bien qu'il ne l'apprécie qu'avec modération parce qu'il ne sait pas tenir sa langue, en réalité probablement parce qu'il entretient des liens trop amicaux avec les Américains et d'abord avec Franklin. Dès 1773, Barbeau-Dubourg, « le premier des Franklinistes et le premier ami et agent des *Insurgents* en France » publia sa traduction des œuvres de Franklin (Jacques Gury). Barbeau-Dubourg a envoyé en mission à Philadelphie,

en décembre 1775, les négociants Pliarne et Penet ⁴⁹ qui ont traité avec le comité secret, puis sont venus en 1776 s'installer à Nantes. Le 31 mai 1776, Barbeu-Dubourg écrit à Vergennes que Penet a pris à Nantes du crédit chez le banquier Schweighausen (c'est Schweighauser qu'il devrait écrire) pour expédier aux Américains des armes anciennes que Tronçon du Coudray cherchera dans les arsenaux pour les remplacer par des neuves. Les fusils, écrit-il, seront achetés par M. de la Thuilerie (qui est entrepreneur de la manufacture de Saint-Etienne). Et en juin 1776, le même Barbeu-Dubourg écrira à Franklin pour l'informer qu'il a eu des nouvelles de Penet, arrivé de Philadelphie et que 15 000 fusils des manufactures royales qui lui ont été livrés sous le nom de la Tuilerie vont partir de Nantes avec ce même Penet.

Le 7 juin, le ministre de la marine qui juste un mois auparavant renouvelait son appel de novembre 1775 et recommandait aux membres de la chambre de commerce de Nantes « d'ouvrir des débouchés aux denrées nationales vers les colonies anglaises d'Amérique », constate avec satisfaction que les envois dans cette direction ont augmenté. La réactivité des Nantais est remarquable.

Divers documents font état de navires américains présents à Nantes pendant l'été 1776 et il n'est pas surprenant que soit signalée en octobre la présence [69] de quatre frégates anglaises au large de l'embouchure de la Loire, pour y interdire l'accès aux bateaux américains.

Depuis la proclamation de l'indépendance le 4 juillet, le cours des événements s'accélère. Les Américains achètent à Saint-Domingue pour les armer en guerre des navires construits à Nantes à leur intention et vendent à la France, toujours officiellement neutre, des bâtiments sur lesquels ils continueront à naviguer mais sous son pavillon. Jacques Gruel, de Nantes, autre ami de Franklin, est l'un des acheteurs et Nathan Rumsey, négociant nantais, en est un autre.

⁴⁹ La maison Pliarne et Penet apparaît à Nantes en 1777. Penet était d'origine alsacienne.

L'AMÉRIQUE CHERCHE UN ALLIÉ

Les besoins américains en marins confirmés et en ouvriers spécialisés dans la construction navale sont tels que la marine s'inquiète et, par la voix de son ministre, met en garde, en décembre 1776, contre le recrutement d'ouvriers et l'enrôlement de matelots pour l'étranger. Elle doit prioritairement se préparer à la guerre, ce qui interdit la « fuite » du personnel qualifié.

Aux États-Unis les dirigeants sont plus que jamais convaincus du caractère vital du soutien français, qu'ils souhaiteraient plus décisif. Ils ont à Paris depuis juillet 1776 un représentant officieux, Silas Deane, qui va bientôt recevoir le renfort de Benjamin Franklin, d'emblée poids lourd de la politique étrangère des jeunes États-Unis d'Amérique et donc susceptible d'infléchir la position française dans un sens qui leur soit plus favorable.

Franklin, comme la plupart de ses compatriotes, s'était longtemps méfié des Français même après leur éviction du continent américain en 1763. Au moment de son premier voyage en France en 1767, il écrivait à son fils que cette intrigante nation « se plairait beaucoup à sauter sur l'occasion de provoquer un coup de grisou entre la Grande-Bretagne et ses colonies » et il espérait que les Américains ne lui en fourniraient pas l'opportunité. Franklin et ses amis redoutaient en France les hommes politiques assoiffés de vengeance contre l'Angleterre prêts à se servir des Américains et à les pousser à la révolte en se souciant de leur intérêt comme d'une guigne et ils ne prenaient pas beaucoup au sérieux les intellectuels français libéraux dont l'américanophilie idéaliste et enthousiaste les laissait quelque peu perplexes. Deux ans plus tard, après un nouveau voyage en Europe où il comptait désormais de nombreux et bons amis dans les milieux scientifiques et littéraires, Franklin n'avait guère changé d'avis. On le voit écrire à un révérend de ses amis que l'Europe s'imagine être en danger parce que la puissance britannique s'accroît et qu'elle serait ravie de la voir divisée contre elle-même. Comme on l'a vu précédemment, [70] c'est seulement en 1774, après sa comparution devant le conseil privé, que Franklin fera définitivement son deuil d'une formule politique permettant de maintenir des colonies d'Amérique autonomes dans le giron britannique dans une sorte de confédération réunie par la couronne. Dès lors, Franklin

commence à regarder l'Europe d'un autre œil. Il n'est pas le seul. Sur le terrain, la lutte ne tourne pas à l'avantage des *Insurgents*. Washington doit se contenter de livrer des combats de retardement. Cette France papiste dont on se méfiait tant, est, en fin de compte, celle qui aide le plus et le mieux les États-Unis. Cependant cette aide ne suffira pas estimer le Congrès continental. Il faut aller vers un traité d'amitié et même, si possible, d'alliance et le solliciter. Franklin sera l'homme de la situation. Mais l'intéressé se récusé : « un État vierge, dit-il, doit garder sa virginité et ne pas courtiser des alliances ». Il estimait qu'il suffisait pour le moment, d'obtenir de la France qu'elle augmente son assistance. On passe au vote. Franklin mis en minorité s'incline et accepte la mission qui lui est confiée. Il représentera le congrès à Paris où il retrouvera et renforcera un Silas Deane quelque peu dépassé. Un troisième commissaire Arthur Lee fut lui aussi nommé pour la France, d'autres pour l'Autriche, l'Espagne, la Prusse, la Toscane.

FRANKLIN EN BRETAGNE

Le comité de la marine, du Congrès, avait acheté le 28 mars 1776 le navire marchand *Molly*, qui servait au commerce du tabac. Rebaptisé *Reprisal* (représailles) placé sous le commandement du capitaine Lambert Wickes, il croisait le long des côtes des États du centre en compagnie du *Lexington*, de 16 canons comme lui, capitaine John Barry. En octobre 1776, le *Reprisal* fut mis à la disposition du comité de correspondance secrète du congrès (distinct du comité secret) et le 24 octobre, Wickes reçut l'ordre du congrès de conduire à Nantes en France, Benjamin Franklin. Wickes était un capitaine de trente-quatre ans, originaire du Maryland, peu loquace, brillant et froid dans l'action, humain avec ses hommes.

Tandis que les calfateurs mettaient le navire en état de naviguer, le docteur Franklin préparait ses bagages qui tenaient dans deux vieilles malles cabossées et mettait ses affaires en ordre. Avant de partir il réunissait ses fonds liquides disponibles soit quatre mille livres qu'il remit, sous forme de prêt, au Congrès dont les finances étaient cruellement asséchées, pas au point toutefois de ne pas prévoir la mise à la disposition des trois commissaires dès que possible de sept mille livres sterling

auxquelles Rajoutaient trois mille livres d'indigo [71] chargées sur le navire et dont la vente à l'arrivée devrait permettre aux commissaires de faire face à tous les débours.

Franklin emmenait avec lui ses deux petits-fils, Benny Bâche, âgé de 7 ans qui serait scolarisé en France et en apprendrait la langue et William Temple Franklin, âgé de 17 ans, fils illégitime de son fils illégitime William, qui serait son secrétaire. Le grand-père l'enlevait une nouvelle fois au père avec lequel la rupture était maintenant consommée. Chacun des deux était devenu un étranger pour l'autre et au moment du départ de Franklin, William son fils avait été placé en résidence surveillée dans le Connecticut par les patriotes ⁵⁰. Franklin qui était alors âgé de 70 ans était très fatigué par les travaux du Congrès et du comité de correspondance secrète mais aussi par les émotions liées aux événements dramatiques traversés par son pays. Il était parfaitement conscient du fait qu'il courait le plus grand risque d'être pendu pour trahison, s'il était pris par les Anglais, mais il avait confiance en son étoile et entreprenait ce voyage avec un grand sang-froid.

Le *Reprisai* prend la mer le 27 octobre 1776. Le capitaine Wickes a reçu l'ordre de conduire Benjamin Franklin de Philadelphie à Nantes avec la plus grande célérité et dans le plus grand secret. Malgré la fatigue, les furoncles qui le font souffrir et les dangers, Franklin pendant la traversée, retrouve sa curiosité d'homme de science, note matin et soir la température de l'air et de l'eau et ne renonce pas à percer les mystères du *gulf stream*, puis se distrait en la compagnie de ses petits-enfants. Il prend l'initiative de contredire les instructions données au capitaine en l'engageant à prendre en chasse et à capturer un brigantin britannique, puis un autre qui, vers la fin de la traversée, passent à portée du *Reprisai*. Ce sont le *Success*, en route pour Cork et qui transporte du vin et du bois de charpente et le *Vine* qui se dirige vers Hull avec sa cargaison d'alcools et de graines de lin. Les deux cargaisons ne valaient pas plus de trois à quatre mille livres. Nous verrons que l'intervention de Franklin n'était pas seulement dictée par le plaisant espoir de voir un corsaire américain — ce qu'était le *Reprisai* — capturer des navires ennemis, mais que, soigneusement calculée, elle obéissait à de précises et pratiques motivations. Il y eut, au cours d'une capture, un bref

⁵⁰ Après deux ans de relégation, William Franklin fut échangé contre Mac Kinley, président de la Delaware et se retira en Angleterre où il mourut en 1818.

engagement. Wickes et ses hommes agirent avec une détermination que Franklin et ses petits-enfants admirèrent. Il écrivit par la suite au comité que les marins américains avaient été rapides et disciplinés et qu'ils égalaient les équipages des meilleurs navires de la flotte royale britannique. Le *Reprisai* arrive en vue des côtes de France le 29 novembre. Empêché par de forts vents contraires d'atteindre l'estuaire de la Loire, il se trouve plus au nord, en baie de Quiberon, devant l'actuel Morbihan et y jette l'ancre. Du navire on aperçoit le clocher de l'église de [72] Saint-Pierre-de-Quiberon. Franklin patiente trois jours, puis, n'y tenant plus, décide de débarquer. Un pêcheur breton à qui l'on fait des signes veut bien le conduire à terre jusqu'au petit port de Saint-Goustan qui est le port d'Auray, le 3 décembre. Une plaque y rappelle cet événement. Franklin aperçoit un groupe de paysans et s'approche d'eux. Ils ont de longs cheveux, des chapeaux noirs à larges bords, des vestes courtes, des culottes bouffantes, des guêtres serrées. Il leur adresse la parole. Ils ne comprennent ni son anglais, ni son français qui est à l'époque, très sommaire. Plus tard, Franklin dit qu'il avait reconnu en eux des Bretons, plus anciens que les Anglais. Finalement, le savant américain put s'expliquer en latin avec un prêtre venu à la rescousse et se faire conduire avec ses petits-fils à Auray où ils passèrent une nuit. À peine descendu à Auray, Franklin préoccupé par le manque de subsides pour remplir sa mission, écrit à Thomas Morris, agent commercial américain à Nantes, demi-frère de son ami Robert Morris, homme d'affaire et membre du Congrès. Très imbibé d'alcool, Thomas Morris mourra prématurément deux ans plus tard. Franklin lui fait savoir qu'il arrive à Nantes où il se pourvoira d'argent et que la cargaison d'indigo d'une valeur d'environ trois mille livres, transportée pour le compte du Congrès, devra être à ses ordres pour payer ses dépenses, en attendant le complément que le Congrès fera passer dès que possible. En réalité Thomas Morris n'était pas arrivé à Nantes. Il n'avait pas encore quitté Londres où il menait une vie très désordonnée. Deux autres lettres de Franklin partent d'Auray pour Paris, l'une destinée à son vieil ami le docteur Barbeau-Dubourg, l'autre à Silas Deane, le chargé d'affaire américain officieux déjà en poste.

Le lendemain matin, les trois voyageurs s'éloignent d'Auray. Ils prennent la direction de Nantes et s'enfoncent dans la campagne bretonne. Franklin avait mal évalué l'état des routes en Bretagne. Elles sont pires en Basse Bretagne et plus encore en hiver. La berline frétée à

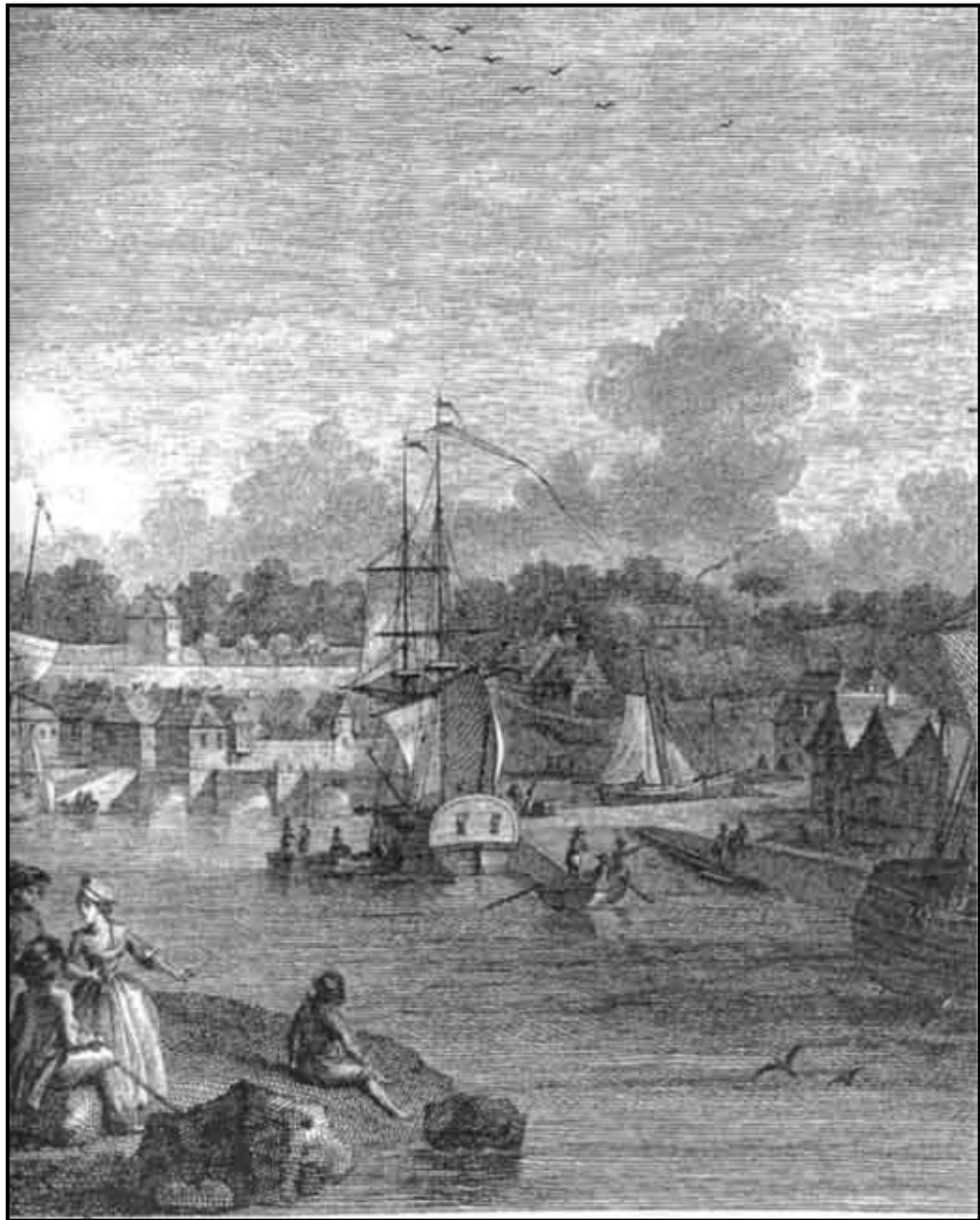
Auray rend son dernier soupir à Vannes après seulement 4 lieues et demi (18 km) de parcours et Franklin est contraint de faire l'acquisition d'un cabriolet. Il n'atteindra Nantes à 110 km de Vannes que le 7 décembre. Pour venir d'Auray, il aura fallu trois jours. Épuisé, le voyageur illustre aurait souhaité se reposer un peu avant de satisfaire aux mondanités. C'était sans compter sur l'immense réputation qui le précédait, la curiosité qu'il suscitait et la sympathie dont Nantes débordait pour la révolution américaine dont il était le vivant symbole. Franklin fut accueillie par des foules enthousiastes. À la tête du comité d'accueil il y avait Penet qui le confia à son associé Jacques Barthélémy Gruel ⁵¹.

Après les réceptions, banquets, discours et aussi les bousculades au cours desquelles la société nantaise, les femmes au premier rang, se pressait pour

⁵¹ Fastueux négrier, armateur et planteur de Saint-Domingue. En octobre 1775 transférait pour le compte du roi des troupes à la Martinique sur son vaisseau l'*Actif* (450 tonneaux) - (Léon Rouzeau, *Aperçus sur le rôle de Nantes*).

[73]

*Le port de Saint-Goustan à Auray où débarqua Benjamin Franklin
le 3 décembre 1776
dessin de Nicolas Ozanne, gravure d'Yves Le Goaz.*



[74]

admirer le grand homme, ce quaker, croyait-on à tort, si simple avec son bonnet de fourrure et sans perruque. Franklin aurait aimé souffler un peu dans « la maison des champs » de M. Gruel près de Nantes mais le pèlerinage de tout Nantes et surtout des élégantes ne cessait pas. Il eut l'occasion de sympathiser avec les Montaudoins auxquels il écrivit ensuite que s'il vivait longtemps, il n'aurait pas d'objection à vivre en leur compagnie un autre siècle. Nul doute, estiment certains, que Franklin aurait préféré se fixer à Nantes plutôt qu'à Paris. De son côté Montaudoin acheta un grand clipper qu'il baptisa *Benjamin Franklin* et plus tard fit un poème en l'honneur de l'Américain.

LES AVENTURES DU *REPRISAL*

Pour autant celui-ci ne perdait pas de vue le *Reprisal* et ses deux prises qui avaient rejoint Nantes ou plus probablement ses environs.

À la fin de 1776, les Américains avaient réussi à constituer une force navale non négligeable qui participait de façon croissante à l'effort de guerre. Les forces navales révolutionnaires comprenaient, à la fin de l'année, trente-quatre corsaires qui avaient reçu du Congrès continental des « lettres de marque », et davantage encore qui en avaient reçu de la part des États. Le Congrès se préoccupait de savoir quel sort la Cour de France réserverait aux corsaires américains et à leurs prises, qui solliciteraient la protection française. Le *Reprisal* était un des premiers navires de la flotte continentale à venir dans les eaux européennes et ses deux prises étaient très probablement les premières à venir dans un port français. Il semble bien que Franklin en encourageant la capture des deux navires ait eu pour but de constater lui-même quelle serait l'attitude des autorités françaises et de les tester à ce sujet. Dans la mesure où la flotte britannique s'emparait chaque jour de navires américains et de leurs cargaisons, il était vital pour les Américains d'exercer des représailles en lançant leurs corsaires à la poursuite des navires marchands anglais jusque dans les eaux européennes et d'obtenir qu'ils puissent se réfugier avec leurs prises dans des ports amis ou au moins neutres et y écouler plus ou moins clandestinement les cargaisons saisies. Précisément, le *Reprisal* dont le nom n'avait pas été choisi par

hasard avait pour mission après avoir conduit Franklin en France de croiser dans les eaux européennes pour y attaquer des navires anglais. Les deux brigantins capturés avaient été conduits aux environs de Nantes (Couëron, Paimbœuf, Le Croisic ?) et leurs cargaisons vendues pour environ la moitié de leur valeur. Quant à la cargaison d'indigo du *Reprisal* évaluée à 3 000 livres sterling, elle avait été attribuée à Pliarne et [75] Penet tandis que leur associé Gruel se chargerait de la vendre. Il avançait en argent liquide à Franklin une partie de la valeur de la cargaison, le reste étant à venir. Le 15 janvier 1777, M. de Sartine, ministre de la marine, écrivait à M. de la Villehéliou, commissaire à Nantes : « j'ai été informé, monsieur, qu'il est venu dans un port du royaume, deux navires anglais avec une frégate de Philadelphie : qu'ils y ont été amenés comme étant de relâche pour cause d'avaries et appartenant au commandant de la frégate ; que la vente ayant paru ensuite en être faite en son nom à des négociants, il a été demandé à l'amirauté de faire au greffe le dépôt du marché qui a été passé à cet effet... »⁵². Il s'agissait du capitaine Wickes, du *Reprisal* et de ses deux prises. Le ministre dit ensuite, au commissaire, avec beaucoup de délicatesse, que la propriété des deux navires n'était peut-être pas assez prouvée pour que la vente en fût autorisée. Le *Vine* avait été conduit à Paimbœuf et son capitaine anglais avait fait appel devant les juges de l'amirauté de Nantes. Malgré la décision des juges de faire sortir le navire de la rivière de Nantes, le bateau s'y trouvait encore en août 1777. Il semble bien que rebaptisé *Tartar* il ait ensuite été armé en corsaire pour le compte des Américains et commandé par Thomas Bell de Philadelphie. Lord Stormont n'avait pas attendu pour se manifester. Dès le 17 décembre 1776 l'ambassadeur britannique à la cour de France informé par ses espions qui pullulaient, de l'arrivée des prises dans un port français avait été reçu à sa demande par Vergennes auquel il avait exprimé ses plus vives protestations et réclamé la restitution immédiate des dites prises à leurs légitimes propriétaires. Pour lui, le *Reprisal* dépourvu de lettres de marque délivrées par un authentique pouvoir souverain n'était pas un corsaire, mais un vulgaire pirate. Et l'ambassadeur de rappeler le traité d'Utrecht de 1713. Chacune des deux puissances, la France et l'Angleterre, s'était engagée à fermer expressément ses ports aux ennemis de l'autre. Sur la défensive, Vergennes avait fait valoir que la France devait assurément

⁵² In *Aperçus du rôle de Nantes dans la guerre d'indépendance d'Amérique* - Léon Rouzeau - p. 34

respecter les traités mais également éviter d'exposer son commerce au ressentiment des Américains. Il est évident que la politique de la France consistait à aider les Américains le plus possible mais aussi le plus discrètement possible de façon à pouvoir et avec quelque vraisemblance, assurer les Anglais de sa neutralité. Après huit jours passés à Nantes, Franklin partit le 15 décembre pour Paris où il arriva le 21 (décembre 1776).

Le *Reprisal* continuait à faire parler de lui. Remis en état, il avait quitté Nantes le 24 janvier 1777 avec à son bord un pilote et plusieurs marins français. Le but des Américains était clairement d'accentuer l'impression de collusion avec Versailles et d'exaspérer les Anglais pour les pousser à faire la guerre. C'était déjà l'intention de Franklin quand il avait encouragé le capitaine [76] Wickes à capturer des navires anglais dont les cargaisons seraient ensuite vendues dans des ports français au profit des Américains. Wickes et son *Reprisal* se dirigèrent vers la Manche et non vers le golfe de Gascogne comme il le fut diplomatiquement dit ensuite pour ne pas indisposer les Français. Franklin voyait que l'Angleterre hésitait plus encore que la France à entamer les hostilités. Il fallait, pour mettre le feu aux poudres, pousser à bout en l'humiliant, l'ancienne métropole. C'est pourquoi le capitaine Wickes reçut l'ordre de croiser dans les eaux anglaises, de capturer des navires anglais et de conduire ses prises dans un port français. La campagne du *Reprisal* fut pleinement réussie. Wickes captura quatre navires marchands anglais et, le 5 février, il attaqua le *Swallow* qui était la malle de Falmouth (*the Royal Racket*). En route pour Lisbonne, ce navire de 12 canons légers qui avait un équipage de cinquante hommes, faisait la navette entre les deux ports. Après un engagement de quarante minutes au cours duquel le *Reprisal* eut un homme tué et plusieurs blessés, dont deux officiers, certains gravement, l'Anglais, lui-même éprouvé, cessa le combat. Wickes rallia Lorient avec les cinq navires capturés, leurs cinq capitaines et près d'une centaine de prisonniers. Conformément aux règles de la marine américaines lui et ses hommes se partagèrent la totalité des 16 000 livres sterling provenant de la vente du *Swallow*, de la *Royal Navy*. Ils avaient également droit à la moitié de la valeur des quatre autres prises et le Congrès à l'autre moitié. On vit alors Tom Morris avec Penet, dont une historienne américaine dit qu'ils n'étaient jamais assez saouls pour ne plus sentir l'odeur de l'argent, accourir de Nantes à Lorient où les navires étaient ancrés, procéder en hâte à la

vente des bateaux marchands qui furent bradés pour le sixième de leur valeur, s'attribuer la part du Congrès en paiement de leurs services et repartir à Nantes tandis que Wickes et ses marins attendraient longtemps la somme qui leur revenait. Ensuite les prisonniers furent libérés, les bateaux repeints et rebaptisés, les cargaisons transférées sur des vaisseaux hollandais en partance.

Quant à l'effet produit sur les Anglais par tous ces événements, il correspondait parfaitement à ce que Franklin et ses amis américains en attendaient. Londres, informée de tous les détails, était en ébullition. Lord Stormont se précipitait chez Vergennes. Le 25 février, il réclamait haut et fort la libération des prises du *Reprisal* avec leurs équipages et leurs cargaisons. Le ministre français l'assurait que dès qu'il avait lui-même eu connaissance de ces nouvelles, il avait ordonné que le navire américain prenne le large avec les bateaux capturés et que, sans doute, même, ces directives avaient déjà été exécutées. Il dit aussi que la France ne tolérerait pas que des corsaires américains croisent le long de ses côtes. Le 4 mars, nouvel assaut de l'ambassadeur [77] anglais, plus outré que jamais d'avoir appris que le *Reprisal* était toujours à Lorient et que, par ailleurs, deux prises avaient été vendues. Vergennes lui répond qu'il doute de la vente de ces prises mais que de toute façon, le capitaine Wickes a reçu l'ordre de quitter Lorient immédiatement bien qu'il ait demandé l'autorisation de faire procéder aux premières réparations indispensables de son navire.

Quinze jours plus tard, lord Stormont, lassé de parler inutilement, remet à Vergennes un mémorandum. Le *Reprisal* est toujours à Lorient en carénage et réparations, les cinq prises ont été vendues à des Français en pleine connaissance et consentement du commissaire français à Lorient. Le Britannique réclame une nouvelle fois le départ du *Reprisal* et la restitution des prises.

Ayant pris connaissance du mémorandum Vergennes concéda que si ces prises, naviguant sous pavillon français, montées par des équipages français, étaient interceptées par des navires de guerre britanniques, elles pourraient légalement être capturées et restituées à leurs propriétaires tandis que les marins seraient remis à la France. Monsieur de Sartine, ministre de la marine, prescrivit une enquête à Lorient où la disparition des prises demeura inexplicable.

Avec le plus parfait sérieux, les commissaires américains à Paris, Benjamin Franklin, Silas Deane et Arthur Lee remettaient à Vergennes un mémoire assurant qu'ils avaient ordonné qu'il n'y ait pas de prises américaines dans les ports français et qu'ils n'avaient pas eu connaissance qu'une quelconque prise y soit venue dans un autre but que de se mettre à l'abri le temps nécessaire jusqu'à ce qu'elle puisse voguer vers l'Amérique ou quelque port européen. Et ce qui est encore plus fort ils certifiaient que le *Reprisal* avait l'ordre de croiser au large, loin des côtes françaises et que s'il avait pris une position offensive près de ces côtes, c'était sans leurs ordres ni connaissance et qu'ils l'aviserait, dans ce cas, de son erreur.

Finalement Wickes reçut l'ordre des autorités françaises de quitter Lorient. Il leur fit savoir que son navire avait encore besoin de réparations et n'était pas prêt à naviguer. Les inspecteurs venus constater l'état du *Reprisal* refusèrent de trancher et demandèrent une seconde inspection. Ayant trouvé, cette fois, la cale du navire remplie d'eau, les seconds inspecteurs signèrent le certificat réclamé. Beaucoup plus tard on apprit que Wickes avait passé la nuit précédant l'inspection à pomper de l'eau pour en remplir la cale. Il acheva ensuite tranquillement la remise en état du bateau.

En avril 1777, il fut rejoint par le brick *Lexington* et le cotre *Dolphin* et tous trois naviguèrent vers la mer d'Irlande. Poussés par un fort coup de vent, ils [78] se retrouvèrent près de la côte ouest de l'Irlande, mirent trois semaines pour revenir dans la Manche où ils capturèrent dix-huit navires en une semaine. Alors qu'ils s'en retournaient vers Nantes, ils rencontrèrent un vaisseau de guerre anglais de 74 canons auxquels ils n'échappèrent qu'en jetant tous leurs canons par-dessus bord.

Le 14 septembre 1777, accompagné du *Dolphin*, le *Reprisal* quitta la France pour les États-Unis et aux environs du 1^{er} octobre il se perdit sur les bancs de *Newfoundland* (Terre-Neuve). Le capitaine et tout l'équipage à l'exception du cuisinier sombrèrent avec lui.

Les résultats de la guerre de course des Américains étaient cependant, au total, impressionnants. Ils compensaient dans une certaine mesure les échecs continentaux de 1776. Des dommages considérables avaient été infligés aux Anglais. Les Français, admiratifs, se persuadaient davantage que les États-Unis allaient pouvoir résister à la Grande-Bretagne et que leur engagement militaire à leurs côtés ne

comporterait que des risques acceptables. En attendant les négociants et armateurs français du Havre, de Bordeaux étaient plus actifs que jamais dans leur commerce de contrebande avec les Caraïbes et les États-Unis mais en tête du peloton il y avait les Nantais. Ainsi, en cette période d'aide clandestine aux États-Unis, qui précède le conflit armé, la Bretagne est au premier plan, pour des raisons géostratégiques mais aussi idéologiques. Entre Nantes, notamment et les colonies anglaises d'Amérique, les affinités électives sont évidentes et multiples.

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[79]

**La Bretagne
et la guerre d'Indépendance américaine.**

Chapitre 4

LERAY DE CHAUMONT

**FRANKLIN ET CHAUMONT
FONT CONNAISSANCE**

[Retour à la table des matières](#)

Franklin et ses petits-fils venant de Nantes étaient arrivés à Paris le 21 décembre 1776, comme on l'a vu précédemment. L'accueil des Nantais avait été enthousiaste, celui des Parisiens confina à l'hystérie. Le savant, l'inventeur, le philanthrope incarnait l'esprit des Lumières. L'homme d'État, vêtu simplement, le *quaker* (qu'il n'était pas mais que l'on disait qu'il était) à la toque de fourrure faisait rêver au Monde Nouveau, à l'état naturel dont parlait Rousseau, à la Liberté effaçant les distinctions sociales du vieux continent. Toutefois, passées les inévitables effusions, Franklin qui ne voulait pas embarrasser le ministère, limita autant qu'il put ses apparitions publiques et dit qu'il n'était venu en France que pour faire éditer ses œuvres dans la langue de Voltaire et sans doute pour y finir ses jours. On eut peine à le croire.

Silas Deane avait retenu des chambres pour les voyageurs et avec le docteur Barbeau-Dubourg, ce fut également lui qui pilota Franklin pendant ses premières semaines parisiennes. L'Américain eut l'occasion de se rendre dans le salon célèbre de madame du Deffand où il rencontra le duc de Choiseul qui ne désespérait pas de revenir aux affaires ; il

visita aussi le marquis de Mirabeau, père du futur orateur de la Révolution française.

Cependant il gardait les yeux fixés sur l'objet de sa mission et voulut rapidement sonder les intentions françaises déjà explorées par Deane, mais sans grand résultat. Accompagné de ses deux collègues commissaires à Paris, Silas Deane et Arthur Lee, il rencontra secrètement dès le 28 décembre Vergennes [80] qui s'engagea peu et refusa ensuite d'accorder une nouvelle audience dont les Américains firent la demande le 5 janvier 1777, accompagnées de requêtes et de propositions précises. Franklin, qui précédemment avait prêché la prudence à Deane, avait cette fois poussé volontairement Vergennes dans ses retranchements. Il était maintenant fixé. La partie serait rude. Elle n'était toutefois nullement désespérée. Dès le 13 janvier 1777, sur ordre de Vergennes, Gérard premier commis du ministère des affaires étrangères, informait les commissaires que la France consentait à satisfaire leur demande de prêt de deux millions de livres. La première moitié de la somme leur serait versée dès la fin du mois.

C'est aussi, très probablement par l'intermédiaire de Silas Deane, que Franklin fit la connaissance d'un homme d'affaires qui allait devenir son ami, l'accueillir chez lui pendant tout son séjour en France et jouer un grand rôle, peu connu, dans l'histoire des relations franco-américaines. Cet homme, Leray de Chaumont, était un Breton de Nantes.

Sans doute un peu perdu dans la foule des amis de l'Amérique, sincères ou non, militaires sollicitant un grade dans l'armée américaine, marchands pressés de commercer, hommes de sciences et de lettres, qui se bousculaient pour rencontrer Franklin, Leray de Chaumont les distança vite car le sage de Philadelphie comprit d'emblée que par son caractère, sa fortune et ses relations il serait plus précieux qu'aucun autre pour soutenir la cause américaine, d'autant qu'il ne cachait pas la vive sympathie qu'il éprouvait pour elle. Grâce à ses contacts commerciaux très étendus, Chaumont fut en mesure de procurer aux commissaires des nouvelles de ports de France et d'Amérique. Il leur proposa de leur vendre de la poudre à canon et du salpêtre, à crédit si nécessaire ainsi qu'un grand navire qui servait au commerce avec les Indes

orientales et s'offrit à acquérir de petites îles où les corsaires américains pourraient trouver refuge ⁵³.

À côté de Chaumont, Penet apparaissait de petite envergure et Beaumarchais, dont Deane se méfiait, et que Barbeu-Dubourg critiquait, trop insaisissable.

Mais déjà, des relations privées s'établissaient entre Franklin, ses petits-fils et Chaumont. Trois jours seulement après l'arrivée des Américains à Paris, William Temple, petit-fils et secrétaire, se rendait à Versailles pour porter un message à Vergennes, dans une voiture mise à sa disposition par Chaumont chez lequel il était reçu peu après et même passait la nuit. Au début de janvier, Franklin et Chaumont visitaient ensemble un pensionnat de Passy que Chaumont recommandait pour l'autre petit-fils, Benny Bâche et Franklin l'y inscrivait. Un climat de confiance et de sympathie s'établissait entre les deux [81] hommes au point que le 28 janvier tous deux signaient un accord informel selon lequel Franklin venait demeurer chez Chaumont à l'hôtel de Valentin à Passy.

UNE FAMILLE D'ARMATEURS NANTAIS

Qui donc était précisément ce monsieur Chaumont ? Jacques Donatien Leray était né à Nantes le 1^{er} septembre 1725. Il avait donc 51 ans quand il connut Franklin qui en avait 70. Sa famille appartenait à l'élite commerciale et politique de la ville. Son grand-père paternel avait été procureur au Parlement de Rennes, mais il avait aussi investi à Nantes et dans le comté nantais dans le commerce et la terre. Son père René-François de la Clartais était un armateur et commerçant important qui avait participé à la vie municipale de Nantes. Il avait été juge dans la juridiction consulaire de la ville et comme tel, un des deux représentants à Versailles en septembre 1727 pour y défendre les privilèges commerciaux de sa cité. Plus tard échevin, il avait échoué à devenir maire de

⁵³ Il s'agissait des îles Zaffarines, en Méditerranée au large des côtes marocaines.

Nantes en 1732. Son épouse Françoise Bouvet appartenait aussi au milieu des affaires.

Au début du XVIII^e siècle les Leray de Nantes s'étaient scindés en deux groupes familiaux, les Leray de Fumet et les Leray de la Clartais, chacun ayant pris des noms de terres seigneuriales des environs de Nantes. Cependant les Leray n'étaient pas des nobles mais de riches bourgeois qui aspiraient à la noblesse.

À cette époque, vers 1720, Nantes qui comptait 60 000 habitants était le troisième port de commerce de France après Bordeaux et Marseille qui en comptaient 90 000 mais qu'il n'était pas loin d'égaliser par son volume d'affaires. Les activités commerciales de la ville étaient très diversifiées et, parmi elles, la traite des noirs était plus importante que dans les autres ports. Elle donnait lieu à ce qu'on appelle le « commerce triangulaire ». Des marchandises achetées en France ou ailleurs étaient transportées en Afrique où elles étaient échangées contre des esclaves. Ceux-ci étaient conduits dans les Indes de l'ouest, c'est-à-dire les Antilles, Martinique, Guadeloupe, Saint-Domingue. Le produit de la vente des esclaves servait en partie à l'achat de sucre et de tabac que des navires rapportaient à Nantes. De 1720 à 1740, René-François de la Clartais organisa 14 expéditions de traite des noirs. Nous avons peine à comprendre aujourd'hui comment des gens qui n'étaient pas des monstres, loin de là, ont pu participer à une pratique qui nous révolte et en tirer profit sans état d'âme apparent. C'était aussi l'époque où l'on écartelait [82] Damien qui avait donné un coup de canif au roi. Il n'est pas impossible que les générations futures se scandalisent de certaines pratiques de notre siècle.

Les hommes d'affaires nantais commerçaient également avec les Indes orientales. Ils contrôlaient une importante partie des affaires de la Compagnie des Indes, dont le siège était, comme on l'a vu à Lorient. Ils fournissaient les bateaux et achetaient les marchandises transportées.

Les Leray de la Clartais, père et mère de notre Chaumont, demeuraient dans le quartier très fermé des somptueuses résidences, le long du quai de la Fosse. Ils appartenaient à la catégorie la plus huppée de la cité et faisaient partie des 10% des plus importants marchands. Ils comptaient de nombreuses relations parentales dans le commerce et la politique, parmi lesquelles, les Leray de Fumet dont un membre fut

maire de Nantes en 1730. Avant Jacques Donatien, les de la Clartais avaient eu un premier garçon, né en 1724 mort en bas âge et, après leur second garçon, ils n'eurent pas d'autre enfant. Comme beaucoup de riches bourgeois, René-François de la Clartais rêve de noblesse. Il achète en 1735 l'office anoblissant de secrétaire du roi, ce qui n'entrave aucunement ses activités de négociant et armateur puisque les fonctions sont remplies, au Parlement, par des employés qu'il rétribue, ce qui est dans les habitudes de l'époque. Tandis qu'avec l'Angleterre de nouveaux affrontements se préparent qui viendront une fois encore mettre en danger le négoce maritime, il fait armer en course en 1740, quatre navires, qui lorsque la guerre de Succession d'Autriche se déclarera en 1741, seront quatre corsaires prêts à donner la chasse aux Anglais. Quand la guerre prend fin en 1748, ses services sont reconnus et il devient membre de l'ordre prestigieux de Saint-Michel. Après les honneurs viendront les épreuves. 1755, voici la guerre encore et pire, une guerre non déclarée à laquelle les négociants ne veulent pas croire. La précédente qui a épuisé le royaume est si proche encore. Ils n'assurent qu'insuffisamment leurs vaisseaux. Les Anglais attaquent, coulent ou capturent tout ce que leur destin leur offre et ce sont bientôt trois cents navires qui disparaissent. René-François de la Clartais enregistre la perte de quatre d'entre eux avec leurs cargaisons pour une valeur d'un million de livres. Il n'est pas ruiné mais sensiblement appauvri et il éprouve d'énormes difficultés dans ses affaires. Les atteintes de l'âge venant s'ajouter à ces coups du sort, il vend la plupart de ses propriétés à Nantes et aux environs, puis se retire à Paris. En 1755 il avait accompli, dans son office de secrétaire du roi, les vingt ans qui lui conféraient la noblesse à titre définitif et la rendaient transmissible à ses descendants. Thomas Schaeper, biographe américain de Chaumont, fait remarquer que ni son père, ni lui ne furent des bourgeois gen-

[83]

Jacques Donatien Leray de Chaumont.



[84]

tilshommes comme celui que Molière mit en scène. Ils n'eurent jamais honte de leur commerce mais, au contraire, en furent fiers. Le même historien ajoute que, contrairement à ce qui est généralement affirmé, de tels cas furent en France relativement fréquents.

Au lendemain de la guerre de Succession d'Autriche, la Clartais qui avait atteint le faîte des honneurs arrangeait le mariage de son fils. À 24 ans Jacques-Donatien épousait Marie-Thérèse Jogues Désormeaux, 17 ans, en la ville d'Orléans, d'une famille de négociants en grain. Les Jogues venaient de Nantes, où un membre de la famille était un armateur important. La jeune mariée avait aussi un fermier général dans sa parentèle et elle apportait une dot assez considérable.

UNE AMBITION ET UN SENS DES AFFAIRES IMMENSES

Précisément, grâce à cette dot renforcée par un emprunt à son père, 6 mois après son mariage Jacques-Donatien achetait le superbe domaine de Chaumont-Sur-Loire, près de Blois, qui, outre le magnifique château et un plus petit, comprenait des dizaines de fermes et de métairies, des vignes, des champs, des forêts, le tout sur une étendue d'environ 750 hectares (2 000 arpents). Malgré la multitude d'affaires qui l'accaparaient Jacques-Donatien Leray de Chaumont — ce fut désormais son nom — travailleur infatigable, fut l'administrateur aussi avisé qu'efficace de ce vaste domaine tout autant que le seigneur des huit cents paysans et villageois qui le peuplaient et qui, nous dit son biographe, l'aimaient bien et même l'aimaient tout court. Ne le voyait-on pas lors des disettes, baisser le montant de leurs redevances et même, puisant dans ses réserves venir en aide aux plus nécessiteux. Les Leray de Chaumont vivaient au château. Sept enfants naquirent ; après quatre filles, un garçon, puis deux filles encore. Cinq survécurent.

En 1753, Chaumont, qui est âgé de 28 ans, se rend acquéreur pour 280 000 livres de l'office royal de grand maître des eaux et forêts pour le Blésois et la province de Berry et montre ainsi son sens aigu des affaires. Cet office n'est que moyennement prestigieux, guère davantage

que celui de secrétaire du roi, de feu son père, mais il rapporte énormément de revenus en même temps qu'il offre à cet homme actif et entreprenant, des occasions multiples de montrer son sérieux et son efficacité. Chaumont qui réside maintenant la moitié de l'année à Orléans et l'autre moitié dans son château de Loire, s'acquitte bien de ses tâches, dont l'une est de veiller à ce que les meilleures hautes futaies soient réservées pour la marine royale.

[85]

Ces offices sont généralement achetés par de riches négociants provinciaux de noblesse récente, ce qui est précisément le cas de Chaumont. L'autorité sur les forêts domaniales et privées ainsi que sur les fleuves, rivières et canaux que lui donne cet office, implique la perception par ses agents d'une multitude de droits, péages et amendes dont un pourcentage lui revient.

En 1758, il perd son père qui vivait dans un appartement à l'abbaye Saint-Victor à Paris. De telles locations de la part des religieux et religieuses étaient fréquentes à l'époque. Le décès du père et l'héritage qui s'en suit entraînent un considérable accroissement de sa fortune. Celle de la Clartais, son père, après la vente qu'il avait faite de la plupart de ses biens à l'exclusion de quatre petits domaines conservés en Bretagne, consistait en argent prêté ou investi dans des affaires avec des associés de Nantes et surtout en valeurs d'État. Les dettes que Chaumont avait envers son père, déduites, le montant de l'héritage s'élevait à 475 000 livres auxquelles s'ajouteront en 1763 les 300 000 livres provenant de la revente, après dix ans d'exercice, de l'office de grand maître des eaux et forêts.

Si l'on ajoute qu'il dispose des substantiels revenus de son domaine de Chaumont-sur-Loire, le voici pourvu d'un capital assez considérable grâce auquel il va se trouver engagé dans une époustouflante variété d'entreprises comme il en existe peu d'exemples dans l'Ancien Régime.

Bien qu'il n'ait pas avec Nantes des liens aussi étroits que ceux qu'avait son père, il garde des relations avec plusieurs des principaux acteurs nantais du commerce international. Ses navires partent de Nantes pour les Indes occidentales notamment Saint-Domingue et la Martinique soit en droiture soit en voyage négrier circuiteux quand ils passent par l'Afrique pour la traite et reviennent à Nantes chargés à ras

bord. Chaumont commerce aussi avec les Indes orientales et dans ce domaine ses affaires sont très liées à celles de la Compagnie des Indes. L'intérêt qu'il leur porte est aussi un héritage de son père.

Après la guerre de Sept Ans, les activités commerciales se concentreront sur Chandernagor au nord est et Pondichéry au sud ouest. La compagnie jouit d'un monopole du commerce avec l'Afrique et les territoires au-delà du cap de Bonne-Espérance mais elle vend également des licences à des affréteurs privés qui peuvent envoyer leurs bateaux en Afrique et en Asie. Les guerres la font beaucoup souffrir, mais aussi des erreurs de management. Endettée, elle végète. Elle ne parvient pas à fournir tout le coton nécessaire au commerce des esclaves bien que ce soit le principal article qu'elle importe en France à Lorient, soit brut, tissé ou en tissu imprimé. Les cotonnades, ces tissus légers, sont, en effet, grandement convoitées en Afrique ou aux Indes de l'ouest.

[86]

Chaumont qui fournit à la Compagnie de la farine provenant de son moulin de Blois, lui achète des licences qui l'autorisent à envoyer aux Indes ses propres vaisseaux. Il traite avec la Compagnie soit directement soit par l'intermédiaire de son associé nantais Jean-Gabriel Montaudoin ou par celui de son agent à Lorient, Pierre-André Montigny de Montplaisir. Il est aussi en étroites relations avec la firme nantaise de Grou et Michel qui commerce avec l'Asie.

En 1764, Chaumont qui est très lié à trois des directeurs de la compagnie, le chevalier Roth, Jacques-Alexandre Gourolade et Pierre Bernier, participe à une tentative de prise de pouvoir destinées à réformer la Compagnie. Avec lui, se trouvent des directeurs, des négociants, des banquiers dont l'un d'eux, le Suisse Jacques Necker, futur ministre des finances, dirige la manœuvre. Ils échouent. Cinq ans plus tard la compagnie irréformable perdra son monopole et la plupart de ses privilèges, mais elle ne disparaîtra pas tout à fait. Cinq membres sont désignés par le ministère pour administrer les comptoirs de la Compagnie aux Indes, amortir ses dettes, vendre les marchandises restantes, collecter les modestes droits dus par les bateaux qui commerçaient avec les Indes. Ces cinq membres sont Gourolade et Bernier, auparavant directeurs, Jean-Baptiste Chevalier, John Law, marquis de Lauriston et neveu de l'Écossais célèbre et... Leray de Chaumont. Ils s'octroient la part du lion dans le commerce des Indes, mais au total font peu de bénéfices, tant ils

doivent emprunter pour remettre à flot l'entreprise périlante. Chaumont trouvera en 1775 un moyen avantageux de rapatrier ses fonds tout en aidant le ministère. La flotte française aux Indes manquait cruellement d'argent. À la suite d'un arrangement avec le ministre de la marine, de Sartine, il leur procurera ses fonds en roupies, la valeur de 960 000 livres dont l'équivalent lui sera versé en France à un taux de change favorable.

Le négoce maritime ne représente toutefois qu'une partie de ses affaires. Il a construit en 1763, à Amboise, une tannerie dont les cuirs fins qu'elle fabrique équiperont quinze ans plus tard les troupes américaines. Il est devenu propriétaire d'un moulin à vent près d'Amboise, d'une maison et d'un entrepôt à Blois, d'une affaire commerciale à Cherbourg, d'une propriété à Saint-Cyr en Touraine, d'une autre dans les Flandres. Outre ses demeures de Chaumont, Orléans, Nantes, il en possède à partir de 1770, une à Paris, rue Notre-Dame des Victoires, paroisse de Saint-Eustache. Mais ce n'est pas tout. Il est associé à l'exploitation d'une mine de fer en Bretagne et une entreprise qu'il possède, près de son château, produit du salpêtre ou nitrate de potassium essentiel pour la fabrication de poudre à canon. On comprend mieux quel sera l'intérêt des Américains de recevoir le concours d'un tel homme. La liste de [87] ses entreprises est loin d'être close. Il sera plus tard propriétaire d'une carrière de pierres calcaires à Passy.

Il mène tout de front, mais le secteur manufacturé auquel il se consacre particulièrement, est celui des textiles. Tout d'abord il est un grand ami d'un personnage hors série qui va jouer un rôle de premier plan dans le domaine des innovations industrielles en France au cours du troisième quart du XVIII^e siècle. Il s'agit de John Holker. Né en 1719, ce Britannique dirigeait, très jeune, une filature de coton à Manchester, quand il avait rallié le camp des jacobites qui soutenaient la cause de *Bonnie prince Charlie*, le prétendant Stuart au trône d'Angleterre. Emprisonné après la bataille perdue de Culloden en 1746 il s'échappe et se réfugie en France où il réussit à intéresser à ses projets de relance de l'industrie du coton, des gens de ce très puissant ministère des finances qui a sous son contrôle tout le commerce et toute l'industrie. Voici qu'il obtient une licence spéciale pour aménager en 1752 à Rouen, au faubourg Saint-Sever, un atelier qui ne va pas tarder à devenir le plus innovant de toute la France. Holker fait en Angleterre des voyages clandestins. Au retour, il fait passer en contrebande des

machines, des bleus d'architecte et ramène des ouvriers spécialisés. Il peut ainsi faire bénéficier la France d'innovations techniques telles que la navette volante, le *water frame*, et il est nommé en 1755 inspecteur général des manufactures. Il parcourt la France, visite, informe, conseille, encourage tout ce qui est progrès, perfectionnement. Il forme à Rouen, dans son atelier, des ouvriers qui partent ensuite faire profiter les manufactures de ses techniques. Son fils, John Holker junior qui travaille avec lui est nommé inspecteur adjoint en 1768 et, pratiquant l'espionnage industriel, fait sortir une *jenny* (machine à filer le coton) d'Angleterre en 1771.

John Holker père qui était aussi un innovateur dans divers domaines techniques se rapportant à la chimie, au cuir, à la céramique fut anobli en 1775 en reconnaissance des services rendus à la couronne.

Chaumont était depuis très longtemps son ami et soutenait activement son action. Il installait des ateliers dans les villes où il avait des propriétés et y introduisait des nouveautés, comme la *jenny*. En 1775, à Paris, avec un associé il créait une fabrique où l'on imprimait des calicots. Au fil du temps il était devenu un des meilleurs connaisseurs en France pour tout ce qui concernait la fabrication et le commerce du textile.

[88]

LES LIAISONS DANGEREUSES DU COMMERCE DES GRAINS

Nous allons voir maintenant ce personnage décidément surprenant qu'était Chaumont, intervenir, au plus haut niveau, dans le commerce des grains et l'approvisionnement de Paris, qui demeurent des points névralgiques du XVIII^e siècle français où les pénuries cycliques et les crises de subsistance n'ont pas disparu. La population française s'accroît très sensiblement. Il faut produire plus. On innove peu mais les surfaces cultivées s'agrandissent. Quand les moissons sont gâtées par des pluies qui se prolongent ou souffrent d'un manque d'eau et que la pénurie de grains menace, le gouvernement met en œuvre un ensemble de mesures réglementaires mises au point depuis la fin du XVII^e siècle.

Les exportations de grains sont alors interdites et de riches marchands sont chargés d'en importer. Les intendants doivent veiller, dans les provinces en difficultés, à en faire venir des régions mieux favorisées. Les prix des grains sont régulés par un système qui contrôle leur fixation. Le roi, père de ses peuples, veille paternellement à ce qu'ils ne manquent pas de pain tout autant qu'il redoute les séditions populaires dans un siècle où les esprits deviennent prompts à s'échauffer. Il y a globalement plus d'aisance qu'au siècle précédent mais de vastes secteurs de population demeurent pauvres et parmi elles, un assez grand nombre, plus pauvres. Dans les villes, qui se développent se concentrent les richesses mais aussi la pauvreté. Paris dont l'importance dans le royaume ne cesse d'augmenter en même temps que la turbulence, inquiète les gouvernants qui, au milieu du siècle, établissent un système de réserve de grains pour la capitale et d'achats pour elle, par les intendants des provinces voisines en temps de pénurie de telle sorte que chaque habitant puisse se procurer régulièrement une quantité suffisante de pain à un prix accessible. Mais tant à Paris que dans les provinces, le pouvoir est, dans ce domaine, souvent pris en défaut et dans les têtes s'insinue l'idée que les accapareurs remplissent leurs poches au détriment du pauvre peuple menacé de mourir de faim.

Pour combattre la pénurie et le renchérissement, il faut stimuler la production, pense le ministère, et comment mieux la stimuler qu'en abattant ce système de réglementation qui étouffe les initiatives. C'est pourquoi, L'Averdy étant contrôleur général des finances, en 1763 et 1764, la couronne introduit la liberté du marché et abolit la majeure partie des règlements et contrôles se rapportant à l'exportation des grains, leurs mouvements à l'intérieur du royaume, la fixation de leur prix. Les résultats de cette politique libérale furent calamiteux, comme l'était le temps — il plut beaucoup — et en partie à cause de lui. Le mécontentement monta d'un cran, comme les prix et le bruit d'un pacte [89] secret des puissants pour affamer le peuple, se mit à courir. La méfiance généralisée atteignait le niveau paranoïaque. Le transport du blé d'une province à l'autre, la vente à moindre prix d'un blé inférieur, la destruction de grain pourri, tout venait augmenter la suspicion d'un complot.

L'Averdy estima qu'il fallait donner du temps au temps pour bien apprécier les fruits d'une politique libérale mais que toutefois des mesures rapides s'imposaient pour éviter que Paris s'agite. C'est pourquoi,

en août 1765 il décida de constituer une réserve de grains aux environs de Paris et chargea un marchand de grains nommé Malisset d'en collecter dans divers endroits du pays. Cette tâche nécessitait la plus grande discrétion et la réserve aurait un caractère quasi-clandestin pour ne pas renforcer les rumeurs de complot. Il manquait un bailleur de fonds aux reins solides. Chaumont fut l'homme de la situation, d'autant plus qu'il était alors considéré comme un des meilleurs experts en France dans tous les domaines de la conservation des grains et dans la connaissance des marchés. Aujourd'hui encore, des historiens assurent qu'à ce sujet Chaumont en savait plus qu'aucun homme en France. Les grands commis des finances, rassurés, étaient convaincus que Chaumont pourrait « par sa fortune et par l'étendue de son commerce rendre à l'État les plus essentiels services en ces temps de crise ».

Bien qu'opposé à la politique économique libérale du gouvernement, qui, selon lui, désorganisait les marchés, Chaumont était prêt à lui venir en aide en garantissant un bon approvisionnement de Paris. Associé à deux hommes d'affaires et principal commanditaire de Malisset, il apportait l'argent nécessaire à l'achat de grains, mais aussi de moulins, d'entrepôts et il donnait de sa personne. Ainsi à Nantes, à la fin de 1766, à une assemblée de marchands en colère, il dit que si 800 000 Parisiens manquaient de pain pendant six heures, tout sauterait.

Il serait cependant naïf de ne voir en Chaumont qu'un philanthrope idéaliste et désintéressé. Il était avant tout un homme d'affaires madré, mais aussi honnête homme, éclairé, soucieux du bien public et content lorsqu'il pouvait faire de bonnes affaires tout en rendant service à l'État et à ses concitoyens. C'était bien le cas ici, puisque, outre le profit escompté pour la vente de farine aux Parisiens, une commission de 2% du gouvernement était prévue si les ventes dépassaient un niveau fixé. Il arrive que les hommes d'affaires les plus avisés se trompent dans leurs prévisions. C'est ce qui se produisit ici. Il y eut des heurts à l'intérieur de l'association et entre celle-ci et le gouvernement. Il parût avéré que Chaumont et ses associés perdirent dans cette affaire des centaines de milliers de livres. Au début de 1768 Chaumont cessa de soutenir Malisset, ce que fit aussi le ministère [90] avant la fin de la même année, mais dès janvier, le contrôleur général L'Averdy contracta un accord secret avec Chaumont qui se voyait chargé de fournir à Paris et aux provinces tout le grain nécessaire. La situation était inquiétante. Les moissons avaient été mauvaises. Chaumont fit importer massivement

des pays de la Baltique du blé dont il commanda l'achat et le transfert maritime sous un nom d'emprunt pour éviter d'être compromis tant l'idée d'un pacte de famine imprégnait les esprits. En 1769, il fournit à Paris et sa région pour 16,8 millions de livres de blé, ce qui conduit certains à le comparer au grand financier Samuel Bernard qui avait rendu les mêmes services à la Couronne en 1709 et 1725.

Les ministres des finances se succédaient. Après L'Averdy vint Maynon d'Invau (1768-1769) et après lui Terray. Tous gardaient leur confiance en Chaumont et en 1771, Terray qui avait abrogé les lois de 1763-64 pour revenir au dirigisme et constaté avec plaisir une amélioration largement due à de bonnes moissons, le chargeait encore de se procurer du grain à l'étranger afin de maintenir un haut niveau de réserves pour Paris. Ce qu'il fit avec des prête-noms pour les mêmes raisons que précédemment. Après 1771 Chaumont n'apparaît plus que comme conseiller du ministre.

Quand Louis XVI succéda à son grand-père en 1774, il changea tout le ministère. Turgot remplaçait Terray aux finances. Le nouveau contrôleur des finances partageait en matière d'économie les idées libérales des physiocrates et en septembre 1774, il abrogeait la réglementation contraignante et libérait les prix et la circulation des grains en maintenant toutefois l'interdiction d'en exporter. Les prix se mirent à monter pour atteindre un niveau insupportable au printemps 1775. Turgot avait mal choisi le moment de sa réforme. L'année sera « disetteuse » et quand la soudure va venir — c'est la période où la dernière récolte s'épuise et où la nouvelle n'a pas encore eu lieu — l'explosion va se produire. La révolte commence en mars 1775 à Lagny, Monthelie, Pont-sur-Seine et Meaux. Depuis des semaines, on ne mange plus que du mauvais pain d'orge. Le 2 mai, des centaines de paysans venus de Puteaux, Sartrouville, Bougival et Carrières entourent le château de Versailles où le roi se terre et le 3 mai l'émeute gagne Paris. Toute la journée la foule est maîtresse de la rue et pille les boulangeries. Dès le 4 mai, c'est la reprise en main et la répression, mais la révolte se propage dans les provinces notamment en Bourgogne, Picardie, Orléanais. Le sixième de la France se soulève. Les marchands de blé et officiers royaux sont molestés, les entrepôts, magasins, boulangeries sont pillés. La guerre des farines — c'est le nom que prirent ces événements — se calme en juin mais ne se terminera qu'en septembre, dans le Beauvaisis.

Tous ceux qui de près ou de loin touchaient au commerce du grain, tous ceux qui coopéraient avec le gouvernement étaient suspects. Malgré les précautions qu'il avait prises, Chaumont fut parfois mis en cause, mais ce sera seulement à l'époque révolutionnaire qu'un orateur déclarera qu'il était un vampire responsable du pacte de famine. Il ne sera cependant pas suivi par les autorités puisque le litige qui l'opposait depuis plus de vingt ans au ministère des finances au sujet des sommes qui lui étaient dues pour avoir fourni du blé, sera tranché en sa faveur le 19 septembre 1795 et que le conseil des finances du gouvernement révolutionnaire décrétera que la République devait à Chaumont la somme de 321 343 livres.

CHANGEMENT DE CAP

Mais au temps de la guerre des farines, Chaumont s'était dégagé du guêpier de la fourniture des grains et grâce à ses relations dans les plus hautes sphères de l'État, il avait pu orienter ses affaires dans d'autres directions. Quand il était chargé de l'approvisionnement de Paris, il rencontra beaucoup Gabriel de Sartine, lieutenant de police de Paris, aux attributions très étendues et lui-même très concerné par le problème des subsistances. Louis XVI régnant, Sartine était devenu ministre de la marine. Il appréciait Chaumont, se souvenait des multiples services qu'il avait rendus à la Couronne, de la familiarité que ce Nantais d'origine entretenait depuis longtemps avec le monde maritime et il lui demanda de devenir l'un des plus importants fournisseurs de la marine française des Indes de l'ouest avec lesquelles Nantes était en constante relation. Les navires de Chaumont partirent pour les ports de la Martinique et de Saint-Domingue avec des cargaisons de blé, de viande de bœuf, de textiles et autres marchandises destinées aux marins français mais aussi à la population civile. Par les capitaines de ses navires, Chaumont avait des informations de première main sur les Antilles françaises qui vivaient depuis longtemps de la contrebande avec les treize colonies. Il savait que le blocus anglais avait encore augmenté le commerce interlope et que les colons des Antilles soutenaient ceux d'Amérique dans leur résistance à la monarchie britannique. Aux Antilles française beaucoup souhaitaient une intervention armée de la France tandis que les négociants de Nantes étaient nettement plus réservés, sachant

par expérience que la *Royal Navy* et les corsaires britanniques n'attendaient qu'un signe pour infliger au commerce maritime français de nouvelles pertes. Ils étaient cependant convaincus que tôt ou tard la guerre reprendrait.

[92]

Quand l'aide aux *Insurgents* se précisera, l'ensemble de la famille Le Ray s'y impliquera, Le Ray de Chaumont à Paris et à Nantes, les Le Ray de la Clartais, très liés au milieu maritime et secondés par des agents de Beaumarchais à Nantes, Peltier du Loyer et Jean Carié de Montieu.

BEAUX-ARTS, ARTISANAT DE QUALITÉ ET BELLES AFFAIRES

À ces activités multiples et multiformes, Chaumont ajoutait une « capacité à combiner son habileté entrepreneuriale avec une appréciation des beaux-arts »⁵⁴. Après son installation au château de Chaumont, il logeait des artistes et des ouvriers. Mais c'est surtout à partir de 1767 que fonctionnèrent deux ateliers, l'un de verrerie, l'autre de céramique dont les productions s'étaient accrues et améliorées après l'installation d'un nouveau type de four en 1770. Sous la direction de Robert Godfrey, un artiste anglais réputé, l'atelier de verrerie produisait des cristaux et autres verreries gravées de valeur, recherchés par la classe riche et même à Versailles. L'atelier de poterie utilisait une argile particulière que l'on trouvait dans le domaine et permettait d'obtenir des céramiques d'une qualité peu courante. Un arrêt royal de 1772 avait officialisé l'existence de ces ateliers qui étaient quasiment des manufactures. Le directeur de l'atelier de poterie, Pierre Berthevin, quitta le château en 1776 et Robert Godfrey partit en 1778 parce que l'arrivée d'un troisième artiste leur faisait de l'ombre. Il s'agissait de l'Italien Jean-Baptiste Nini, qui, après avoir vécu en Espagne, était venu en

⁵⁴ « Ability to combine entrepreneurial skin with an appreciation of the fine arts », in *France and America in the revolutionary era*, de Thomas J. Schaeper, Berghahn books, 1995, p. 24

1758, à 41 ans, à Paris, où pratiquant la sculpture, la poterie et la verrerie, il s'était progressivement orienté, j puis spécialisé dans la réalisation de médaillons en terre cuite. Chacun d'eux présentait le buste en relief d'un personnage exécuté d'après un portrait ou une esquisse. Le travail était soigné, la ressemblance exacte. Les Parisiens se pressaient chez Nini pour qu'il fasse leur médaillon. L'artiste prenait aussi pour modèles des personnages célèbres, le roi, les impératrices d'Autriche et de Russie et au moyen d'un moule, produisait des copies en autant d'exemplaires qu'il voulait.

Chaumont aussi avait commandé son médaillon chez Nini. Il le trouva réussi, fit faire ceux de toute sa famille et pour finir proposa à l'artiste de venir travailler au château et même d'y demeurer. Un acte notarié de 1772 fixait précisément les obligations de chacun. Nini était, en effet, rétribué pour diriger un atelier spécialisé dans la réalisation de médaillons de personnages célèbres reproduits à des milliers d'exemplaires et exportés à travers [93] l'Europe. Il était aussi intéressé aux bénéfiques et devait partager d'éventuelles pertes.

Chaumont avait fait construire près des écuries un grand bâtiment où se trouvaient les fours pour la poterie, la verrerie, les médaillons et où Nini travailla jusqu'à sa mort en 1786. C'était un personnage très petit de taille mais haut en couleurs, gai, sociable, travailleur et même un peu volcanique. Les visiteurs venaient nombreux autant pour lui — il leur jouait du psalterion — que pour ses médaillons.

À l'époque où Chaumont installe l'atelier de Nini, un peu avant la guerre d'Amérique, il a atteint le sommet de sa fortune et il est devenu semble-t-il un des hommes les plus riches de France.

CHAUMONT INTENDANT DES INVALIDES

Quel personnage étrange que Le Ray de Chaumont. Quelle boulimie d'activités, de pouvoir, d'argent. Quelle juxtaposition d'activités privées et publiques ! On aurait pu croire que ses vaisseaux marchands, sa tannerie, son moulin, ses grains, ses textiles, ses verreries, céramiques et médaillons ajoutés à ses domaines et propriétés multiples suffiraient

à l'occuper. Erreur. En décembre 1769, lui échoit l'intendance de l'hôtel des Invalides, poste de haut fonctionnaire au salaire annuel de 20 000 livres, bientôt 30 000, avec logement de fonction. C'est le ministre de la guerre, qui l'a nommé, le duc de Choiseul, un voisin de Chaumont-sur-Loire, presque un ami, en son domaine de Chanteloup qui, parfois, pour distraire ses invités les emmène voir Nini l'interminable et ses médaillons.

L'hôtel des Invalides est un hôpital militaire créé par Louis XIV pour ses vieux soldats infirmes ou pour ceux qui ne savent où finir leur vie, après au moins vingt-quatre ans de service. Louis XIV, puis Louis XV y étaient fort attachés, mais des abus se sont glissés. Au moins trois mille invalides y résident pour mille cinq cents places. À cette surpopulation s'ajoute la présence de deux cents militaires en service actif que l'armée n'a su loger ailleurs et enfin de nombreux artistes, savants, écrivains pensionnés par la couronne y sont logés gratuitement. Chaumont, directeur civil qui loge sur place, réunit le conseil d'administration tous les deux ou trois mois, parfois plus souvent et aidé par son adjoint Laponce, il va gérer, apparemment sans trop de problèmes, cette énorme machine pendant six ans et demi.

Parmi les résidents de l'hôtel des Invalides il y avait le pharmacien et savant Antoine Parmentier qui avait servi dans l'armée française, avait [94] été prisonnier en Basse-Saxe où il avait découvert que les paysans allemands se nourrissaient fort bien de pommes de terre qui étaient en France dans les campagnes, sauf dans les provinces de l'est, l'objet d'une insurmontable répulsion parce qu'elles étaient réputées provoquer la lèpre. Parmentier aux « Invalides » depuis 1766 y travaillait dans son laboratoire où le trouva Chaumont qui, gagné à ses idées, fit pour lui une active publicité, et lui accorda son plein soutien au point de recruter un boulanger habile chargé de faire des essais de pain composé de froment et de farine de pomme de terre. Le roi Louis XVI voulut se joindre au mouvement de sympathie en faveur de Parmentier en arborant un jour à la boutonnière une fleur de pomme de terre.

Le nouveau ministre de la guerre, le comte de Saint-Germain introduisit dans l'armée des réformes radicales, sans doute nécessaires mais qui, appliquée sans ménagement, provoquèrent un vif mécontentement, lequel conduisit Louis XVI à le démettre en 1777. Il avait en juin 1776 promulgué une ordonnance qui bouleversait totalement l'administration des Invalides. L'esprit de l'ordonnance était de rendre l'hôtel à sa

destination première purement militaire et hospitalière. Les postes d'administrateur civil furent supprimés et d'abord le premier d'entre eux, celui d'intendant. Leurs titulaires furent d'ailleurs largement dédommagés par des pensions à vie.

Chaumont se trouva libéré de sa charge au moment où les États-Unis proclamaient leur indépendance et un biographe américain de ce Breton infatigable fait remarquer que cette disponibilité fut une chance pour la cause des *Insurgents* d'Amérique ⁵⁵.

L'anecdote selon laquelle Chaumont aurait juré, à la demande de son père mourant, une haine éternelle aux Anglais comme jadis Hannibal aux Romains, a probablement été imaginée. Il est encore moins vraisemblable que notre rusé Nantais s'en soit vanté à l'ambassadeur britannique en présence de Vergennes, comme il a été dit. En revanche ce qui est certain, c'est que dès sa tendre enfance les Anglais furent pour lui l'ennemi héréditaire détesté voire exécré, ce qui ne le distinguait pas beaucoup des Français, en général, ni des Bretons en particulier. Il faut toutefois ajouter que les Le Ray, négociants et armateurs nantais, avaient eux un compte particulier à régler avec ces « maudits Anglais ». La révolte américaine ne pouvait dans ces conditions que susciter l'intérêt et l'adhésion de Chaumont dont les dispositions favorables à l'égard des *Insurgents* étaient, à ce sujet, en concordance parfaite avec celles du ministère.

[95]

L'AMITIÉ DES MINISTRES

Chaumont n'était inféodé à aucun clan politique. En relations amicales avec le ministre Maurepas l'inaltérable qui se souvenait de son père et en parlait en termes élogieux, il s'entendait bien avec Choiseul, son voisin de Chanteloup qui avait investi des fonds dans sa tannerie et dont le frère allait lui vendre une propriété. Les ministres passaient. Maurepas avait connu la disgrâce, puis sous Louis XVI était revenu aux

⁵⁵ Du même ouvrage, p. 73

affaires. Choiseul qui n'aimait pas Maurepas avait aussi été disgracié après Maurepas, mais ne revenait pas.

Au moment où Chaumont est libéré de son poste d'intendant, l'homme de gouvernement avec lequel il est dans les plus excellents termes est le ministre de la marine Gabriel de Sartine. Cette relation privilégiée remonte à l'époque où de Sartine était le lieutenant général de police de Paris. C'était après 1760 et Chaumont était devenu son conseiller pour tout ce qui concernait le commerce des grains. Les deux hommes manifestaient un intérêt commun pour les aspects techniques de la mouture des grains, le transport et l'entreposage de la farine et pour le perfectionnement des méthodes employées. Ils se retrouvèrent également dans leur commune opposition à la politique libérale du commerce en 1763-1764 et plus tard en 1774-1776.

Devenu ministre de la marine en avril 1774, de Sartine, avec Maurepas, ministre d'état, et Vergennes aux affaires étrangères, prépara activement l'entrée de la France en guerre aux côtés des Américains. Il poursuivit le développement de la flotte et accéléra la politique de construction navale quand il fut doté d'un très important budget après la promulgation des ordonnances royales du 22 avril 1776. La France eut bientôt presque assez de vaisseaux de ligne pour être en mesure, le moment venu, de tenir tête victorieusement à la *Royal Navy*.

En relations amicales anciennes avec Maurepas, très lié à de Sartine, c'est probablement grâce à eux que Chaumont se trouve être proche de Vergennes en juillet 1776. Sans doute ont-ils attiré l'attention de leur collègue sur les capacités et la valeur de l'homme d'affaires, les services qu'il peut rendre et l'esprit qui l'anime. Précisément le ministère souhaite aider les Américains le plus qu'il sera possible mais sans se découvrir pendant que la France poursuit sa préparation à la guerre. Sa ligne de conduite sera donc de mettre en rapport les Américains avec des hommes d'affaires français susceptibles de leur fournir ce dont ils ont besoin. Ce sera aussi de faciliter ces échanges de toutes les manières mais sans le dire.

[96]

SILAS DEANE
ET LE DOCTEUR BANCROFT

Ce mois de juillet 1776 est également celui de la venue à Paris de Silas Deane, le premier nommé des trois commissaires américains ⁵⁶, peu préparé aux missions diplomatiques et commerciales qui lui étaient confiées. Arrivé le 7 juillet, le lendemain de la proclamation de l'indépendance des États-Unis qu'il n'apprendra que plus tard, l'Américain qui se fait passer pour un riche marchand des Bermudes pour sauvegarder un hypothétique incognito, a bien du mal à s'orienter dans cet univers parisien si nouveau pour lui, en dépit des instructions précises et des conseils qu'il a reçus avant de partir. Franklin lui a procuré quelques bonnes adresses dont celle de son vieil ami Barbeu-Dubourg qu'il contacte sans tarder pour qu'il l'introduise auprès de Vergennes. Une rencontre avec le puissant ministre s'impose comme le préalable à sa mission diplomatique secrète. Barbeu le reçoit très cordialement mais hésite un peu à satisfaire sa demande. Ses relations avec Vergennes se sont tendues : « Je vous prie de vous souvenir de ce que je vous ai dit, lui a rappelé, il y a peu, le ministre mécontent, on peut fermer les yeux sur certaines choses, mais on ne peut les autoriser ». La situation s'est débloquée plus rapidement que prévu et dès le 11 juillet Barbeu Dubourg a conduit Deane à Versailles chez Vergennes qui l'a reçu très courtoisement pendant deux heures, le premier secrétaire assurant le rôle d'interprète. Vergennes dit que la France considérait avec sympathie la cause américaine et en réponse à Deane soucieux de savoir quelle serait sa marge de manœuvre, lui fit comprendre que la France ne s'opposerait pas à l'achat de fournitures dans les ports français, sans pour autant interdire aux Anglais de s'en emparer en haute mer. Les Américains pourraient acheter autant d'armes qu'ils pourraient. Il en existait de disponibles dans les arsenaux français. Deane souhaitait acquérir des vêtements pour vingt mille soldats. Vergennes conseilla à Deane de contacter Chaumont pour toutes fournitures de cette sorte.

À sa sortie, Deane était enchanté par l'accueil reçu, la tonalité de l'entretien et les précisions obtenues. Vergennes, cependant, avait éludé la question du traité d'alliance qu'il avait prématurément posée en dépit des conseils de Franklin.

⁵⁶ À cette date, Deane n'est qu'agent du Congrès. Il sera commissaire à la fin de l'année quand Franklin arrivera.

Peu après son retour à l'hôtel où il réside, Deane voit arriver en voiture Chaumont avec des modèles variés d'uniformes qu'il avait fournis à l'armée française. L'homme d'affaires dit à l'Américain qu'il est en mesure de lui procurer bien d'autres fournitures en lui accordant pour un million de livres de crédit dont le remboursement ne commencerait pas avant huit mois. Ces détails qui peuvent surprendre quand tant d'événements de l'histoire humaine n'ont pas laissé de traces, nous les connaissons grâce au mémorandum qui se [97] trouve au bureau des archives publiques de Londres. Il est daté du 14 août 1776 et il a été rédigé par Edward Bancroft à l'intention des services britanniques auxquels il appartenait.

Ces puissants services d'espionnage au confortable budget de 80 000 livres sterling étaient sous l'autorité directe du roi George III qui s'y intéressait fort et leur accordait une grande importance. La masse des rapports des espions transmis au roi était néanmoins filtrée par le Premier ministre, *chief minister* Lord North qui les recevait du chef surdoué des services secrets, William Eden, sous-secrétaire d'État. Eden faisait espionner les milieux américains de haut niveau social en Angleterre et sur le continent par John Wentworth, Américain lui-même, du New Hampshire, parent du gouverneur qui avait pu le faire nommer à Londres pour représenter cet État. John Wentworth était un flambeur, habitué des maisons de jeu et de la bourse. Les patriotes américains le croyaient favorable à la révolution américaine. Avant de venir en Europe, Wentworth avait vécu quelque temps au Surinam (Guyane hollandaise) où il avait des propriétés et y avait fait la connaissance d'Edward Bancroft, jeune Américain du Massachusetts. Plus tard il l'avait retrouvé à Londres où Bancroft poursuivait une carrière d'homme de science et d'écrivain. Il était membre du *Royal College* de médecine et depuis 1773, à 29 ans, il avait été élu à la *Royal Society*. Il écrivait des articles apparemment sincères en faveur de la cause américaine et Franklin avait toute confiance en lui.

Wentworth recruta Bancroft pour les services secrets britanniques. Les Américains ne découvrirent que soixante ans après sa mort, avec stupéfaction, son extraordinaire double jeu et depuis son cas ne cesse d'intriguer. Lui aussi était un incorrigible spéculateur en bourse, il avait besoin d'argent et aimait l'argent. Il semble avoir eu une sorte de code de l'honneur qui lui faisait marquer les limites de ce qu'en matière d'espionnage il voulait faire et ne voulait pas faire. Les Américains

l'aimaient et avaient confiance en lui, les Anglais se méfiaient de lui, décachetaient sa correspondance et le faisaient suivre. Pour certains sa personnalité évoque celle de *Mr Jekyll and Dr Hyde*.

Il était un excellent ami de Franklin qui le voyait à Londres lors de ses longs séjours en Angleterre et l'avait fait figurer avec Barbeu-Dubourg parmi les premiers contacts que Deane aurait à prendre dès son arrivée en Europe. La cécité à l'égard de Bancroft de Franklin, homme d'affaires pragmatique et expérimenté, est aussi une énigme. Dès son arrivée à Bordeaux, Deane avait écrit à Bancroft qui était alors à Londres. Bancroft avait autrefois été l'élève de Deane qui avait eu une brève carrière d'enseignant et il n'était donc pas un inconnu pour lui. Accouru à Paris, il avait précédé Deane de 24 heures. Le représentant du Congrès, dépaysé, avait trouvé en Bancroft qui parlait un français [98] parfait, un guide capable de le piloter pour ses premiers pas dans la vie parisienne. Quand il avait rencontré Vergennes il avait été mis en garde contre des espions anglais par le ministre et, peu après, il avait appris qu'il avait été suivi de Bordeaux jusqu'à Paris par deux gentilshommes britanniques chargés de dépister les agents du Congrès et de connaître les buts et résultats de leur mission. Aussitôt après, Deane changeait de nom et d'hôtel. Les Anglais seront cependant bientôt mis au courant de tout ce qui le concerne par Bancroft auquel il s'est confié sans méfiance. Après une semaine de séjour parisien Bancroft retourna à Londres où il demeura jusqu'en octobre.

Deane eut quelque mal à s'orienter parmi ces Français qui sympathisaient avec les *Insurgents* et lui offraient leurs services commerciaux. Distinguer les gens sérieux des amateurs et des filous n'était pas facile. Barbeu-Dubourg lui avait amené Penet qui faisait des projets mirifiques mais n'avait, semblait-il, guère d'assise financière. Barbeu se méfiait de Penet tout en s'associant à lui. Vergennes se méfiait autant de Barbeu que de Penet. Barbeu mourra ruiné en 1779.

CHAUMONT SUPPLANTE BEAUMARCHAIS

Le 14 juillet 1776 Deane recevait une lettre de Beaumarchais qui, lui écrivait-il, allait être l'agent officiel du gouvernement français pour

l'envoi de fournitures aux colonies révoltées. Deane fut perplexe. Vergennes ne lui avait pas parlé de Beaumarchais. Barbeu-Dubourg faisait d'extrêmes réserves au sujet de l'auteur dramatique et lui disait de ne traiter en aucun cas avec lui. Vergennes décidément bien disposé envers les Américains reçut une seconde fois Deane à sa demande le 18 juillet et lui dit que Beaumarchais était très fiable. Dès lors Deane prit progressivement ses distances avec Penet et Barbeu-Dubourg sans toutefois refuser leur participation au commerce avec l'Amérique et travailla avec Beaumarchais dont la fiabilité était d'autant plus grande qu'il avait reçu le 10 juin pour l'aide à l'Amérique un million de livres du gouvernement comme il a été dit précédemment. Il allait recevoir un autre million versé par les Bourbons d'Espagne et à la fin de l'année 1776, il avait dépensé 5,6 millions de livres pour avoir armé et envoyé en Amérique huit navires chargés d'armes, de munitions et de vêtements. Les 3,6 millions manquant avaient été avancés sous forme de prêts et de crédits qui pensait-on, seraient remboursés par des envois de tabac, indigo et autres marchandises du congrès continental.

La plupart des versements et une partie du crédit venaient de Chaumont que nous allons retrouver. En orientant Deane vers Chaumont, Vergennes [99] marquait le désir du ministère de voir de riches hommes d'affaires français accompagner sa propre démarche et prendre en partie le relais des crédits d'État consentis aux Américains. Pour ce faire Chaumont était beaucoup mieux placé que Beaumarchais. L'auteur dramatique avait amorcé le processus grâce à l'argent des couronnes de France et d'Espagne mais il manquait de fonds propres pour le poursuivre. Il se désengagera d'ailleurs progressivement. Si Lord Stormont, bien informé, écrit à son ministre le 24 juillet 1776 que Chaumont est « un homme de rang et de fortune » (*a man of rank and fortune*) et Deane, le 27 du même mois, au comité de correspondance secrète « qu'il est une personne très riche » (*a very wealthy person*), l'ambassadeur ajoute qu'il est un des nombreux marchands qui envoient des fournitures à l'Amérique soit directement soit par les Indes de l'ouest. Deane indique aussi dans sa lettre du 27 qu'il a acheté à crédit à Chaumont 30 tonnes de salpêtre. En octobre 1776 Chaumont vendra deux mille barils (deux cents tonnes) de poudre à canon à Deane. Chaumont se charge d'adresser la cargaison de poudre à Diant son agent commercial à la Martinique. À la fin de l'année Deane achète encore à Chaumont vingt autres tonnes de salpêtre et un chargement de pièces

d'artillerie de cuivre de douze livres. Si le salpêtre fut intercepté par les Anglais, la poudre à canon et les pièces d'artillerie arrivèrent à bon port à la Martinique d'où des agents de Chaumont les transportèrent en Amérique. Deane avait droit à une commission pour toutes les marchandises transportées jusqu'en décembre 1776. Pour le biographe américain de Chaumont ⁵⁷, ces transactions ne sont qu'un pâle reflet du volume total effectué entre Chaumont et Deane en 1776 et 1777. Deux des huit navires armés par Beaumarchais transportaient des marchandises fournies par Chaumont. Ces navires étaient le *Marquis de la Chalotais* et le *Flamand* et il y avait aussi des marchandises de Chaumont sur certains des six autres navires. Par ailleurs Chaumont mais aussi d'autres marchands parmi lesquels Montieu, de Nantes, étroitement associé à Chaumont payaient à Beaumarchais le prix du fret, pour les cargaisons qu'ils envoyaient sur ses bateaux, aux Indes de l'ouest ou en Amérique. En novembre 1776, Stormont évaluait à trois millions de livres les crédits consentis par Chaumont aux Américains.

Beaumarchais prenant ombrage du développement des affaires avec l'Amérique, de Chaumont qui était de moins en moins son associé et de plus en plus son concurrent, tenta maladroitement et sans résultat, de ruiner son crédit auprès de Vergennes disant au ministre que Chaumont et Barbeu-Dubourg étaient des commères inefficaces et touche-à-tout, ce qui donnait aux Britanniques l'occasion de connaître leurs plus secrètes transactions. Chaumont était, au contraire, un homme d'affaires d'une discrétion parfaite et [100] ce n'est pas de lui que l'espionnage anglais tenait ses informations. En octobre 1777, Deane assurait que Chaumont était « un homme capital dans le commerce de ce royaume, bien respecté par le ministère et un chaud ami de l'Amérique ». Et après son retour aux États-Unis en 1778, il écrivait encore dans un rapport au Congrès : « il n'est pas suffisant de dire qu'aucun homme en France ne jouit d'un meilleur caractère de strict honneur et probité, à la cour et dans la cité, que monsieur Chaumont. La justice doit ajouter qu'aucun homme ne jouit de cela aussi universellement dans le royaume, parmi les marchands, les fermiers, les ouvriers, dans toutes ces branches d'affaires, il travaille constamment... » ⁵⁸.

⁵⁷ Thomas J. Schaeper, Berghahn books, 1995, p. 79. Du même ouvrage, p. 80.

⁵⁸ Du même ouvrage, p. 99.

FRANKLIN CHEZ CHAUMONT À PASSY

Revenons maintenant à ce mois de décembre 1776, quand Franklin et ses petits-fils venant de Nantes sont arrivés à Paris. Nous avons vu Lilas Deane les accueillir et leur trouver des chambres, rive gauche, près du quartier latin tandis qu'Arthur Lee, le troisième commissaire arrivait le lendemain venant de Londres et logeait dans un hôtel proche. Puis Franklin ayant presque aussitôt fait la connaissance de Chaumont grâce à Deane nous avons assisté à la naissance rapide d'une amitié entre Chaumont et Franklin suivie de l'installation de Franklin chez Chaumont, à Passy, avant la fin du mois de janvier 1777.

Passy, qui a été peu à peu absorbé par Paris, puis incorporé administrativement à la capitale en 1859 et a formé une partie du XVI^e arrondissement, était alors un village situé entre Paris et Versailles. Chaumont y avait acquis sa propriété l'hôtel de Valentino le 29 août 1776, semble-t-il sur les conseils de Vergennes qui prévoyait déjà qu'elle pourrait accueillir les commissaires américains et les y tenir à l'abri des espions anglais. De son côté, Franklin assailli de visiteurs et de solliciteurs souvent importuns, aspirait à plus de calme et de discrétion ; en outre, quelques ennuis de santé lui faisaient apprécier le bon air de la campagne, c'est pourquoi, la proposition de Chaumont lui agréa. La propriété comprenait une maison et des jardins dont l'arrière jouxtait le domaine de Ferdinand Grand qui était un des plus puissants banquiers français très estimé de Vergennes, comme son frère Sir George Grand, lui-même banquier à Amsterdam. Si l'on ajoute, que Chaumont et Grand étaient de vieux amis, jadis travaillant ensemble dans le commerce des Indes orientales, d'autre part que les Américains n'allaient pas tarder sur les conseils de Vergennes à choisir la banque de Grand où s'effectueraient toutes les transactions les concernant, enfin, que le banquier fit l'acquisition de sa propriété de [101] Passy le 24 mai 1776, il y a effectivement tout lieu de penser, comme l'écrit Thomas J. Schaeper, « que les achats de domaines situés l'un à côté de l'autre ne se soient pas produits accidentellement mais étaient une partie d'un plan établi pour procurer une aide clandestine aux *Insurgents* » ⁵⁹.

⁵⁹ La question du loyer, qui sera évoquée plus loin, mise à part, les diverses prestations (nourriture, linge de maison, chauffage, éclairage, locations de

L'HÔTEL DE VALENTINOIS

La propriété où Franklin va vivre pendant les neuf années de son séjour en France est située sur une hauteur qui domine la Seine. La duchesse d'Aumont, qui avait en 1710 acheté une parcelle de terre détachée de la seigneurie de Passy, y avait fait construire une maison composée de deux ailes symétriques réunies par une porte cochère. Chacune d'elles avait deux étages principaux qui comprenaient une vingtaine de pièces. Les héritiers de la duchesse morte en 1731 avaient vendu ce bien, passé un peu plus tard en de nouvelles mains, en l'occurrence celle du duc de Valentinois qui possédait déjà l'hôtel Matignon. Il avait épousé une Grimaldi, princesse héritière de Monaco, fut lui-même, deux ans, prince de Monaco à la mort de son beau-père et de son épouse, avant d'abdiquer en 1733 en faveur de son fils aîné et de redevenir seulement duc de Valentinois. Son logis de Passy porta désormais le nom d'hôtel de Valentinois qu'il conserva par la suite.

Le duc restaura le bâtiment, acheta des terrains qui agrandirent la propriété mais lui donnèrent une forme irrégulière, aménagea des jardins et enfin fit construire un second bâtiment d'un seul étage, de forme allongée, de style néoclassique, à deux cents mètres du premier. On l'appela la cour basse ou parfois le petit hôtel. On y admirait les Rembrandt, Rubens, Breughel de son impressionnante galerie d'art.

Puis le duc trépassa et son héritière qui était sa bru en même temps que la petite-fille de Saint-Simon, le mémorialiste, agrandit le domaine et y attira le beau monde. En mourant à son tour en 1774, elle légua l'hôtel de Valentinois à un cousin éloigné qui était le frère du ministre Choiseul et qui le vendit à Chaumont.

Les jardins en terrasse étaient superbes avec leurs massifs de fleurs, leurs fontaines et bassins, leur orangerie et les tilleuls taillés, les marronniers, les acacias, les cerisiers. Franklin et ses petits-fils avaient d'abord logé dans le pavillon de jardin, mais plus tard, en février 1779, Chaumont les installait dans une des ailes de l'hôtel où ils conservaient

voitures, entretien des chevaux, etc., toutes dépenses supervisées par Marie-Françoise, étaient facturées à Franklin et réglées à Chaumont par la banque Grand).

toutefois leur indépendance. Leur hôte pensait ne pas pouvoir faire moins pour le ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique que Franklin était devenu après l'entrée en guerre de la France.

[102]

L'ambassadeur, qui recevait beaucoup, disposait d'un personnel domestique de neuf personnes dont un maître d'hôtel. Les aristocrates français invités avaient tendance à trouver Spartiate la table de Franklin, ce qui n'était nullement le cas d'Américains austères en visite, que la magnificence princière du domaine suffoquait et que choquait le style de vie de leur compatriote. Pourtant ce qui plaisait à Franklin c'était beaucoup moins le somptueux cadre de vie que l'ambiance familiale qu'il y avait trouvée.

FRANKLIN ET LA FAMILLE CHAUMONT

Alors qu'il était seul, hors de l'Amérique et pour longtemps, la vie familiale lui manquait. À Londres, au cours de ses deux séjours de cinq et neuf ans, il avait été adopté par une famille et il était resté en termes amicaux avec son hôtesse Margaret Stevenson, dont la fille Polly, viendra un jour séjourner quelques mois à Passy avec ses trois enfants. Chez les Chaumont il allait retrouver cette atmosphère chaudement amicale qui procurera un évident confort affectif et matériel à l'homme âgé qu'il est devenu, affronté à de lourdes responsabilités, des occupations multiples, des difficultés sans nombre.

L'aînée des quatre filles Chaumont était mariée. Les trois autres devinrent proches de Franklin. Marie-Françoise qui avait 23 ans jouait bénévolement le rôle d'intendante et le voyait tous les jours. Franklin l'appelait mère Bobie, qui était aussi le nom d'un bateau de Chaumont. Sophie avait 14 ans, savait un peu d'anglais et se rendait utile en traduisant. Thérèse, 12 ans, contribuait avec ses sœurs à réchauffer le cœur du grand homme, heureux de se retrouver de façon inattendue dans un foyer amical. Il sympathisa aussi avec Élise l'aînée qui vivait à Paris, mariée à Michel Foucault, riche homme d'affaires et il dînait parfois chez eux. Aux dires des contemporains la beauté d'Elise coupait le souffle. Madame Chaumont, quant à elle, était intelligente, spirituelle, aimait parler avec Franklin de l'histoire d'Angleterre. Elle l'invitait à se joindre aux amies qu'elle recevait le mercredi ou à dîner en famille avec les Américains de passage. De santé vacillante, elle partait, une ou deux fois par an, se reposer au château de Chaumont-sur-Loire où sa fille aînée la rejoignait parfois. Les lettres qu'elle écrivait à Franklin, fixé à Passy, étaient charmantes. Elle les signait Jogues de Chaumont (et non pas Leray), ce qui était une façon de prendre quelque distance avec un mari, qui, de son côté, semble-t-il, s'éloignait d'elle.

[103]

Jacques-Donatien fils, qui allait avoir 17 ans, jouait aux échecs avec Franklin, perfectionnait son anglais et ne tardera pas à être initié aux affaires par son père. Sérieux au travail, il aime s'instruire, mais, fils de riche et familier d'un homme célèbre, il devient prétentieux, signe Le Ray plus distingué que Leray et, avec Henri Grand, le fils du banquier et Louis Le Veillard, le fils du directeur de la station thermale de Passy, entraîne dans la course aux jupons William Temple qui manque de caractère. William était néanmoins un secrétaire précieux pour son grand-père auquel il devint indispensable et qui, plus tard, le fit nommer secrétaire officiel pour la négociation de paix. Quant à Benny Bâche, l'autre petit-fils, il écrivait le français mieux que l'anglais, ce qui ne contrariait pas Franklin. En revanche, le perruquier et le maître de danse, les bas et les culottes de soie de Benny agaçaient l'Américain, allergique à ces mœurs du vieux monde, c'est pourquoi au printemps 1779, il le retira du pensionnat de Passy pour l'envoyer à Genève dans un collège où, disait-il, il aurait une meilleure éducation et deviendrait un presbytérien et un républicain. Profondément démocrate et imprégné de culture protestante bostonienne, Franklin demeurait mal à l'aise dans la monarchie de droit divin, la société d'ordres et catholique que la France était encore. Cette sensibilité et les considérations qui s'en suivaient ne l'empêchaient pourtant pas de se plaire à Passy. Pour soigner sa goutte, ses calculs rénaux et son psoriasis, il allait boire l'eau de la station thermale « les eaux de Passy » et devenait l'ami de son directeur. Il allait aussi au château de la Muette, en partie occupé par un laboratoire scientifique royal, dirigé par son vieil ami Jean-Baptiste Le Roy et il aimait assister à des expériences, participer à des discussions savantes ainsi qu'aux réunions maçonniques qui les suivaient. Plus tard, ce sera de la terrasse de l'hôtel de Valentinois qu'il verra s'élever dans les airs l'aérostat des frères Montgolfier. C'est ce même hôtel qui accueillera à plusieurs reprises la commission de savants chargée d'exprimer un avis sur le magnétisme animal de Friedrich Anton Mesmer, précurseur de l'hypnothérapie. Il a accepté d'en faire partie, en compagnie, parmi d'autres, de Jean-Sylvain Bailly, futur maire de Paris et du docteur Guillotin, qui se déplaceront jusqu'à Passy par déférence pour le grand Américain.

Pendant les neuf années de son séjour en France, des centaines de visiteurs et sans doute bien davantage, rencontrent Franklin à l'hôtel de

Valentinois. Quelques-uns d'entre eux sont devenus célèbres, La Fayette, Turgot, Lavoisier, Condorcet, le fameux chevalier d'Eon ou chevalière, comme on voudra et aussi Robespierre, l'homme de loi, qui se documentait sur le paratonnerre, et Marat, le médecin que tracassait la théorie de l'air et du feu.

Franklin était non seulement le ministre des États-Unis d'Amérique mais aussi leur consul général et le chef de la marine américaine dans les eaux

[104]

Benjamin Franklin.



[105]

européennes. Aussi recevait-il une multitude de compatriotes, représentants du congrès ou agents commerciaux officiels, hommes d'affaires privés, marchands, capitaines de navires, par douzaines à la recherche de fournitures, d'argent ou de refuges pour les navires. Les Chaumont étaient, pour lui, exceptionnellement dévoués. Ils invitaient à dîner les visiteurs attardés, offraient des chambres, facilitaient de plus longs séjours pour certains, apportaient tout l'appui logistique quand Franklin organisait des réceptions, proposaient d'amicaux conseils. À toutes ces occasions, Marie-Françoise, « mère Bobie », dont « mon cher papa » (Franklin) sollicitait l'aide, se dépensait inlassablement et faisait merveille.

Il est maintenant admis que si de telles conditions matérielles et morales uniques n'avaient pas été mises à sa disposition par Leray de Chaumont et sa famille, Franklin n'aurait pu remplir avec autant de succès ses tâches écrasantes et réaliser une action diplomatique qui fut jugée capitale à propos du soutien multiforme de la France puis de son entrée en guerre aux côtés des *Insurgents* américains et des conditions de paix imposées par la suite à la Grande-Bretagne. On n'en finirait pas d'énumérer les facilités qui furent procurées à Franklin ⁶⁰. Mentionnons encore l'imprimerie installée dès son arrivée à l'hôtel de Valentinois qui lui permit, avec l'aide d'une petite équipe, d'imprimer, à domicile, toutes sortes de documents officiels ainsi que des pamphlets politiques, mais aussi son autobiographie, devenue « un classique de la littérature mondiale ».

CHAUMONT AMI DE FRANKLIN

Les liens qui s'établirent entre Chaumont et Franklin allèrent bien au-delà de ce que créaient les services offerts par le premier, reçus par le second. Il existait entre eux d'évidentes affinités. Leurs tempéraments s'accordaient. Tous deux avaient un embonpoint accompagné de bonne humeur et de sérénité que reflétaient le visage de l'un et de

⁶⁰ John Adams sera le second président des États-Unis. John Quincy, son fils aîné, sera le sixième président.

l'autre. Chaumont malgré sa richesse et ses relations demeurait simple comme l'était Franklin malgré sa célébrité. Chaumont en partie chauve, portait ses derniers cheveux courts. Franklin lui les gardait longs et comme Chaumont ignorait les perruques et la mode. Tous les deux avaient le goût de l'expérimentation, du bricolage. Ils avaient une préférence pour le domaine concret et se méfiaient des théories. Enfin aucun des deux n'aimait se mettre en avant. La réserve naturelle de Franklin s'accrut avec l'âge et Chaumont n'était pas seulement discret, il était secret. [106] Enfin, ils partageaient la même tolérance en matière de religion. Tout l'enseignement, en France, était catholique et Chaumont regrettait l'absence d'un collège secondaire protestant que les enfants de diplomates et autres étrangers, protestants résidant en France, auraient pu fréquenter. Dans un mémoire, il proposait d'établir ce collège ainsi qu'un lieu de culte sur les terrains et dans des bâtiments de l'hôtel de Valentinois. Voulait-il par cette offre, prévenir le départ en Suisse du jeune Benny, élevé, au pensionnat de Passy, dans une religion qui n'était pas la sienne, ce qui contrariait Franklin ? Si ce fut le cas, il existait chez cet homme réservé et généreux, une sensibilité, une délicatesse de sentiments qu'il faudrait souligner. L'enfant qui reviendra plus tard malade, devait redouter cette nouvelle transplantation.

Chaumont fut donc beaucoup plus que le propriétaire obligeant et l'inlassable prestataire de services, de Franklin. Il fut son ami proche, son conseiller souvent et même son confident. Franklin maîtrisait mal la langue française. Sa prononciation était fort défectueuse, son parler hésitant, sa grammaire approximative. Souvent, Chaumont l'aidait à rectifier les termes d'une lettre importante et par ailleurs Franklin le consultait régulièrement quand il avait à traiter des problèmes commerciaux. Mais Chaumont était tout à fait capable d'élever le débat comme le montre, parmi d'autres, un de ses mémorandum destinés à Franklin, et dans lequel il indique les mesures qui permettraient au Congrès continental d'acheter des produits européens à meilleur marché, de réduire le montant de son papier-monnaie dévalué en circulation, et d'améliorer son crédit en France et en Hollande. Il y avait aussi, au jour le jour, les informations qu'il transmettait à l'Américain et qui lui permettaient d'éviter quelques pièges et les conseils grâce auxquels Franklin s'orientait mieux dans les dédales de la politique française. Chaumont resta totalement à l'écart des négociations engagées par Franklin en vue d'une alliance entre la France et les États-Unis et plus tard de celles qui

précédèrent la signature du traité de paix avec la Grande-Bretagne. En revanche, il facilita, chaque fois que c'était nécessaire, les relations entre les commissaires américains et le gouvernement français, en obtenant un accès rapide à Vergennes pour les Américains ou bien en leur transmettant des messages des ministères, avec lesquels il avait de fréquents contacts ou encore en donnant des avis aux uns et aux autres. On pourrait parler à son sujet, en cette occurrence, d'un monsieur « bons offices ».

Il y avait aussi le domaine des relations privées. Franklin demandait à Chaumont de l'accompagner chez des amis ou connaissances à Passy, aux environs ou même à Paris. Ils assistaient ensemble à des expériences scientifiques, visitaient la manufacture de porcelaines de Sèvres ou dînaient chez la veuve d'un fermier général et philosophe, madame Helvetius, dont Franklin [107] était amoureux et dont il demanda la main, qu'elle ne lui accorda pas. Elle avait sans doute ses raisons pour ne pas succomber à la franklinomanie qui avait saisi la France entière. Notons au passage que dans cet engouement, Chaumont joue bien sa partie. Il associe l'amitié, le sens artistique et celui des affaires. Les médaillons en terre cuite de Nini, à l'effigie de Franklin d'une qualité supérieure sont répandus à Paris, dans les provinces et jusqu'en Amérique. La demande est si grande que l'atelier de Chaumont-sur-Loire ne peut y répondre. L'homme d'affaires s'enrichit en dépit des nombreux concurrents tentés par cette pieuse industrie. Mais cette aptitude à faire de l'argent ne résume aucunement notre homme. Le peintre Duplessis est le portraitiste de la cour le plus en vue. C'est à lui que Chaumont commande en 1778 un portrait de Franklin qui accepte de poser. Cette toile, très réussie sera l'attraction principale du salon de 1779, attirera la grande foule, suscitera des commentaires dithyrambiques et contribuera à entretenir et développer le culte du grand homme. Elle rappelle aujourd'hui son souvenir.

COMMISSAIRES AMÉRICAINS À PARIS

Si le prestige de Franklin éclipse les deux autres commissaires américains, ceux-ci n'en sont pas moins présents et actifs. Deane qui avait précédé Franklin et réside à Paris, l'a rejoint à Passy en juillet 1777. Franklin était fatigué de se rendre à Paris où Deane avait de multiples rendez-vous avec des commerçants français qui envoyaient des fournitures en Amérique et avec des capitaines américains de navires marchands ou corsaires. C'est lui, en effet, qui s'occupait plus spécialement des affaires commerciales. Deane logeait à l'hôtel de Valentinois, dans le pavillon de jardin, la cour basse. Rappelé aux États-Unis en mars 1778, il quitte la France en avril. Le Congrès désirait obtenir des informations sur les affaires européennes mais également, semble-t-il, s'alarmait du nombre élevé de commissions délivrées par Deane à des volontaires français pour combattre dans l'armée des États-Unis, aristocrates hautains parfois incompetents. Les Américains avaient besoin d'argent, d'armes, d'officiers d'artillerie et du génie. Les autres les embarrassaient plutôt. Exigeant des grades, ils étaient souvent sources de complications.

Deane reviendra en France en 1780 mais ce sera pour ses propres affaires hors de toute fonction officielle.

Il fut remplacé par John Adams qui vint aussi loger à Passy ⁶¹. Son fils, John Quincy, l'avait accompagné en France et il rejoignit au pensionnat de Passy, Benny, le petit-fils de Franklin, et Jesse, le fils de Deane, qui attendait

⁶¹ Thomas J. Schaeper, dans son ouvrage cité, avec une grande rigueur expose les difficultés auxquelles l'historien se trouve confronté et les conclusions, qu'au vu des données accessibles et loin d'être négligeables, il est autorisé à tirer.

[108]

*John Adams,
d'après un portrait de Gilbert Stuart.*



[109]

le retour de son père. Adams ne se sentait pas à l'aise à l'hôtel de Valentinois où, à son goût, il y avait trop de magnificence, de cérémonie, d'allées et venues, de réceptions. Il ne comprenait pas ou feignait de ne pas comprendre l'importance des contacts pour l'action diplomatique. John Adams était un puritain austère qui n'avait aucune sympathie pour Chaumont et qui sans doute avait accepté à contre cœur de venir à Passy comme il acceptait sans plaisir les fréquentes invitations des Chaumont à dîner ou à une réception. D'une façon plus générale, il n'appréciait pas la France ni les Français. Pourtant Chaumont s'efforçait de lui être agréable, l'emmenait au concert, l'informait quand un de ses navires partait pour Boston afin qu'il puisse adresser une lettre à sa femme Abigail, ou, à la fin de son séjour en France, lui offrait d'aller se reposer dans son château de Loire. Rien n'y fit. Derrière une politesse de surface Adams cachait une malveillance qui allait croissant, comme la méfiance que les Français lui inspiraient. Même leur musique lui déplaisait. Arthur Lee le troisième commissaire jetait de l'huile sur le feu. Il n'avait pas besoin de s'activer beaucoup car il prêchait en terrain favorable. Adams, jaloux de Franklin, trouvait scandaleux pour un représentant d'une République en guerre d'avoir une vie dissipée, de se vautrer dans le luxe et de ruiner son pays dans de somptueuses dépenses. Evidemment pour Adams, Chaumont était censé, par la même occasion, s'enrichir au détriment des États-Unis et c'est lui, pensait-il, qui poussait Franklin à la dissipation.

Arthur Lee appartenait à une famille riche, fière, puissante, véritable clan aristocratique virginien. Il était le plus jeune de huit enfants vivants, avait été orphelin à neuf ans. Son enfance ni son adolescence ne furent heureuses. Il était écrasé par des frères plus âgés et ambitieux qui toujours lui barrèrent la route aux États-Unis. Venu en Angleterre en 1750, à l'âge de 10 ans, il avait fréquenté plus tard Eton, puis la faculté de médecine d'Edimbourg, pour finalement étudier le droit à Londres, et devenir l'agent du Massachusetts sous l'autorité de Franklin qui était l'agent principal de cette colonie. Bien qu'il partageât avec lui un ardent patriotisme américain, il éprouvait à son égard de douloureux sentiments de rivalité. Mal refermées les blessures de l'enfance se rouvraient.

Le Congrès américain avait désigné Jefferson pour le poste de troisième commissaire à Paris. Sa femme étant malade il fut contraint de

renoncer et ce fut Arthur Lee qui fut nommé à sa place. Beaucoup estiment que cette substitution fut fort dommageable pour la cause américaine tant la présence de Lee à Paris fut source d'innombrables complications.

Lee passait à Londres pour être querelleur et avoir peu d'amis. À Paris, sa méfiance de tout et de tous s'accrut. Il ne voyait partout que trahison et malhonnêteté. [110] Il est vrai que les circonstances n'aidaient pas à y voir clair tant les espions et les coquins pullulaient et elles alimentaient sa paranoïa.

Lee avait refusé de loger à Passy. Chaumont lui déplaisait. Il n'aimait pas Deane non plus. Beaumarchais a pensé qu'il était plus simple de traiter avec Deane qui était en France et d'un abord facile plutôt qu'avec Lee qui était alors en Angleterre et de caractère réputé difficile. Lee trouve ce choix suspect et à Paris sa suspicion augmente. Il se persuade que Beaumarchais reçoit des subsides du ministre pour acheter des fournitures à l'intention des Américains et qu'il fait ensuite payer à ceux-ci ce qui ne lui a rien coûté. Puis il se dit que Deane et Beaumarchais doivent avoir des complices. Ce sont forcément Chaumont et Franklin et aussi Jonathan Williams, le neveu de Franklin qui est à Nantes. Deane parti, il cherche à en persuader John Adams qui le remplace. Adams n'aime ni Chaumont ni Franklin mais il ne croit pas Lee et pense même qu'il est fou. Des documents adressés au Congrès par les commissaires à Paris sont volés au Havre par un capitaine de navire à la solde des Anglais. Lee croit que Chaumont les a fait disparaître. Pour lui, Franklin, Chaumont, Jonathan Williams ne sont qu'une bande de pilleurs et de fripons. Lee n'aime pas les Français. Il le montre si nettement que certains le croient au service des Anglais et il est si désagréable au cours de l'entretien accordé aux commissaires par Vergennes que le ministre refusera de le revoir. Lee est rappelé aux États-Unis en septembre 1779. Le Congrès avait décidé que Franklin serait désormais son seul représentant en France.

Adams avait été rappelé dès le printemps, en mars 1779. Il était parti s'embarquer à Lorient où il piétinait parce que le départ de son bateau était retardé. « Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose » disait Voltaire, en bon connaisseur. Le poison distillé par Lee avait fait son œuvre et Adams, en souffrance sur les quais de Lorient, se croyait victime d'un complot ourdi par Franklin et Chaumont pour l'empêcher de retourner en Amérique où il aurait pu dénoncer leurs

méfais. Il ruminait ces pensées moroses et accusatrices quand il vit arriver dans le port breton, Chaumont et son fils, pour y traiter en avril et mai des affaires officielles. Ils furent très amicaux envers Adams, l'invitèrent à dîner et l'emmenèrent à plusieurs reprises en excursion pour qu'il puisse découvrir la beauté des côtes bretonnes. Le vent du large, un peu plus tard soufflait dans les voiles du navire qui le conduisait en Amérique et il éparpillait sans doute ses idées de complot mais, comme on va le voir, les préjugés et antipathies de John Adams demeuraient. Il voyait Chaumont si puissant qu'il le croyait capable de se faire nommer ambassadeur du Congrès en France. De là à penser qu'il était au-dessus des lois... il n'y avait qu'un pas. Décidément étouffé par une médiocrité jalouse et hargneuse, il n'épargnait pas dans sa correspondance privée [111] Franklin qu'il jugeait n'être qu'un instrument entre les mains d'un secrétaire, Bancroft et d'un étranger, Chaumont. L'influence et la célébrité de Franklin le rongeaient.

John Adams revint en France en 1780. Le 15 juin de cette année se situe une rencontre mémorable qu'il eut avec Chaumont et un autre marchand de Nantes, Montieu. Le Congrès venait de dévaluer son papier-monnaie, pour lutter contre l'inflation et de le réduire au quart de sa valeur en or. Les nombreux marchands français qui avaient procuré des fournitures à l'Amérique et avaient accepté d'être payés en papier-monnaie, allaient subir des pertes considérables. Parmi ces marchands, Chaumont, comme on le verra plus loin, était de loin un de ceux qui avaient envoyé le plus de cargaisons aux Américains et il risquait la ruine. Aussi demanda-t-il à Adams que le Congrès veuille bien reconsidérer sa décision ou qu'il fasse une exception pour Chaumont et les principaux fournisseurs des États-Unis, en rachetant leur papier-monnaie à leur valeur antérieure déclarée. Chaumont espérait au minimum que sa demande serait reçue avec bienveillance et compréhension. Au contraire, Adams le prit de haut, lui dit qu'il refusait de transmettre ses suggestions. Chaumont, probablement, fit alors valoir ce que la France avait fait pour les États-Unis, car Adams s'emporta et dit que « tous les Français devaient être reconnaissants envers les États-Unis pour l'aide qu'ils avaient apporté à la France en combattant les Anglais ». Il ne s'agissait pas, de sa part, d'un mouvement d'humeur mal contrôlé car dans sa correspondance il révélait plus encore le fond de sa pensée en écrivant que Chaumont et les autres étaient un gang de colporteurs qui avaient récolté d'immenses profits en vendant au Congrès des

marchandises de basse qualité ou en procédant à diverses manipulations d'argent. Il en concluait que le Congrès n'était nullement concerné par ces gens-là. C'était aussi l'opinion de Lee.

L'ESPION DU SIÈCLE

Sorti accablé de son entretien avec Adams, Chaumont prévint Vergennes qui ne rencontra plus l'Américain qu'exceptionnellement. Si l'hôte fastueux de Passy n'était pas heureux avec Adams encore moins avec Lee presque grossier avec lui, il n'avait qu'à se louer de ses relations avec Bancroft, l'espion du siècle que personne ne soupçonnait sauf Lee qui soupçonnait tout le monde. En novembre 1777, Franklin, qui ne soupçonnait pas Bancroft, était néanmoins convaincu que l'espion était tout près de lui. Vergennes pensait plutôt à Carmichael, le secrétaire de Deane. Il se trompait et rien ne vint [112] confirmer ses soupçons. Depuis octobre 1776 et pendant les années qui suivirent Bancroft fut l'ami et le confident de Deane, puis également de Franklin et enfin l'ami de Chaumont aussi. Il avait gardé un logis à Paris mais de 1777 à 1780 vivait généralement à l'hôtel de Valentinois et faisait de plus ou moins longs séjours en Angleterre. Il avait contracté un accord avec William Eden, le sous-secrétaire d'État et chef du service secret britannique qui lui avait versé cinq cents livres et attribué une maigre pension annuelle de deux cents livres, rapidement portée à cinq cents, puis à mille livres en 1780. Lorsqu'il était à Paris, il se rendait chaque mardi après 9h 30 du soir dans le jardin des Tuileries et déposait une bouteille scellée dans le tronc creux d'un arbre où venait la retirer dans la nuit un agent de l'ambassadeur britannique, Stormont. Occasionnellement il remplissait les fonctions de secrétaire personnel privé et d'assistant non rétribué, de Franklin. Il avait aussi capté la confiance de Chaumont qui acheta en copropriété avec lui, et en conservait par un curieux arrangement, le plein contrôle, une maison, des bâtiments et un jardin, situés près de l'hôtel de Valentinois, auquel ils furent ensuite rattachés. Bancroft y demeura plus d'un an. Il continuait, de temps en temps, à se rendre à Londres, rendait compte à ses supérieurs des services secrets, visitait sa famille, spéculait à la bourse. De retour à Paris il pouvait aussi bien se voir confier une mission officielle par les commissaires américains, ce qui le conduisait à se rendre dans divers ports

français. Quand la paix fut revenue, en 1783, cet étonnant personnage cessa d'appartenir aux services secrets britanniques, voyagea aux États-Unis pour diverses affaires, puis reprit à Londres le cours apparemment sans histoires, d'une vie de savant et d'homme de lettres.

Les services secrets britanniques estimaient probablement que la collaboration d'un homme aussi important que Chaumont leur serait plus précieuse que celle de Bancroft et ils prirent contact avec lui en décembre 1777 avec l'intention de l'acheter. C'était l'époque des tractations secrètes entre Français et Américains en vue d'une alliance. Or les Anglais espéraient sans doute être mieux informés. Chaumont repoussa leurs avances et en informa Vergennes.

CHAUMONT ACTEUR CAPITAL ET MÉCONNU

La belle amitié de Chaumont et Franklin fut un moment troublée en 1782. Quand Chaumont avait accueilli Franklin à Paris en 1777, il n'avait demandé aucun loyer. Il souhaitait que, la guerre finie, les États-Unis victorieux — il n'en doutait pas — lui fassent don d'une terre où il pourrait se rendre et séjourner. [113] En 1782, la guerre était finie. Les États-Unis étaient victorieux grâce à la France. Chaumont, pour sa part, y avait bien contribué et il était plus qu'à demi ruiné, du fait, comme il a été dit précédemment de la dévaluation du papier-monnaie américain. Chaumont après les rebuffades subies de la part d'Adams, cru pouvoir demander à Franklin de lui verser un loyer assorti du rappel des années passées depuis 1777. Franklin ergota. Ses compatriotes également. Un auditeur du Congrès vint éplucher les comptes. Chaumont évita d'envenimer le différend et les deux hommes restèrent bons amis. Finalement le 28 mai 1784 un accord fut conclu qui parut satisfaisant aux deux parties et lorsque Franklin quitta la France pour rejoindre son pays, Chaumont et lui se séparèrent à regret et amicalement le 12 juillet 1785.

Les nuages qui assombrirent les relations entretenues par Chaumont avec les Américains ne peuvent aucunement faire oublier que dès le début de 1777, il devenait leur plus important fournisseur. Ce rôle éminent il le devait autant à son exceptionnelle envergure d'homme

d'affaires qu'à ses étroits contacts tant avec les ministres français qu'avec les commissaires américains, Franklin et Deane.

Par ailleurs, il est presque certain que, de 1776 à 1781, il a été le plus important fournisseur d'armes, de salpêtre, de vêtements et autres matériels aux Américains. Le fait que de nombreux documents d'époque aient été détruits, égarés oblige à procéder par recoupement et n'autorise ici qu'une très haute probabilité ⁶².

Chaumont a vendu ces fournitures à l'Amérique, soit par l'intermédiaire des commissaires américains soit par celui de correspondants privés résidant aux États-Unis ou dans les Indes de l'ouest. Ces ventes constituent le principal de l'importante contribution de Chaumont à la révolution américaine. Le rôle de ce Breton a été négligé par les historiens français. Il faut aussi souligner que le soutien de Chaumont à la cause américaine se manifesta à de multiples reprises dans des circonstances où il n'avait aucun avantage à attendre et où son intervention

⁶² Dans son ouvrage cité, Thomas J. Schaeper estime que les réussites commerciales de Chaumont aux États-Unis et les échecs de ses concurrents français permettent de comprendre pour quelles raisons le commerce entre la France et les États-Unis s'est aussi peu développé après la révolution américaine alors que le commerce entre l'Angleterre et les États-Unis connaissait une croissance exponentielle au cours de la même période. Le manque de compétitivité pour la qualité et les prix, le peu de produits américains, qu'à l'exception du tabac la France était susceptible d'acheter faute de les produire elle-même ; ces deux motifs ne suffisent pas à expliquer l'invincible méfiance des Américains à commercer avec des Français et l'incapacité des Français à se substituer aux Anglais. Pour Schaeper la raison majeure de cet échec était le manque d'adaptabilité des marchands français. Chaumont, assure Schaeper, était peut-être le seul grand commerçant français à montrer la nécessaire flexibilité. Et Schaeper d'insister sur le laxisme des concurrents français de Chaumont qui n'étudiaient pas le marché américain pour déterminer qu'elles marchandises conviendraient bien. Il y avait aussi une méfiance de la part des Français dont les agents commerciaux en Amérique étaient leurs capitaines de navires, lesquels ne connaissaient pas bien les marchés locaux et de plus ne pouvaient retourner que lorsqu'ils avaient vendu la totalité de leur cargaison et acheté une nouvelle pour le voyage de retour, ce qui pouvait entraîner des délais de plusieurs mois. A l'inverse, Chaumont avait, sur place aux États-Unis, des agents commerciaux américains, ceci dès le tout début et de plus, il avait envoyé là-bas, John Holker junior, homme très compétent et très sérieux, bon connaisseur du peuple américain et de ses pratiques commerciales et qui supervisait l'ensemble de ses affaires.

était désintéressée. Il facilitait le travail des commissaires américains et des négociants. Dans ces cas, jouant le rôle d'indispensable intermédiaire, il mettait en relation les vendeurs français et les acheteurs américains, donnait des conseils sur la qualité et les prix, s'inquiétait de l'acheminement maritime et du paiement.

Alors que le rôle dans la révolution américaine et souvent jusqu'à l'existence de Chaumont sont le plus souvent passés sous silence, ceux de Beaumarchais, sont, à l'inverse, presque constamment célébrés, le prestige de l'écrivain apportant des vitamines à la notoriété du manager de Roderigue, Hortalez et Cie. Cependant le rôle de Beaumarchais, certes très important [114] avant la Révolution américaine et à ses débuts, a ensuite été décroissant pour devenir très faible après la signature du traité d'alliance franco-américain de 1778.

Lors de cette période qui suit l'arrivée en France de Franklin, Chaumont ne se contentait pas de faire parvenir aux Américains d'immenses quantités de fournitures dont ils avaient le plus grand besoin, il jouait « un rôle crucial » en apportant une aide indispensable aux corsaires américains. Alors que la « *Continental Navy* », c'est-à-dire la marine militaire américaine en cours de constitution, chaque État gardant souvent sa propre flotte, ne jouait encore qu'un rôle modeste face à la *Royal Navy*, les corsaires américains causaient déjà de graves dommages au commerce britannique. Ce furent au total plus de 3 000 bateaux marchands britanniques qu'ils capturèrent, dans les eaux américaines, des Caraïbes ou de l'Europe.

En violation du traité d'Utrecht de 1713, la France, comme nous l'avons vu, accueillait dans ses ports les corsaires américains et les navires capturés dans les eaux européennes. Alors qu'elle n'était pas encore prête au combat avec l'Angleterre irritée et qu'il lui fallait procéder avec discrétion elle trouva encore en Chaumont, l'homme de la situation. Car c'est bien à lui que Vergennes et Sartine s'adressèrent. Avec la collaboration de Jonathan Williams à Nantes et celle de Silas Deane à Paris, il supervisait la tenue des comptes des prises conduites à Lorient, Nantes mais aussi Bordeaux, Dunkerque, mais de plus il intervenait pour aplanir les obstacles chaque fois qu'un problème surgissait à propos des corsaires, ce qui arrivait fréquemment puisque avec l'accord tacite des autorités, la pratique sur le terrain était en contradiction avec les directives officielles.

Les services rendus par Chaumont à la cause américaine ne sont pas auréolés de gloire comme ceux des combattants mais impossibles à comptabiliser, ils ont été assurément immenses ⁶³.

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[115]

⁶³ L'École de commerce de Nantes dont les médias louaient il y a peu les mérites et la valeur, s'honorerait à ériger une statue de Leray de Chaumont.

[116]

Charles Louis du Couëdic.



[117]

**La Bretagne
et la guerre d'Indépendance américaine.**

Chapitre 5

LA ROYALE

APRÈS SARATOGA L'ALLIANCE FRANCO-AMÉRICAINE

[Retour à la table des matières](#)

Washington qui n'avait cessé de battre en retraite depuis la proclamation de l'indépendance en juillet 1776, prenait sa revanche en surgissant sur les rives de la Delaware dans la nuit du 25 au 26 décembre pour surprendre à Trenton dans le New Jersey, une armée anglaise de mercenaires hessois. La surprise avait été complète, l'encerclement réussi, la bataille gagnée. Les Américains avaient fait 1 000 prisonniers.

En 1777, les *Insurgents* continuaient leurs opérations de harcèlement des troupes anglaises en évitant la bataille rangée, seule stratégie possible dans un rapport de forces défavorable. Le Congrès avait retrouvé Philadelphie, menacée l'an passé et quittée passagèrement pour Baltimore. Le gros des troupes américaines se tenait en Pennsylvanie où Howe, le général en chef anglais, se promettait de les écraser en les prenant en tenailles. Burgoyne venu du Canada ferait sa liaison avec la garnison de New York et poursuivrait sa marche vers le sud tandis que l'autre armée anglaise rassemblée par Howe en Caroline du sud, près de Charlestown se dirigerait vers le nord. Washington voyait les mâchoires de la pince prêtes à se refermer sur lui pour le broyer. La plus menaçante était celle de Burgoyne. Il envoya à sa rencontre le général

Gates qui fut écrasé à Fort Ticonderoga, à l'ouest du New Hampshire, entre le lac Champlain au nord et le lac George au sud. La nouvelle parvint en Europe le 2 septembre 1777. Le roi George d'Angleterre exultait et se précipitait chez la reine Charlotte en clamant : « je les ai battus, j'ai battu les Américains ! » [118] Un vent de défaite souffla à Versailles. Vergennes parut interdire en août les ports français aux corsaires américains et à leurs prises. Les capitaines Wickes, Nicholson et Johnson, avec leurs navires le *Reprisal*, le *Dolphin*, le *Lexington*, qui, au printemps ravageaient la mer d'Irlande, étaient bloqués, les deux premiers à Saint-Malo, le troisième à Morlaix, par des croiseurs anglais prêts à les intercepter pour les faire pendre. Le capitaine Thomson avec son *Rising States*, corsaire de Boston, se morfondait à Lorient, le capitaine Jonathan Haraden avec son *Tyrannicide* et le capitaine John Fisk avec son *Massachusetts* qui avaient écumé les côtes d'Espagne et capturé 25 prises, étaient cloués à Paimbœuf.

Et les mauvaises nouvelles n'en finissaient pas de tomber. La route du New Jersey était ouverte, Philadelphie à nouveau menacée. Washington était battu le 11 septembre à Brandywine Creek où Lafayette fut blessé, et encore le 4 octobre, à Germantown, Philadelphie était prise et occupée par Howe depuis le 25 septembre. L'armée Burgoyne approchait de New York.

La Grande-Bretagne invitait la France à cesser ses envois de troupes aux Antilles. Après un été 1777 abominable (*excruciating* disent les historiens américains), l'automne promettait de l'être tout autant, sinon plus, quand survint un soudain et inattendu retournement de situation qui changea radicalement le cours de l'Histoire. Le général Gates avait été défait à Ticonderoga mais pour avoir perdu une bataille, il n'avait pas renoncé à l'espoir de vaincre. Ses troupes reconstituées étaient plus nombreuses, mieux équipées principalement grâce aux envois massifs de Chaumont et Montieu et elles avaient un moral plus élevé que les troupes anglaises de Burgoyne, ce bon vivant qui écrivait des pièces de théâtre comme Beaumarchais et manquait de persévérance. Gates, avec ses miliciens de la Nouvelle-Angleterre tenta une manœuvre hardie et réussit à encercler l'armée de Burgoyne qui capitula à Saratoga le 17 octobre 1777. Ensuite les événements se précipitèrent en cascade. Louis XVI admettait le principe d'une intervention militaire. Franklin reçu à Versailles le 8 décembre insistait pour obtenir la signature d'un traité d'alliance et trouvait des interlocuteurs compréhensifs puisqu'un

projet préparé par Conrad-Alexandre Gérard, le premier commis aux affaires étrangères était proposé aux commissaires américains le 18 janvier 1778. Le traité fut signé le 6 février 1778 à l'hôtel de Coislin, place de la Concorde par Gérard ⁶⁴ qui représentait le roi de France et par les trois commissaires américains, Benjamin Franklin, Silas Deane, Arthur Lee. Il y avait, en fait, trois traités, un traité d'amitié et de commerce, un traité d'alliance et un traité secret relatif à une adhésion ultérieure de l'Espagne à l'alliance. Dès le 13 mars, le marquis de Noailles, ambassadeur de France, remettait une copie [119] des traités officiels à la Couronne britannique. Celle-ci rappelait le 17 mars son ambassadeur à la cour de France et le 19 mars, la France expulsait de Dunkerque le commissaire anglais qui y résidait depuis l'humiliant traité de Paris de 1763, pour veiller à la démilitarisation du port. Enfin le 20 mars Franklin et ses deux collègues sont reçus solennellement à la cour. Le duc de Croy a relaté l'imposante réception dans la galerie des glaces avec la foule, l'entrée des trois commissaires en tenue d'apparat, les gardes qui présentent les armes et les tambours qui battent aux champs ; la porte des appartements royaux ouverte à deux battants, le major des cent Suisses qui annonce : « les ambassadeurs des treize provinces unies », les larmes de Franklin, les compliments du roi. Les trois coups ont retenti. La guerre peut commencer.

Nantes que nous avons vue si constamment présente ne baisse pas les bras malgré les pertes considérables des armateurs nantais qui subiront quatre-vingt-seize prises de août 1778 à mai 1783. Les corsaires de Guernesey principalement, qui sont partout, leur infligent ces dommages. Cependant, après 1778 et 1779, les pertes diminuent du fait de l'organisation de convois marchands qui traversent l'Atlantique sous la protection de la marine de guerre. Nantes aura aussi un rôle industriel dans l'équipement des flottes royales. Les bâtiments construits à Brest, Toulon, Dunkerque sont équipés en canons fabriqués dans la fonderie d'Indret près de Nantes où l'activité s'intensifie.

Mais maintenant que la guerre éclate et que la poudre parle, Brest, le port militaire va ravir la vedette à Nantes et jouer un rôle majeur.

⁶⁴ Conrad-Alexandre Gérard, premier commis du ministère des affaires étrangères avait en charge les relations avec les Américains. Il fut en 1778, le premier ambassadeur français auprès des États-Unis. Son frère Joseph-Mathieu Gérard de Rayneval fut également premier commis au même ministère.

LA ROYALE RÈGNE À BREST

Modeste cité jusqu'au milieu du XVII^e siècle, érigée en municipalité en 1681 seulement, Brest est devenue sous Louis XIV et sous l'impulsion de Colbert, secrétaire d'État à la marine, la forteresse stratégique prépondérante du Ponant. Au XVIII^e siècle, l'importance de l'engagement naval dans les guerres franco-anglaises qui se succèdent, va lui assurer une fonction stratégique encore croissante. Finalement préférée à Rochefort et Le Havre pour sa rade incomparable et son goulet, Brest accentue au XVIII^e siècle son avance en tant que première base navale de l'Atlantique et devient même la place principale de la Royale dans le royaume. Le port peut recevoir trente-trois vaisseaux de ligne, autant de frégates et une quarantaine de bâtiments de transport.

En juin 1694, dix mille Anglais débarqués dans la baie de Camaret en vue d'attaquer Brest, avaient échoué devant la puissance de feu et l'organisation [120] des Français. Ils avaient laissé 800 des leurs sur le terrain. Les forts de Vauban ainsi que les signaux, « par feux et fumées » prescrits par lui, avaient bien rempli leur rôle. Les travaux de fortification furent ensuite poursuivis et intensifiés, au siècle suivant au moment de la guerre d'indépendance américaine. De 1776 à 1784 plusieurs milliers d'ouvriers réaliseront le dernier grand programme de fortification de l'ancien régime, pour la somme de trois millions de livres. Ces ouvrages d'art militaire auront été conçus de façon très novatrice. Murailles, bastions, forteresses protègent Brest et ses alentours pour s'étendre progressivement jusqu'à la pointe de Saint-Mathieu et Le Conquet. Ces défenses sont soutenues par une artillerie impressionnante qui comprend au moment de la guerre d'indépendance américaine 81 batteries de 457 pièces (46 batteries de 125 pièces couvraient les côtes nord de la Bretagne de Dol à Saint-Pol-de-Léon et 52 batteries de 181 pièces, les côtes sud de Quimper à Pornic).

Les rives de la Penfeld qui sépare Brest proprement dite de Recouvrance, son annexe, se sont garnies d'ateliers, d'entrepôts, de magasins, pour constituer ce formidable arsenal de la marine royale qu'on vient admirer de partout. On y construit les plus gros navires que sont les vaisseaux de ligne et après 1744, quand les guerres reprennent, le

rythme des constructions s'accélère pour atteindre les chiffres de 25 à 45 navires par décennie. On construit aussi des frégates, mais la construction et l'armement ne sont qu'une partie de l'activité de l'arsenal, il y a aussi le radoub, c'est-à-dire la réparation et l'entretien des coques de navire. Ces travaux incessants et intenses nécessitent une main d'œuvre ouvrière de plus en plus nombreuse. Les ouvriers de l'arsenal qui étaient de 1 500 à 3 000 sous Louis XIV, sont 4 659 en 1776 et 9 360 en janvier 1783, « pic extraordinaire, sans doute unique en Europe »⁶⁵. Ce sont les campagnes du Léon (nord Finistère) et des confins cornouaillais qui fournissent cette main d'œuvre renforcée par les 1 500 à 2 000 forçats du bagne de Brest qui exécutent les travaux les plus pénibles. Le bagne de Brest ne date que de 1749, après la suppression des galères de Marseille et ses bâtiments construits de 1750 à 1752 sont un « véritable joyau architectural ». Il est placé sous l'autorité de la marine.

On aura compris que la marine tient à Brest le haut du pavé. Tout est sous sa garde, son autorité, son contrôle. Elle veille à ce que toutes les énergies et toutes les forces de la ville soient tendues vers la réalisation des objectifs militaires et le nord ouest de la Bretagne participe à cette mobilisation.

⁶⁵ In *Histoire de Brest*, Centre de recherche bretonne et celtique, Brest, 2000, chapitre IV, « Le port et sa ville au XVIII^e siècle » par Philippe Jarnoux, p. 84.

[121]

PETITE SOCIOLOGIE BRESTOISE

Il n'est donc pas surprenant que le personnage le plus important soit l'intendant de la marine qui éclipse la municipalité sa presque subordonnée. Proche du pouvoir, il représente le roi, demeure longtemps en place. Des conflits de compétence l'opposent parfois au commandant de la marine dont dépendent le personnel embarqué et les questions militaires. Sous les ordres de l'intendant, les officiers de plume administrent l'arsenal : gestion des magasins, paye des ouvriers. Mais ce sont des officiers de vaisseaux qui dirigent les constructions et réparations, radoub, carénage. Les ingénieurs-constructeurs conçoivent les plans et les maîtres-charpentiers au savoir-faire reconnu les réalisent sur les chantiers. Brest dispose de quatre bassins qui permettent la mise en œuvre et la réfection des bâtiments et quatre cales pour la construction des coques. Ces nouveaux venus dans la hiérarchie des arsenaux que sont les ingénieurs sortent de « l'école de construction » de haut niveau créée à Paris en 1741. En revanche, c'est à Brest que se trouve l'école créée en 1686 des gardes de la marine d'où sortiront les officiers du grand corps, ou officiers rouges, ainsi nommés par la couleur de leurs parements, par opposition aux officiers bleus, roturiers, sortis du rang, anciens capitaines marchands. Le narcissisme des petites différences dont parlait Freud, fait que les nobles officiers rouges regardent souvent de haut les officiers bleus et ceux de plume et que tous ces officiers font comprendre aux bourgeois le peu de considération qu'ils ont pour eux. Eventuellement ils le leur montrent assez bruyamment dans les lieux publics.

Outre ces stratifications sociales, on peut observer à Brest, au XVIII^e siècle des clivages qui se présentent sous forme de dualités, comme l'a remarqué Yves Le Gallo ⁶⁶. Il existe déjà un fort contraste entre la cité portuaire et militaire française, création et construction volontariste du pouvoir central, en large partie peuplée de non originaires, ville aux

⁶⁶ In « De l'Armorique à l'Amérique de l'indépendance » in *Annales de Bretagne et des pays de l'ouest*, tome 84, année 1577, n° 2 « Brest au XVIII^e siècle », Yves Le Gallo.

idées hardies, avec ses loges maçonniques militaires, ses savants acquis aux lumières, ses commerçants cossus, ses ouvriers et d'autre part la campagne qui l'entoure avec sa paysannerie bretonnante intensément catholique, ce Léon qu'on appelait « la terre des prêtres ». Dans cet extrême ouest, deux mondes se côtoient, s'ignorent le plus souvent, s'interpénètrent parfois, sans se comprendre. Il y a dualité aussi, à l'intérieur même de la ville que divise la Penfeld, sans aucun pont qui en relie les rives avant 1861. Yves Le Gallo dit de la ville française de la rive gauche qu'elle est « administrative, bureaucratique, bourgeoise et hiérarchique »⁶⁷ et de Recouvrance la ville bretonne et bretonnante de la rive droite [122] que s'y « conjuguent indigence et indigénat ». Recouvrance, objet de mépris pour Brest, porte le fardeau d'une identité négative. Il existe des dualités sociales multiples enfin, dont celles qui s'observent entre officiers d'origine et de conditions diverses ou entre officiers et bourgeois. Elles ont été évoquées plus haut.

Quant à la dualité Français-Breton, manifeste entre autres, on l'a vu, dans le couple Brest-Recouvrance, elle s'applique avec éclat jusque dans l'anthroponymie, comme l'a noté Le Gallo. « À l'anthroponymie bretonne — à moins qu'il s'agisse d'officiers nobles — correspondent les métiers et professions subalternes et de médiocre qualification. À l'anthroponymie française, ceux qui impliquent culture, instruction — réserve faite de la cléricature — initiation, formation technique, capital initial »⁶⁸. Et le même auteur de conclure que l'élément indigène se trouve donc en position de subordination à l'égard de l'élément importé, venu de diverses provinces et particulièrement de Guyenne et de Basse Normandie.

Ces dualités multiples ne doivent pas masquer la superposition ni la coïncidence des clivages de caractère, ethnique, social, linguistique et même topographique, qui soulignent la situation quasi-coloniale du port de Brest au XVIII^e siècle. Le mépris des uns alimente la honte des autres qui, avec la pauvreté, trouve refuge dans les innombrables cabarets et débits de boisson, autorisés ou clandestins. Marchands de vin et négociants font fortune.

⁶⁷ Op. cit. « De l'Armorique à l'Amérique - Brest au XVIII^e siècle »

⁶⁸ Op. cit. « De l'Armorique à l'Amérique - Brest au XVIII^e siècle »

COMMERCE D'APPROVISIONNEMENT

Ils approvisionnent aussi la marine en vins, de Nantes, Bordeaux ou La Rochelle qui avec les bois et les grains, représentent les 2/3 des entrées brestoises. Les bois viennent de Bretagne mais aussi d'autres provinces et même de Pologne et de Russie. Les grains viennent du Léon et du Trégor bretons, mais également d'Irlande et d'Europe du nord. En effet, l'activité marchande du port de Brest est, pour l'essentiel, liée au commerce d'approvisionnement de la marine qui dispose d'un vaste réseau, étendu au royaume et à l'étranger. Ainsi le chanvre des cordages provient du Trégor et de la Baltique par Riga et Koenigsberg. Et si la Bretagne fournit les toiles et la poudre, le cuivre vient de Suède, les résines d'Aquitaine, le soufre de Sicile.

Quand se déclenche la guerre d'indépendance américaine, l'activité militaire du port de Brest, réveillée par les défaites de la guerre de Sept Ans, et progressivement montée en puissance, va connaître son apogée après quinze ans d'efforts.

[123]

LES BRETONS DE LA ROYALE

Ce n'est pas seulement Brest, c'est toute la Bretagne qui est tendue vers l'effort de guerre. Arsenaux et chantiers navals fonctionnent à plein régime. La Bretagne construit la moitié des gros vaisseaux français et le tiers des autres navires. Elle fournit le tiers des équipages. Sur 33 256 marins engagés dans l'Atlantique, 10 444 soit 31,40% sont Bretons auxquels s'ajoutent les marins de l'escadre de Suffren, aux Indes orientales et ceux qui ont participé à la prise de Minorque et au siège de Gibraltar. Le total des Bretons ayant servi à cette époque dans la Royale doit approcher de 20 000 hommes : 32% de ces marins bretons viennent de l'amirauté de Brest. 21% de celle de Saint-Malo, 20,50% de celle de Nantes, 14% de celle de Saint-Brieuc et 12% de l'amirauté de Vannes. Les marins viennent de toute la Bretagne mais plus particulièrement de Saint-Malo, Oman, Saint-Brieuc et de toute la côte nord,

avec Morlaix et Brest. L'origine géographique des marins bretons morts durant la guerre d'indépendance laissera aussi une large place à la région de Saint-Malo - Saint-Brieuc, mais la côte sud sera également bien présente avec Quimper, Lorient, Vannes, Belle-Ile, Le Croisic, Nantes, Paimboeuf.

La participation bretonne varie en fonction des escadres, celles de Brest comptant plus de Bretons que celles de Toulon : escadre de d'Estaing (Toulon) - 22,9% - escadre de de Grasse (Brest) = 36,5% - Guichen (Brest) = 32% - de Ternay (Brest) - 41%. Soit pour cette dernière 1 733 Bretons pour 4 404 marins. Dans l'escadre de d'Estaing de Toulon il y a des navires à dominante bretonne tel le *Magnifique* et d'autres à dominante provençale tel le *Languedoc*.

La position des marins bretons dans la hiérarchie de la Royale, dont l'étude ne manque pas d'intérêt, montre pour les quatre escadres précitées (trois de Brest, une de Toulon), que pour une participation bretonne de 31,5% les états-majors n'en comptaient que 7,4% tandis que parmi les officiers mariniers (maîtres et second maîtres) 39% étaient Bretons. « L'apport breton aux états-majors apparaît dans toute sa faiblesse. En revanche le pourcentage d'officiers mariniers atteint un haut niveau » (Goubert) ⁶⁹. L'étude statistique des marins bretons morts au cours de la guerre d'indépendance sera aussi d'un grand intérêt. De 1778 à 1783, 1 290 marins bretons sont morts. Le graphique des décès montre deux pics principaux, respectivement en juillet et décembre 1779 et par ailleurs on peut noter que pour huit pics faibles ou élevés, sept d'entre eux coïncident avec un combat naval. Les Bretons représentent 35,9% du total des morts soit quatre points et demi de plus que leur participation (31,4%). En retenant la mention « tué au combat » on comptera 1% de tués pour l'ensemble [124] des marins embarqués. Les non Bretons auront 0,9% de tués et les Bretons 1,4%. À ces tués au combat dont le nombre a, semble-t-il, été sous-estimé, il faut ajouter les « morts par suite de blessures » et les marins débarqués morts dans les hôpitaux. Il y a eu aussi les décès à bord par maladie ou accident et les noyades. Les historiens s'interrogent au sujet de cette sur-représentation bretonne parmi les pertes, que l'on retrouve aussi lors de la guerre 1914-1918. Les Bretons sacrifieraient-ils leur vie plus facilement que d'autres ?

⁶⁹ Op. cit. « De l'Armorique à l'Amérique - Les Bretons de la Royale dans la guerre d'indépendance américaine » par Jean-Pierre. Goubert.

D'ESTAING EN AMÉRIQUE

Au cours du nouveau conflit qui maintenant va commencer, il n'y aura pas d'engagement terrestre de la France en Europe, aussi la guerre sur mer dominera pendant toute la durée de l'affrontement. Ce qui change cette fois, c'est le caractère résolument offensif de la stratégie maritime de la France. Le renouvellement de sa flotte et l'état de ses forces vont le lui permettre tandis qu'auparavant ses escadres étaient comprimées dans les ports ou exposées à la défaite. Le 13 avril 1778, alors que les relations diplomatiques entre la France et l'Angleterre sont rompues depuis mars mais que les hostilités ne sont pas encore engagées, une escadre française de douze vaisseaux et quatre frégates sous les ordres de l'amiral d'Estaing, quitte secrètement Toulon en direction de la Pennsylvanie. Après la défaite britannique de Saratoga, Clinton le nouveau commandant en chef de sa majesté se trouvait à Philadelphie dans une position inconfortable et qui le serait devenue davantage si la route de la mer lui avait été coupée. Les forces navales britanniques sur les côtes américaines se trouvaient momentanément trop faibles pour interdire à d'Estaing de remplir cette mission dont le succès pouvait assurer une rapide fin de guerre et l'émancipation des colonies anglaises d'Amérique. On verra plus loin que la campagne d'Amérique de d'Estaing, fut en dépit des mérites du chef d'escadre et de ceux qu'il commandait, surtout celles des occasions manquées. Interprétant trop librement des instructions pourtant précises, il traverse avec trop de lenteur l'Atlantique et n'arrivera que le 8 juillet à l'embouchure de la Delaware.

LA BELLE POULE

Tandis que d'Estaing vogue vers l'Amérique, le lieutenant général d'Orvilliers achève de rassembler à Brest une escadre de trente navires dont il pense pouvoir doubler le nombre d'ici la fin de l'année et en attendant n'ordonne que des opérations de patrouille ou d'escorte. Aussi le 15 juin sous le [125] commandement de La Clochetterie les

frégates la *Belle Poule* et la *Licorne* quittent Brest avec la corvette l'*Hirondelle* et le lougre le *Coureur*. Ils aperçoivent, le 17 juin, au large d'Ouessant les mâts de vingt navires qui se profilent à l'horizon. C'est l'escadre anglaise de l'amiral Keppel. L'*Aréthuse* qui est une des frégates de l'escadre, réussit à s'approcher de la *Belle Poule* et lui enjoint de se rendre auprès du navire amiral, puis, le Français ayant refusé d'obtempérer, lui envoie toute sa bordée sans sommations. S'ensuit une canonnade de cinq heures qui met à mal l'*Aréthuse* contrainte de s'éloigner sans pouvoir riposter à cinquante coups de canon qui saluaient sa retraite. La proximité de l'escadre anglaise interdisait la poursuite. Le navire français jeta l'ancre près de Plouescat sur la côte nord de l'actuel Finistère et le lendemain, à l'aurore, déjoua les manœuvres de deux vaisseaux anglais qui le guettaient pour lui couper la route de Brest, puis regagna sans encombre son port d'attache.

Ce beau fait d'armes revigora la fierté française si souvent mise à mal par les exploits de la *Navy*. Paris s'enthousiasma et les élégantes juchèrent une frégate sur leur perruque, insouciantes de l'instabilité de cet improbable échafaudage. Notons tout de même que du côté anglais ou même américain, on ne vit dans ce combat qu'un accrochage ou une escarmouche (*brush*) c'est-à-dire un petit engagement et que l'escadre anglaise s'était emparée de la *Licorne*.

LA BATAILLE D'OUessant

Le hors d'œuvre offert par la *Belle Poule* avait en France mis l'opinion publique en appétit. Elle demandait de nouvelles actions. Le roi sut la satisfaire en écrivant le 10 juillet au gouverneur de Bretagne, le duc de Penthièvre : « la dignité de ma couronne et la protection que je dois à mes sujets exige que j'use enfin de représailles... », puis, invoquant la protection du Dieu des armées, il précisait « je vous fais donc cette lettre pour vous dire... de prescrire aux commandants de mes escadres et de mes ports et aux capitaines de mes vaisseaux de courre sus à ceux du roi d'Angleterre ». D'Orvilliers n'avait pas attendu les ordres de Penthièvre car dès le 8 juillet son escadre de 32 vaisseaux de lignes et de 11 frégates franchissait le goulot de Brest et entamait de longues et difficiles manœuvres pour prendre le vent et se placer en ligne.

Depuis cinquante ans et plus, la doctrine officielle était celle des évolutions à distance et de la bataille en ligne des deux escadres ennemies évoluant parallèlement en se canonant, le plus souvent sans résultat décisif. « On se canonne, on se sépare et la mer est toujours aussi salée » disait Maurepas, impénitent [126] moqueur. Il faudra l'extraordinaire Suffren, dans sa campagne des Indes de 1781-1783, pour bousculer la stratégie traditionnelle de cette gérontocratie que sont devenus les amiraux de l'époque.

Claude Manceron dans *Le Vent d'Amérique* nous décrit le départ de cette belle escadre, la grande flotte du Ponant, quarante-trois monuments qui déploient leurs voiles entre Brest et Ouessant et labourent le champ des vagues. Il est vrai que le vaisseau de ligne en cette fin du XVIII^e siècle est à la fois une merveille de technique et d'esthétique. « Jamais, écrit Manceron, navires de guerre n'ont eu tant de beauté : le bois de la marine à voile atteint ici sa plénitude comme la pierre au temps des cathédrales » ⁷⁰. L'escadre de d'Orvilliers et celle de Keppel se cherchent et finalement se trouvent le 23 juillet quand le gros temps se calme. 2 284 bouches à feu chez les Anglais, 1 934 chez les Français. S'en suivent quatre jours « de cache-cache » durant lesquels chaque chef d'escadre tente de prendre le vent à l'autre pour avoir dès le début de l'engagement l'avantage de la vitesse et du choix de l'angle d'attaque.

Le 27 juillet la flotte anglaise est en vue. Elle réussit à prendre le vent au mieux et est près de rattraper les navires français qui ont le vent arrière et offrent leur poupe à l'assaillant. La ligne ennemie va pouvoir défiler à pleine vitesse le long de la ligne française en lâchant ses bordées. C'est alors que d'Orvilliers donne l'ordre de virer de bord : deux flammes jaunes, une bleue, une rouge apparaissent au grand mât de la *Bretagne* le navire amiral. Cent dix canons, trois ponts, 1 000 hommes d'équipage, le plus grand vaisseau de France sort du radoub. Il a été construit en 1766 grâce aux dons des États de Bretagne quand Choiseul voulait reconstituer une marine sans en avoir les moyens et suggérait au roi de faire appel aux bonnes volontés patriotiques de quelques grandes villes et provinces, surtout maritimes, et de riches particuliers.

⁷⁰ In *Le vent d'Amérique 1778-1782*, par Claude Manceron, Robert Laffont, 1987, « 3 juillet 1778. Entre la crainte et l'espérance ».

Toute l'escadre française exécute la difficile manœuvre qui consiste à virer de 180° en restant en ligne. Le vaisseau *Saint-Esprit* qui fermait la ligne est maintenant en tête. À son bord se trouve Philippe, duc de Chartres, 30 ans, futur Philippe Egalité, tout récent lieutenant général des armées navales, commandant tout théorique des onze navires de l'escadre bleue dont le chef d'escadre effectif est le capitaine de vaisseau La Motte-Picquet, 58 ans, Breton « têtue en diable » qui aime son métier et la gloire et dit-on pourrait faire trembler l'enfer. La canonnade va commencer quand le *Saint Esprit*, arrivé à hauteur du *Prince George*, lui lâchera sa bordée de bâbord avant de défiler, à contre-bord suivi de l'escadre, une demi-heure durant devant la ligne adverse sans être trop égratigné : un mort, quatre blessés à son bord. Les deux flottes [127] se retrouvent peu après pour une seconde empoignade plus brutale et plus sanglante où les deux navires amiraux la *Bretagne* et le *Victory*, aux prises l'un avec l'autre ont une sévère explication. Pendant ce temps, quelques vaisseaux anglais se sont écartés, l'escadre bleue du duc de Chartres se prépare à les attaquer quand d'Orvilliers, sorti du duel, envoie l'ordre de reprendre la ligne. Les Anglais comptent leurs pertes, 407 morts, 789 blessés. Les Français qui ont eu 163 morts et 517 blessés et voient les Anglais se retirer pour rallier Portsmouth, estiment que la victoire leur appartient. Son retentissement dans le royaume fut grand. Parmi les grands blessés se trouvait du Chaffault, Breton de Nantes, 70 ans, marin depuis l'âge de 13 ans et qui commandait l'escadre blanche et bleue, avant-garde de la flotte. L'un de ses fils avait été tué à ses côtés.

UNE INVASION MANQUÉE

Durant l'été de la bataille d'Ouessant, des concentrations de troupes avaient lieu en Bretagne où des camps furent dressés notamment à Paramé et Saint-Malo dans un but, croyait-on défensif alors que dans l'esprit de Sartine et de Montbarrey, le ministre de la guerre, c'est d'un prochain débarquement en Angleterre qu'il s'agissait. Dans ses *Mémoires d'outre-tombe*⁷¹, Chateaubriand évoque le camp qui s'établit auprès de Saint-Malo, les troupes cantonnées à Combourg pour un

⁷¹ Livre II, chapitre 3.

projet de descente à Jersey, les officiers à la table de son père, sa visite au camp : « les tentes, les faisceaux d'armes, les chevaux au piquet (qui) formaient une belle scène avec la mer, les vaisseaux, les murailles et les clochers lointains de la ville... ». Il avait alors dix ans.

Vergennes de son côté consacrait tous ses efforts pendant les derniers mois de 1778 à entraîner l'Espagne dans le conflit aux côtés de la France. Ils furent couronnés de succès au printemps 1779 par la signature du traité d'Aranjuez. L'Espagne à son tour entra en guerre et la question du débarquement en Angleterre fut aussitôt à l'ordre du jour. Les alliés cependant n'envisageaient pas une identique opération. Tandis que les Français, surtout Vergennes, ne pensaient plus qu'à une entreprise de diversion destinée à soulager le front américain et à pousser les Anglais au compromis et peut-être à faire la paix, les Espagnols c'est-à-dire en l'occurrence Floridablanca, ministre de Charles III, craignant pour leurs colonies américaines, rêvaient de prendre Londres et d'en finir une fois pour toutes avec leur mortel compétiteur. Et Floridablanca d'assurer que l'Angleterre devait être détruite comme jadis Carthage par Rome. Il accepta toutefois de renoncer, dans un premier temps, au plan d'invasion [128] totale soigneusement élaboré par Broglie sous le précédent règne et récupéré auprès du chevalier d'Eon, dans des conditions rocambolesques par Beaumarchais envoyé de Louis XV en mission secrète en Angleterre. Vergennes donnait la préférence au plan plus restreint de descente sur l'île de Wight où l'on se maintiendrait et que l'on transformerait en base de départ pour lancer des raids visant à détruire les arsenaux et chantiers navals de Portsmouth et Plymouth et peut-être, pour élargir ensuite la tête de pont.

En ce printemps de 1779, il existe une situation favorable dont il faut profiter. Les Anglais n'ont pas plus de 35 vaisseaux dans la Manche. Les escadres françaises et espagnoles réunies surclasseront aisément la flotte anglaise en cas de confrontation lors du franchissement du « *Channel* ». C'est pourquoi le début des opérations est fixé au 1^{er} mai. Mais c'est seulement le 29 juillet, avec trois mois perdus, que finissent par se rassembler aux îles Sisargas, rochers situés devant La Corogne en Galice, les deux escadres espagnoles, de Cadix et de La Corogne, commandées par Don Luis de Cordoba y Cordoba, 73 ans, qui selon les mauvaises langues, n'a plus toute sa tête, et celle de Brest, commandée par le comte d'Orvilliers.

Les marins français, partis de Brest le 3 juin se demandent pour quelle raison leur expédition d'Angleterre doit faire ce détour par la Galice où ils ont attendu Cordoba presque cinquante jours. Parmi eux sont les convalescents de l'épidémie de dysenterie qui sévissait à Brest et a obligé à en débarquer beaucoup, puis à les remplacer par des soldats ignorant la manœuvre. Et voici maintenant que le scorbut, maladie de carence due à un régime alimentaire défectueux, exerce sur eux ses ravages. Les hôpitaux de Vigo débordés accueillent ces malades. À bord des navires les rangs s'éclaircissent. En juillet, il y a en moyenne 16 morts par jour sur chacun d'eux. Les marins atteints de scorbut éprouvent d'abord une lassitude générale, leur haleine devient fétide, puis leurs gencives enflent et saignent, leur visage se gonfle, leurs jambes s'ulcèrent, leurs dents se déchaussent et tombent, leurs articulations s'enraidissent, les hémorragies se généralisent, leur respiration est de plus en plus oppressée. Ils étouffent et meurent. Les équipages boivent de l'eau croupie, mangent des viandes ou de la morue, salées, des biscuits de mer parfois pourris, des légumes secs où se nichent des vers.

Le 22 juillet mourrait de scorbut le fils unique de d'Orvilliers qui servait près de lui. Le commandant de la flotte n'a pas dissimulé son chagrin.

Maintenant les escadres rassemblées qui communiquent difficilement tant leurs signaux diffèrent, font voile vers l'Angleterre. Le 15 août elles paraissent devant Plymouth. Le navire amiral de Cordoba, la *Santissima Trinidad*, mastodonte de 114 canons est encore plus impressionnant que la *Bretagne* où [129] se trouve d'Orvilliers. L'Angleterre retient son souffle devant cette formidable armada de 104 navires qui vont frayer la voie à cinq cents bateaux de transports au mouillage à l'embouchure de la Rance et de la Seine près des camps où l'armée d'invasion attend sous un ciel menaçant les ordres d'embarquement. La flotte anglaise n'intervient pas. Elle est affaiblie par la révolte américaine qui la prive de nombreux marins car une importante partie de ses équipages venait d'Amérique.

En Angleterre, l'inquiétude fait place à l'angoisse. Des villes et villages des côtes sans défense sont évacués. Les scènes d'exode se multiplient. Les marins français prisonniers à Plymouth se révoltent. Pourtant, si les Anglais savaient dans quel état se trouve cette armée qui les menace, sans doute auraient-ils moins peur. Les bâtiments de guerre qui approchent de leurs rivages sont des vaisseaux fantômes dont les

entreponts sont pleins de morts et d'agonisants frappés par le scorbut. Des citrons et de l'oseille auraient prévenu le mal et le guériraient mais la Royale en est dépourvue. Les marins demeurés indemnes manquent de vivres et d'eau qui n'ont pu être renouvelés. Pour ne rien arranger voici le temps qui se gâte, le vent se met à souffler en tempête et la mer devient grosse. La flotte alliée quitte le mouillage de Plymouth. Les équipages réduits, affaiblis, démoralisés manœuvrent mal. Les escadres errent sur l'océan démonté.

En Bretagne et en Normandie les troupes de terre attendent sous la pluie un ordre d'embarquer qui ne viendra jamais. Le 25 août, après un conseil de guerre sur la *Bretagne*, d'Orvilliers prend la décision de rallier Brest où il réussira à ramener ses navires au complet les 12, 13 et 14 septembre, puis il quittera le service et finira ses jours dans un couvent. En Bretagne, une fois encore des centaines de mères, de veuves et d'orphelins pleurent leurs morts.

CAMPAGNE AMÉRICAINE CONTRASTÉE DE L'AMIRAL COMTE D'ESTAING

Pendant que ces événements se déroulaient en Europe, l'amiral comte d'Estaing faisait campagne en Amérique. Il était arrivé, on s'en souvient, le 8 juillet 1778 à l'embouchure de la Delaware. Clinton le nouveau général en chef anglais avait réussi à passer à travers les mailles du filet américain et il avait quitté Philadelphie où il risquait un encerclement par des forces de terre et de mer combinées, pour gagner New York, d'un accès plus difficile et où la petite escadre de Howe, la seule disponible, l'avait rejoint. D'Estaing avait [130] conduit en Amérique, à bord de son navire amiral le *Languedoc*, Gérard qui était précédemment le premier commis de Vergennes et qui venait d'être nommé ministre plénipotentiaire du roi de France et consul général auprès de la nouvelle république des États-Unis. Il était accompagné par Deane qui regagnait son pays. Gérard et Deane avaient quitté le *Languedoc* pour faire une entrée solennelle à Philadelphie. Gérard portait une lettre de Louis XVI destinée aux membres du Congrès. « Très chers et grands amis et alliés... » leur écrivait-il, pour les assurer que le comte

d'Estaing venait : « détruire les forces anglaises sur les rivages d'Amérique du nord ».

Le vice-amiral comte d'Estaing, 49 ans, le plus jeune officier général de marine, était brave, ce qui allait de soi, intelligent, travailleur mais il avait le handicap d'être un ancien colonel d'infanterie de l'armée des Indes — il avait servi en 1759, au siège de Madras, sous les ordres de Lally-Tollendal — et depuis qu'il avait bifurqué vers la marine, de devoir être en permanence flanqué d'un capitaine marchand de Saint-Malo dont le sens marin soutenait le sien qui était défaillant.

Après l'occasion manquée de Pennsylvanie, ce fut celle de New York où Clinton s'était enfermé en attendant des renforts. D'Estaing renonça à franchir la barre de Sandy-Hook, ce que firent à la marée suivante les 13 vaisseaux de ligne de l'amiral Byron envoyés de Plymouth pour secourir Howe. Ensuite ce fut l'attaque américano-française combinée de Newport dans le Rhode Island qui faillit tourner au désastre après avoir été près de réussir. Les navires français avaient subi de graves avaries lors d'une tempête, le mouillage de Newport était dangereux. D'Estaing craignant la perte de toute l'escadre si Howe renforcé par Byron attaquait, leva l'ancre, laissant l'armée américaine de Sullivan dans une situation des plus critiques dont elle ne se tira qu'à grand peine. Après quoi, les relations entre Français et Américains s'aggravèrent au point qu'on échangea des coups de fusil à Charleston le 6 septembre 1778 et que deux jours plus tard, à Boston, il y eut des blessés dans une bataille rangée d'officiers des deux camps. Cependant de chaque côté les autorités calmaient le jeu. Avant d'appareiller et de mettre le cap sur les Antilles, le 4 novembre, selon les ordres reçus, d'Estaing malgré le blocus anglais se rendit à Boston auprès des membres du Congrès et de généraux américains. Mais les ouvriers des chantiers voulaient jeter ses marins à l'eau. Les Américains étaient d'autant plus furieux que le 17 novembre six mille hommes de renfort anglais débarquaient à New York.

Dans les Caraïbes, d'Estaing fut plus à son aise et se consola de ses échecs « continentaux » en s'emparant de l'île anglaise de Saint-Vincent, puis en juillet 1779 de l'île de la Grenade, autre île du vent anglaise. Il venait d'être

[131]

La Motte Piquet.



[132]

renforcé par une escadre venue de Toulon, sous les ordres de La Motte-Picquet. L'île, prise par les troupes de terre, (« des métis, des forbans espagnols, des pirates, des flibustiers, des bagnards évadés recrutés au hasard des ports américains ou antillais pour combler les vides » selon Manceron), entraînées par un d'Estaing ragaillardi, manqua d'être aussitôt perdue quand survint l'escadre anglaise de 21 navires de l'amiral Byron. Au cours de la bataille navale qui suivit, La Motte-Picquet, allongé sur un matelas, la cuisse brisée, exerçait son commandement parmi les morts et les blessés. Quand les Anglais se retirèrent après un combat acharné, les Français comptaient cent soixante-seize tués et presque mille blessés mais grâce au chef d'escadre breton qui sur l'*An-nibal* avait eu soixante morts et cent blessés, ils gardaient en leur possession l'île aux senteurs exotiques.

Le gouverneur de la Caroline du sud et le consul de France à Charlestown appelaient au secours. La situation était critique. D'Estaing qui avait reçu l'ordre de rejoindre Toulon voulait répondre à ces appels pour faire oublier les déceptions et les aigreurs. Avant de rentrer en France, il rassemble à Saint-Domingue une escadre de vingt-quatre vaisseaux, de douze frégates et de transports armés où l'on entasse trois mille cinq cents hommes, même assemblage hétéroclite que celui de la prise de la Grenade. L'escadre appareille le 15 août, arrive en vue de Savannah, principal port de mer de la Géorgie le 6 septembre. D'Estaing en commence aussitôt le siège, est rejoint par les Américains de la Caroline, se laisse berner par les Anglais qui se renforcent, donne l'assaut le 9 octobre, reçoit deux blessures. Trois assauts successifs et beaucoup de pertes ne permettent pas d'emporter la place. L'amiral, la mort dans l'âme, ordonne la retraite. Il n'a pas bu tout le calice. Une tempête formidable disperse la flotte qui a déradé. Des chaloupes coulent. Des hommes se noient. Le *Languedoc*, entraîné au large, ne retrouve pas les autres navires et d'Estaing traverse seul l'Atlantique. Il rentre enfin à Toulon où il ne sera suivi que plus tard par le reste de l'escadre.

CHEFS D'ESCADRE BRETONS

Quant à La Motte-Picquet il ralliait les Antilles avec son escadre qui transportait, par un temps exécrable, ce qu'il restait des troupes avec les blessés et les malades. Parmi les blessés se trouvait Maurice Emeriau, de Carhaix, marin depuis l'âge de treize ans, qui avait gagné ses galons dans les combats, parmi lesquels l'attaque et la prise de la Grenade en juillet et qui à Savannah avait été un des premiers à atteindre la tranchée ennemie, Il n'avait que dix-sept ans. [133] Blessé gravement à l'œil droit, il avait été remarqué par l'amiral d'Estaing qui l'avait félicité et assuré de sa protection. Il sera un jour vice-amiral.

Une escadre rentrait à Toulon, une autre escadre partait de Brest, celle de Guichen. Comme du Chaffault né à Nantes en 1708, comme La Motte-Picquet né à Rennes en 1720, Luc du Bouëxic, comte de Guichen, né à Fougères en 1712, était Breton de Haute Bretagne et lieutenant général. Sa vie de marin de la Royale avait été, comme la leur, bien remplie et comme eux, il avait participé à vingt combats et s'était, comme on disait jadis, couvert de gloire. Ses deux compatriotes étaient à la bataille d'Ouessant où ils avaient combattu comme des lions, ce fut aussi le cas de Guichen qui commandait la seconde division de l'escadre blanche sur son vieux trois-ponts *Ville de Paris*.

Deux ans plus tard, le voici qui appareille de Brest à la tête d'une escadre importante chargée d'escorter un convoi à destination des Antilles où elle va rester. Il va couronner sa carrière en infligeant à trois reprises, pendant les années 1780-1782, une défaite à la flotte anglaise de l'amiral Rodney qui était pourtant un grand marin et qui écrasera l'escadre toute neuve de de Grasse dans la mer des Antilles en avril 1782.

Du Couëdic de Kergoualer, héros breton, lui aussi, n'était pas chef d'escadre mais « capitaine des vaisseaux du roi » quand sa frégate la *Surveillante* avait accroché et combattu en mer d'Iroise, la frégate anglaise le *Québec*, le 6 octobre 1779. Au terme d'un combat épique où le *Québec* incendié sombrait, il avait pu regagner Brest avec son navire démâté et mourait de ses blessures le 7 janvier 1780, âgé de quarante

ans. Ce fut un des hauts faits de la marine royale française au cours de la guerre d'Amérique ⁷².

L'ARMÉE D'INVASION LÈVE LE CAMP

La tentative d'invasion de l'Angleterre s'était soldée par un fiasco comme l'avait prédit du Chaffault pour qui c'était une folie et si l'amiral comte d'Estaing n'avait pas trop mal réussi aux Antilles, quelle suite calamiteuse avait-on vue sur les rivages américains. L'aide militaire aux *Insurgents* était plus nécessaire que jamais car leur position demeurait précaire et, par ailleurs, il fallait bien admettre que le sort de la guerre se jouerait chez eux. Le problème d'une intervention susceptible d'emporter la décision n'était toujours pas résolu mais l'idée de l'envoi d'un corps expéditionnaire — on disait, une armée de secours — en Amérique gagnait du terrain.

Le camp de Paramé où la division de Bretagne était cantonnée en vue de la descente en Angleterre, avait joué son rôle, un rôle, en fin de compte, moins

⁷² Charles-Louis du Couëdic était né au manoir de Kergoaler près de Quimperlé. Il avait participé à l'expédition de Kerguelen vers les terres australes. Émeriau sera officier sur le *Triomphant* de l'escadre du comte de Grasse, recevra la croix de l'ordre de Cincinnatus, sera capitaine de vaisseau pendant la Révolution, préfet maritime, promu vice-amiral sous l'Empire.

[134]

Luc du Bouëxic, comte de Guichen.



[135]

militaire que politique et qui allait prendre fin. Les officiers avaient participé à la vie mondaine, ce qui était apprécié par la société, la bonne, de la province et en même temps cette importante présence militaire pouvait réduire l'insolence des États de Bretagne et du parlement, toujours frondeurs. Cependant les paysans acceptaient de plus en plus mal le contact des troupes étrangères à la province. Il y avait très peu de Bretons dans l'armée de terre et les États, gagnés par la grogne et déjà mécontents de la sujétion de la garde-côtes, faisaient savoir en 1780 qu'ils refuseraient de voter les 260 000 livres qui leur étaient demandées par les commissaires royaux au titre de « l'impôt des étapes » et n'en accorderaient que 140 000. Enfin tout s'arrangera car les troupes de Paramé, dont le camp est officiellement levé le 17 octobre 1779, constitueront l'armée de secours dont Rochambeau reçoit le commandement en décembre 1779. La division de Bretagne quitte Paramé pour rejoindre Brest dont le rôle prépondérant dans la participation française à la guerre d'Amérique ne cesse de s'affirmer. Les soldats partis, reste le matériel de guerre qu'il va falloir transporter. L'intendant de Bretagne, Caze de la Bove, ami du négociant nantais Montaudoin s'adresse à Robert de la Mennais, le gendre du subdélégué de Saint-Malo et à Jean-Jacques Le Normand, maire de Brest. Sans doute sont-ils efficaces puisqu'on huit jours huit cents voitures transportent à Brest l'artillerie et les services sanitaires de l'armée de secours. Les paysans qui subissent ces corvées sont dédommagés et La Mennais ainsi que Le Normand, anoblis.

L'ARMÉE DE SECOURS SE RÉUNIT À BREST

Pendant les premiers mois de 1780, Brest présente plus que jamais l'aspect d'une fourmilière. Les sept vaisseaux, les deux frégates et le *cutter* forment l'escadre d'escorte sous les ordres du chevalier de Ternay et seront rejoints par trente-deux chalands de transport, difficilement rassemblés, venus de Saint-Malo et qui ne pourront prendre qu'une partie des troupes prévues. Rochambeau arrivé à Brest le 26 mars peut observer le mouvement incessant des chaloupes et des canots,

qui de l'arsenal aux navires, portent les approvisionnements dont l'armée aura besoin. On embarque des milliers de couvertures, de tentes, de souliers, de chemises, de marmites, de gamelles et bidons, ainsi que toutes sortes d'outils nécessaires au génie, pelles, pioches, bêches, serpes, haches.

Il est peu probable que le commandant en chef se soit attardé à suivre l'arrivée à l'arsenal par détachements « leur paquet de misérables hardes sur [136] l'épaule, (des) inscrits maritimes désignés par l'impitoyable commissaire, traqués par les prévôts et leurs archers » qui étaient dirigés sur les points d'embarquement après avoir été inscrits sur le rôle d'équipage et qui, à bord, se fondaient « dans cette foule de pauvres gens à peine vêtus, fort mal nourris, rarement payés, qui constituaient alors les équipages des vaisseaux du roi » (de Loture) ⁷³.

PAUVRES MARINS CLASSÉS

Il faut ici ouvrir une parenthèse pour mesurer le poids de cette inscription maritime instituée en 1637 par Richelieu, précisée en 1665 et organisée par Colbert. La France comme la plupart des grands États européens s'était dotée d'une marine permanente et manquait de marins. Le pouvoir donna la préférence à un système bureaucratique d'apparence plus rationnelle sinon plus efficace que la contrainte du vieux système de la presse conservé par les Anglais. Ceux-ci fermaient les ports à la veille d'une campagne, interdisaient toute navigation civile pendant que des soldats se saisissaient de tous les marins de pêche ou de commerce qu'ils pouvaient trouver. Les navires où ils avaient été conduits et enfermés appareillaient quand les équipages étaient au complet. En France, l'ordonnance royale de 1665 et plusieurs autres qui suivirent jusqu'en 1690 prévoyaient que les gens de mer seraient mis en fiche pour être appelés à tour de rôle à servir sur les bâtiments de la marine royale. Ils devaient être dénombrés et inscrits sur des registres ou rôles portant leur complet signalement. Le marin de pêche ou de commerce « en rôle » appartenait à une classe appelée à servir une année sur quatre, s'agissant des provinces très peuplées de Bretagne ou

⁷³ In *Washington, nous voici*, par Robert de Loture, Hachette, 1934, chapitre VI « L'armée de secours ».

de Picardie ou une sur trois en Poitou, Saintonge, Languedoc ou Provence. Le littoral français avait été divisé en circonscriptions maritimes ou quartiers au nombre d'environ quatre-vingts. Dans chacun d'entre eux, l'officier des classes, fonctionnaire de la marine veillait à l'inscription sur les rôles de tout homme vivant directement ou indirectement de la mer et demeurant sur le rivage ou à proximité des estuaires sauf s'il était invalide et, dans ce cas, rayé des classes. L'officier des classes ou commissaire contrôlait aussi les déplacements des gens de mer et ordonnait les levées pour le service du roi. Même hors du service, l'assujettissement était considérable puisque le marin ne pouvait naviguer sans prévenir l'officier des classes, il n'avait pas le droit de s'embarquer sur des navires de pêche ou de commerce armés dans d'autres quartiers et, pire encore, il lui était interdit de changer de domicile sans l'autorisation de l'officier des [137] classes. L'arbitraire régnait et les abus de pouvoir se multipliaient. En temps de guerre, il fallait, chaque année, appeler plus d'une classe, qui ne suffisait pas. La solde prévue pendant le service était versée irrégulièrement, avec un retard de plusieurs mois ou même de plusieurs années parfois. Toutefois, selon les ordonnances une caisse des gens de mer versait une pension aux marins estropiés ou mutilés au service du roi, mesure étendue plus tard aux marins des navires corsaires et de la marine marchande et en 1784 à tous les marins âgés de soixante ans. Quant aux veuves de marins, elles pouvaient recevoir des « grâces pécuniaires », en fonction du nombre d'enfants, versées irrégulièrement, ou des dons en nature.

Le milieu maritime était souvent très pauvre ou même misérable. On ne comptait plus les marins vagabonds, mendiants. D'autres se faisaient voleurs. Des femmes de marins embarqués ou prisonniers, sans ressources, empruntaient, ne pouvaient rembourser, étaient poursuivies par des créanciers sans pitié en violation de la loi qui prévoyait la suspension de leur procès pendant le service des marins.

Les marins éprouvaient une répugnance profonde et parfois invincible à répondre à l'appel de leur classe. Ils cherchaient à y échapper légalement, en prenant un emploi soit public, soit chez un seigneur laïc ou ecclésiastique ou illégalement, à l'aide d'un faux passeport, d'un certificat médical complaisant ou d'une maladie simulée. Parfois ils se réfugiaient à l'intérieur du pays ou changeant de quartier partaient s'embarquer dans un grand port, sur un navire corsaire ou marchand avec la complicité de la chambre de commerce. Les insoumis étaient

poursuivis par les gendarmes maritimes de l'époque qu'on appelait les archers de la marine. Quant à ceux qui ont embarqué, sont allés au combat, ont échappé aux boulets ennemis, aux blessures infectées, au scorbut, à la dysenterie, aux accidents et reviennent à terre, « ceux de la grande flotte de 1779, Bretons pour la plupart, ils arrivent dans nos ports excédés de fatigue et de lassitude. Ils ne savent où aller ni où se mettre. Ils remplissent les cabarets, ils s'y noient dans le vin. Ils restent couchés plusieurs nuits entières dans les rues de Brest et finissent par être malades ou hors d'état de service » (mémoire anonyme de 1780 - cité par Manceron).

Maintenant qu'éclate la guerre d'Amérique, la marine royale a plus besoin que jamais de marins pour ses forces navales de plus en plus nombreuses et puissantes. Elle doit bien constater que le régime des classes fait faillite et elle pallie tant bien que mal les insuffisances du système par une panoplie de mesures variées qui ne sont le plus souvent que cruels expédients. Elle complète ses équipages au moyen d'un embargo sur les navires [138] marchands et corsaires qu'elle dépouille de leurs meilleurs éléments remplacés, quand c'est possible, par des étrangers. Elle effectue des patrouilles de nuit qui raflent les réfractaires dans les auberges et cabarets. Elle se contente de marins atteints d'infirmités, théoriquement invalidantes, par exemple de hernies, et fait distribuer des bandages herniaires. Elle récupère les marins prisonniers des Anglais, de retour de captivité sans leur laisser le temps de souffler ni parfois d'aller embrasser leur famille. Elle étend le système des classes vers l'intérieur en y incluant les bateliers et pêcheurs de la Loire et de ses affluents de Nantes à Orléans et se heurte à une opposition farouche, plus encore lorsque ces mesures prétendent s'appliquer au sud ouest, puis, comme cela ne suffit toujours pas, en 1779 le roi ordonne de compléter les équipages par des garde-côtes tirés au sort. Il faut dans toute la France en trouver 11 500 qui seront embarqués auprès des marins « classés ». On ne les trouve pas, enfin pas tous, et comme la France maritime, saignée à blanc, n'en peut mais, on fait appel en 1781 à tout ceux qui dans le royaume veulent devenir des « novices volontaires ». Ne répondent le plus souvent que des pauvres hères ou des gens sans aveu. Il manque encore 3 300 marins en 1782. Où les trouver ? Il reste les milices provinciales. En cherchant bien on réussit à recruter 1 300 hommes mais en fin de compte 250 seulement seront embarqués. Heureusement la paix n'est pas loin.

Pour l'heure nous n'en sommes qu'en 1780, dans le port de Brest où se rassemble l'armée de Rochambeau. Nous venons de voir des inscrits maritimes qui se présentent, résignés, à l'arsenal avant l'embarquement.

DERNIERS PRÉPARATIFS ET DÉPART DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE

Accosté dans la Penfeld, le *Fantasque* commandé par le bailli de Suffren est aménagé en navire hôpital et de plus transportera dans des tonneaux scellés le trésor de l'armée de deux millions cinq cent vingt-cinq mille livres. Il reste encore de la place pour l'artillerie de siège du colonel d'Aboville. Les bagnards aident à l'embarquement. L'artillerie de campagne du nouveau modèle Gribeauval ira sur un transport.

Les régiments du Bourbonnais, du Soissonnais, de Saintonge et du royal deux-ponts, avec la légion de Lauzun, rassemblés près de Brest, attendent les ordres. Les chalands de transport arrivent enfin. L'embarquement des cinq mille cinq cents hommes du corps expéditionnaire peut commencer et se termine le 12 avril. Un incident retarde le

[139]

*Vue du port de Brest en 1776,
dessin de Nicolas Ozanne, gravure d'Yves Le Gouaz.*



[140]

départ de quarante-huit heures, le temps pour le vent de tourner à l'ouest et d'interdire la sortie de la rade. L'attente à bord des navires paraît interminable mais se termine tout de même le 1^{er} mai quand le vent se calme. La flotte et le convoi appareillent le 2 mai à quatre heures du matin.

ARRIVÉS À BON PORT

Ternay, sur le *Duc de Bourgogne*, craint de voir apparaître la flotte anglaise de Graves qui veille à l'entrée de la Manche et il prend le risque de passer par le Raz de Sein, la route la plus rapide mais la plus dangereuse. Devant la baie des Trépassés, les hommes se découvrent et les deux aumôniers du *Duc de Bourgogne* récitent le *De profundis*. Ainsi le veut la tradition de la marine royale par respect pour les marins péris en mer. L'escadre et le convoi passent sans encombre. La traversée de l'Atlantique procurera quelques émotions fortes aux troupes embarquées et aussi au personnel civil de l'armée, entassé sur le cutter la *Guêpe*. Tous seront soulagés d'arriver à Newport le 11 juillet. Ternay dont la flotte comprenait 41% de Bretons a rempli avec succès sa mission qui était de conduire à bon port l'armée de secours.

CONVOIS ET GUERRE DE COURSE

Il est vrai que la marine royale française s'est familiarisée avec l'escorte et la protection des convois. Les pertes de navires marchands attaqués et pris par des corsaires anglais avaient été importantes et la nécessité d'organiser des convois de navires marchands et de les escorter s'est progressivement imposée. Le convoi escorté devient la règle à partir de 1780 et plutôt que des batailles d'escadres comme précédemment les batailles navales se produisent lors de la protection de navires marchands que la marine doit s'efforcer de sauver. Il arrive qu'attaqués par des forces supérieures l'escorte et son convoi soient près de succomber. En 1775, La Motte-Picquet, dans les eaux de la Martinique, se porte au secours d'un convoi poursuivi par l'escadre anglaise de l'amiral Parker

et, après six heures de combat, réussit à ramener à Port-Royal la plus grande partie du convoi. Les Anglais parviennent aux mêmes conclusions et à la même tactique mais plus tardivement. Il n'est donc pas surprenant que la course privée soit en sensible déclin, d'autant plus que les navires marchands sont de mieux en mieux armés. Jean Delumeau cité par [141] Jean Meyer donne les chiffres de 88 corsaires bretons lors de la guerre de succession d'Autriche avec 338 prises, 97 lors de la guerre de Sept ans pour 283 prises et 46 corsaires lors de la guerre d'Amérique pour 176 prises. Les corsaires dunkerquois demeurent nombreux parce que, estime Jean Meyer, Dunkerque n'étant pas soumis au système des classes dispose pour la course, de marins, qui en Bretagne servent dans la Royale. Patrick Villiers fait néanmoins remarquer qu'à Dunkerque 68 bâtiments armés pour la course sur 198 sont rentrés bredouilles, au cours de la guerre d'indépendance.

La situation se complique du fait de l'apparition de la course d'État. Prenant exemple sur la *Navy* mais avec moins de cynisme, car elle ne pratique ce genre qu'en temps de guerre, la marine royale se lance dans des activités corsaires. Elle utilise ses navires rapides et puissants commandés par de jeunes capitaines qui trouvent dans la course gloire et profit. La Bretagne ne participe que très faiblement à cette course d'État. P. Villiers ⁷⁴ donne pour 1779 les chiffres de 22 prises sur un total de 127 prises françaises, soit 14,84% et pour 1780, 33 prises sur 231 soit 16,46%. Ce sont de plus en plus souvent les escadres navales qui mènent la guerre de course. Ainsi La Motte-Picquet se spécialise dans l'attaque des convois anglais. Attaquant l'un d'eux en 1782, il réussit à s'emparer de vingt-deux navires très richement chargés.

⁷⁴ Cf. *Marine royale, corsaires et trafic dans l'Atlantique, De Louis XIV à Louis XVI*, par Patrick Villiers, thèse, tome II, troisième partie, chapitre V « Course et commerce de 1778 à 1783 ».

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[142]

[143]

La Bretagne
et la guerre d'Indépendance américaine.

Chapitre 6

LE *COMMODORE* JOHN PAUL JONES EN BRETAGNE

JONES ET SON *RANGER* EN BRETAGNE

[Retour à la table des matières](#)

Les Nantais avaient applaudi à l'entrée dans leur port, en octobre 1777, du navire de guerre américain *Independence*, capitaine John Young. L'argent de la vente de sa cargaison de tabac allait, malgré quelques objections administratives, officiellement couvrir la dépense du radoub ⁷⁵. Le 3 décembre de la même année l'émotion fut plus vive, le cœur même de la ville se mit à battre plus fort quand se répandit le bruit de l'arrivée du capitaine John Paul Jones, dont le *Ranger* mouillait à Paimbœuf depuis la veille. Ce capitaine de trente ans, qui était alors bien loin d'avoir atteint la célébrité qu'il eut plus tard, déjà, ne passait pas inaperçu. Il alliait l'instinct guerrier à des qualités exceptionnelles de navigateur et sa passion de la gloire le poussait à faire connaître haut et fort ses exploits. Il était charmeur, plaisait aux femmes et, ce qui accentuait l'intérêt qu'il suscitait, un certain mystère planait sur ses

⁷⁵ Entretien, réparation de la coque d'un navire.

origines. Déjà, à son sujet, la légende et l'histoire tendaient à se confondre. Très jeune il avait commandé un navire marchand, croyait-on, et avait quitté son Écosse natale pour rejoindre les *Insurgents* parce que, aux dires de certains, les mauvais traitements subis par les marins américains prisonniers aux mains des Anglais, le révoltaient. La marine américaine naissante avait vite reconnu sa valeur, apprécié sa fougue hors du commun. Dès décembre 1775 il obtenait un brevet de lieutenant et même, durant l'été et l'automne 1776 commanda le *sloop*

[144]

*Paul Jones,
gravure réalisée d'après un tableau d'Alonzo Chapel.*



[145]

Providence, puis la frégate *Alfred* pour des expéditions au large de la Nouvelle-Écosse, où il s'illustra en capturant vingt prises britanniques. Il avait reçu en octobre 1776, en récompense de ses services, le brevet de capitaine mais il n'était que le dix-huitième sur la liste, ce qui le contraria beaucoup jusqu'au moment où le Congrès lui confia le 14 juin 1777, en le nommant *commodore*, le commandement du *sloop* de 18 canons le *Ranger*. La jeune Amérique s'efforçait alors de se doter d'une marine de guerre. L'état de ses finances ne lui permettait pas de construire des vaisseaux de ligne, ni même des frégates et elle ne pouvait envisager d'affronter la formidable *Navy* britannique. En revanche, avec des bâtiments marchands armés, plus modestes, et de hardis marins elle était en mesure de porter de rudes coups au commerce maritime de la Grande-Bretagne. Les corsaires américains, en affaiblissant leur ennemi, allaient jouer dans la guerre d'indépendance un rôle fort important et insuffisamment reconnu.

Avec le soin extrême et le souci du détail qu'il aura tout au long de sa carrière de marin, Jones avait travaillé pendant plusieurs mois à préparer le *Ranger* à ses futures missions. Le navire était ancré dans le port de Portsmouth dans le New-Hampshire, qu'il quitta le 1^{er} novembre 1777 à destination de la France. Le 2 décembre, il était en vue des côtes bretonnes, accompagné de deux prises qu'il avait capturées en cours de route. Jones qui arrivait à Nantes juste un an après Benjamin Franklin fit sensation en annonçant la victoire de Saratoga. En ville, on sut vite que l'Américain, logé chez son compatriote Robert Morris, partait pour Paris et laissait son *Ranger* à Paimbœuf sous le commandement de son lieutenant Thomas Simpson. Il avait, en effet, reçu le 15 décembre des instructions de Franklin et de Silas Deane et se mit en route peu après pour arriver dans la capitale française aux environs du 26 décembre. Au cours de son séjour nantais, Jones avait pu mesurer le capital de sympathie que son pays possédait et il s'était promis en partant de revenir un jour dans le grand port breton. À Paris, Jones fut reçu à plusieurs reprises par les commissaires américains à l'hôtel de Valentinois où une déception l'attendait. Il ne pourrait prendre le commandement de l'*Indien*, cette frégate construite à Amsterdam et qui, achetée avec l'aide française, devait naviguer sous pavillon américain. Il n'avait donc plus à se rendre en Hollande pour prendre possession du bateau et il n'aurait pas à le conduire en Amérique. Le plan avait échoué car les Anglais,

informés par leurs espions de la destination du navire, avaient aussitôt exercé des pressions sur le gouvernement de la Hollande, encore neutre, pour qu'il refuse de le vendre aux *Insurgents*. Néanmoins, Franklin cherchait un marin de la trempe de Jones pour infliger en Europe, aux Anglais, le maximum de pertes. Jones quitta Paris [146] le 16 janvier 1778 pour rejoindre Paimbœuf et son *Ranger*, mécontent, certes, après sa déconvenue mais satisfait d'avoir reçu carte blanche pour faire subir aux Anglais le plus de dommages qu'il fût possible. Franklin avait assuré à Jones qu'il s'efforcera de lui donner le commandement d'un navire plus important. Le capitaine devrait attendre une solution de rechange à Brest qui serait le nouveau port d'attache du *Ranger*. Jones avait appareillé de Paimbœuf en direction de Brest le 12 février, prenant sous son escorte plusieurs bâtiments américains qui partaient de Nantes pour la baie de Quiberon où La Motte-Picquet et son escadre attendaient un convoi à conduire à l'ouest du cap Finistère. Le 13 février, La Motte-Picquet répond au salut de Jones entrant en baie de Quiberon par une salve qui emplit de joie et d'orgueil le cœur de l'Américain car c'était la première fois qu'une puissance adressait son salut au pavillon des États-Unis d'Amérique aux treize bandes rouges et blanches alternées avec treize étoiles sur un champ bleu. Le geste du chef d'escadre par son heureuse anticipation révélait d'autant plus la sympathie des marins français et plus particulièrement bretons pour les marins américains que la nouvelle du traité d'alliance entre les deux pays ne lui était pas encore parvenue. Le 19 février, le *Ranger* quittait la baie de Quiberon et malgré des vents contraires entra en rade de Brest le 24 février. Il saluait de treize coups de canons l'escadre du comte d'Orvilliers qui lui en rendait sept avant de recevoir le *commodore* à bord de la *Bretagne* et d'écrire au ministre Sartine qu'en attendant ses ordres il traiterait le pavillon des « Provinces-Unies » comme celui des républiques de Hollande et de Venise.

LE LOUP DES MERS

Jones avait été conforté, lors de ses visites à Franklin, dans son idée qu'il fallait attaquer les Anglais chez eux et il rêvait, en outre, de faire un coup d'éclat. Pourquoi ne pas s'emparer d'un important personnage de Grande-Bretagne dont on ferait ensuite l'échange contre des

prisonniers américains maltraités dans les cachots anglais ? Il remit son navire en état, compléta tant bien que mal son équipage et prit la mer le 10 avril 1778. Il fit voile vers les îles Britanniques, captura deux cotres dans le canal Saint-Georges qui sépare l'Irlande du Pays de Galles et plus au nord dans la mer d'Irlande s'empara d'un navire marchand, y plaça un équipage de prise, qui mit le cap sur Brest. Il renonça au dernier moment, à cause d'un vent contraire à attaquer le sloop *Drake* près du port de Carrickfergus dans la baie de Belfast, se dirigea vers l'île de Man, sous laquelle il jeta l'ancre le 21 avril, puis vers Whitehaven dans le comté anglais de Cumberland, pénétra dans le port, incendia les navires qui s'y trouvaient ancrés [147] après avoir réussi à eue louer les canons du fort qui protégeait la ville portuaire. Plus tard, il se dirigea vers l'estuaire de la Solway, en Ecosse, et avec quelques hommes, débarqua sur la petite île de Sainte-Marie dans la baie de Kirkcudbrigt. Il se rendit dans le domaine de lord Selkirk mais ne put capturer le maître des lieux comme il en avait l'intention. Lord Selkirk était absent lui fit savoir lady Selkirk. Les hommes de Jones s'emparèrent de l'argenterie du château, contre le gré de leur chef. Un vent de panique commençait à souffler sur la région.

S'éloignant de l'île de Sainte-Marie en direction de l'Irlande, Jones rencontra à nouveau le *Drake*, navire anglais de vingt canons qu'il surprit dans le lough de Belfast et le captura après un combat acharné d'une heure quarante au terme duquel le *Drake* en piteux état comptait quarante-deux morts, dont le capitaine, pour un équipage de cent soixante hommes. Les pertes du *Ranger* étaient très faibles. Les gens de Carrickfergus apercevaient du rivage les lueurs du combat et entendaient les explosions. Jones s'empara encore d'un navire marchand anglais, vint à bout d'une mutinerie des marins qu'il avait placés sur le *Drake* et qui voulaient retourner en Amérique, puis après vingt-huit jours de mer fit une entrée triomphale à Brest avec deux cents prisonniers et deux prises le 7 mai 1778. Les autres prises avaient été brûlées ou coulées à fond. Il avait été accueilli en héros et le 9 mai il ajoutait une touche chevaleresque à son héroïsme en écrivant à lady Selkirk qu'il déplorait le vol de son argenterie et s'employait à la lui restituer. Il disait regretter les horreurs de la guerre, répugner à toute cruauté et pour terminer lui exposait ses opinions de citoyen du monde complètement dégagé des misérables distinctions de climat et de pays qui diminuent l'ouverture de cœur et tracent les limites de l'amour de l'homme pour l'homme. Il

l'assurait enfin de son dévouement au sexe charmant auquel elle appartient. La lettre fut vite connue de tous. Jones racheta fort cher l'argenterie à ses hommes et la fit retourner à ses propriétaires par la maison Nesbitt de Lorient via Calais et Londres. Les hostilités entre la France et l'Angleterre n'étaient, à cette époque, pas encore entamées malgré la rupture des relations diplomatiques. Jones, ses prisonniers et une de ses prises s'en furent à Camaret où, selon les instructions du ministre de la marine au comte d'Orvilliers, en date du 13 mai, lui furent fournis tous les secours dont il pouvait avoir besoin.

RETOUR SUR UN PASSÉ D'AVENTURES

L'équipage de Jones avait constaté à quel point leur capitaine était familier des lieux où il les conduisait et avec quelle maîtrise il naviguait dans les parages les plus dangereux. Ce n'est, en effet, pas le hasard qui avait poussé Jones vers [148] l'Ecosse et les côtes anglaises proches. Il y était né trente et un ans plus tôt, précisément à Alberghland, près de l'île de Sainte-Marie, où il avait été envoyé tout petit, séparé de ses parents et de ses frères et sœurs, chez son oncle, jardinier du comte de Selkirk (frère de son père William Paul). Jones, et il n'était pas le seul à le croire, pensait ne pas être le fils de son père, mais plutôt celui du comte de Selkirk. Marin à douze ans, ambitieux, digne de confiance, il commandait à vingt-trois ans un bâtiment marchand qui reliait l'Ecosse aux Antilles. À deux reprises, sa vie fut traversée de drames qui l'orientèrent vers une direction imprévue. En 1770, il avait fait fouetter un charpentier de marine qui lui avait tenu tête devant l'équipage qu'il menaçait de soulever et l'avait insulté. Le charpentier mourut au retour du navire, des coups reçus ou de fièvre, on ne sait, mais Jones eut de sérieux ennuis, quitta son commandement, et peina quelque temps à en retrouver un autre. Trois ans plus tard, dans ce même port de Tobago où le charpentier s'était rebellé, Jones qui commandait un autre navire faisait face à un équipage très échauffé et mécontent après quatorze mois de campagne. Les marins voulaient leur solde et le retour en Ecosse. Ils n'avaient que faire des bonnes raisons commerciales données par Jones pour s'attarder aux Antilles. Le capitaine faisait la sourde oreille et le ton des réclamations montait jusqu'au jour où un marin ivre, peut être pour se donner du courage, et qui était à la tête

d'une délégation, brandit soudain une arme et menaça Jones qui riposta et le tua, plus ou moins par accident. Le capitaine pensa ne pas pouvoir se tirer de ce mauvais pas, prit la décision de partir en Amérique où l'agitation révolutionnaire se développait. Il sympathisa de suite avec la cause de la liberté, rencontra dans une taverne à Halifax en Virginie Willie Jones ⁷⁶, délégué du Congrès pour cette colonie et ami de Jefferson, aristocrate de goût et de manières, mais démocrate d'opinion, et il fréquenta dès lors les chefs de la rébellion qui mesurèrent vite les services que ce marin pourrait rendre. Les campagnes du *Ranger* en Europe, après celles de l'*Alfred* en Amérique montraient qu'ils avaient vu juste. L'expédition du *Ranger* sur les côtes de Grande-Bretagne avait fait sensation et son impact psychologique était très fort. Elle avait provoqué le tumulte chez les Anglais, regonflé le moral des *Insurgents* et encouragé la France à les soutenir. Les débuts de l'histoire de la marine américaine prenaient des allures de légende car Jones avait l'art de transformer l'histoire en mythe. Quant à sa personnalité elle était complexe et contrastée. Sans doute était-il « direct, épatant, un type qui devait souvent sourire » comme le verrait plus tard Biais Cendrars mais aussi un métis de gentilhomme et de loup, selon Herman Melville. D'autres parleront de son égotisme monumental, de son caractère acéré, de son mépris des paresseux et des stupides ou jugés tels.

[149]

Cependant, quand à son retour de croisière, il se retrouve à Brest en mai 1778, John Paul, qui, en Amérique a changé de nom et est devenu John Paul Jones (nom emprunté à son ami et peut-être père spirituel), il n'a accompli qu'une partie de son parcours de marin héroïque.

⁷⁶ Il s'agit de William Jones, le membre du Congrès mentionné précédemment.

JONES EN RADE À BREST

En attendant mieux, Jones ronge son frein. Il rêve à Dorothy Dandridge qu'il a aimée après les sœurs Montfort et qui épousera Patrick Henry, veuf avec six enfants, mais aussi il s'emploie à faire vendre ses prises par Bersolle, l'associé brestois de Chaumont. Frère maçon de rite écossais, il fréquente la loge militaire de la marine. Heureusement des lettres de Franklin et de Sartine, le ministre de la marine, l'invitent à venir à Paris où il semble que de bonnes nouvelles l'attendent.

Il écrit le 1^{er} juin à Franklin qu'il arrive, quitte Brest le 3, est à Paris quelques jours plus tard, loge dans la cour basse de l'hôtel de Valentinois, où il demeurera jusqu'au 7 août, date de son retour à Brest. A Passy, des liens d'amitié se tissent entre Jones et Franklin qui a toujours eu une sympathie affichée pour la marine et les marins⁷⁷ et aussi entre Jones et Chaumont. Il est reçu par le ministre de la marine qui l'écoute attentivement parler des raids qu'il pourrait entreprendre contre la Grande-Bretagne et il correspond plusieurs fois avec lui.

Mais au total, à la fin de son séjour il est à nouveau déçu. À propos de l'*Indien*, à Amsterdam, il faut renoncer au frêle espoir qui demeurerait encore. Les Hollandais ne veulent rien savoir. Ils l'ont redit. Sartine dont il espérait une frégate ne peut lui proposer qu'une corvette ou un *sloop*, moins bon que son *Ranger*. Il a décliné l'offre comme il a remercié Chaumont qui l'engageait à commander l'un de ses corsaires privés, l'*Union*. Non, merci. Jones aime la course d'État, au service d'une noble cause, mais pas la course privée qui n'est que pillage à ses yeux. Il avait bientôt hâte de retourner à Brest. Franklin est admirable, Chaumont et sa famille sont tout à fait charmants mais John Adams, méchant vaniteux parvenu et Arthur Lee, la guêpe — c'est ainsi qu'il les voit — sont à fuir.

Le voici de retour le 14 août dans le port du Ponant. Il se plaint d'être dans une situation désagréable car les officiers de sa majesté s'interrogent à son sujet et le jalourent. Il aimerait leur clouer le bec en leur annonçant qu'il a obtenu un grand commandement. Mais de ce côté,

⁷⁷ Abiah Folger, mère de Franklin, était née dans l'île de Nantucket dans le Massachusetts, dans une famille de marins. C'est de cette ascendance maternelle que Franklin tenait son attirance pour la mer et le monde maritime.

c'est toujours l'attente. En septembre, Paris lui signale la disponibilité à Saint-Malo de trois frégates et [150] de *cutters*, petite escadre possible, qui apparaît vite comme un nouveau mirage. Pourtant il ne désespère pas. Chaumont s'intéresse à lui, Chaumont est un ami de Sartine, auquel il recommande avec insistance l'Américain et c'est Edward Bancroft, l'espion du siècle, qui aimablement traduit les lettres car Chaumont ne pratique guère l'anglais et le français de Jones est encore incertain. L'Américain est à l'affût de navires à vendre, d'officiers prêts à servir, d'autant plus qu'il sait maintenant que Sartine serait d'accord pour qu'il commande une petite escadre. Le 19 octobre, le roi lui adresse une lettre flatteuse. Jones se demande s'il doit prendre les Français au sérieux et si un grand destin l'attend, ou s'ils ont l'intention de le faire lanterner indéfiniment. L'inaction le tue. Il écrit néanmoins beaucoup, notamment aux Américains qui demeurent à Nantes ou à Lorient. Il est en relation avec Jonathan Williams le neveu de Franklin qui est à Nantes et dont il deviendra un grand ami. À Lorient son mandataire est James Moylan qui est un négociant armateur et agent commercial des États-Unis. Cet Américain de Philadelphie est associé à un autre Lorientais, Goullade.

L'HORIZON S'ÉCLAIRCIT. JONES À LORIENT

En août Moylan a fait savoir à Jones que le *Duc de Duras* un grand et vieux bateau de la Compagnie des Indes orientales était à vendre à Lorient et le 24 août Jones a écrit à Bancroft et lui a demandé d'interroger à ce sujet Chaumont, très lié à la maison Goullade et Moylan. Sans doute la remise en état du navire coûtera cher et jusqu'à présent Sartine n'a guère paru disposé à desserrer les cordons de la bourse. Il a quand même promis une aide financière pour la fin de 1778. Mais d'autres interrogations surgissent. Le bateau n'est-il pas trop vieux, trop lent ? Au sujet du financement, Franklin et Chaumont s'appliquent à rassurer le capitaine. Sartine, lui disent-ils, est un ministre de parole. Ils n'ont pas tort car, le 22 octobre, Chaumont reçoit l'autorisation ministérielle de procéder à l'acquisition du navire, de le mettre en état de naviguer et de combattre, de recruter un équipage et qui plus est, d'assembler d'autres navires qui pourraient avec le *Duc de Duras* constituer

une petite escadre. Cette division, sous les ordres de Jones et sous pavillon américain, serait assimilée à une escadre de course, dont l'armateur serait l'État français, le roi étant représenté par Chaumont. Les dépenses seraient réglées par Chaumont, puis ultérieurement prises en charge par le budget naval français et Chaumont remboursé. Le [151] 16 novembre, Jones écrit à Chaumont qu'il ne veut pas de bateau qui ne soit pas rapide car il a « l'intention d'aller sur le chemin du danger » et, au même, le 30 novembre, qu'il espère « que le *Duras* répondra » (ou obéira). Le 30 novembre également il informe Moylan de son départ de Brest pour Lorient le surlendemain, ce qu'il fera et arrivera à Lorient le 6 décembre. Il inspecte le *Duras* qui armé par la Compagnie des Indes en 1766, avait fait des voyages en Chine et changé plusieurs fois de propriétaire. Le dernier d'entre eux, qui était aussi consul de Suède, le négociant François Bérard, pensait l'armer en course s'il ne trouvait pas d'acquéreur au prix souhaité. Jones hésite pendant quelques jours à prendre une décision, puis, le 14 décembre, demande à Chaumont d'autoriser l'achat du navire qui, lui semble-t-il, est le seul à vendre en France qui réponde à leur dessein commun. Tout paraissait réglé mais rien ne se passait. Sartine après avoir dit oui, freinait, semble-t-il, Chaumont qui retenait Gourolade et Moylan prêts à négocier. Le ministre voulait maintenant un rapport de ses services à Lorient précisant mieux l'état du navire et assurant qu'il y avait adéquation du prix demandé avec cet état. Il voulait aussi s'assurer que la marine royale ne souhaitait pas acquérir le bâtiment. Jones passait de l'abattement à la colère, disait qu'il était trahi et sacrifié par ses supposés amis et cherchait un autre bateau plus récent et plus rapide. Chaumont par qui tout ce qui concerne Jones paraît désormais passer, pris d'inquiétude se demandait si ce navire conviendrait jamais à Jones. C'est finalement le 2 janvier qu'il autorise Gourolade et Moylan à engager des négociations.

JONES À PASSY CHEZ CHAUMONT ET FRANKLIN

Sans doute Jones craint-il qu'elles ne s'éternisent car il part à Passy, vers le 18 janvier, pour voir Franklin. Il se souvenait, dira-t-il, du mot du Bonhomme Richard de l'almanach : « si vous voulez que vos affaires se fassent, venez vous-même, sinon envoyez quelqu'un ». Jones préférait y aller lui-même et il décide, s'il emporte la décision du ministre de rebaptiser le navire *Bonhomme Richard*, en l'honneur de Franklin. Est-ce l'annonce de l'arrivée de Jones qui fait bouger une situation qui s'enlise ou seulement coïncidence ? Chaumont attend-t-il de la bouche même de l'Américain, dont il perçoit les réticences, une adhésion formelle au choix du bateau ? Toujours est-il que le 24 janvier le contrat préliminaire est signé à Lorient. Le nouveau propriétaire du navire sera le roi. C'est ce qui figure sur le contrat. Le prix de vente de deux cent vingt mille livres qui [152] paraissait trop élevé, est accepté. Jones reçoit par une lettre du ministre du 4 février 1779 le commandement du navire ainsi que l'autorisation de le rebaptiser *Bonhomme Richard*. On peut supposer qu'il en a connaissance à Passy où il se trouve alors. L'imposant navire qu'il va commander a un tirant d'eau de 900 tonneaux. Il est prêt à recevoir vingt-six canons, mais peut être aménagé pour en avoir le double. En même temps qu'il avait chargé Chaumont d'acheter le *Duras*, Sartine lui avait confié la totalité de l'entreprise qui consistait à armer et équiper le navire et à participer au recrutement d'un équipage. Non seulement Chaumont devait être le maître d'œuvre mais aussi le banquier puisqu'il avancerait les fonds pour toutes les dépenses, y compris les salaires. Si l'on ajoute que ces charges et responsabilités se feraient dans un cadre de bénévolat intégral et en partie hors du circuit administratif, on mesurera la singularité de l'affaire et combien la position de Chaumont était insolite.

LE TANDEM CHAUMONT-JONES

Dans les mois qui suivirent, Jones et Chaumont travaillèrent de concert, l'un à Lorient ou Brest, l'autre à Passy, et parfois même tous les deux à Passy où Jones se trouve en avril, ou tous les deux à Lorient où Chaumont séjourne pendant une bonne partie du mois de mai. Il y faisait rassembler les quarante canons, neufs ou, en principe, peu usagés, qu'il s'était procurés auprès de différentes fonderies et qui devaient constituer l'artillerie du navire.

Recruter l'équipage n'était pas le moins difficile. L'annonce de l'expédition, dit Debaue ⁷⁸, avait attiré à Lorient une « multitude de gens de sac et de corde attirée par la réputation du loup des océans et par l'appât du gain ». Franklin fit échanger quelques prisonniers anglais du *Drake* contre des prisonniers américains mais la plus grande partie de l'équipage fut constituée d'Américains et de Britanniques déserteurs, échoués et sans travail, dans les ports de Lorient, Brest, Nantes et Paimbœuf ; un équipage de forbans disent certains. Mais Jones était accoutumé à ce genre de marins. En juin 249 hommes auront été recrutés et vingt-six d'entre eux désertèrent en juillet.

LA FAYETTE SE JOINT À CHAUMONT ET JONES

Tandis que Jones et Chaumont s'activaient à préparer une expédition dont les buts restaient encore mal définis — Sartine selon les suggestions de Jones pensait à des attaques de navires britanniques et peut être à des raids à terre — [153] un troisième homme inattendu vient se joindre à eux, Gilbert du Motier de la Fayette. C'est bien du célèbre La Fayette qu'il s'agit. En outre rappeler qu'il était Auvergnat comme l'amiral d'Estaing, son parent, ne suffit pas car c'est négliger le fait que sa mère était Bretonne.

⁷⁸ In. "De l'Armorique à l'Amérique" in *Annales de Bretagne des pays de l'ouest*, tome 84, année 1977, n° 2, « Un Américain en Bretagne : séjour dans l'ouest de John Paul Jones » par Jean-Louis Debaue.

Née Marie-Louise de la Rivière, elle appartenait à une famille qui retrouvait ses origines jusqu'au XI^e siècle et possédait dans l'actuel Finistère et surtout les Côtes-d'Armor plusieurs seigneuries dont Gilbert était l'héritier ⁷⁹. La seigneurie de Ploeuc sera vendue en 1783 pour couvrir ses frais de l'expédition d'Amérique. Né en 1757, La Fayette était un enfant posthume. Son père avait été tué à la bataille d'Hastenbeck au début de la guerre de Sept Ans et l'influence de sa mère fut grande. Il était très riche à 15 ans, encore davantage à 17 quand il eut épousé Adrienne d'Ayen qui en avait 15 et, semble-t-il, décida soudain à 18 ans, en 1775, de partir en Amérique soutenir les *Insurgents*. Il avait dîné à Metz, où il était en garnison, avec le duc de Gloucester, Anglais paradoxal mais lucide qui lui avait montré lyriquement combien les treize colonies avaient raison de se soulever contre ses compatriotes. La Fayette qui ne pardonnait pas aux Anglais d'avoir tué son père, ne demandait qu'à le croire et il s'en fut trouver Silas Deane, généralement embarrassé par l'afflux de volontaires français que ses amis trouvaient encombrants et lui reprochaient d'en trop recruter, mais qui, au premier abord réticent, estima par la suite que cette recrue méritait de la considération et lui donna des lettres élogieuses à remettre au Congrès. La Fayette partit donc en Amérique en 1777 malgré l'interdiction du roi qui avait signé une lettre de cachet non pour l'embastiller mais pour l'expédier, au vert, en Sicile. Sa jeunesse, son enthousiasme communicatif plurent à Washington, habituellement froid et réservé et qui, après quelques entrevues et plusieurs actions glorieuses, le nomma major général dans l'armée américaine. La Fayette était devenu l'ami de Washington qui lui portait une sorte d'affection paternelle et, pendant les deux années de son premier séjour, il avait partagé les épreuves de ses amis américains avec courage et constance sans jamais désespérer malgré des batailles perdues comme celles de Brandywine où il avait été blessé. Sa popularité était grande parmi les *Insurgents* comme elle le fut à son retour en 1779 dans une France qui avait rejoint les colonies révoltées dans leur combat contre l'ennemi commun. Les projets de descente en Angleterre se précisent et La Fayette, peut-être plus las qu'il ne le laissait voir du piétinement des troupes américaines trop

⁷⁹ Par sa mère Marie-Louise de la Rivière, La Fayette était l'héritier des seigneuries de Ploeuc, du Vieux-Marché, de Pont Blanc, du Dresnay en Loguivy-Plougras, de Saint Michel de Guingamp, de Kerauffret en Bourbriac, de Saint-Quihouet en Plaintel.

dépourvues, ne voulait pour rien au monde manquer les occasions de gloire du champ de bataille européen. Revenant d'Amérique, il avait débarqué à Brest le 6 février d'une frégate américaine, l'*Alliance*, ainsi rebaptisée en [154] son honneur. Le capitaine de ce navire était un ancien officier de la marine marchande, Pierre Landais, originaire de Saint-Malo, de famille noble mais ruinée, parti en Amérique en 1777 et devenu, grâce à ses amitiés au Congrès, capitaine dans la marine américaine et commandant d'une de ses belles unités. La Fayette avait obtenu un congé de l'armée continentale, qu'il n'oubliait certes pas et il comptait bien continuer à obtenir pour elle des aides de toutes sortes. Pour ces diverses raisons, l'héroïque et ambitieux marquis courrait à Versailles où le roi, après quelque hésitation pour la forme, lui pardonnait son indiscipline passée. Il plaidait pour ses amis américains auprès de la cour et des ministres, proposait à Vergennes, à Maurepas, à Sartine d'audacieux plans de descente en Angleterre qui, à défaut d'intervention directe sur le territoire américain, soulageraient les colonies révoltées. La fougue, l'ardeur, l'art de persuader de La Fayette et aussi sa jeunesse autant que sa combativité et son désir d'en découdre avec les Anglais rappelèrent à Sartine, qui le recevait, les visites que lui avait rendues peu auparavant le commodore John Paul Jones. Il pensa pouvoir associer ces deux combattants d'élite dans une suite de raids sur les côtes anglaises. Ils avaient le tempérament qu'il fallait pour mener à bien ces actions offensives, Jones commanderait sur mer et La Fayette à terre. Chaumont l'indispensable rassemblerait l'escadre, réglerait les dépenses, coordonnerait l'ensemble. Sartine recommanda à La Fayette de contacter Chaumont. Le 31 mars 1779, le jeune major général est reçu à l'hôtel de Valentinois par Chaumont qui adhère aussitôt au projet et en informe Jones. Le commodore accourt à Passy où les trois hommes se trouvent ensemble pendant plusieurs jours vers la mi-avril et se concertent à propos des raids à prévoir sur les côtes anglaises. Dans les semaines qui suivirent Chaumont parvient à constituer une petite escadre. Il avait obtenu le détachement de la marine royale du *Cerf*, cutter de dix-huit canons, capitaine Joseph de Varage, tandis que Franklin envoyait Jones à Nantes pour y chercher la *Pallas*, navire marchand de trente-deux canons, capitaine Cottineau, et la *Vengeance*, brick de douze canons, capitaine Philippe Nicot. Jones fut à la fin d'avril à Nantes et Paimbœuf pour y surveiller l'armement de ces navires dont s'occupait son ami Jonathan Williams. En même temps, Jones qui était accompagné du docteur Brook, chirurgien sur le *Bonhomme Richard*,

complétait le recrutement de l'équipage de ce navire et ramenait à Lorient une soixantaine de marins revenus des prisons d'Angleterre « misérables ramassés sur le port et absolument propres à rien », conclut le commissaire des classes. Jones put quand même recruter à Paimbœuf en juin des marins américains libérés.

[155]

L'ESCADRE DE JONES SE FORME DANS LA DOULEUR

La *Pallas*, en mauvais état et qui avait besoin d'importantes réparations était commandée par un bon capitaine nantais, Denis Nicolas Cotineau de Kerloguen. Il venait d'effectuer un voyage en Caroline du Nord, le navire étant armé par Charret et Ozenne de Nantes, pour moitié, l'autre moitié à son compte. À son retour, il avait passé un contrat qui l'admettait dans l'escadre de Paul Jones en même temps qu'il recevait de Franklin une commission d'officier de la marine américaine pour le temps où il y serait employé. Chaumont avait pu également convaincre les propriétaires de deux corsaires privés de laisser leurs navires se joindre à l'escadre de Jones. C'étaient le *Monsieur*, navire de Granville, capitaine de Roberdeau, dont l'armement avait été financé, « partie par des dames de la cour, partie par des intérêts maçonniques » (Debauve) ⁸⁰ et la *Granville*, navire de cent tonneaux construit en souscription par les principaux armateurs de Lorient (actions émises par les négociants Lapotaire et Vallée).

Enfin, Franklin encouragé par La Fayette et sans doute sollicité par Chaumont, donna l'ordre au capitaine Landais de conduire l'*Alliance* de Brest à Lorient pour y rejoindre les autres navires de l'escadre. Cependant tout se compliquait. L'*Alliance* et le *Cerf* se faisaient attendre à Lorient, l'artillerie du *Bonhomme Richard* était incomplète, la *Pallas* et la *Vengeance* manquaient de fournitures indispensables. Les fonctionnaires de la marine royale qui étaient censés collaborer à l'équipement de l'escadre exigeaient des ordres du ministère pour chaque détail. Chaumont, à Lorient depuis le 1^{er} mai, se démenait et secouait son

⁸⁰ In *Un Américain en Bretagne*, op. cit.

monde. Jones était aux prises avec des marins du *Bonhomme Richard*, anciens prisonniers britanniques recrutés faute de mieux et prêts à la rébellion. Par ailleurs il ne supportait pas Landais enfin venu avec son *Alliance* et qui était parfaitement insupportable. L'ego surdimensionné du Malouin était aussi écrasant que celui de Jones, mais en moins aimable. Landais acceptait mal d'être placé sous les ordres de Jones. Enfin les relations de Jones avec La Fayette n'étaient pas au beau fixe. Au cours de leurs discussions le ton montait, des heurts se produisaient. Qui déciderait des lieux et des moments des débarquements ? Telle était la question devenue principale pomme de discorde, qui en laissait aisément prévoir d'autres. Chaumont se dépensait pour apaiser les susceptibilités, rétablir la concorde au nom de l'idéal commun. Il lui fallait aussi s'accommoder de la présence à Lorient de l'atrabilaire John Adams, en attente d'un navire qui le reconduirait en Amérique. Il s'efforçait de l'amadouer en l'invitant à dîner. Le fils de Chaumont qui l'avait accompagné en [156] Bretagne, ne le secondait aucunement et s'intéressait beaucoup aux belles filles de Lorient. C'était aussi le cas de Jones, mais qui, lui, menait tout de front. Le 13 avril, il avait assisté au mariage de son ami Moylan avec Louise Fermier de la Provotais, fille d'un négociant lorientais. Ce beau mariage qui symbolisait l'union de l'Amérique et de la Bretagne était pour Jones un court entracte comme le fut la réception qu'il donna à bord du *Bonhomme Richard* en l'honneur de John Adams. Le représentant du Congrès avait dû renoncer au retour au pays sur l'*Alliance* et commençait à s'impatienter. Il eut au moins l'avantage de passer quelques heures agréables en compagnie d'Américains implantés à Lorient, les Nesbitt, les Moylan, les Cumming et probablement leurs épouses. D'autant plus que l'attente touchait à sa fin. Chaumont, travailleur acharné mais aussi tenace et patient, était en trois semaines venu à bout de tous les obstacles. Vers le 20 mai, l'escadre était prête à naviguer. Jones et Chaumont n'attendaient plus que La Fayette. Ils reçurent du héros d'Amérique une lettre envoyée de Paris le 22 mai. Tout l'échafaudage était à terre. Une vaste invasion de l'Angleterre avec les alliés espagnols décidée par le conseil du roi était en route et les petits raids prévus devenaient sans objet. Il était visible que le changement de programme ne chagrinait pas outre mesure La Fayette et que la perspective des grands événements qui se préparaient alimentait chez lui de nouveaux rêves. À Lorient, en revanche, c'était la consternation. Tant d'efforts avaient-ils été dépensés en vain ? Chaumont restait à Lorient, attendant de savoir ce qu'en

pensait Sartine. La réponse du ministre était rassurante. Des actions de l'escadre de Jones dans les eaux du nord des îles Britanniques feront utilement diversion quand les forces franco-espagnoles se porteront en direction de Portsmouth et de l'île de Wight et lors de leur descente sur les côtes anglaises. Ceci se fera en juillet et août. En attendant Sartine souhaitait que Jones et son escadre croisent dans le golfe de Gascogne pour escorter des navires marchands français et rechercher des corsaires anglais. Il escorta donc jusqu'à Bordeaux un petit convoi de navires marchands et au retour pris pour un navire anglais, fut attaqué par erreur par deux frégates françaises, dont l'*Hermione*, capitaine de la Touche. Un brouillard opportun lui permit d'atteindre Port-Louis. Jones estimait que ces tâches secondaires l'éloignaient du but principal qu'il s'était fixé, l'attaque des côtes anglaises. Le 20 juin, le *Bonhomme Richard* et la *Pallas* étaient entrés en collision à la suite d'une fausse manœuvre, ce qui nécessita d'importantes réparations de la *Pallas* quand ils revinrent à Lorient. Jones trouvait son navire trop lent. Chaumont et son fils regagnèrent Passy à la fin du mois tandis que Jones supervisait les réparations et veillait à ce que chaque navire de l'escadre [157] reçoive toutes les fournitures dont il avait encore besoin. En juillet il dut faire face à une nouvelle mutinerie, plus sérieuse que la précédente, de la part de la centaine d'anciens prisonniers britanniques de l'équipage. Chaumont revint à Lorient en toute hâte le 31 juillet et réussit, avec l'aide de Jones, à trouver une centaine de marins américains et portugais, recrutés à Lorient, Nantes et d'autres ports voisins et qui remplacèrent les Britanniques. Les Portugais demandaient un chapelain et une statue de la Vierge à bord. Chaumont leur donna satisfaction. Le *Bonhomme Richard* comptait maintenant trois cent quatre-vingts hommes. L'escadre était prête à appareiller. Sartine envoya ses dernières instructions : ordre était donné à Jones de faire voile vers les eaux du nord de la Grande-Bretagne et de frapper le commerce britannique sans courir de risques inutiles par des raids sur les côtes. Jones furieux pressa Franklin d'intervenir. Franklin lui répondit de se soumettre aux Français qui pour l'essentiel finançaient les opérations. En juin Chaumont avait avancé au moins 670 000 livres et en août environ un million de livres, ce que Sartine l'avait autorisé à dépenser. Il savait qu'il ne recevrait aucun intérêt d'argent sur les sommes avancées. En revanche, probablement pensait-il être remboursé plus tôt. En 1782, le département de la marine n'avait pas fini de liquider les dettes qu'il avait envers lui.

Avant l'appareillage de l'escadre Chaumont avait transmis à chaque commandant les ordres de Sartine qui, dans la mesure où la France finançait l'expédition, déterminait les buts généraux et la route des navires. L'escadre commandée par un officier américain, pourvue d'une commission de capitaine de la marine américaine, ce qui était aussi le cas de Landais, croiserait sous pavillon américain. Les commandants de la *Pallas*, la *Vengeance* et du *Cerf* avaient reçu de la part de Franklin des commissions temporaires. En outre Chaumont fit signer la veille du départ à chaque commandant de navire un document détaillé un *agreement*, qui par la suite prit le nom de concordat, et précisait la chaîne de commandement, fixait les responsabilités de chacun et détaillait les conditions de partage des prises. Compte tenu du disparate à divers points de vue, de l'escadre et des caractères, cet *agreement* n'était pas superflu. Il fut pourtant beaucoup reproché à Chaumont par la suite, comme on le verra. L'escadre devait se diriger vers l'ouest de l'Irlande, puis contourner l'Ecosse, redescendre le long des côtes orientales de la Grande-Bretagne et rejoindre Texel aux Pays-Bas où elle trouverait une flotte de commerce qu'elle convoierait jusqu'en France. Les prises qu'elle ferait en cours de route devraient être envoyées au port de Bergen en Norvège. Tout débarquement sur les côtes britanniques serait exclu.

[158]

UNE CAMPAGNE MOUVEMENTÉE

Le 14 août 1779, à 4 heures du matin l'escadre au complet, sous les ordres du commodore Jones, appareilla de l'île de Groix, petite île à l'ouest de Lorient, où elle avait été rassemblée. Elle comprenait le *Bonhomme Richard* que commandait Jones, l'*Alliance*, capitaine Landais, la *Pallas*, capitaine Cottineau, la *Vengeance*, capitaine Nicot, le *Cerf*, capitaine de Varage, auxquels s'étaient joints les deux corsaires privés, le *Monsieur*, capitaine de Roberdeau et la *Granville*, capitaine Morice.

Le 20 août, le *Bonhomme Richard*, au large des côtes ouest de l'Irlande prenait en chasse un brick anglais à six heures du soir, le rejoignait trois heures plus tard et le forçait à se rendre. Il s'agissait du *May Flower*, capitaine Thomas Malony, (et six hommes d'équipage) de

Limerick en Irlande, qui portait à Londres des salaisons, du beurre, de la bière et des plumes. Ruben Chase, « garde de la marine »⁸¹, placé comme capitaine de prise à bord du navire capturé avec six hommes dont deux Anglais, conduisait le *May Flower* à Penmarc'h le 1^{er} septembre puis à Lorient le 2 de ce mois. Le navire sera adjudgé pour 6 000 livres le 12 octobre, à Goullade et Moylan et le lendemain, ce sera l'adjudication par lots du beurre et du bœuf salé de sa cargaison. Franklin avait déclaré le 18 septembre que le *May Flower* était de bonne prise et autorisé sa vente.

Le 23 août l'escadre, toujours au large de l'Irlande, aperçoit un navire suspect. Jones donne l'ordre de lui donner la chasse. Le navire la *Fortune* est rejoint et capturé « sans qu'il ait tiré aucun coup de canon » et est « reconnu comme anglais ». La *Fortune* venait de Terre-Neuve et se rendait à Bristol avec une cargaison d'huile de baleine. Jones fait signe au capitaine de la *Granville* d'y mettre un équipage de prise⁸². Sept hommes de la *Granville* dont un officier montent à bord tandis que quinze « Anglais » montent à bord du corsaire français laissant leur capitaine et son fils à bord de la *Fortune*. Le navire de prise essuiera un fort coup de vent et démâtera son petit mât de hune le 27 août, sera pris en chasse le 1^{er} septembre et inspecté par le *Monsieur* qui, étrangement, ne paraît pas au courant de la capture. Le 4 septembre, il pourra éviter un cotre anglais au large de Penmarc'h avant d'atteindre l'île de Groix le soir même et Lorient le lendemain. Le 22 septembre, Franklin autorisera la vente de la *Fortune* qui sera adjudgée le 12 octobre pour 6 810 livres au négociant Cordon, la cargaison d'huile le sera le lendemain. Jones a assuré par la suite que les deux corsaires privés le *Monsieur* et la *Granville* avaient abandonné l'escadre moins d'une semaine après le départ. Tel ne paraît pas avoir été le cas, au moins pour la [159] *Granville* qui, comme on vient de le voir, se trouvait encore près du *Bonhomme Richard* le 23 août, si la déclaration du capitaine de prise, Antoine Mell, de Marseille, à son arrivée à Lorient, est véridique. Les négociants Lapotaire et Vallée ont déclaré que le navire n'avait été séparé du reste de l'escadre que par force majeure. Vers la fin du mois d'août l'escadre se trouvait réduite à quatre navires car, outre le *Monsieur* et

⁸¹ L'interprète Dufilhol donne à cet officier américain un grade français qui lui paraît équivalent.

⁸² L'équipage de la *Granville* comprend des Irlandais, trois Suédois, un Acadien et neuf Américains.

la *Granville*, le *cutter* le *Cerf* fut séparé des autres et renonçant à rejoindre, rallia Lorient. Pour ne rien arranger, les relations entre Jones et Landais déjà exécrables avant le départ avaient tendance à empirer. Landais ne supportait pas d'être sous les ordres de Jones. Il ignorait ses signaux, feignait de ne pas les avoir vus. À deux reprises il fut absent de la conférence des capitaines réunie sur le *Bonhomme Richard*, ce qui mit Jones hors de lui. L'*Alliance* fut séparée des autres navires une première fois, du 27 au 29 août et plus longuement du 3 au 24 septembre. Landais donnait la chasse à des navires ennemis. C'était un bon motif pour s'éloigner de Jones. Il prétendait être libre de ses mouvements parce que disait-il, les ordres de Franklin lui prescrivant de servir sous Jones n'étaient que temporaires et avaient expiré. Landais avait de puissants amis au Congrès et il avait l'appui d'Arthur Lee, l'un des représentants du Congrès à Paris. Lee détestait Jones et son ami de Nantes, Jonathan Williams, le neveu de Franklin. Des conflits d'intérêt doublaient les rivalités de personnes, car des sommes d'argent considérables, provenant de la vente des prises, étaient enjeu. Pendant la plus grande partie de la première phase de la croisière, autour de l'Irlande puis de l'Ecosse, l'escadre fut réduite à trois navires, le *Bonhomme Richard*, la *Pallas* et la *Vengeance*. Landais, plus tard, mit en cause le brouillard ou de mauvais signaux du *Bonhomme Richard*.

En dépit de ces incidents, d'assez nombreuses prises, environ deux douzaines, furent capturées par l'escadre. Plusieurs de peu d'importance furent sabordées ce qui évitait d'avoir à les pourvoir d'un équipage de prise pour les conduire dans un port français ou neutre. Trois prises importantes furent le *Betsey* et l'*Union* qui transportaient des cargaisons de valeur et furent conduites en Norvège, de même que le brigantin *Charming Polly* avec son fret. Ces trois prises arrivèrent en septembre 1779 à Bergen, en Norvège, pays qui était alors sous souveraineté danoise.

Dans la seconde semaine de septembre, Jones voulut tenter un débarquement à Leith, le grand port du golfe du Forth (Firth of Forth) près d'Edimbourg, ce qui était contrevenir aux instructions de Sartine. Jones pensait obtenir une importante rançon de la ville portuaire qu'il aurait menacée de bombardement.

Les capitaines Cottineau et Nicot étaient très opposés à cette action qu'ils jugeaient déraisonnable car de nombreux navires de guerre britanniques, alertés, rodaient à leur recherche. Jones fit peut-être valoir l'utilité d'un raid de diversion au nord au moment où les flottes française et espagnole croyait-on attaquaient les côtes du sud de l'Angleterre. En réalité, à cette date, au sud la tentative avait échoué mais dans l'escadre tout le monde l'ignorait. Cottineau et Nicot avaient fini par se laisser convaincre quand des vents contraires s'élevèrent à la mi-septembre au moment où les trois navires s'approchaient du golfe du Forth et leur en interdirent l'accès. L'escadre continua sa route vers le sud. Jones voulait maintenant, le 19 septembre, débarquer à Newcastle. Cottineau et Nicot menacèrent de laisser le *Bonhomme Richard* si Jones s'entêtait dans ses projets. Les Britanniques lancés à leur poursuite étaient plus nombreux que jamais après leur incursion dans le Firth of Forth et l'entreprise leur paraissait vouée à un complet échec, leurs navires menacés sans utilité de capture ou de destruction. Jones se rendit à leurs raisons et sur ces entrefaites, l'*Alliance*, perdue de vue depuis trois semaines réapparut le 24 septembre au matin en même temps que la *Pallas* séparée du navire de commandement depuis quelques jours.

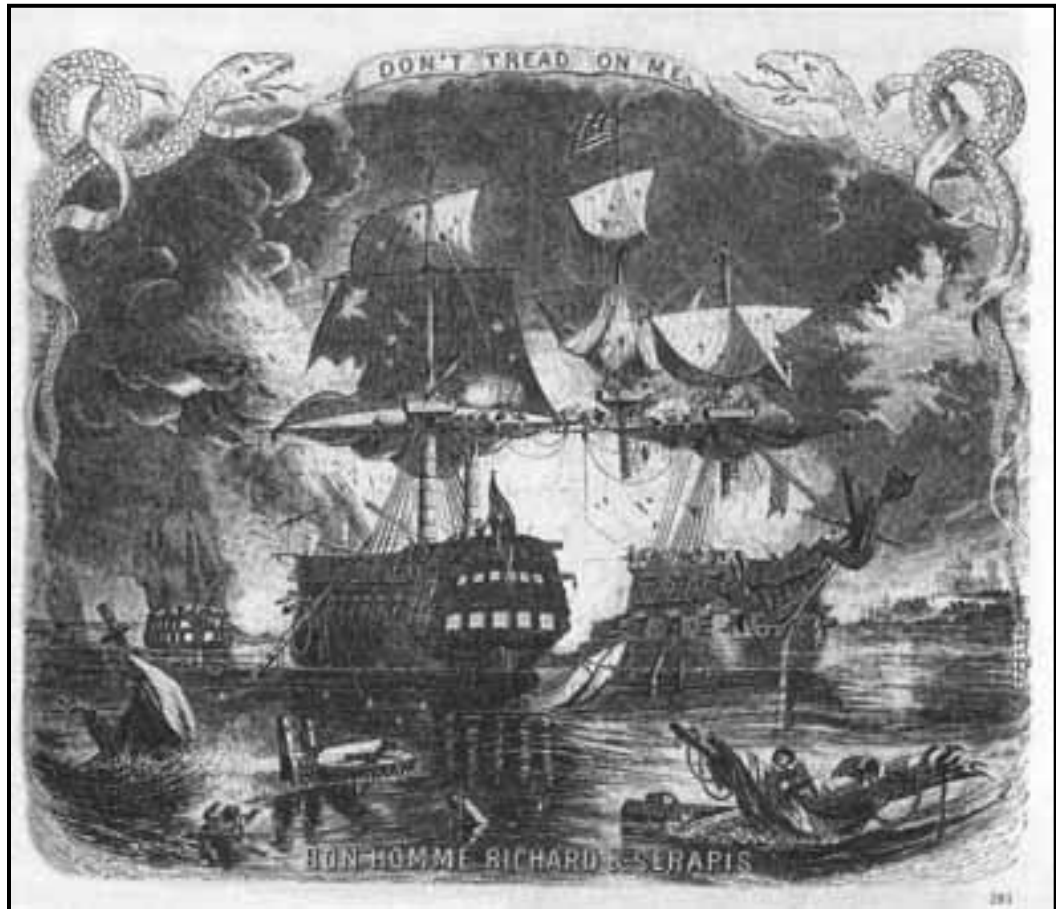
LA BATAILLE DE FLAMBOROUGH

L'escadre de quatre navires croisait, cap au sud, au large des falaises crayeuses de Flamborough Head, au sud de Scarborough, dans le Yorkshire quand ce 24 septembre entre deux et trois heures de l'après-midi, une flotte de quarante et une voiles s'offrit au regard de Jones, le loup des mers. Il s'agissait d'un immense convoi, venu de la Baltique et de la mer du nord, de navires marchands chargés de chanvre de Lettonie, de cuivre suédois, de bois de Norvège. Ils s'approchaient des côtes de la Grande-Bretagne escortés par deux navires de guerre, une frégate de quarante-quatre canons, le *Serapis* et une corvette de vingt canons, la *Comtesse de Scarborough*. Le *Bonhomme Richard* se porta au-devant du *Serapis* qu'il attaqua aussitôt, la *Pallas* se lança à la poursuite de la *Comtesse de Scarborough* et le convoi mit le cap sur Scarborough pour s'y abriter. Le *Serapis* doté d'une artillerie plus performante que celle du *Bonhomme Richard* lui labourait les flancs et l'endommageait gravement mais aussi, plus rapide et plus maniable, se

dérobait au contact. Après plusieurs tentatives sans résultat, Jones réussit à s'approcher du *Serapis* et à s'y agripper. Quelques pièces du navire anglais tirèrent encore. Le *Bonhomme Richard* prenait rapidement l'eau menaçant de som-

[161]

*Le combat du Bonhomme Richard et de la Serapis
le 24 septembre 1779 au large de Scarborough, en mer du Nord.*



(Illustration publiée le 3 mars 1855 dans le Ballou's Pictorial.)

[162]

brer et de s'engloutir avec « le *Serapis* dont l'équipage tentait en vain de se dégager de l'étreinte mortelle. Des prisonniers anglais sur le *Bonhomme Richard* pompèrent l'eau qui envahissait la cale. Longtemps indécis l'affrontement acharné et sanglant tournait à l'avantage de Jones dont les soldats de marine français descendaient un à un les marins du *Serapis* qui apparaissaient sur le pont dévasté. Ils balancèrent pour finir des grenades dans la soute à munitions et les hommes de Jones encore valides se lancèrent à l'abordage. Pour faire cesser le carnage, le capitaine anglais Richard Pearson fit amener le pavillon. L'engagement commencé vers sept heures du soir avait duré trois heures et demie. Pendant ce temps, la *Pallas* après une heure de poursuite et de lutte avait capturé la *Comtesse de Scarborough*. La *Vengeance* avait participé à la capture. Quant à l'*Alliance*, elle s'était approchée à trois reprises des deux combattants enlacés et à chaque passage avait lâché des bordées qui avaient causé de sérieux dommages au *Serapis*, mais malheureusement n'avaient pas totalement épargné le *Bonhomme Richard*. Etant donné l'attitude passée de Landais et les relations détestables entre Jones et Landais, il était fatal que Jones lançât ensuite des accusations terribles contre Landais. Pour l'heure, c'était l'état du *Bonhomme Richard* qui le préoccupait et même le désolait, car, en dépit de tout ce qui fut tenté pour le sauver, après trente-six heures d'agonie, le navire coula le 26 septembre vers onze heures du matin. Dès la veille Jones avait hissé son pavillon sur le *Serapis* et quand le *Bonhomme Richard* eut disparu, donna l'ordre de rallier l'île de Texel aux Pays-Bas. Le *Serapis* faisait route en compagnie de l'*Alliance*, de la *Pallas*, de la *Vengeance* et de la *Comtesse de Scarborough*. Les cinq navires entrèrent dans le port hollandais le 3 octobre. Jones aurait préféré rallier Dunkerque, mais une nouvelle fois les capitaines Cottineau et Nicot n'avaient pas accepté de contrevenir aux ordres de Sartine précisés avant le départ.

NUAGES À TEXEL

Jones était plus que jamais un héros pour les Américains et les Français, plus particulièrement les Bretons, mais pour les autorités hollandaises il était fort encombrant. À peine l'ambassadeur de Grande-Bretagne, sir Joseph York, eut-il connaissance de l'arrivée de Jones et de ses navires qu'il multiplia les démarches menaçantes auprès des autorités hollandaises, pour qu'elles expulsent « ce ramassis de pirates et de rebelles » en les sommant de reprendre la mer et qu'elles restituent sans tarder le *Serapis* et la *Comtesse de Scarborough* à la *Royal Navy*. La Hollande était un pays neutre et si elle n'obtempérait pas, elle s'exposait à un conflit armé avec la Grande-Bretagne. Deux partis s'affrontaient [163] alors aux Pays-Bas. Les « amis du prince » soutenaient le prince d'Orange, *stathouder* héréditaire de Hollande, ami des Anglais⁸³ et les « patriotes » qui avec la majorité de l'opinion étaient favorables aux *Insurgents*. Ils approuvaient ceux d'entre eux, qui, de l'île de Saint Eustache dans les Caraïbes, faisaient passer des armes aux rebelles américains. Aussi, à propos de Jones, le *stathouder* voulait-il satisfaire aux réclamations britanniques tandis que les patriotes s'y opposaient. La situation stagnait. Cependant grâce à Jean de Neufville, marchand et banquier, vieil associé commercial de Chaumont et à Dumas, agent américain, tous les deux en Hollande et contactés par Chaumont et Franklin, les navires furent d'abord ravitaillés en eau et nourriture, fournitures diverses, puis remis en état. Le *Serapis* en avait bien besoin. Un peu plus tard les Américains blessés purent être débarqués et les prisonniers britanniques remis aux Hollandais en échange de prisonniers américains conduits au Texel.

Pendant ce temps l'ambassadeur de France, le duc de la Vauguyon en liaison avec Sartine et Vergennes, s'efforçait de trouver une solution. Il fut d'abord question de faire naviguer l'escadre sous pavillon français. Jones refusa parce qu'il aurait dû affirmer sous serment que durant la croisière, il était titulaire d'une commission française de capitaine et non pas d'une commission américaine. Vauguyon contraignit Jones à transférer son pavillon sur l'*Alliance*. Il fut dès lors privé de son autorité

⁸³ Le *stathouder* héréditaire Guillaume V déclaré majeur en 1766, de mère anglaise, avait des liens de famille avec le roi d'Angleterre. C'était un homme faible, dominé par son épouse prussienne, nièce du grand Frédéric.

sur les quatre autres navires. Landais, très gravement mis en cause par Jones dans un long rapport à Franklin, avait, dans l'intervalle, reçu du ministre américain à Paris l'ordre de venir le rejoindre à Passy et avait donc quitté l'*Alliance*.

Les Britanniques pensaient bien pouvoir s'emparer de Jones et de l'*Alliance*. Ils l'attendaient en croisant le long des côtes de Hollande. La Vauguyon proposa à Jones de lui procurer des lettres de marque de corsaire français qui dans une certaine mesure l'auraient protégé de la vindicte britannique s'il avait été pris. L'Américain refusa et, le 27 décembre, l'*Alliance* quitta le Texel, se glissa à travers les patrouilles britanniques, descendit le long de la Manche infestée de navires ennemis jusqu'au golfe de Gascogne, et au large de l'Espagne Jones rencontra un petit navire américain chargé de tabac, qu'il escorta jusqu'à l'île de Groix, où il jeta l'ancre le 10 février 1780. Il rallia Lorient deux jours plus tard. Son équipage, épuisé, réclamait sa solde et son argent de prise.

Sartine avait fixé Texel comme but de la croisière avant le retour en France parce qu'une importante flotte marchande y était bloquée. Jones et son escadre l'auraient escortée jusqu'aux ports français. L'état de l'escadre et la concentration de navires britanniques à l'affût rendaient ce plan caduc. La [164] *Pallas* et la *Vengeance* furent vendues de façon fictive à des marchands hollandais pour naviguer sous pavillon neutre. Le capitaine Cottineau prit le commandement du *Serapis* confiant la *Pallas* à l'un de ses officiers et le capitaine Nicot prit celui de la *Comtesse de Scarborough*, confiant la *Vengeance* à son second. Ils quittèrent le Texel peu après Jones et réussirent comme lui à se faufiler au milieu des patrouilles britanniques. Ils rejoignirent Dunkerque à la mi-janvier 1780. Après un court séjour, Cottineau reprit la mer avec le *Serapis* qu'il conduisit à Lorient où il arriva le 7 février 1780.

DISCORDES

Revenu à Lorient, Jones avait pour souci principal la vente et le partage de l'argent des prises. Il se préoccupait aussi de la remise en état de l'*Alliance*, répondait à des sollicitateurs, comme cet officier de Saint-Malo qui demandait à servir sous ses ordres, fréquentait des notabilités de la ville, venait en aide à des humbles comme cette veuve Rios dont il paya une dette ou intervenait en leur faveur comme il le fit pour Maturine Grennec arrêtée pour avoir illégalement servi à boire à ses matelots. Il n'oubliait pas d'adresser d'aimables billets à une certaine comtesse de Lowendahl vaguement flattée de cette attention. Jones aimait la poésie, s'inspirait du poète écossais James Thomson et de ses « Saisons », se risquait lui-même à tourner des vers. Il revenait vite, toutefois, à la prosaïque réalité. Il lui fallait régler ses comptes avec Landais. Il quitta Lorient pour Passy à la fin du mois d'avril. Franklin tardait à sanctionner Landais comme Jones l'eut souhaité. Il avait longuement entendu le capitaine de l'*Alliance* et ne parvenait pas à conclure en faveur de la culpabilité ou de l'innocence de Landais. Un rapport détaillé du capitaine Cottineau lui faisait penser que Jones n'était pas totalement crédible dans le récit des événements de la croisière, plus particulièrement de la bataille de Flamborough. Jones soutenait que Landais était un fou et un traître qui avait délibérément ignoré les signaux et les cris de son équipage et dont les bordées avaient visé et atteint beaucoup moins le *Serapis* que le *Bonhomme Richard*, très éprouvé et perdu par sa faute. Franklin conseillait à Landais de résigner sa commission de capitaine, ce qu'il se gardait bien de faire. Arthur Lee l'encourageait à résister.

Jones était également mécontent de la lenteur des opérations de vente des prises, à Lorient, à Dunkerque et à Bergen. Ses sentiments amicaux envers Chaumont s'étaient brusquement métamorphosés en hostilité sans nuance depuis son arrivée au Texel. Dans ses lettres à Franklin, il multipliait des

[165]

*Paul Jones à l'abordage d'un navire anglais.
(Dessin de Darley).*



[166]

reproches envers Chaumont qu'il accusait d'être à l'origine de tous les maux dont il avait été accablé. Chaumont n'avait pas fourni au *Bonhomme Richard* une artillerie valable, il avait recruté un équipage de bons à rien. Il avait fait par surprise signer un concordat qui avait encouragé la rébellion des autres capitaines, il soutenait Landais contre lui, Chaumont était soit un incapable soit plutôt un homme prêt à le sacrifier par intérêt personnel. Chaumont, surpris et résigné, ne répondait pas ⁸⁴.

LE HÉROS REVIENT À NANTES

Peut-être pour changer d'air, Jones revint à Nantes comme il se l'était promis. C'était au début du mois de juin 1780. L'accueil de la ville fut délirant. Il y séjournera une semaine, fut reçu à la nouvelle loge maçonnique « la Paix et l'Union », fondée en 1776, qui donna à cette occasion un banquet magnifique. Le public se pressait sur ses pas pour l'acclamer et quand il se rendit au théâtre, l'affluence était telle et la salle si remplie que la moitié de ceux qui se pressaient pour entrer dut rester à la porte. Les femmes surtout l'admiraient sans réserve, comme le relatait si élégamment peu après son passage la « correspondance secrète littéraire et politique » : « les dames de la ville lui ont également témoigné combien sa valeur guerrière méritait auprès d'elles ». Les épouses des grands négociants et armateurs parmi les plus en vus, Mesdames Walsh, Grou, Clarke, O'Sheil avaient préparé des bouquets à son intention et la fille du lieutenant du roi, mademoiselle de Menou lui offrit une cocarde.

Alors que Jones recevait les acclamations de Nantes, Landais, à qui Franklin avait ordonné de regagner les États-Unis pour se présenter devant le congrès, était revenu à Lorient. Il avait repris son commandement sur l'*Alliance* dont l'équipage lui était favorable selon Thomas Lee et avait donné, au nom du congrès des ordres à Schweighauser de

⁸⁴ Dans son ouvrage consacré à Leray de Chaumont, Thomas J. Schaeper consacre de longs développements à l'évolution des relations entre Jones et Chaumont, et aux multiples griefs de Jones à l'égard de Chaumont. Il s'attache à montrer que la plupart étaient infondés, injustes, irrationnels.

Nantes, pour le ravitaillement du navire. Le banquier nantais envoyait les factures aux commissaires américains à Passy. Landais avait l'intention de rejoindre les États-Unis, avec l'*Alliance*, ce à quoi s'opposait le commandant du port de Lorient, M. de Thévenard qui avait reçu des ordres. Landais passa outre et Thévenard ne crut pas devoir s'opposer par la force au départ de la frégate. Aux États-Unis Landais sera traduit devant une cour martiale à Boston le 20 novembre 1780 et exclu de la marine américaine ⁸⁵.

À Nantes, les relations entre Jonathan Williams, le neveu de Franklin, et le clan Schweighauser-Dobrée soutenu par Arthur Lee, devenaient très tendues. L'affaire Landais les avait encore altérées davantage et le conflit [167] manqua de dégénérer à Lorient le 15 juin 1780. Thomas Lee, le neveu d'Arthur Lee, ayant entendu dire que Jonathan Williams avait récemment tenu des propos insultants sur son oncle Arthur, saisit deux pistolets et accompagné de deux amis qui seraient ses témoins, se rendit à l'hôtellerie où résidait Williams. Il le trouva, le somma de se rétracter, ce que Williams refusa de faire et lui donna le choix des armes, du lieu, de l'heure. Ici et maintenant dit Williams qui laissa à Thomas Lee le premier tir. Lee rata d'un pouce Williams qui lui offrit un second tir ce que Lee refusa. Quand ce fut son tour de tirer, Williams ouvrit une fenêtre et tira en l'air. Ces détails sont connus grâce à une lettre que Chaumont écrivit à Vergennes. Franklin fut paraît-il très satisfait du comportement de son neveu. On aimerait savoir en quel lieu dans l'hôtellerie s'affrontèrent ces frères ennemis. Les écuries ?

Quand le duel eut lieu à Lorient, Jones était déjà reparti à Paris où cet écorché vif, toujours insatisfait, toujours avide de compliments, d'applaudissements, de reconnaissance, recueillit de nouveaux lauriers. Il faillit même en recevoir de véritables car le directeur du théâtre où il était allé voir jouer *le siège de la Grenade* honoré par la présence d'un aussi prestigieux spectateur voulait, en fin de séance, faire descendre sur sa tête une couronne, au moyen d'un système de cordes et de poulies. Le loup des mers déclina ce couronnement d'un goût qui lui parut douteux. En revanche quelle gloire le 17 juin 1780 d'être présenté au roi qui écoutait le récit de ses combats et lui offrait une épée d'or.

⁸⁵ Rentré en Bretagne, il reprit du service dans la marine française et parvint au grade de vice-amiral en 1792. Il retourna vivre en 1797 à New York où il mourut en 1820.

« Récompense de Louis XVI à un valeureux défenseur des droits de la mer » y était-il gravé. Et il fut décoré de la croix du mérite militaire ⁸⁶. La reine, elle-même charmée de voir le héros, lui faisait présent d'une médaille et d'une chaîne en or.

RETOUR AU PAYS

Malgré ces amicales démonstrations, Jones voyait en Europe un horizon bouché et se laissait convaincre de regagner l'Amérique d'autant que la *Comtesse de Scarborough* avait été vendue à Dunkerque par les agents de Chaumont, à la fin du printemps et le *Serapis* à Lorient le 22 juin 1780, tous les deux dans des ventes aux enchères publiques. Jones et ses marins allaient pouvoir toucher une partie de l'argent des prises, auquel ils avaient droit. Sartine, qui devra renoncer à son ministère en octobre de l'année 1780, allait encore intervenir probablement à la demande de Franklin en prêtant à la marine américaine une petite frégate de vingt canons, l'*Ariel* à l'intention de Jones. Le *commodore* revint à Lorient en juin 1780 pour prendre le commandement [168] du navire et préparer son départ. Des charpentiers de marine travaillent sur l'*Ariel* en juillet. Le 2 août, Jones offre une somptueuse réception à son bord, en l'honneur du duc Louis-Hercule de Cossé-Brissac, commandant de Port-Louis. Le 12 septembre il venait chez maître Olivier, notaire à Lorient, établir une procuration, ce que les marins avaient coutume de faire mais certainement en faveur de moindres personnages. Jones, en effet, constituait ses procureurs généraux et spéciaux, son excellence Benjamin Franklin, ministre plénipotentiaire des dits États-Unis d'Amérique, à la cour de France, demeurant à Passy, près Paris, Edouard Bancroft, docteur en médecine, demeurant aussi à Passy, Jonathan Williams demeurant à Nantes, Jacques Moylan et Jonathan Nesbitt, négociants, demeurant à Lorient. Il leur donnait pouvoir de gérer ses affaires en Europe ou autres lieux et de recevoir notamment les sommes qui pourront lui revenir en parts des prises qu'il a faites, soit en qualité de

⁸⁶ L'ordre du mérite militaire avait été institué par Louis XV en 1759 pour récompenser les officiers de religion protestante, notamment étrangers, qui ne pouvaient être admis dans l'ordre de Saint-Louis. Les chevaliers portaient la croix attachée par un ruban bleu foncé à la boutonnière de l'habit.

commandant en chef d'une escadre, soit en qualité de capitaine du vaisseau le *Bonhomme Richard* et de tous les autres vaisseaux.

L'*Ariel* qui s'était élancé vers l'ouest le 6 octobre fut pris dans une « tempête furieuse » au large de Penmarc'h, faillit être drossé contre les récifs de ce *Finis Terrae*, démâta et dut revenir à Groix. Jones avait-il du mal à s'arracher aux rivages bretons ? Attendait-il de nouvelles parts de prises ? Jones fut encore lorientais du 16 octobre au 18 décembre. Cette fois, ce fut un vrai départ pour les États-Unis où il parvint à Philadelphie le 18 février 1781. En cours de route, le corsaire américain avait encore capturé un navire anglais, le *Triomphe*.

John Paul Jones venait de passer trois ans en Europe, dont une bonne partie à Nantes, Brest, Lorient surtout, dans une Bretagne qui lui était devenue presque aussi familière que son Écosse natale.

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[169]

Pierre Landais.



(Collection familiale).

[170]

[171]

**La Bretagne
et la guerre d'Indépendance américaine.**

Chapitre 7

ARMAND TUFFIN, MARQUIS DE LA ROUERIE OU LE COLONEL ARMAND DANS LA GUERRE D'AMÉRIQUE

LES PREMIERS VOLONTAIRES

[Retour à la table des matières](#)

Au cours de la guerre d'indépendance américaine se produisaient de multiples chassés croisés franco-américains entre les deux continents. On l'a vu dans les précédents chapitres, des marins et aussi des diplomates, des politiques, des commerçants américains, ces derniers avec leurs propres armes, venaient lutter en Europe pour la liberté de leur pays tandis que des Européens avant tout, pour ne pas dire presque tous, des Français, partaient combattre en Amérique. Précédant le corps expéditionnaire envoyé par la France, de nombreux jeunes hommes et de moins jeunes s'étaient portés volontaires pour faire la guerre aux côtés des Américains.

Le premier de ces volontaires fut un Breton de Châtelaudren, entre Saint-Brieuc et Guingamp, Gilles Barazer de Kermorvan, qui avait servi trois ans dans l'armée turque et avait été promu colonel par le sultan. C'est peut-être Vergennes qui avait lui-même été autrefois

ambassadeur à Constantinople qui l'avait mis en relation avec Barbeu-Dubourg. Les Américains manquaient d'officiers d'artillerie et du génie, ce que savait Barbeu. Dès avril 1776, il fit partir en Amérique Kermorvan qui reçut en juillet du Congrès la commission

[172]

*Le marquis Armand Tuffin de la Rouerie "Colonel Armand"
dans l'armée de George Washington.*



(Gravure anonyme du début du XIX^e siècle).

[173]

d'ingénieur ainsi que le grade de lieutenant-colonel et contribua à fortifier Billingsport sur la Delaware. Sans doute son caractère s'accordait-il mieux avec des actions plus risquées car il passa aux *riflemen* (fusiliers) où « son zèle et son intrépidité » firent merveille dans de périlleuses missions de reconnaissance de l'armée ennemie du général Burgoyne ⁸⁷.

Antoine de Mauduit du Plessis, originaire d'Hennebont, se trouvait aussi parmi les premiers volontaires. Il était pauvre, courageux, tenace, aimait la liberté, la simplicité et qu'on l'appelât Duplessis-Mauduit. Agé de vingt-trois ans, il avait embarqué à Saint-Nazaire sur le *Mercury*, en compagnie du liégeois Prudhomme de Boire, autre artilleur. Le navire avait levé l'ancre le 5 février 1777 et après une traversée sans incident, arrivait en rade de Portsmouth, dans le New Hampshire, le 17 mars. Le *Mercury* transportait les premiers volontaires ainsi que des armes et des vêtements rassemblés par Beaumarchais. Il précédait de peu l'*Amphitrite*, chargée d'une identique cargaison et qui, partie du Havre, était venue à Lorient, puis à Nantes chercher un pilote avant de s'élancer à travers l'Atlantique. A son bord se trouvaient d'autres volontaires parmi lesquels le lieutenant d'artillerie nantais François de Romanet.

De Mauduit avait reçu du congrès un brevet de capitaine d'artillerie le 19 septembre 1776 et pris son poste dans l'armée de Washington le 15 avril 1777. Il combattit à Brandywine et à Germantown. Reparti en France en 1779, il reviendra dans l'armée de Rochambeau ⁸⁸.

Pour voir arriver d'autres combattants, il faut attendre le printemps 1777 quand les commissaires américains sont en poste à Paris et que s'organise un peu le volontariat. Un des tout premiers sinon le premier fut Armand Tuffin, marquis de La Rouerie, Breton lui aussi. Son dernier biographe, Christian Bazin, dit qu'il est « de ces personnages qui ont fait l'Histoire et que l'Histoire, on ne sait pourquoi, n'a pas retenus. Il a aidé la république américaine à conquérir sa liberté et c'est le nom

⁸⁷ Il se retira le 5 mars 1778 avec le grade de colonel et rentra en France.

⁸⁸ Il eut une belle conduite à Yorktown. Nommé colonel au régiment de Port-au-Prince, il eut à réprimer les troubles dans un contexte difficile en 1789 et 1791 fut massacré par des soldats révoltés.

de La Fayette qui y est associé, non le sien » ⁸⁹. C'est ici l'occasion de relater l'aventure américaine de cet homme d'exception après avoir brièvement rappelé les étapes de son existence, qui la précédèrent.

ENFANCE BRETONNE. JEUNESSE PARISIENNE

Le marquis de La Rouerie était né à Fougères en 1751 et il avait été élevé non loin de là, au château de la Rouerie, dans la paroisse du même nom, aujourd'hui Saint-Ouen-La-Rouerie, à deux pas de la Normandie. Il était [174] d'une vieille famille de bonne noblesse bretonne — on retrouve le nom jusqu'au XII^e siècle — dont presque toutes sinon toutes les alliances étaient de cette province. Il n'avait presque pas connu son père, tôt disparu, ses frères et sœurs étaient morts en bas âge et sa mère avait pour lui un fort attachement dont elle lui donnera de fréquents témoignages. La première partie de son parcours, tout à fait classique, fut celle d'un jeune noble de province, né dans une famille d'une assez confortable aisance. Destiné aux armes, il eut un maître d'armes, apprit à monter à cheval et à danser. Il eut des précepteurs qui lui apprirent le latin, l'anglais et l'allemand. Enfant, il aimait jouer avec les gamins des environs, se montrait d'une énergie débordante et d'un caractère bagarreur. Quand il eut atteint ses quinze ans, sa famille fit pour lui l'acquisition d'un brevet d'enseigne au régiment des gardes françaises. Il quitta la Bretagne pour Paris.

Plutôt grand, brun, mince, élégant, beau garçon, de caractère enjoué, La Rouerie dans son bel habit bleu pouvait séduire. Il habitait dans les beaux quartiers, prenait son service à Versailles, auprès du roi Louis XV. Au début ces nouveautés lui plurent et le distrayèrent puis il s'ennuya et commença à se dissiper.

Un jour ses pas le conduisirent à l'Académie de musique pour y voir et entendre un opéra ballet qui lui parut parfaitement insipide jusqu'au moment où il ne vit et n'entendit plus que mademoiselle Beaumesnil ⁹⁰

⁸⁹ Cf. *Le marquis de la Rouerie*, par Christian Bazin. Avant-propos.

⁹⁰ Henriette-Adélaïde Villard, dite Beaumesnil - 1748-1813 - avait débuté à l'Opéra en 1766, où elle tint un emploi important pendant 15 ans. Elle y créa

qui tenait le premier rôle. Elle remplaçait Sophie Arnould⁹¹ cantatrice célèbre qui avait manqué d'enthousiasme pour interpréter cette œuvre aussi froide que compassée. Mademoiselle Beaumesnil, à la ville Henriette Villard, n'était pas beaucoup plus âgée que La Rouerie, elle était gracieuse, fraîche et jolie comme une fleur disait Grimm à son sujet. La Rouerie, candide encore et bien jeune pour être seul à Paris, s'enflamma, ne pensa plus qu'à elle, revint l'entendre et forçant l'entrée de sa loge, tout de go lui déclara qu'il l'aimait et même qu'il mourait d'amour pour elle. Mademoiselle Beaumesnil resta sur la réserve. Elle était entretenue par un riche protecteur et, quand elle sut qui était le soupirant, découvrit que l'histoire était piquante mais dangereuse. Le jeune marquis de la Rouerie était le neveu de son protecteur monsieur de la Belinaye et ne se doutait de rien. Elle cacha cette coïncidence et dit seulement qu'elle n'était pas libre. Désorienté mais tenace, le Breton s'en fut consulter Sophie Arnould qui le trouvant romantique voulut le mettre en garde et lui déconseilla d'insister car dit-elle le cœur d'une femme galante est comme une rose dont chaque amant emporte une feuille ; le mari n'a bientôt plus que les épines. Le jeune garde française n'était cependant pas homme à rendre aussi facilement les armes. Il sut où la Beaumesnil demeurait, vit sa fenêtre au [175] second étage, se fit prêter une échelle par des maçons qui travaillaient là, escalada, cogna au carreau. Henriette ouvrit. Il l'adorait, dit-il, et voulait l'épouser. Elle fondit en larmes, jura que c'était impossible, qu'il briserait sa carrière de soldat, le supplia de la laisser s'il avait de l'amour pour elle. Il s'éloigna tristement. À partir de là, une sorte de conte vient se plaquer sur l'histoire sans qu'on puisse bien démêler l'un de l'autre. La Rouerie inconsolable serait parti s'enfermer dans un couvent, on dit même à la Trappe, au moment où furieux d'avoir vu l'échelle et injustement soupçonneux La Belinaye rompait avec éclat sa liaison et laissait la Beaumesnil sans ressources. Puis La Belinaye dans une campagne lointaine se serait égaré lors d'une chasse, et demandant son chemin à un moine qui passait, aurait reconnu son neveu. Surprise, embrassades,

le rôle d'Iphigénie dans l'*Iphigénie en Tauride* de Glück. En 1784 elle fit représenter *Tibulle et Délie ou les Saturnales* - en un acte - dont elle avait écrit la musique.

⁹¹ Sophie Arnould - 1744-1802 - célèbre cantatrice de l'opéra eut de brillants succès surtout dans le rôle de Thélaira dans *Castor et Pollux* de Rameau et dans celui d'Iphigénie dans *Iphigénie en Aulide* de Glück.

explications. Ici l'histoire reprend ses droits. On vit reparaître à Paris l'oncle et le neveu dans d'excellents termes et peu après mademoiselle Beaumesnil avec eux deux et tous les trois les meilleurs amis du monde. Les langues allaient bon train.

La Rouerie n'était plus le même. Il faisait des dettes, était facilement querelleur. Il dînait en compagnie. On servit du poulet. La Rouerie le trouva mal cuit. Son voisin Bourbon-Busset dit qu'il le trouvait à point. Chacun s'entêta. Le ton monta bientôt si haut et les propos allèrent si loin qu'on se retrouva avec des témoins sur le pré. Bourbon-Busset fut sérieusement blessé. On craignit pour sa vie. Il était un ami du roi qui était furieux et parlait de faire pendre La Rouerie. En hâte notre gentil-homme démissionna des gardes françaises et courut à Genève. Bourbon-Busset se rétablit et le roi consentit à ce que La Rouerie revienne en France à condition d'aller s'enfermer dans son château breton et qu'on n'en parle plus.

DE L'ARMORIQUE À L'AMÉRIQUE

La Rouerie fut heureux de revoir sa mère et de retrouver dans sa campagne bretonne, ses amis, ses serviteurs, ses fermiers, ses chevaux et ses chiens. À la réflexion, son duel avec Bourbon-Busset lui paraissait de mauvais goût et son aventure avec la Beaumesnil inutilement tapageuse. La belle poursuivait sa carrière de cantatrice à l'opéra et se faisait applaudir dans l'*Iphigénie en Tauride* de Glück. Moins spirituelle et brillante que Sophie Arnould, elle avait sans doute plus de fond et s'essayait avec assez de bonheur à la composition musicale. Voulait-elle rivaliser avec les hommes ? On aurait pu le croire quand on la vit se battre en duel au pistolet avec une certaine mademoiselle Théodore. Bien qu'il ait eu un enfant d'elle — n'était-il pas de l'oncle ? — La [176] Rouerie voulait tourner la page. Paris et les gardes françaises, c'était le passé. Le présent était paisible et justement cette qualification n'était pas supportable pour un guerrier. Vers quel avenir regarder ? En France, l'horizon était maintenant bouché pour une carrière militaire. C'est pourquoi il prêta la plus grande attention à ce qui se disait et s'écrivait au sujet des événements d'outre-Atlantique. Jusqu'au château de La Rouerie on pouvait entendre les échos de l'agitation qui

s'emparait en France des esprits à l'idée d'une revanche contre l'Angleterre et des applaudissements qui saluaient la révolte des colonies anglaises d'Amérique. Les événements galopaient. Après la révolte, la déclaration d'indépendance et maintenant la révolution, la guerre. L'Angleterre envoyait des renforts écraser la rébellion. Le nouvel état n'accueillerait-il pas avec faveur des volontaires venus combattre avec lui ? C'est ce dont on débattait à la parfaite union, la loge maçonnique du régiment royal Roussillon cavalerie en garnison à Fougères et que fréquentait La Rouerie. Christian Bazin dit que l'Amérique apportait le rachat et la gloire ⁹². La Rouerie prit la décision de partir, réunit quelque argent, demanda à Beaumarchais, dont les opinions et les premières actions en faveur des *Insurgents* étaient connues, de l'aider. Malgré les recommandations de Beaumarchais auprès de son agent au Havre, La Rouerie ne partit finalement pas sur l'*Amphitrite* dont le départ fut retardé.

LE GÉNÉRAL WASHINGTON ET LE COLONEL ARMAND

Accompagné de Lefebvre son fidèle valet de chambre, il embarqua à Nantes en février 1777 sur le *Morris*, capitaine Anderson, brick de trois cents tonneaux, navire marchand, qui comme beaucoup d'autres allait tenter sa chance et s'efforcer de passer à travers les mailles du filet britannique, avec sa cargaison de fusils, de balles et de poudre. Le *Morris* transporte aussi le courrier remis par Benjamin Franklin au capitaine Anderson à destination du congrès. Après deux mois de traversée sans histoire, voici le cap May et la baie de la Delaware, la rivière qu'il faudra remonter jusqu'à Philadelphie, quand soudain, apparaissent des voiles qui grandissent peu à peu et se rapprochent. Le doute n'est plus permis, ce sont trois frégates anglaises en patrouille. Sommé par les signaux d'une des frégates, d'indiquer ce que transporte son navire, le capitaine du *Morris* sans répondre, essaie sans grand résultat d'augmenter sa vitesse en se délestant. Les tirs d'intimidation ont commencé. Anderson tente un échouage, fait mettre une chaloupe à la mer, confie le précieux courrier du congrès à La Rouerie. Les canons

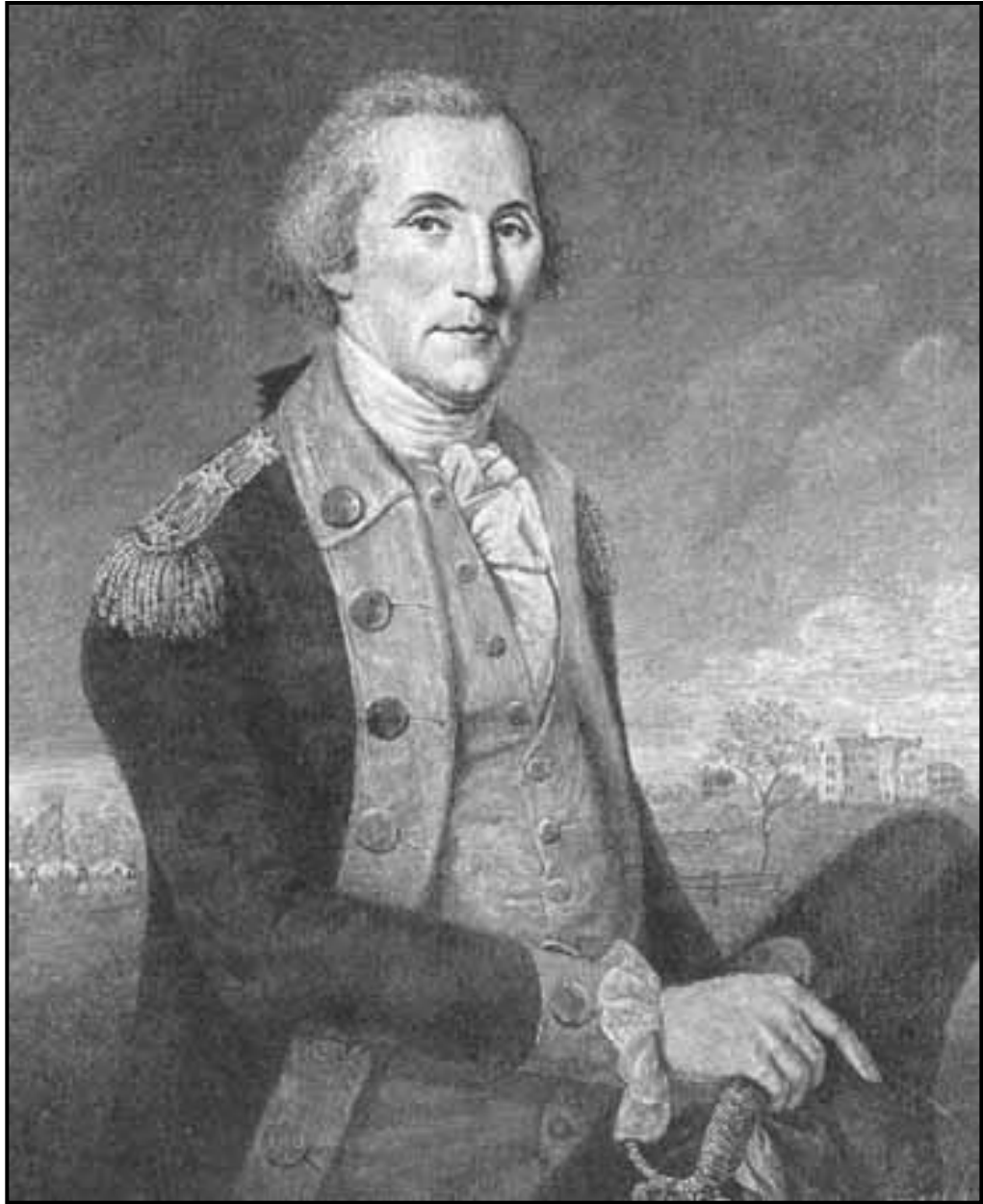
⁹² Cf. Christian Bazin, op. cit., Perrin, 1990, p. 32

tonnent. Les boulets tombent un peu partout. Le *Morris* est éventré, dé-mâté. La chaloupe [177] elle-même, brusquement soulevée chavire. Tandis que La Rouerie, Lefebvre et ceux de l'équipage qui le peuvent, rejoignent la côte à la nage, une formidable explosion secoue l'air. Le capitaine Anderson avait juré qu'il ferait sauter son navire, dut-il sauter avec lui, plutôt que de se rendre aux Anglais. C'est ainsi que le 13 avril 1777 La Rouerie et son fidèle Lefebvre prirent pied sur la terre d'Amérique. Il y avait deux cent milles soit cent cinquante kilomètres à parcourir pour se rendre à Philadelphie, encore à cette date aux mains des *Insurgents*. À travers la campagne fertile du Maryland et de la Pennsylvanie qu'ils découvraient avec curiosité, évitant les loyalistes qui auraient pu leur faire un mauvais sort, ils gagnèrent à pied la capitale du Congrès, qu'ils atteignirent au début du mois de mai. La Rouerie avait pu sauver le courrier de Franklin protégé par une toile huilée ce qui constituait une bonne entrée en matière auprès des parlementaires du Congrès, sorte de gouvernement provisoire et instance suprême de la jeune république, qui avait mis le sort de ses armes entre les mains du général en chef George Washington. Notre Breton augmentait ses chances d'être écouté en s'exprimant dans la langue de ceux qu'il sollicitait. C'était un anglais assez fantaisiste mais fluide et qui lui permettait de se faire comprendre. Pour achever de bien disposer les esprits en sa faveur, il était recommandé par Robert Morris, un très important homme d'affaires de Philadelphie, en relations avec Silas Deane et Chaumont, et qui en décembre 1776 avait été mis à la tête du comité secret du Congrès. C'était un ami de George Washington et le banquier de la révolution. L'examen de passage fut réussi car le 10 mai, La Rouerie recevait du Congrès un brevet de colonel sous réserve de l'approbation du général en chef. Le marquis avait jeté son titre aux orties et il était devenu le colonel Armand. Il le demeura pendant ses campagnes américaines et l'histoire des États-Unis le connaît sous ce nom. Il lui fallait maintenant rencontrer Washington prévenu en sa faveur par un message de Robert Morris qui pour le recommander faisait référence « à des personnes dignes du plus grand crédit ». Le général en chef était à son quartier général de Morristown dans le New Jersey, à cinquante milles au nord de Philadelphie. Après ses combats victorieux de Trenton, puis de Princeton à la fin de l'armée 1776, Washington avait replié son armée épuisée sur cette position où elle était en sécurité et d'où elle pouvait surveiller les mouvements de l'ennemi et protéger ses principales voies de communication.

La Rouerie rêvait d'un commandement plus important que celui de colonel. Robert Morris, dans sa lettre à Washington, évoquait la déception, croyait-il, éprouvée par le Français à propos du poste que le Congrès lui avait assigné. Espérant que le général ferait mieux que le Congrès et pour mettre toutes les chances de son côté, La Rouerie, avant de le rencontrer lui écrivit

[178]

George Washington.



[179]

une lettre dont on peut penser que le commencement souffrait d'une certaine emphase juvénile : « je viens dans votre pays pour le servir et me perfectionner les faibles talents pour la guerre sous le commandement de l'un des plus grands généraux au monde, vous, mon général... » écrivait-il, puis il proposait de « lever soixante à quatre-vingts soldats français dont le nombre pourrait augmenter considérablement avec le temps et les circonstances ». Morrystown était un village situé dans une vallée entourée de montagnes. Le général et ses aides de camp y vivaient avec leurs familles. La vie y était champêtre et patriarcale. Le général reconstituait son armée. Après un deuxième hiver très difficile, le moral de tous était meilleur. L'arrivée dans le New Hampshire du *Mercury* et de l'*Amphitrite*, bourrés d'armes, de munitions, de vêtements avaient redonné de l'espoir. Washington en imposait par son calme, sa sociabilité paisible, l'attention qu'il portait à autrui. Il impressionna énormément La Rouerie qu'il reçut sans tarder. Dès cet instant le gentilhomme breton éprouva pour lui une admiration sans borne et lui témoigna un dévouement et une fidélité qui ne se démentirent jamais. Il y eut réciprocité de sympathie. À la fois ardent et modeste, La Rouerie fut de suite bien accepté par Washington qui aura toujours envers lui une attitude amicale et une grande estime. La promotion du Congrès était confirmée. Le colonel Armand sous les ordres de Washington pouvait lever un corps de partisans dont le nombre ne devait pas excéder deux cents. Le général en chef avait accueilli favorablement La Rouerie mais n'était pas allé au-delà des propositions du Congrès malgré les suggestions de son ami Robert Morris auquel il fit cependant savoir la pleine confiance qu'il avait de la bonne conduite de son protégé.

UNE GUERRE DE PARTISANS

Dès le mois suivant, le 26 juin, La Rouerie eut l'occasion de montrer avec éclat que Washington ne s'était pas trompé à son sujet. Le général en chef lança ses milices descendues des plateaux de Watchung Hills contre les troupes anglaises aguerries du général Howe, le frère de l'amiral Howe, qui tenaient la plaine et le littoral. La Rouerie et ses

quatre-vingts partisans menaient la charge. Ils laissèrent trente des leurs sur le terrain de Short Hills dont les Anglais restèrent maîtres. Les milices et les partisans avaient cependant fait bonne contenance et Washington félicita La Rouerie qui non seulement avait attaqué avec fougue mais qui, grâce à son coup d'œil et son sang-froid avait récupéré un précieux canon tombé aux mains de l'ennemi.

[180]

Quand il s'était porté volontaire pour combattre dans les rangs de l'armée américaine, le colonel Armand s'était engagé à payer de ses propres deniers les armes, munitions, les uniformes et fournitures diverses de ses soldats, ce dont il s'acquitta le plus souvent pour l'essentiel ⁹³. Il avait aussi l'obligation de rallier un corps déjà formé, en l'occurrence celui du major Ottendorf auprès duquel il ne s'éternisa pas. Les partisans sont des auxiliaires de l'armée régulière continentale qui apprécie leur mobilité et leur audace et les utilise comme éclaireurs. Les loyalistes ont aussi des corps de partisans qui combattent aux côtés de l'armée anglaise. Les batailles rangées cèdent le plus souvent la place à une guérilla faite de coups de main et d'escarmouches auxquels se livrent plus spécialement les troupes auxiliaires des deux camps. Les populations civiles sont prises entre deux feux. Les fermiers voient surgir un groupe de cavaliers. Qui sont-ils ? *Insurgents* ou loyalistes ? Que faut-il être ? Pour éviter le pillage on sera comme ils voudront : *Insurgents* avec les uns, loyalistes avec les autres. Mais comment savoir ? Comment reconnaître les uniformes souvent dépareillés, faits de pièces et de morceaux ? Comment distinguer les Hessois des armées britanniques des Pennsylvaniens germaniques de Ottendorf ? Justement le major entretient ces confusions pour piéger l'habitant et le plumer dans tous les cas. Ses mœurs de brigand hérissent La Rouerie qui obtient de le quitter en lui empruntant ses braves soldats, des campagnards pennsylvaniens. Ils formeront le principal de sa troupe à laquelle se joindront quelques prisonniers et déserteurs de Short Hills qu'il recrutera avec l'accord de Washington, pour combler les vides. À peine les a-t-il entraînés qu'ils participent en août à plusieurs combats et très exposés subissent de nouvelles pertes.

L'armée de Washington qui a plutôt pris l'avantage sur Howe et a défilé le 24 août à Philadelphie devant le peuple en liesse et le congrès,

⁹³ Il reçut cependant des subsides du Congrès à plusieurs reprises.

subit une sévère défaite à Brandywine le 9 septembre. La Fayette venu en Amérique en juillet manque d'y laisser sa vie et y récolte, comme il a déjà été dit, une blessure qui lui vaut l'affectueuse sollicitude du général en chef et accélère l'avancée vers le grade de général. Le Congrès le lui accordera le 1^{er} décembre et La Rouerie aurait tant aimé qu'on le lui accordât. Armand et ses partisans se sont sacrifiés pour protéger l'arrière-garde, interdire le passage d'une rivière jusqu'au moment où la petite troupe submergée par le nombre a dû battre en retraite. Cinq cents Anglais et mille Américains sont restés sur le carreau. Philadelphie est perdue, évacuée en hâte par le Congrès. C'est au tour de l'armée anglaise d'y défiler, aux applaudissements de la foule. La révolution américaine est bien en marche et la guerre d'indépendance se double d'une guerre civile. À Germantown, le 3 octobre, où La Rouerie et ses hommes se [181] battent une nouvelle fois, Washington ne parvient pas à inverser la série des revers. Depuis l'automne, le corps des partisans du colonel Armand est rattaché à la légion du général Pulawski, héros polonais qui après avoir servi en France, commande ici la cavalerie depuis le 15 septembre. Voici venue la mauvaise saison, les grandes opérations vont s'interrompre et l'armée ira prendre ses quartiers d'hiver à Valley Forge au sud de Philadelphie où les Anglais que Washington n'a pu déloger, s'installent confortablement. Cet hiver à Valley Forge laissera un souvenir terrible aux *Insurgents* dépourvus de tout. Auparavant La Rouerie s'était trouvé, on ne sait pourquoi ni comment, à Gloucester, le 25 novembre en compagnie de La Fayette, à la tête de *riflemen* (fusiliers) qui partis en mission de reconnaissance chargèrent trois cent cinquante Hessois affectés à la protection du camp anglais du général Cornwallis. Duplessis-Mauduit participait à l'action. La surprise fut totale : un mort chez les attaquants, soixante tués ou prisonniers dans le camp anglais. La Rouerie fut une nouvelle fois couvert de compliments par le Congrès et par le général en chef et La Fayette fut promu général.

L'HIVER À VALLEY FORGE

Après un dernier engagement au début du mois de décembre à White Marsh où il combat avec les quelques cavaliers qui lui restent, sous les ordres du comte Pulawski, La Rouerie cherche à reconstituer sa troupe pendant l'hiver à Valley Forge. Washington pourtant très occupé mais à qui toutes affaires petites et grandes sont soumises, et plus encore s'il s'agit de ses amis français, reçoit avec patience les appels, sollicitations, réclamations et doléances généralement justifiées de La Rouerie. Le colonel Armand souhaiterait trouver de nouvelles recrues parmi les prisonniers de Saratoga puisque après cette divine surprise survenue, on s'en souvient, le 17 octobre 1777, plusieurs milliers d'entre eux se trouvent à Albany, proche du champ de bataille. Le Congrès, sollicité par La Rouerie, transmet la demande au général. Le général n'est pas d'accord.

Mais, anciens déserteurs ou pas, les soldats du colonel Armand ne sont pas des anges. Voici qu'on les accuse de vol et de pillage. Leur patron qui a toujours été intraitable dans ce domaine et a toujours veillé à une stricte discipline se fâche. Il écrit à Washington, surpris que ses soldats aient trompé la vigilance de trois sentinelles puis d'un officier et neuf hommes de garde et il rappelle qu'aucun de ses soldats et même de ses officiers n'est autorisé à sortir sans permission signée de lui : « afin d'empêcher, par-dessus tout, quelque [182] violation que ce soit de la propriété privée ». Au cas où de tels incidents se produiraient malgré tout, il veille, dit-il, à dédommager les habitants, à ses propres frais. Le colonel dit vrai. Après la guerre les habitants de Yorktown ⁹⁴ en Pennsylvanie témoigneront du comportement irréprochable des officiers et soldats de son corps, pendant plus de dix mois de séjour. En attendant il signale à Washington que le commandement n'a pas sanctionné des déserteurs pour lesquels il a demandé la cour martiale. Enfin, le colonel Armand n'est pas heureux avec certains de ses supérieurs hiérarchiques et voudrait bien en changer. Nouvel appel à Washington pour ne plus être sous les ordres du général Stirling qui « non seulement n'a aucune gratitude pour la manière dont on combat pour sa gloire et

⁹⁴ Adresse des habitants de Yorktown en Pennsylvanie au brigadier général Armand marquis de la Rouerie, de Yorktown le 12 novembre 1783, cf. *op. cit.*, p. 260.

le succès de vos armes, lui écrit-il, mais, au contraire, s'attache à abaisser ce qu'un homme a fait de bien et le mal qu'il a souffert ». Il voudrait bien aussi ne plus avoir affaire au général Conway dont les officiers au cours d'une querelle qui dégénérât se préparaient à faire marcher un régiment baïonnette au canon contre lui et ses hommes. Conway, Irlandais qui avait longtemps servi la France et qui était venu au début de 1777 sur l'*Amphitrite*, va intriguer contre Washington qu'il voudrait voir céder la place à Gates. Il sera contraint de démissionner et La Rouerie, d'ailleurs complètement à l'écart de ces événements, n'aura plus à s'en soucier ⁹⁵. Il arrive que les frais d'entretien de sa légion dépassent ses capacités d'y faire face, si généreux et si désintéressé soit-il. Il fait dans ce cas une demande de subsides au bureau de la guerre du Congrès qui parfois y répond favorablement.

La Rouerie s'adresse à Washington comme à un père juste et bon. Toutes ses lettres après les récriminations se terminent par l'assurance renouvelée de son zèle, son obéissance, sa fidélité indéfectible.

À la même époque le général von Steuben, parfaite incarnation de l'esprit prussien, venu en Amérique sur les conseils du prince de Bade, transformait une armée inorganisée, indisciplinée, mal entraînée de sans-culottes et de va-nu-pieds en une efficace machine de guerre de bonne apparence. C'est ce que chacun put constater lors de la grande parade du 7 mai 1778 à Valley Forge en l'honneur de l'alliance franco-américaine. Washington félicita l'armée et remercia von Steuben chez lequel La Fayette n'avait décelé qu'une médiocrité méthodique. Quant à von Steuben qui avait rencontré La Rouerie et l'avait trouvé malheureux, il s'était également trompé en concluant qu'il ne resterait pas longtemps en Amérique ⁹⁶.

⁹⁵ Conway dirigera en 1792 la conjuration contre-révolutionnaire du midi de la France.

⁹⁶ Organisateur hors pair, von Steuben se conduisit de façon injuste et cruelle envers des Hessois qui, prisonniers des Américains, s'étaient engagés dans l'année américaine et, leur temps terminé, demandaient à être libérés.

[183]

HÉROS DE LA GUERRE D'AMÉRIQUE

En Amérique, La Rouerie allait demeurer encore longtemps et au printemps de 1778, le Congrès l'autorisait même à commander un corps de « chasseurs libres et indépendants » de 450 hommes et 14 officiers d'ailleurs plutôt autonomes qu'indépendants puisque rattachés à l'armée continentale et soumis à son commandement, ce qui, pour leur chef, le colonel Armand présentait l'immense avantage d'être financièrement pris en charge par le Congrès. En fait, la légion du colonel Armand, composée de cavaliers et de fantassins ne comptera pas plus de trois cents hommes, ce qui était déjà nettement plus que les quatre-vingts du début. Les cavaliers sont des dragons qui peuvent prendre en croupe des fantassins et s'il le faut combattre à pied avec eux.

En août 1778 le colonel et sa légion quittaient Valley Forge, sur ordre de Washington, partaient en direction du nord dans la région de New York et se plaçaient sous le commandement du général Scott dont les troupes se trouvaient à l'ouest et au nord-ouest de cette ville tandis que l'armée anglaise campait à Manhattan. Les armées des deux camps ne recherchent pas la bataille rangée où elles engageraient toutes leurs forces mais se combattent dans le vaste territoire que les sépare sous forme d'affrontements brefs et limités d'unités de cavalerie envoyées en reconnaissance avec mission d'observer l'ennemi, de l'inquiéter, de gêner ses mouvements et si possible de les lui interdire. Ce type de combat nécessite de l'ardeur, de l'audace, de l'imagination, de l'endurance et aussi bien évidemment du courage, toutes qualités dont La Rouerie est abondamment pourvu et qu'il va encore montrer, ce qui ne surprendra pas car sa réputation de combattant d'élite est déjà bien établie. Ainsi par exemple, le 12 octobre, en reconnaissance avec une vingtaine de ses dragons, on le verra s'aventurer près de King's Bridge et l'île de Manhattan, surprendre des Hessois et poursuivi par la cavalerie anglaise ramener trois chevaux et deux prisonniers.

En août 1779, le général Scott est remplacé par le général Howe (un homonyme du général anglais), dont le quartier général est à Ridgefield, Connecticut. L'espace intermédiaire entre les armées ennemies,

que les combattants appellent *neutral ground*, le terrain neutre, est plus que jamais parcouru par des éléments mobiles des armées régulières ou par des partisans loyalistes ou *Insurgents*, rattachés aux armées. Les uns et les autres effraient les populations apeurées, certains les terrorisent, détruisent les biens de ceux qu'ils soupçonnent d'appartenir au camp ennemi, tandis que d'autres se taillent une réputation de rançonneur. Le général américain Howe demande à ses troupes de protéger les habitants des insultes et ravages de l'ennemi et La Rouerie reçoit la mission de débarrasser le pays du colonel britannique Simcoë qui avec des *queen's rangers* fait précisément [184] partie des plus sinistres insulteurs et ravageurs. Lancée jusqu'à cinquante kilomètres de New York, dans le New Jersey, la légion Armand réussit à cerner Simcoë et à le faire prisonnier quand il s'apprêtait à couler des navires rebelles amarrés le long des rives de la Raritan.

Un peu après, en novembre 1779, La Rouerie accomplit un nouvel exploit qui accrut encore sa renommée et dont on parlait toujours dans la région de New York un siècle plus tard. Il s'agissait de mettre hors d'état de nuire le major Baremore, le chef d'un corps de loyalistes, un Américain qui avait tout misé sur la victoire des Anglais et dont la férocité augmentait à mesure que leur victoire tardait à venir. On ne prononçait son nom qu'à voix basse. Fourni par un informateur ami, un renseignement parvient le 6 novembre à La Rouerie qui campe avec sa légion et la division Scott à Tarey Town au nord de New York. Baremore se repose dans une maison de Morrisania, l'actuel Bronx à cinquante kilomètres de la légion Armand. La Rouerie et ses hommes partent à la nuit, franchissent à cheval plus de quarante kilomètres, parviennent à un pont non loin duquel se trouve le camp de plusieurs centaines de Hessois. Le gros de la troupe d'Armand reste à la garde du pont tandis que lui-même poursuit sa course en territoire ennemi avec deux officiers et vingt-deux cavaliers, repère sept kilomètres plus loin au point du jour le logis de Baremore, s'en approche silencieusement, l'encerclé, y pénètre en trombe et avec ses hommes tombe sur Baremore et cinq de ses compagnons, en plein sommeil et abasourdis. Le retour, avec les prisonniers, s'effectue au même rythme soutenu, sur le qui-vive jusqu'au pont puis un peu moins rapide. Vers midi, le 7 novembre, fourbus après ce raid de cent kilomètres à cheval, effectué quasiment d'une seule traite, dont quinze en territoire ennemi, heureux d'avoir réussi, la légion Armand et son chef pénètrent dans le camp de

la division Scott où la nouvelle de leur succès se répand et où les hurras se répercutent en écho.

La Rouerie récompensa ses dragons qui par discipline n'avaient pas pillé ni incendié la maison du major. Il leur distribua quatre cents dollars et Washington félicita le chef et sa légion. « Le secret, la précaution, la bravoure et la discipline montrés par le colonel et son corps à cette occasion leur font le plus grand honneur » écrivit-il. La Rouerie renouvela son exploit trois semaines plus tard en allant cueillir au même endroit, un officier de Baremore et deux soldats qu'il ramena prisonniers.

DÉFAITE AU SUD

Après la défaite de Savannah et la prise de Charleston, les Anglais dominaient au sud, c'est-à-dire en Géorgie et dans les deux Carolines. Washington résolut de faire cesser cette domination et y renforça au printemps 1780 les [185] troupes américaines dont il donna en juillet le commandement au général Horation Gates, le vainqueur de Saratoga. La Rouerie avait demandé à Washington à être transféré au sud pour y remplacer le comte Pulawski, brigadier général, tué à Savannah et où il aurait de meilleures opportunités d'avancement. Washington transféra la légion Armand à l'armée du sud avec les régiments du Delaware et du Maryland mais le colonel Armand resta colonel. Les survivants du corps Pulawski avaient été intégrés à sa légion dès février, par décision du congrès. Gates se fixa pour objectif de faire sauter le verrou que constituait le camp anglais de Camden en Caroline du sud, dont les sept cents hommes, croyait-il, ne tiendraient pas devant l'attaque-surprise de nuit de ses quatre mille soldats. L'affaire qui se présentait assez bien se termina mal, très mal. L'armée de 3 500 hommes du général anglais Cornwallis n'était pas dispersée comme le croyait Gates sur la foi de mauvais renseignements, mais en grande partie rassemblée à Camden, bien installée et bien nourrie. L'armée de Gates, hétéroclite quand il en avait hérité fin juillet n'était pas en meilleur état trois semaines plus tard. Elle était même plus affamée que jamais après sa longue marche dans un pays aride, hors d'état de la nourrir. Cette armée de milices manquait de cavalerie assez nombreuse pour les reconnaissances et

n'avait pas de train des équipages qui aurait soulagé les hommes réduits à tout porter. Et cependant, arrivé à proximité de Camden, Gates décida le 15 août que son armée attaquerait le lendemain avant l'aube et réunit ses officiers pour leur donner ses ordres. La légion Armand serait en tête, et au centre, l'infanterie, sur chaque flanc, serait prête à monter en ligne. La Rouerie était catastrophé et furieux. Il n'avait jamais vu la cavalerie placée en première ligne de bataille, dans une complète obscurité et il croyait que Gates voulait se venger de lui après une altercation. Il avait très peu apprécié que le général lui emprunte des chevaux pour tirer ses canons.

À dix heures du soir la légion Armand commença la marche d'approche flanquée d'une compagnie d'infanterie à sa droite, d'une autre à sa gauche. La nuit était obscure, la chaleur étouffante. Parmi les officiers de La Rouerie, il y avait le chevalier de Fontevieux et l'Américain George Schaffner qui resteront ses compagnons jusqu'à sa mort quand viendront la Révolution française et la conjuration bretonne ⁹⁷. Il y avait aussi le fidèle Lefebvre qui allait être fait prisonnier. A deux heures du matin, un coup de feu claque. Les dragons anglais du colonel Tarleton, connu pour sa brutalité et qui était la terreur des populations, sont au contact. Eux aussi pensaient surprendre les continentaux. La cavalerie anglaise rameutée, bientôt appuyée par l'infanterie montée en ligne bouscule et décime les dragons de la légion Armand gênés par l'infanterie. Après quelques succès au début, les continentaux refluent. L'attaque [186] est ratée. Le lendemain, Gates tente un nouvel assaut. Les milices sont rapidement stoppées puis submergées et mises en fuite par l'infanterie anglaise qui avance en masses compactes baïonnette au canon. Camden n'était plus seulement une défaite, c'était une déroute. La Rouerie et ce qu'il lui restait de soldats bloquaient une route pour rallier les fugitifs et Tarleton dut regrouper ses dragons pour les déloger. Le général Gates, lui-même en fuite, n'avait pu les jours suivants, récupérer que sept cents soldats à son nouveau quartier général de Hillsborough à cent quatre-vingt milles de Camden, presque trois cents kilomètres. Les autres étaient morts, blessés gravement, prisonniers ou avaient déserté. Parmi les morts il y avait un homme de valeur, le baron de Kalb. D'origine allemande, venu très jeune au service de la France,

⁹⁷ Fontevieux monta sur l'échafaud le 18 juin 1793. Schaffner y échappa : voir chapitre 8, note 14.

cet officier général que nous avons vu chargé par Choiseul d'une mission secrète en Amérique avait très tôt rallié la cause américaine et combattu pour elle. À Camden, refusant le *sauf qui peut*, il avait tenté d'endiguer la vague anglaise. Il mourait couvert de blessures quelques jours après la bataille ⁹⁸. Le bruit courut que La Rouerie aussi avait succombé. Il n'avait pas perdu la vie mais toutes ses affaires, y compris les lettres et certificats du général en chef qui lui étaient si précieux. Il lui écrivit pour obtenir « un nouveau témoignage de son estime ». Sans doute voulait-il également savoir si Washington avait accordé du crédit à des propos de bons compagnons qui mettaient en cause sa conduite à Camden. On cherchait des boucs émissaires. Il aurait eu tort de s'inquiéter car cent témoignages montraient qu'il s'était bien battu comme à l'accoutumée. La réponse de Washington le rassura. « Le colonel Armand est un officier de grand mérite, ce qui ajoute à sa qualité d'étranger, à son rang dans la vie, et aux sacrifices financiers qu'il a consentis, fait un point d'honneur et de justice de continuer à lui accorder les moyens de servir honorablement ».

LES TEMPS DIFFICILES

Réconforté par la confiance renouvelée de l'homme dont l'estime et la bienveillance lui importaient plus que celles de tout autre. La Rouerie s'en fut à Philadelphie pour demander au Congrès de bien vouloir lui attribuer précisément les dits moyens de servir honorablement et qui étaient indispensables car sa légion était une nouvelle fois réduite à sa plus simple expression et dépourvue de tout. Rétabli après plusieurs semaines de maladie sérieuse, il put faire ses démarches auprès du Congrès, reçut un accueil des plus favorables et fut heureux d'obtenir l'autorisation d'une fourniture complète et régulière d'uniformes, d'armes et d'équipements pour ses cavaliers [187] et fantassins. Ensuite il dut se rendre à l'évidence. Ses amis américains étaient dans une situation critique de pénurie et le bureau de la guerre dans l'impossibilité de donner une suite pratique aux recommandations du Congrès. En cette fin d'année 1780 et de début de 1781 la révolution américaine

⁹⁸ Le Congrès des États-Unis, reconnaissant, a fait ériger à Annapolis une stèle à la mémoire du baron de Kalb.

traversait une période particulièrement difficile. L'arrivée de l'armée Rochambeau qui demeure inactive n'a pas changé, jusque-là, la donne sur le terrain où les Anglais continuent à s'imposer, notamment dans le sud. L'impasse militaire, le manque de moyens financiers s'accompagnent d'une crise morale. Les désertions s'amplifient à nouveau, une mutinerie éclate le 1^{er} janvier 1781 en Pennsylvanie, des officiers sont tués, des comités de soldats se forment et parlent de marcher sur Philadelphie. Avec des promesses, des concessions, le calme revient. Mais l'agitation reprendra en mai et cette fois la répression s'abattra brutale, les meneurs seront fusillés ⁹⁹.

La Rouerie en dépit des difficultés ne lâche pas prise. Sa foi dans la cause américaine demeure intacte. Puisque le Congrès malgré sa bonne volonté est dans l'incapacité d'équiper et d'entretenir la légion Armand, lui-même s'en chargera comme il le faisait auparavant. Mais il lui faut d'abord séjourner brièvement en France pour y voir plus clair dans ses finances et mettre de l'ordre dans ses affaires. Autorisé à s'absenter après avoir assuré à Washington qu'il était résolu à rester sous ses ordres et en même temps à voir augmenter l'estime que le général avait à son égard, La Rouerie s'embarque pour la France fin février 1781. Il fit le voyage en compagnie du colonel Laurens, envoyé du Congrès qui avait pour mission de négocier avec la cour de France un appui financier aux États-Unis.

⁹⁹ Le général Wayne, chef de la Pennsylvanie line, un des plus brillants généraux de l'armée américaine, réussit à s'interposer en janvier, mais dut sévir en mai.

UN FRUCTUEUX VOYAGE

Le dernier biographe de La Rouerie, Christian Bazin a bien montré, documents à l'appui, combien l'ambition d'obtenir le grade de brigadier général était chez lui une sorte d'idée fixe mais aussi combien cette ambition était à l'époque très partagée. L'ancienneté dans un grade paraissant être le mode d'avancement quasi-exclusif, chacun observant autrui, veillant à ce que cette règle soit strictement appliquée, protestant quand elle ne l'était pas, réclamant sa nomination quand elle tardait à venir. On voit La Rouerie solliciter Washington à ce sujet dans six des quinze lettres qu'il lui adresse lors de son premier séjour de quatre années. Encore doit-on noter que La Rouerie s'exprime sans aucune arrogance. Il est prêt, on le voit bien, à s'incliner devant les décisions de Washington, sorte de divinité tutélaire dont les vues lui paraissent [188] souvent impénétrables mais dont il ne doute jamais de la bienveillance. Si l'insistance du colonel Armand est si pressante et si constante, c'est que de puissantes motivations personnelles viennent s'ajouter aux conduites habituelles des gens de sa caste. Sa démission précipitée des gardes françaises après un duel ridicule, son départ à l'étranger en forme de fuite, continuent à lui peser en dépit du temps qui s'écoule et des brillants états de service aux États-Unis. Il redoute qu'à son retour en France, si la mort au combat n'a pas voulu de lui, son maintien en Amérique dans le grade de colonel soit interprété comme un jugement défavorable de l'armée américaine à propos de son aptitude à un plus haut grade.

Or il a précisément une conscience aigüe de ses capacités. Sa nomination par Washington effacerait les erreurs du passé en même temps qu'elle lui offrirait le champ libre pour donner toute sa mesure.

Puisque tel n'était pas encore le cas au moment où il allait s'embarquer pour la France, il souhaitait au moins que ses états de service américains soient pris en compte pour qu'il puisse prendre un rang convenable dans l'armée française.

Washington consentit de bonne grâce à l'aider en lui remettant un certificat destiné au maréchal de Biron qui avait été le colonel d'Armand. Il rappelait le commandement d'un corps indépendant, le grand zèle, l'activité, la vigilance, l'intelligence, la bravoure, le grand mérite

du colonel Armand et tout l'honneur acquis, pour conclure à une parfaite approbation de sa conduite et à son estime personnelle.

La Rouerie eut la joie d'obtenir la reconnaissance de ses services américains « comme si vous fussiez resté dans le régiment des gardes françaises » lui écrivit le ministre de la guerre, de Ségur et le roi lui-même par lettre de Marly du 12 mai 1781 l'informait qu'il était reçu et admis à la dignité de chevalier de Saint-Louis. Il échoua cependant à obtenir la création d'une légion française pour l'Amérique dont il aurait pris le commandement.

Car il n'avait aucunement renoncé à combattre en Amérique et son souci principal, disait-il, était de se procurer des armes et des équipements pour sa légion. Craignant d'attendre en vain les bonnes grâces du ministère français de la guerre, il fit comme il avait toujours fait et emprunta cinquante mille francs à cinq pour cent, précise-t-il, et à cet effet dut mettre ses terres en gage non sans s'être justifié auprès de son oncle Belinaye, toujours indulgent. Il fit aussi un saut à Fougères où sa mère qui l'aimait tant et le comprenait si peu, fut tout heureuse de l'accueillir. Elle l'avait cru mort à Camden et au comble de l'inquiétude avait écrit à monsieur Franklin qu'elle suppliait de l'informer du sort de son cher Armand.

[189]

LA ROUERIE À YORKTOWN

La Rouerie avait dit qu'il resterait trois semaines en France. Il y resta trois mois, ce qui était quand même bien peu. Fin juin il s'embarquait à Brest et arrivait le 15 août à Boston avec sa cargaison de sabres, pistolets, casques, bottes, selles de cuir, chemises et couvertures qu'il fit faire porter à Philadelphie après tractations avec le gouverneur du Massachusetts et l'amiral Français de Newport ¹⁰⁰. Le 16 août, il informait Washington de son retour, lui confirmait qu'il était à ses ordres et qu'il apportait une réponse du maréchal duc de Biron. Il allait vite se rendre compte qu'en son absence rien ne s'était arrangé, bien au contraire. Au

¹⁰⁰ L'amiral de Barras contribua à la victoire de Yorktown. Il fut présent aux côtés de Washington et Rochambeau lors de la reddition des Britanniques.

nord les troupes de Washington et celles de Rochambeau manquaient de vivres et d'argent tandis que le sud était ravagé par les Britanniques de Cornwallis. Les *Insurgents* étaient aux abois. Quant à sa légion elle se trouvait réduite à quelques dizaines de cavaliers, sans commandement sérieux. Beaucoup d'officiers étaient prisonniers des Anglais. Malgré leur bonne volonté le Congrès et le bureau de la guerre ne pouvaient rien faire pour lui.

Dans une situation presque désespérée, La Rouerie refuse de se laisser abattre. Il ne connaît qu'une ligne de conduite, lutter encore et toujours. Il apprend qu'une bataille va se livrer à Yorktown. Il informe Washington qu'il s'y rend avec les hommes qui lui restent pour participer au combat.

Cornwallis avait installé son quartier général en même temps que sa base d'opérations à Yorktown située dans une presqu'île de la baie de Chesapeake où il se croyait en totale sûreté puisque si jamais une armée de terre réussissait à l'en déloger, il pourrait toujours évacuer ses troupes par voie de mer, grâce à la supériorité de la *Royal Navy* sur la flotte française. La conviction du général anglais était d'autant plus forte qu'au printemps précédent, alors que les Anglais ravageaient la Virginie au secours de laquelle venait La Fayette envoyé avec douze cents hommes, une flotte française de sept vaisseaux avec mille hommes de Rochambeau appelée de New York en renfort par Washington, n'avait pu forcer l'entrée de la Chesapeake défendue par une flotte anglaise de huit vaisseaux doublés de cuivre. Les troupes anglaises victorieuses en Caroline du Nord avaient ensuite été concentrées sur les rivages de la Chesapeake, celles du nord à New York.

En juin 1781 Rochambeau se met enfin en mouvement et rejoint l'armée de Washington campée près de New York. L'intention du général en chef américain est d'investir et d'emporter cette place. Rochambeau, d'abord réticent, va se laisser convaincre quand surviennent des événements qui vont se précipiter. L'erreur du commandement anglais était d'avoir sous-estimé la marine royale française. Non seulement en nombre de vaisseaux elle n'est pas loin d'avoir rattrapé la *Navy*, mais elle acquiert un esprit plus [190] offensif alors qu'à l'inverse les amiraux anglais paraissent s'engourdir. Le nouveau secrétaire d'État à la marine Castries qui a remplacé Sartine n'est pas étranger à cette évolution. Il ne voulait plus entendre parler de débarquement en Angleterre, et donnait la préférence au théâtre d'opérations extérieures

à l'Europe, renforçait la flotte des Indes qu'il confiait à Suffren et à un moindre degré celle des Antilles. Pour commander celle-ci, il imposait de Grasse, plus offensif que Guichen pourtant excellent manœuvrier. Il encourageait les commandants en chef à prendre des initiatives. Il vient à Brest assister au départ du bailli de Suffren et à celui du comte de Grasse le 22 mars. Les Anglais avaient renoncé au blocus de Brest et préféré ravitailler Gibraltar bloquée par les Espagnols. De Grasse, en imaginant de faire remorquer les plus lents des 156 navires du convoi à conduire aux Antilles par les plus rapides de ses vaisseaux de guerre, gagna quinze jours de traversée et parvint à la Martinique le 29 avril. Notons au passage que 36,5% de ses douze mille marins étaient Bretons. Parvenu à la Martinique sans qu'on l'y attendit, il attaque aussitôt l'amiral Hood qui faisait le blocus de Port-Royal. Sa victoire ne fut que partielle parce que Hood se déroba, que ses vaisseaux tous doublés de cuivre étaient plus rapides que les français dont la moitié seulement l'était et enfin parce que plusieurs capitaines de navires n'avaient pas obéi à ses ordres, ce qui peut surprendre. À de Grasse qui s'en plaignait, Castries avait répondu qu'il avait le pouvoir « de démonter tout capitaine » et il lui fit des compliments très mesurés sur sa prudence, son zèle et sa fermeté tout en regrettant qu'il n'ait pas eu une victoire complète. En revanche Suffren après sa victoire de La Praya aux Indes orientales fut couvert d'éloges comme « homme de guerre qui annonçait de grands talents ».

Ensuite de Grasse poursuivait son offensive en s'emparant de Tobago ce qui humiliait les Anglais d'autant plus que les amiraux Hood et Rodney avaient refusé le combat.

Castries voulait une action de la flotte française sur les côtes américaines pour soutenir Rochambeau arrêté devant New York et de Grasse stimulé par les succès de Suffren aux Indes était prêt à prendre des risques. Il décida d'intervenir sur la Chesapeake selon lui plus propice que l'Hudson et ce fut lui qui combina l'ensemble des opérations menant à la victoire de Yorktown. Dès mars, il avait demandé à de Barras l'amiral français qui à New York avait remplacé de Ternay décédé, de lui envoyer des pilotes américains connaissant la Chesapeake. Washington et Rochambeau acceptèrent son plan.

De Grasse obtint du gouverneur espagnol de Louisiane qu'il assure la défense des Antilles françaises, ce qui lui permit d'embarquer 3 000 hommes de troupe de Saint-Domingue. Sachant l'état de dénuement des

soldats de Rochambeau qui depuis longtemps ne recevaient plus leur solde il engagea [191] ses biens personnels et pu ainsi obtenir des Espagnols les piastres que lui refusaient les commerçants français de Saint-Domingue. Il appareilla le 5 août 1781 avec vingt-huit vaisseaux de guerre, fit escale le 18 à La Havane où les négociants espagnols réunirent à son intention en deux jours cinq millions de livres. Le 14 août, Washington et Rochambeau aux avant-postes reçurent un courrier de de Grasse les informant que la flotte française était en route pour la Chesapeake et ils prirent le 18 la décision d'attaquer Yorktown et de commencer à faire mouvement vers le sud. Le 30 août la flotte française entra dans la baie de Chesapeake et y débarquait ses troupes. De Grasse envoyait des bâtiments légers remonter la Chesapeake et aider au transport des 9 000 hommes de Washington et de Rochambeau qui arrivaient.

Les flottes anglaises de Graves et de Hood, deux amiraux qui ne s'entendaient pas — Hood était mécontent de servir en sous-ordre — sont le 5 septembre devant la baie et de Grasse fait sortir ses vaisseaux pour combattre en pleine mer. Les Français ont la supériorité numérique et causent de gros dégâts à la flotte anglaise dont cinq navires sont gravement endommagés et trois cent trente-six hommes hors de combat au terme d'une bataille d'une demie journée. Les Anglais se retirent au coucher du soleil. Les Français demeurent sous le vent pour leur interdire d'entrer dans la baie et sont rejoints par les huit vaisseaux et le convoi d'artillerie de l'amiral de Barras qui a échappé aux Anglais. Les deux flottes ennemies s'observent pendant quatre jours. Le 10 septembre de Grasse voulut reprendre le combat mais Graves le refusant, brûla celui de ses navires qui était le plus atteint, le *Terrible* de 82 canons et s'échappa à la nuit en remorquant les quatre autres ¹⁰¹.

Pendant ce temps les soldats de Washington achevaient leur longue marche de 700 kilomètres. Le 14 septembre ils étaient à vingt kilomètres de Yorktown et le 28 septembre le siège commençait. Cornwallis, abandonné par la flotte anglaise, savait qu'il ne tiendrait pas longtemps avec ses huit mille hommes fourbus et démoralisés devant les armées franco-américaines qui l'assiégeaient — cinq mille de Rochambeau, trois mille cinq cents de de Grasse, quatre mille de Washington,

¹⁰¹ Cf. *Marine royale, corsaires et trafic dans l'Atlantique de Louis XIV à Louis XVI*, de Patrick Villiers, thèse, 1975-1990, tome II, pp. 578-594.

mille cinq cents de La Fayette — soit quatorze mille hommes, décidés, autant que leurs chefs, à en découdre, malgré la fatigue et la chaleur. Ils creusent des tranchées, installent les batteries.

Le dispositif de défense de l'armée anglaise s'appuie principalement sur deux redoutes très fortifiées qui vont être attaquées le 14 octobre, l'une par les Américains, l'autre par les Français. Le colonel Hamilton, aide de camp de Washington, commandera l'assaut des Américains. Les Français du corps Rochambeau seront emmenés par le colonel de Cimat. La Rouerie qui a réussi à rallier la Chesapeake a obtenu de Washington l'autorisation de participer



Prise d'une redoute anglaise lors du siège de Yorktown.

[193]

à l'assaut à côté de Limât et de quelques officiers volontaires. La colonne se met en route à huit heures du soir dans l'obscurité. Les sapeurs en tête arrivent devant les pieux de bois du glacis, mal entamés ¹⁰² par la préparation d'artillerie et vont les abattre à la hâte quand une sentinelle anglaise donne l'alerte. Les Américains précipitent le mouvement, et dès qu'une brèche est ouverte se ruent à l'attaque et sautent sur le parapet en criant le mot de ralliement « Rochambeau », spontanément devenu « *rush on boys* ». Les Français laissent davantage les sapeurs faire leur travail et mal protégés subissent des pertes. Après les premiers assaillants, ceux qu'on appelle « les enfants perdus », les officiers entrent dans la redoute. De Limât est blessé. La Rouerie, un des premiers à sauter dans l'ouvrage sabre tout ce qu'il rencontre. Une seconde vague d'assaut suit de près la première. Les Anglais submergés reculent ou se rendent. Les deux ouvrages ne tiennent pas longtemps. Les Américains emportent le premier puis les Français le second. L'élan des assaillants a brisé tous les obstacles. Les Anglais tentent le 15 octobre une sortie qui sera repoussée et échouent une nouvelle fois à desserrer l'étreinte dans la nuit du 16 au 17. Le matin du 17 à 10 heures, ils appellent au cessez le feu et demandent une trêve de vingt-quatre heures en vue d'une capitulation qu'ils acceptent le 19 octobre à midi. Elle a lieu à 14 heures. Cornwallis s'est dit malade et s'est fait remplacer par O'Hara. Les Anglais avancent entre deux lignes de Français et Américains, au son de l'air « le monde mis sens dessus dessous ». O'Hara veut remettre son épée à Rochambeau qui la refuse et lui indique Washington. La victoire de Yorktown est le tournant décisif qui annonce la fin de la guerre au bénéfice des Américains et des Français.

¹⁰² Le commandant de l'artillerie à Yorktown était François-Marie, comte d'Aboville, colonel dans l'armée de Rochambeau, il prit une part importante à la capitulation de la ville. Il était né à Brest le 24 janvier 1730. Il mourut à Paris le 1^{er} novembre 1817.

L'ADIEU AUX ARMES

Après Yorktown les combats en Amérique ne sont plus que sporadiques et s'éteignent progressivement. En décembre 1781, la Grande-Bretagne décide de ne plus envoyer de renforts en Amérique. En février 1782, la Chambre des Communes demande que le roi mette fin aux hostilités et le mois suivant elle autorise la couronne à entamer des pourparlers avec les colonies. Tandis que la guerre sur mer continue en Méditerranée où les Anglais perdent Minorque en février 1782 mais repoussent les Franco-Espagnols à Gibraltar en septembre, aux Antilles où de Grasse perd la bataille des Saintes en avril, aux Indes orientales où Suffren s'empare du port de Trinquemalé à Ceylan, des préliminaires de paix entre Américains et Anglais sont signés à l'insu de la [194] France le 30 septembre 1782. Mais l'armistice général ne surviendra que le 4 février 1783. Le traité de paix anglo-américain sera signé à Versailles le 3 septembre 1783.

Après Yorktown, La Rouerie avait pris ses quartiers à Charlottesville en Virginie près de l'armée de Rochambeau qui était à Williamsburg où les officiers célébraient la victoire à la taverne Raleigh. Dès le lendemain de la bataille, Washington avait complimenté les soldats et les officiers français et s'agissant de La Rouerie l'avait autorisé à renforcer sa troupe de cinquante hommes supplémentaires. Le colonel Hamilton le citait parmi les officiers qui à Yorktown s'étaient portés volontaires, avaient marché en tête de la colonne et étaient entrés les premiers dans la redoute. Quelques jours plus tard le Congrès joignait ses remerciements à ceux du général en chef et célébrait la fraternité d'armes qui unissait les deux pays.

Le colonel Armand, quant à lui, reconstituait une nouvelle fois sa légion et pour commencer s'efforçait de récupérer ses officiers prisonniers des Anglais. Il s'était adressé à de Grasse en personne qui détenait des prisonniers anglais et lui avait demandé de procéder à un échange. Il avait été entendu car, deux mois plus tard, les trois officiers libérés se retrouvaient à ses côtés. Il lui fallait aussi remplacer soixante chevaux morts de maladie.

Bien que très attaché à ses devoirs et très attentif à son service, La Rouerie a parfois du « temps libre ». De Charlottesville à Monticello

où réside Thomas Jefferson, la route n'est pas longue et le futur président des États-Unis reçoit la visite du colonel qui peu après lui rend l'invitation. Le marquis de Chastellux ¹⁰³ qui avait longuement parcouru l'Amérique du Nord et avait laissé un attachant récit de ses voyages avant de venir combattre auprès de ses amis américains, se trouvait à Monticello lors du passage de La Rouerie. La Rouerie le reçoit avec Jefferson et tous les officiers de la légion. Les invités admirent la belle tenue de ses deux cents dragons, mais aussi le loup domestiqué qui l'accompagne partout et qui suscite maints commentaires savants. Il s'agissait plutôt d'un animal issu d'un croisement d'une chienne et d'un loup.

En juin 1782 il faut quitter Charlottesburg et la Virginie pour aller plus au nord, à York en Pennsylvanie. Lors des étapes les habitants paraissent moins bien disposés envers les troupes qu'à Charlottesville. Il y a parfois des bagarres dans les tavernes. Invités à un bal par les militaires, les gens de Winchester refusent d'y venir. La Rouerie et son ami le major Schaffner jouent et perdent au jeu. À Frederickstown, La Rouerie se bat en duel au pistolet avec un capitaine américain qui l'avait mis en cause dans un écrit. Aucun ne fut blessé. Ce fut beaucoup de bruit pour rien. Notre gentilhomme, la guerre finie, s'ennuyait et redevenait querelleur.

[195]

Heureusement Philadelphie n'était pas trop loin de York et il y venait parfois. Il avait rencontré les Craig ¹⁰⁴, jeunes mariés et riches qui recevaient les officiers français. Le mari était un armateur qui commerçait avec le Mexique et l'Amérique du sud et l'épouse Peggy Craig, Irlandaise élevée en Europe, venue avec sa famille à Tobago était belle et cultivée. Les amis du couple, Chastellux, La Luzerne, Fontevieux, La Rouerie, Fersen ¹⁰⁵ et d'autres étaient sous son charme. C'est elle

¹⁰³ Le marquis François de Chastellux (1734-1788) fut un littérateur et un militaire qui combattit en Amérique pendant la guerre d'indépendance. Son ouvrage le plus connu est *Voyage dans l'Amérique septentrionale* (1764).

¹⁰⁴ Les familles des deux époux portaient le même nom : Craig. Le mari était d'origine écossaise. La femme était irlandaise.

¹⁰⁵ Le comte Hans Axel de Fersen se distingua pendant la campagne d'Amérique comme aide de camp du général Rochambeau. C'est lui qui organisa la fuite du roi (achevée à Varennes) pendant la Révolution.

qui demanda au peintre américain connu Wilson Peale de faire le portrait de La Rouerie qu'il emporta en France avant de le lui offrir plus tard en souvenir. La Luzerne ¹⁰⁶ était le nouvel ambassadeur de France qui avait remplacé Conrad Gérard. Chastellux, toujours bien introduit, séjournait chez le chevalier de la Luzerne et dans ses souvenirs évoque un dîner à l'ambassade. Parmi les hôtes dont il a retenu le nom et l'histoire il y avait le colonel Armand, c'est-à-dire m. La Rouerie, neveu de m. de la Belinaye. « Il a été célèbre en France pour sa passion pour mile B il l'est en Amérique pour son courage et sa capacité. Son caractère est gai, son esprit est agréable » et Chastellux de se plaindre, à propos du dîner servi à l'américaine, d'une coutume « ridicule comédie, dit-il, usage absurde, vraiment barbare » qui est encore de nos jours celle des Suédois qui font *skol* au cours des grands dîners. Elle consiste au début du repas à ne boire qu'après y avoir été invité par quelqu'un qui a sur vous la préséance et a levé son verre en vous regardant. Vous levez alors le vôtre, puis portez votre verre aux lèvres en même temps que lui (ou elle) et buvez en le regardant. Nous sommes heureux d'apprendre que pour terminer Chastellux approuve tout de même l'ambassadeur d'avoir sacrifié à cette coutume américaine car dit-il « plus les Français sont en possession de donner leurs usages aux autres peuples plus ils doivent éviter d'avoir l'air de changer ceux des Américains ».

Le 15 juillet 1782, l'ambassadeur de France donna une fête inoubliable en l'honneur de la naissance du dauphin de France ¹⁰⁷. Parmi les onze cents invités on pouvait voir les Américains célèbres et d'abord Washington et des Français de la guerre d'Amérique dont le comte de Rochambeau mais aussi une foule de gens plus modestes, des avocats, des médecins, des professeurs. Enfin le ministre avait voulu qu'à la manière des fêtes royales tout le peuple américain put se joindre aux réjouissances et à cet effet il avait fait abattre les clôtures des jardins de la résidence.

À la fin de l'année 1782 le corps expéditionnaire regagnait la France. La Fayette était reparti après Yorktown. La Rouerie reste en Amérique et continue à entraîner sa légion qui compte trois cent

¹⁰⁶ Le comte Hans Axel de Fersen se distingua pendant la campagne d'Amérique comme aide de camp du général Rochambeau. C'est lui qui organisa la fuite du roi (achevée à Varennes) pendant la Révolution.

¹⁰⁷ Il s'agit de Louis-Joseph-Xavier mort le 4 juin 1789.

quarante hommes et a belle allure. Il est enfin promu brigadier général le 26 mars 1783 et apprenant que [196] Washington est invité par le Congrès à donner son avis sur la constitution d'une armée américaine permanente qui aura un régiment de cavaliers, il lui écrit pour proposer ses services dans cette armée. Sans doute rêve-t-il d'y commander la cavalerie car il propose de confier sa légion au colonel de Terrant qui est un de ses officiers pour signifier qu'il serait disponible pour d'autres tâches et il fait, dès le début de sa lettre, afin d'être bien compris, profession affichée d'attachement « à son excellence et à la forme du gouvernement républicain ». Il sera plus tard en France l'un des chefs de la contre-révolution et donnera sa vie pour le roi mais le paradoxe n'est qu'apparent. Le monarchiste libéral qu'il est au fond combattrait la Révolution quand le tour qu'elle prendra deviendra attentatoire à la liberté.

Et il continue à donner tous ses soins à sa légion devenue un modèle quant à l'instruction et la tenue. En même temps il s'attache à recommander tous ses officiers en vue de leur avancement, à appuyer leur pétition pour l'obtention de terres attribuées par le congrès aux combattants, à réclamer le paiement des soldes qui tardent à venir. Le 3 novembre 1783 vient l'ordre de démobilisation de sa légion. Ses officiers veillent à régler la situation de tous les sous-officiers et hommes de troupe qui reçoivent l'arriéré des soldes et des certificats. Le 25 novembre les trois cent quarante hommes de la légion Armand défilent pour la dernière fois devant leur chef et le 29 novembre La Rouerie fait dans une lettre à Washington le récit de cette émouvante cérémonie. Il décrit la tristesse des officiers et des soldats en larmes, le chagrin de la séparation, comment ils demandent pardon pour les fautes passées et jurent de se retrouver pour combattre à nouveau si on les appelle. Washington lui répond par une lettre magnifique datée du 15 décembre à Philadelphie.

« Mon cher marquis

Parmi les dernières actions de ma vie comme homme public il n'y en a point qui me donne plus de plaisir que celle qui me met à portée de reconnaître les secours que j'ai reçus de la part de ces hommes honorables que j'ai eu l'honneur de commander et dont les démarches et la conduite ont tant contribué à la sûreté et à la liberté de mon pays.

Je ne puis m'empêcher, en vous mettant au nombre de ces braves guerriers de reconnaître que je vous dois les remerciements les plus vifs et les plus sincères pour le grand zèle, l'intelligence et la bravoure que vous avez montrées et les grands services que vous avez rendus et où vous vous êtes si fort distingué... ¹⁰⁸.

Puis Washington rappelle les principales actions de guerre de La Rouerie et termine en évoquant ce dernier témoignage public de son approbation et de son contentement qu'il donne à La Rouerie et en regrettant de ne point avoir en son pouvoir de lui apporter des preuves plus solides de l'estime et de l'amitié [197] qu'il a pour lui.

Washington rendra un dernier service à La Rouerie en accédant à sa demande d'écrire pour lui à Rochambeau pour lui suggérer de lui accorder en France un emploi et une promotion à la hauteur des services militaires accomplis aux États-Unis. Cette lettre datée du 16 mai 1784 précède immédiatement le retour en France de La Rouerie.

En Amérique, les coffres du Congrès étaient trop épuisés pour qu'il puisse venir au secours des officiers français qui l'avaient si dignement servi, comme l'écrivit le chevalier de la Luzerne au maréchal de Ségur, ministre de la guerre, pour attirer son attention sur la situation de La Rouerie. La Rouerie avait compris qu'il était revenu trop tard car écrivait-il « m. le marquis de la Fayette et les autres officiers repassés en même temps que lui fixent en France les regards et les applaudissements ». En se souciant de sa légion et se dévouant pour elle en père de famille et en bon camarade, il a pensé aux autres avant de penser à lui. Il apparut bien vite, qu'en France, les grands mérites du colonel

¹⁰⁸ Cf. *op. cit.*, p. 138-139.

Armand et gentilhomme breton ne seraient reconnus qu'avec parcimonie. Le roi lui proposa le commandement d'un régiment de chasseurs. Colonel et à pied, c'en était trop ou plutôt trop peu. Il déclina l'invitation et rejoignit son château de La Rouerie. La Révolution française qui éclatera cinq ans plus tard se profile déjà. Pour Armand Tuffin, marquis de la Rouerie, ce sera le dernier acte et le plus dramatique. Il y sacrifiera sa vie.

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[198]

[199]

La Bretagne
et la guerre d'Indépendance américaine.

Chapitre 8

APRÈS LA GUERRE

MOISSON DE GLOIRE

[Retour à la table des matières](#)

La guerre d'Amérique avait pris fin. Partout en France et sans doute plus encore qu'ailleurs, en Bretagne, qui plus que toute autre province en avait supporté le poids, on fêtait la paix revenue. Que ce fut sur mer ou sur terre, ses combattants avaient fait moisson de gloire. Dans les châteaux et à un degré moindre les chaumières, celles des paroisses du littoral, dont les hommes avaient tant participé au conflit, on rappelait le combat de la *Belle Poule* contre l'*Aréthuse*, la bataille d'Ouessant, la mort héroïque de du Couédic, le duel de Kersaint et son *Iphigénie* qui avaient éperonné une frégate anglaise au large de la pointe Saint-Mathieu et l'avaient conquise. On redisait les exploits de Guichen, La Motte-Picquet, du Chaffault qui avaient atteint les hauts grades et qui étaient des enfants du pays. Le premier s'était retiré à Morlaix où il allait mourir âgé en 1790 et le second à Brest où il disparaissait à 71 ans après quarante-six ans de service et vingt-huit campagnes. Du Chaffault, condamné à mort, mourut en prison à 86 ans à Nantes en 1794. Kersaint devenu vice-amiral n'eut pas non plus la chance d'une mort au combat ou d'une retraite paisible. Il fut guillotiné sous la Terreur, en 1793, pour avoir été girondin.

Pour l'heure, on est encore loin de ces sombres événements qui ne se produiront que dix ans plus tard. Le commerce maritime poursuit sur

sa lancée et même progresse encore à Nantes où l'armement au long cours dépasse les deux cents navires en 1785 et dépassera les cinquante mille tonneaux en 1791. Tandis qu'à Saint-Malo, si le nombre des entrées est sensiblement le même en [200] 1788 qu'en 1772, en revanche le tonnage augmente ¹⁰⁹. Quant à l'activité navale militaire, bien qu'en baisse après le retour à la paix, elle conserve un niveau relativement élevé.

LA LIBERTÉ GUIDE LES PAS DE NANTES

Malheureusement à côté de ces quelques zones de lumière, les zones d'ombre ne manquent pas. La situation financière catastrophique des États-Unis, à l'issue de la guerre, ne leur permet pas de rembourser rapidement les sommes qui leur ont été avancées par des négociants nantais, ce qui oblige ceux d'entre eux qui se sont beaucoup engagés dans le commerce avec l'Amérique à conclure des arrangements notariaux, des concordats ou « attermoiements », entre créanciers et débiteurs. Jean Meyer en recense huit à partir de 1781, dont le négociant Gruel pour l'importante somme de 997 750 livres. À partir de 1785, la situation s'aggrave et se produisent de grandes faillites. La moitié d'entre elles concerne des négociants du clan américain, c'est-à-dire qui ont commercé avec l'Amérique. Parmi eux les Leray de la Clartais, cousin des Leray de Chaumont qui déposent un bilan dont le passif atteint trois millions deux cent quatre mille vingt-deux livres ¹¹⁰. Ils avaient perdu trois des cinq navires qui faisaient le commerce des Caraïbes. Toutefois ces déboires financiers qui frappent une partie du haut et du moyen négoce n'entament pas l'adhésion des Nantais aux idéaux de la révolution américaine. Arthur Young, le voyageur anglais, pourra le constater lors de son passage à Nantes en 1788. La ville se souvient de Franklin, de Paul Jones et les Américains y demeurent nombreux. Les chambres de lecture, les loges maçonniques répandent les idées de liberté, d'égalité,

¹⁰⁹ Cf. « La Bretagne et la guerre d'indépendance américaine », par Jean Meyer, in *De l'Armorique à l'Amérique*, colloque du bicentenaire. *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, tome 84, année 1977, n° 2.

¹¹⁰ Même article que note 1.

de fraternité dans cette ville de quatre-vingt mille habitants, de loin la plus importante de Bretagne, dominée par la bourgeoisie négociante. Mais il existe au sein de celle-ci un clivage déjà manifeste entre ceux qui souhaitent seulement voir « leur influence confortée et leur rôle reconnu » et les futurs membres du parti patriote qui ne cachent pas leur intention de dynamiter « l'édifice gothique », c'est-à-dire la société d'ordres et la prépondérance injustifiée de la noblesse. Ces patriotes eux-mêmes se trouvent aux prises avec d'insolubles contradictions. Liés à la traite des noirs, ils ne pourront adhérer à la Déclaration des droits de l'homme et des citoyens. Appartenant à la classe relativement aisée, ils seront confrontés à des manifestations d'ouvriers affamés qui réclament la baisse du prix du pain et auxquels ils opposeront la force. Habitants d'une île urbaine isolée dans une [201] campagne qui leur est étrangère et se méfie d'eux, ils feront appel à l'armée pour contenir l'émeute paysanne ¹¹¹.

LA LIGNE TRANSATLANTIQUE LORIENT-NEW YORK

À Lorient, l'après-guerre ouvre la porte à de beaux rêves, ceux d'un grand destin commercial qui élargirait l'horizon traditionnel de la ville, celui des Indes, pour l'étendre durablement à l'Amérique du Nord. Lorient avait été comme Nantes, pionnière de l'aide aux *Insurgents* et leur avait fourni très tôt des marchandises et des munitions. Dès août 1777, le *Raleigh*, l'*Alfred*, le *Randolf*, trois corsaires américains, venaient y troquer leurs cargaisons de tabac contre des armes. Quand en 1781 le colonel Laurens était venu en France en mission, il avait débarqué à Lorient où il s'était procuré des munitions. La Rouerie, on s'en souvient, était également du voyage mais pour d'autres démarches.

Les navires quittant Lorient à destination des États-Unis, chargés de matériel de guerre ont été de plus en plus nombreux d'année en année. On en a compté dix-neuf en 1781. En même temps les corsaires américains de Boston, Philadelphie ou Baltimore y venaient également en

¹¹¹ Cf. « Nantes pré-révolutionnaire » par Jean-Clément Martin in *La Bretagne, une province à l'aube de la Révolution*, colloque, Brest, septembre 1988, CRBC et Société archéologique du Finistère, 1989.

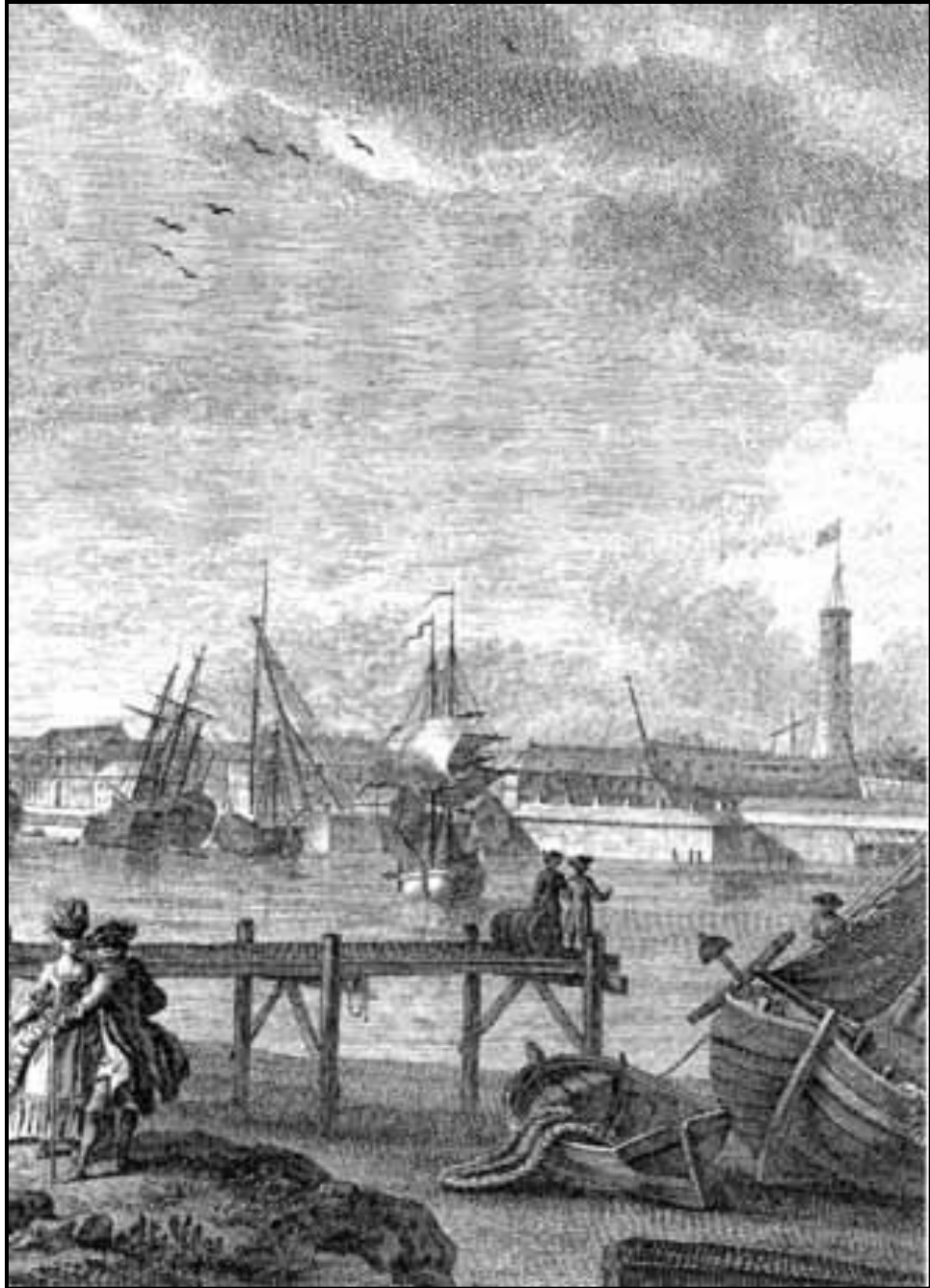
nombre croissant conduire leurs prises. Entre 1778 et 1782, le port de Lorient a accueilli cent vingt prises opérées par ces corsaires.

L'intervention armée de la France dans la guerre d'Amérique a entraîné la transformation de Lorient en un pôle d'armement naval qui appuyait de plus en plus efficacement le dispositif brestois. Pendant cette même période de 1778-1782, ce sont plus de cent trente navires de transport de troupes, de munitions, de vivres, de pièces de rechange des vaisseaux, qui sont partis de Lorient, pour rejoindre, après le relais brestois, les Antilles et l'île de France. Il a fallu faire appel aux armateurs privés et aux neutres tant les besoins étaient grands.

Les adjudications des prises anglaises et à un moindre degré les exportations de marchandises à destination des États-Unis ont entraîné de nombreuses retombées économiques et financières et généré d'importants flux de capitaux. Des courants commerciaux se sont établis entre Lorient et les ports américains de la côte est, ce qui permet aux négociants lorientais de spéculer sur les exportations. Qu'ils soient Lorientais anciens ou d'implantation récente, nombreux sont les négociants devenus courtiers-fournisseurs pour le compte de négociants-armateurs de Nantes et Saint-Malo mais également d'Ostende et de Bruges, de Hambourg, ou de New York. Nous avons précé-

[202]

Le port de Lorient en 1776.



Dessin de Nicolas Ozanne, gravure de Yves le Gouaz.

[203]

demment déjà rencontré Lapotaire et Vallée, Gourlade parmi ces négociants mais il y en a bien d'autres, également beaucoup d'Américains et en nombre grandissant. Nous avons déjà vu Moylan, l'ami de Paul Jones, et qui était devenu le mandataire officiel des États-Unis, ses compatriotes Cumming, Nesbitt, mais il y avait aussi William Moore, Macarty, Barclay et des maisons de commerce américaines de Nantes prennent pied à Lorient qui a bientôt des allures de place internationale.

Des consortiums d'armement internationaux s'y activent en attendant de s'y affronter. Nous avons vu Leray de Chaumont, soutenu par des banques hollandaises (Grand) et même londoniennes, relié à Gourlade et Monistrol à Lorient et c'est un armateur lorientais qui, associé à un indienneur suisse, et devenu consul général de Suède pour les ports de Bretagne, est le mieux placé pour négocier des contrats d'affrètement avec les neutres. Il a obtenu l'exclusivité pour la Suède et l'empire.

Si l'activité commerciale est intense, il n'en est pas de même pour les chantiers navals qui n'ont pas suivi et se bornent à réparer ou adapter les bâtiments. Les constructions se font à Brest. Cependant la mise en chantier en 1781-1782 d'une frégate, la *Danae* et celle d'un vaisseau de 74 canons, le *Puissant*, réveillent l'arsenal et créent des emplois, pour un temps seulement.

Pendant toute cette période, Lorient a vécu à l'heure et au rythme de la guerre américaine nous dit Gérard Le Bouédec : « le gonflement de la circulation monétaire, liée au flux des marchandises, aux adjudications des prises et aux armements ; l'existence d'une classe de négociants-armateurs-courtiers hypertrophiée, renouvelée et internationalisée ; les flots ininterrompus de troupes et d'équipages qui envahissent auberges, garnis et cafés, ont sans aucun doute marqué cette ville » écrit cet auteur pour conclure, qu'en fin de compte, ce n'est pas le caractère militaire de la ville qui a été renforcé par la guerre d'Amérique mais sa vocation commerciale. Cette aspiration lorientaise coïncide avec le vœu de la couronne de maintenir, consolider et développer les courants commerciaux qui se sont créés entre les rives française et américaine de l'Atlantique. Ceci suppose que soient également entretenues et encouragées les relations politiques et humaines entre les deux pays. C'est dans cet espoir que prend naissance en 1783 une ligne transatlantique

de paquebots qui reliera Lorient à New York. Le siège directionnel de cette compagnie à vocation non commerciale est Paris. Il s'agit d'une société d'économie mixte dans laquelle la marine royale représentant l'État se charge des navires et des équipages, son arsenal assurant la maintenance tandis qu'un groupe bancaire parisien règle les dépenses de fonctionnement en échange d'une perception de taxes sur les objets et personnes transportés.

[204]

Le premier départ a lieu en septembre 1783. Les paquebots assurent la liaison postale et de passagers. Après une période de rodage, et un naufrage en janvier 1784, la ligne fonctionne avec régularité. Le voyage d'aller dure six semaines avec un record de trente-trois jours et celui du retour, quatre semaines avec un record de vingt-deux jours. Dès 1785, la belle mécanique s'enraye, non pour des raisons techniques mais parce que l'exploitation de la ligne se révèle déficitaire. Les usagers sont moins nombreux qu'escomptés. À partir de mai les départs de Lorient et de New York qui avaient lieu le troisième mardi de chaque mois sont moins fréquents puis la tête de la ligne est transférée de Lorient au Havre. Lorient proteste. La marine royale tente de sauver la ligne et finance entre juillet 1785 et décembre 1786, dix traversées qui seront les dernières. Il y aura eu au total vingt-neuf rotations complètes et en moyenne cinq ou six passagers embarqués chaque fois dans un sens ou dans l'autre.

Le maintien et si possible le développement des échanges commerciaux franco-américains était une préoccupation des deux partenaires largement antérieure à la création de la ligne transatlantique puisque dès 1778, le traité d'alliance prévoyait d'établir en France un port franc. Toutefois son établissement à Lorient n'interviendra que le 14 mai 1784 par arrêt du conseil du roi. Cette franchise, le maire de Lorient Jean-Marie Esnoual Deschatelets la sollicite depuis 1778. La ténacité du maire, qui est aussi négociant-courtier sera récompensée après six ans d'efforts, de démarches, de lettres au ministre Calonne, de voyages à Versailles. Il est fier des résultats obtenus et le fait savoir à sa municipalité lors de la séance du 7 juin 1784.

En effet, il s'agit dans l'esprit des autorités et dans le texte de l'arrêt de favoriser le commerce avec l'Amérique et ainsi, entre autres, de dédommager le négoce français, en l'occurrence lorientais, des sacrifices

consentis pour l'indépendance des États-Unis. Dans ce but, la franchise du port offrira aux armateurs américains « un port avantageusement situé où la concurrence des acheteurs et l'exemption de tous droits, visites et déclarations assureraient le débit de leur tabac et faciliteraient les moyens de se pourvoir dans l'enceinte même du port de tous les objets et marchandises dont ils voudraient composer leur cargaison de retour ». Le texte précise bien « dans l'enceinte du port », ce qui correspond au vœu du maire. Mais d'autres estiment que cet espace est trop restreint et qu'il faudrait élargir la franchise à la ville portuaire tout entière. Ce sont principalement les négociants américains de Lorient qui exercent des pressions par la voix de leurs porte-parole Wilt et Maccarthy et sont appuyés par des négociants lorientais pro-américains. Parmi eux, on cite Mazois qui est aussi le directeur de la ligne transatlantique ou Bérard qui baptise [204] *Port Franc* l'un de ses navires. Les autorités américaines les appuient auprès de Calonne. Franklin intervient dans ce sens, en juin 1784 et encore en août. La Fayette lui écrit aussi. Ce jeune homme, disait de lui Maurepas, aime tant les Américains qu'il déménagerait pour eux le château de Versailles. La paix revenue, il les aime toujours autant. Calonne accède à tant de demandes aussi insistantes. Le conseil, le 26 septembre, revoit sa copie qu'il avait déjà rendue en mai et la revoit encore le 3 octobre. La franchise s'étend désormais à toute la ville et les immenses inconvénients de décisions prises sans études préalables vont très vite apparaître. Lorient, désormais dotée d'un régime fiscal particulier, vit maintenant sous l'œil soupçonneux de la ferme générale dont les agents zélés en surveillent étroitement les issues pour faire appliquer la réglementation complexe des approvisionnements notamment des grains et interdire la contrebande et les fraudes qui ont tendance à s'étaler sans vergogne. Ce carcan est incompatible avec les incessants mouvements de populations qui font entrer le matin dans la ville et en sortir le soir une partie des six cents ouvriers de l'arsenal logée dans les paroisses du voisinage. S'y ajoutent les habitants des campagnes venus faire en ville des achats et ceux de la ville, entassés dans un espace resserré, qui vont dimanches et fêtes se mettre au vert. Non seulement les contrôles, mal supportés, se font brutaux, les fouilles au corps scandalisent, les curés protestent, la prison se remplit au point qu'une épidémie y éclate mais encore voici tout le commerce local frappé d'inanition, les boutiques vidées de leurs chandails. Le coup de grâce vient le 14 avril 1785 quand un arrêt du conseil du roi crée une troisième Compagnie des Indes et prohibe toute libre

circulation des marchandises des Indes. Alors que les négociants tiraient profit de la franchise, cette mesure discordante les frappe directement puisqu'elle les prive des marchandises à haute valeur ajoutée.

Si Lorient a cessé de croire à la franchise surtout à celle qu'il a reçue, du côté américain, le bel élan vers Lorient est aussi retombé. Les voyageurs ne se sont pas bousculés sur les paquebots transatlantiques. Lorient était bien loin de Paris et les chemins peu praticables. Quant au commerce, il a certes paru se renforcer quand de décembre 1785 à décembre 1786, pas moins de soixante-trois navires américains venus de Baltimore, Philadelphie, Boston, Salem ont accosté aux quais de Lorient. D'une Amérique sans industries, ils transportent avant tout du tabac, plus rarement des produits agricoles peu attractifs, blé, farine, riz ou bien du goudron, des peaux et pour le fret de retour, ils ne trouvent pas sur place les matières premières qui les intéressent et vont les chercher dans les ports de Grande-Bretagne. La franchise, qui sera abolie en mars 1790, exaspère depuis longtemps toutes les classes sociales. Elle polarise [206] toutes les frustrations, les rancœurs, les déceptions. Elle met Lorient dans le peloton de tête des villes révolutionnaires en juillet 1789. Les négociants qui l'avaient tant souhaitée ne sont pas ceux qui clament le moins fort leur hostilité à la franchise, qu'ils assaisonnent dans leur cahier de doléance, du droit au bonheur, preuve qu'ils sont quand même restés fidèles à l'idéal américain ¹¹².

DÉSENCHANTEMENT BRESTOIS

Brest, trente-cinq mille habitants avec Lambézellec, son faubourg, cinq mille habitants, est de loin, en cette fin du XVIII^e siècle, la plus importante agglomération de Basse Bretagne et avec Rennes qui n'en compte guère davantage, la seconde ou, si l'on veut, la troisième de Bretagne.

Le dynamisme des années de guerre d'Amérique n'est pas totalement retombé mais il a bien décliné. Et chaque classe sociale de se

¹¹² Cf. « Lorient et les États-Unis : les espoirs et les déceptions du milieu négociant lorientais (de la guerre d'indépendance à 1790) » par Gérard Le Bouëdec, même ouvrage que note 3.

retrouver face aux problèmes non résolus. La bourgeoisie négociante émergente regrette que la marine royale accapare tout l'espace disponible et rêve d'un port de commerce qui donnerait à la ville l'occasion d'un nouvel essor. Elle pense aussi que la richesse et donc l'influence de la société civile dont elle constitue, croit-elle, la part la plus méritante, s'en trouveraient confortées face à la marine royale, principalement à ses officiers nobles du grand corps, qui la regardent de haut quand ils ne la provoquent et l'humilient pas.

Au mécontentement et à l'amertume de la bourgeoisie marchande s'ajoute la précarité de la condition ouvrière pour assombrir le ciel brestois après la guerre d'Amérique. Beaucoup d'emplois sont liés à l'activité de l'arsenal. Vient-elle à diminuer, comme c'est le cas après le retour à la paix, que charpentiers, calfats, cordiers, tous journaliers se retrouvent sans travail et tombent de la pauvreté dans la misère et pour ceux qui travaillent, le fréquent retard du paiement des salaires n'arrange rien.

Quand l'orage de 1789 va se lever, l'addition des frustrations des uns et de la misère des autres, les poussera à participer ensemble à l'agitation politique et sociale ¹¹³. Quant à la marine, à la suite de l'émigration des officiers nobles, du manque de crédits, du désintérêt de la France jacobine pour les choses de la mer, elle sortira ruinée de la révolution, tout comme le port de Brest ¹¹⁴.

Dans cette France des années qui précèdent la Révolution, les individus sont peu à peu entraînés par un courant qui les dépasse en attendant que le maelström rejette les uns sur une rive et les autres sur la rive opposée. Chacun cependant conserve sa singularité et même emporté par la foule en mouvement accomplit sa destinée, à contre-courant parfois.

¹¹³ Cf. « Brest et les Brestois en 1789 : dynamisme, frustrations et misère » par André Lévy, même ouvrage que note 3.

¹¹⁴ Cf. « Des idées plein les têtes ». La marine à Brest en 1788, par Alain Boulaire, même ouvrage que note 3.

[207]

LERAY DE CHAUMONT RUINÉ

Que deviennent ces personnages hors du commun rencontrés lors de la guerre d'Amérique ? Que devient Leray de Chaumont précédemment quitté quand il se débattait dans d'inextricables difficultés financières ? Malgré d'assez importantes pertes dans le commerce des grains et dans celui des Indes, pendant la première moitié des années soixante-dix (1770-1775), il conserve une des grandes fortunes de France. Dix ans plus tard, la guerre d'Amérique terminée, il est pratiquement ruiné.

Plus d'une fois il avait envisagé d'aller en Amérique pour y séjourner et pourquoi pas, pour y demeurer et il avait multiplié les investissements dans le nouveau monde comme il l'avait fait en France, d'autant plus que Silas Deane et d'autres Américains l'encourageaient. Les territoires de l'ouest laissaient entrevoir de belles affaires en perspective. Washington lui-même, Franklin aussi participaient à l'aventure de compagnies comme celle du Grand Ohio. Il y avait aussi de vastes étendues au sud de la rivière et Chaumont se voyait bien s'y installer avec sa famille. Puis il acquit d'autres terres encore, au nord de l'Ohio, associé dans la *Illinois and Wabash Land Company* avec Robert Morris, Silas Deane, Samuel Wharton (un négociant américain venu en France en 1779), Edward Bancroft et Conrad-Alexandre Gérard. Il voulait y ajouter une plantation en Virginie et une distillerie de whisky dans l'état de New York près de la rivière Hudson. Toutes ces belles espérances se fracassèrent quand le gouvernement déclara que les territoires de l'ouest étaient la propriété commune des États-Unis. Il mit ainsi fin aux rivalités qui opposaient plusieurs états à ce sujet et par la même occasion aux disputes entre compagnies privées qui en résultaient. Les investisseurs n'eurent la plupart du temps aucun dédommagement, même quand ils avaient commencé à mettre ces territoires en valeur en y attirant des colons.

Des portes du rêve américain se fermaient, d'autres pourraient un jour s'ouvrir. Les pertes étaient tout de même modestes et quelques milliers de livres ne comptaient guère pour Chaumont. Il en allait tout autrement pour celles qui avaient touché son commerce maritime. La

guerre sur mer avait fait fureur. Chacun des deux camps s'efforçait de mettre l'autre à genoux en frappant sa flotte marchande. Les corsaires anglais avaient détruit ou s'étaient emparés de plusieurs milliers de navires français, américains, espagnols ou hollandais. Les assurances de navires et de cargaisons atteignaient des taux astronomiques de 30 et même 50% de leur valeur. Les armateurs et négociants s'essoufflaient à suivre cette ascension et renonçaient à s'assurer d'autant plus que l'immobilisation des navires dans les ports en attendant la formation des convois, augmentait leurs coûts, rétrécissait leurs bénéfices.

[208]

Chaumont faisait le compte de ses navires capturés par les Anglais : le *Marquis de la Fayette* dont la perte lui coûtait à elle seule cinq cent mille livres, la *Mère Bobbie*, la *Victoire*, le *Petit Cousin* et le *Benjamin*, auxquels il fallait ajouter un sixième navire dont l'explosion en janvier 1779 lui avait coûté cent mille livres et le prix d'une cargaison de thé sur l'américain *Betsy*, lui aussi pris par les Anglais. L'empire Chaumont avait tremblé sur sa base mais il avait les reins assez solides pour encaisser des coups de cette intensité sans être précipité à terre. La chute se produira en 1780 et 1781 quand vont s'additionner la dévaluation du dollar décidée par le gouvernement américain et les dettes à son égard du gouvernement français ¹¹⁵.

CONSÉQUENCES AMÈRES DE LA DÉVALUATION DU DOLLAR

La guerre coûtait cher. L'aide française, pourtant considérable, ne suffisait pas. Le Congrès américain était d'autant plus démuni qu'il ne pouvait se risquer à prélever des taxes que les Anglais s'étaient appliqués à rendre odieuses et qu'il lui fallait rallier la masse de la population. Pris à la gorge, le Congrès avait émis dès 1775 deux millions de dollars en papier-monnaie, chaque dollar de papier monnaie valant un dollar en argent. Ensuite ce fut la fuite en avant et en dépit des bonnes intentions visant à limiter les émissions de papier-monnaie, le total émis

¹¹⁵ Cf. *France and America in the revolutionary era*, chapitre 10 « Financial ruin ».

avait atteint la somme impressionnante de deux cents millions de dollars à la fin de 1779. Parallèlement la monnaie se dépréciait et si 1,25 dollar papier ne valait plus que 1 dollar argent en janvier 1777, le ratio devenait 4 à 1 en janvier 1778 et 8 à 1 en janvier 1779. Ensuite la chute s'accéléra.

Évidemment la confiance s'effritait malgré les proclamations réitérées du Congrès comme celle du 13 septembre 1779 où il promettait solennellement que lorsque la guerre serait terminée les dollars « continentaux » seraient rachetés selon leur valeur imprimée ou échangés contre une autre monnaie stable de valeur reconnue. Les négociants ne le croyaient guère et pour éviter toute thésaurisation à gros risques, leur marchandise vendue, se pressaient d'en acheter une autre. Contre toute évidence le Congrès maintenait ses déclarations et promesses rassurantes et il les faisait d'autant plus catégoriques qu'elles étaient de moins en moins crédibles, jurant que l'honneur national était en jeu et qu'en cas de violation de ce qu'ils avaient promis les États-Unis apparaîtraient parmi les nations réputées comme une fille publique au milieu de respectables matrones. Bien que les émissions de papier-monnaie aient cessé après 1779, il fallait bien en arriver à la dévaluation, qui fut décidée en mars 1780 sur la base de 40 à un, ce qui était encore beaucoup compte tenu [209] de la valeur réelle du dollar mais avait tout de même pour effet d'évacuer 97% des dettes accumulées par les États-Unis et malheureusement de provoquer le naufrage d'une multitude d'Américains et d'étrangers qui avaient tardé à en faire usage ou pire encore les avaient imprudemment collectionnés. Malgré cette mesure drastique le dollar continuait à plonger et à la suite du *Funding bill* de 1790, les sinistrés encore en possession de vieux dollars « continentaux » de la Révolution ne recevaient qu'un dollar de la nouvelle monnaie pour cent de l'ancienne qu'ils venaient échanger.

Au temps où il espérait encore limiter les émissions de papier-monnaie et dans ce but, le Congrès avait lancé, en octobre 1776, un emprunt d'État dont le premier lot était de cinq millions de dollars sous forme d'obligations d'au moins deux cents dollars, à 4% d'intérêt annuel. L'emprunt n'eut qu'un succès mitigé en dépit de mesures ultérieures destinées à le rendre plus attractif. L'ensemble des lots atteignait tout de même soixante millions de dollars en 1781 et les obligations étaient devenues une sorte de monnaie intermédiaire utilisée notamment par les agents du Congrès pour payer leurs fournitures aux marchands

américains ou étrangers. Le Congrès avait cessé de payer en 1782 les intérêts qui avaient été portés à 6% en février 1777 et bien que la méfiance du public ait été moins accentuée à l'égard des obligations qu'à celui du papier-monnaie, la dépréciation avait finalement été identique puisqu'en 1790 le gouvernement fédéral les remboursait aux porteurs sur la même base de cent à un ce qui ruinait ceux qui en possédaient beaucoup.

Les signes annonciateurs n'avaient pourtant pas manqué et dès la fin des années 70, rares étaient les Américains qui croyaient encore à leur monnaie ou aux obligations d'État. Les étrangers y voyaient peut-être moins clair et Chaumont était de ceux-là. Il s'illusionnait d'autant plus que son agent principal aux États-Unis, Holker junior, chargé d'acheter et de vendre des cargaisons, de faire réparer les bateaux, d'investir dans des terres et de superviser les autres agents, lui adressait des lettres d'un optimisme débordant. La guerre serait bientôt finie, lui écrivait-il, et avec le retour à la paix, on verrait l'envolée du commerce américain, la monnaie stabilisée, les finances fédérales dopées par les confiscations des biens des loyalistes. Il ne fallait pas hésiter à engranger des dollars-papier et des obligations d'État, ce qui était encore une bonne façon d'aider la révolution américaine. Holker était convaincant. Non seulement Chaumont mais Holker père, le banquier Ferdinand Grand, Alexandre Jogues-Désormeaux beau-frère de Chaumont y croyaient aussi aux dollars-papier et aux obligations américaines et s'en procuraient. Franklin, lui, avait tout compris mais appartenait-il au ministre des États-Unis en France de dissuader son ami Chaumont de soutenir les finances américaines ?

[210]

Quand la nouvelle de la dévaluation parvint en France en mai 1780, ce fut la consternation chez Chaumont et ses amis et aussi chez Vergennes qui, aussitôt prévenu, voyait bien qu'elle ruinerait de nombreux négociants français. De surcroît pour qui voulait prendre un peu de hauteur il était clair qu'elle aurait des conséquences déplorables sur le commerce franco-américain. Or un des buts de guerre de la France était de supplanter l'Angleterre dans le commerce avec ses anciennes colonies d'Amérique. On sait que cet espoir fut cruellement déçu.

Vergennes insista auprès de La Luzerne, l'ambassadeur de France aux États-Unis, pour qu'il fasse du lobbying auprès des membres du

Congrès afin que la question de la dévaluation soit revue. Bancroft se dépensa dans le même sens et Holker junior qui était aussi consul de France aux États-Unis se joignit à eux. L'espoir était qu'on ferait une exception pour les Français, au moins pour ceux d'entre eux qui avaient soutenu le plus vigoureusement la cause américaine et se trouveraient les plus atteints par la décision du Congrès. Chaumont croyait que c'était une obligation morale pour la jeune nation que de tenir ses engagements et la dévaluation le laissait à la fois assommé et incrédule. Il perdait en obligations et surtout en dollars continentaux l'équivalent de plusieurs millions de livres françaises. Pour le Congrès, il était aussi impossible d'envisager le dédommagement, c'est-à-dire l'échange selon leur valeur imprimée, des dollars-papier et des obligations pour la totalité des porteurs qu'ils fussent américains ou étrangers, que de limiter cet échange aux seuls Français. Malgré l'alliance française et la fraternité d'armes, la majorité des membres du Congrès partageait vis-à-vis de la France et des Français les sentiments fortement empreints de francophobie que John Adams avait exprimés sans ménagement à Chaumont venu naïvement avec Montieu lui demander son appui. Les Américains avaient certes combattu les Anglais avec une pleine détermination mais au fond ils se sentaient plus proches d'eux que des Français ¹¹⁶.

QUAND CHAUMONT ÉTAIT FOURNISSEUR ET BANQUIER DE LA MARINE ROYALE

L'appui que Vergennes apportait à Chaumont était d'autant plus justifié que les énormes pertes de l'homme d'affaires étaient dues aux services rendus à la couronne aussi bien qu'à la dévaluation américaine. En effet il ne conservait en Amérique une aussi abondante réserve de dollars qui auraient [211] pu servir à son commerce maritime que pour les mettre à la disposition du gouvernement royal. Le Trésor royal était dans une situation critique, celle qui devait peu à peu conduire à la Révolution et la couronne était bien aise de trouver chez un financier d'envergure, les fonds qui lui permettaient de poursuivre une audacieuse

¹¹⁶ Cf. même ouvrage que note précédente, note 7 dans l'édition papier, 115 dans cette édition numérique.

politique de confrontation armée et ne seraient remboursés qu'après des délais comptés en années plutôt qu'en mois. En Amérique, Holker, l'agent principal de Chaumont, réglait les dépenses des deux premiers ministres de France, Gérard puis La Luzerne et celles de plusieurs consuls mais les sommes engagées n'avaient qu'un caractère accessoire à côté de celles dont pouvait disposer la marine française. En France et aux Antilles Chaumont était, de 1778 à 1780, un important fournisseur de nourriture, de vêtements et de matériels divers pour la marine royale, cependant les dépenses de loin les plus importantes auxquelles les fonds avancés par lui permirent de faire face furent celles de la flotte de l'amiral d'Estaing lors de sa campagne d'Amérique. Dès avant le départ de France de l'escadre, le montant des crédits autorisés par Chaumont pour les réparations et fournitures était déjà de 1,4 million de livres. Quand la flotte était à Boston, de août à novembre 1778, Holker, agissant pour Chaumont, lui avait fourni 1,2 million de livres en monnaie américaine et en août et septembre 1779, plus d'un million de livres en supplément alors que la flotte après Savannah se trouvait à Philadelphie avant de rentrer en France. Au total six millions de livres avaient été avancées à la marine royale dont trois millions en Amérique. Holker, l'agent de Chaumont, avait alors le quasi-monopole des fournitures à la marine, ce que critiquait l'ambassadeur La Luzerne mécontent du taux de change excessif calculé par Holker au détriment de la Couronne. De Sartine, le ministre, soutenait Chaumont qui était le seul à pouvoir offrir une masse de crédit aussi considérable et dont le réseau d'agents étendu permettait de fournir à la marine tout ce dont elle avait besoin. Par ailleurs l'amiral d'Estaing était satisfait des services rendus. Quant aux ministres, Vergennes, de Sartine et plus tard Castries, leur confiance en Chaumont s'appuyait sur un justificatif précis et documenté de toutes les prestations et fournitures pour lesquelles un remboursement en livres françaises était demandé.

Quand l'escadre de Ternay et le corps expéditionnaire de Rochambeau partirent de Brest en mai 1780, les vaisseaux transportaient ainsi qu'on l'a vu précédemment un trésor en espèces complété par des lettres de crédit du gouvernement français. Comme il était à prévoir que ce serait insuffisant, Ternay et Rochambeau reçurent de Chaumont des lettres de crédit pour une valeur de 3,2 millions de livres, à retirer sur ses fonds contrôlés par Holker. [212] Quand, parvenus en Amérique, ils s'adressèrent à lui, l'empire financier de Chaumont était gravement

atteint et Holker ne put leur procurer que cinq cent mille livres provenant de la vente de vêtements que son patron venait d'envoyer outre-Atlantique et ils durent rechercher des sources complémentaires de crédit ¹¹⁷.

EFFORTS DE SURVIE FINANCIÈRE

Vers la fin de 1780 Chaumont qui se débattait depuis plusieurs mois dans des difficultés financières de plus en plus insurmontables, était au bord de la faillite. Il chercha l'appui de Vergennes et de Castries. Au début de l'année 1781 et peu après, Castries et Jean-Charles Lenoir, le lieutenant de police de Paris qui était un ami de Chaumont, présentèrent son cas et prirent sa défense au conseil des dépêches ce qui lui permit d'obtenir le 20 janvier un arrêt de surséance qui le sauva de la ruine et de la confiscation de ses biens. Pour obtenir un tel arrêt d'une durée limitée à un an, il fallait avoir sans doute des appuis dans les hautes sphères du pays mais aussi mettre si possible en évidence les liens qui existaient entre la faillite et les services rendus à l'état. Il fallait enfin s'engager à payer progressivement ses dettes, et le renouvellement n'était obtenu l'année suivante que si cet engagement avait été tenu. Pendant toute la décennie des années 1780 à 1789, Chaumont obtint le renouvellement de l'arrêt de surséance. Il mit de l'ordre dans ses affaires ce qui lui permit de se désendetter auprès de ses plus importants créanciers, car si en 1780 un bilan établi par ses banquiers avait montré un passif accablant, l'actif était alors encore considérable.

Grâce à la surséance il avait pu conserver son château de Loire et l'hôtel de Valentinois. Il rêvait encore de grandes entreprises commerciales, fit quelques tentatives dans ce sens mais sans résultats. Il y avait quelque chose de brisé en lui et le cœur n'y était plus. En 1784 il était presque entièrement retiré des affaires. Il allait avoir soixante ans et les temps aussi avaient changé. Au cours de cette même année 1784 il renonça à faire partie d'un comité d'arbitrage, ce que lui proposait sans connaître sa situation le ministre Galonné, pour juger de la validité des

¹¹⁷ Cf. même ouvrage que note précédente, note 7 dans l'édition papier, 115 dans cette édition numérique.

réclamations de Beaumarchais qui faisait valoir des pertes subies au service de l'État.

Après le départ de Franklin qui regagnait les États-Unis en 1785, il avait pris plusieurs locataires huppés à l'hôtel de Valentinois et au début [213] de 1788 il s'était retiré dans son château de Chaumont sur Loire où le trouvèrent les débuts de la Révolution française.

DANS LES DÉFERLANTES DE LA RÉVOLUTION

Ruiné à Passy, il restait un personnage d'importance à Chaumont sur Loire, apprécié, estimé et même aimé des paysans et villageois qui le connaissaient depuis trente ans et qu'il aidait de toutes les façons notamment après les moissons catastrophiques de 1788. Et pour lui manifester leur confiance ils l'élurent en septembre 1788 pour les représenter à l'assemblée de district de Blois qui devait rédiger les cahiers de doléances et choisir les délégués aux états généraux prévus pour le printemps suivant. En même temps il conservait des relations amicales et suivies avec Franklin et avait envoyé en 1785 aux États-Unis pour remplacer Holker junior avec lequel les relations s'étaient refroidies, son fils Jacques, chargé avec une procuration de sa part et des recommandations de Franklin, de récupérer et de sauver ce qui pouvait encore l'être. Vergennes y joignait les siennes et dans toutes ces élogieuses assurances, il était dit et redit que Chaumont avait été un inestimable ami de l'Amérique et méritait qu'on lui paye tout ce qui était dû à un homme qui avait perdu sa fortune en aidant les *Insurgents*. Le but de la mission de Chaumont junior était clairement d'obtenir du congrès le paiement des sommes dues à son père selon la valeur imprimée sur le papier-monnaie. Autant dire que c'était une mission impossible d'autant plus que le jeune homme, dont le caractère s'était affirmé et qui avait acquis l'expérience des affaires, le prit de haut avec les membres du congrès au lieu d'utiliser une méthode diplomatique. Pendant les années qui suivirent il apprit à corriger le tir sans réussir toutefois à obtenir ce qui était l'objet principal de son séjour. Ce ne fut pas faute d'avoir tout tenté. Le successeur de Vergennes aux affaires étrangères lui envoyait, comme son prédécesseur, des lettres de soutien. Franklin

écrivait à Washington, que Chaumont avait été le premier en France à donner du crédit aux *Insurgents* et que l'aider était une question de justice qui concernait l'honneur du pays. Ne pas le dédommager affirmait-il serait « ajouter l'ingratitude à l'injustice ». Rochambeau écrivait aussi à Washington, assurant que Chaumont était un homme honorable et que ses réclamations étaient justifiées. Finalement Chaumont fils avait obtenu la satisfaction morale de voir le Congrès admettre en septembre 1789 que tous comptes faits, le Trésor américain devait à son père la somme de 9 051,33 dollars ce qui était réellement très peu mais [214] réglait définitivement la question. Depuis son arrivée aux États-Unis, Chaumont fils, devenu James Le Ray de Chaumont, avait obtenu le paiement de dettes privées, vendu quelques biens que possédait encore son père et s'était introduit suffisamment dans la haute société pour épouser en 1785 une jeune Américaine d'une famille très riche et très connue. On ne peut l'accuser d'avoir été un intrigant car c'est la jeune fille qui avait voulu l'épouser à tout prix. Le couple était venu en France en 1790.

En France les événements se précipitaient. Chaumont avait été élu président de l'assemblée de village puis commandant de la garde nationale locale. Dès 1790 il abandonnait ces fonctions. La seconde d'ailleurs ne lui convenait guère. En 1791, les autorités locales qui lui étaient très favorables étaient soumises à des pressions croissantes de Paris qui les inondait de directives et les sommait de durcir leur attitude. Chaumont suspecté de détenir des armes subissait la fouille de son château, puis il devait retirer ou détruire ses armoiries. En 1792, il participait à des élections locales, prononçait un serment d'allégeance à la nation. En 1793, le citoyen Leray renonçait officiellement à ses titres féodaux. En juin 1794, il était emprisonné et le château menacé de destruction parce que son propriétaire avait émigré. En effet, sa surséance interrompue en 1789, Chaumont avait, par une donation entre vifs, transmis la propriété du château à son fils pour éviter la saisie. Malheureusement Chaumont fils fut considéré comme un émigré. Avec l'appui des autorités locales, les enfants de Chaumont purent faire valoir auprès du tribunal révolutionnaire que ni le père ni le fils, qui avait séjourné aux États-Unis de 1785 à 1790 et même était devenu citoyen américain en 1788, n'avaient jamais émigré. Chaumont qui avait échappé de peu à la guillotine fut libéré, le château sauvé. Il y vécut ensuite jusqu'à sa mort en 1803 en compagnie de sa plus jeune fille demeurée célibataire. Sa

femme, dont il était séparé de biens depuis 1789 et divorcé depuis 1792, avait vécu chez ses filles mariées, à Paris, puis était venue au château où elle demeura avec sa plus jeune fille jusqu'à son décès en 1819 ¹¹⁸.

« Clairement, Jacques Donatien Leray de Chaumont mérite davantage de reconnaissance que celle qu'il a reçue jusqu'à maintenant, écrit

¹¹⁸ Cf. même ouvrage que note 7, chapitre 11 « Twilight years ».

Des quatre filles Chaumont : Thérèse-Elisabeth, la plus jeune ne se maria pas. Elle vécut avec son père au château de Chaumont-sur-Loire jusqu'à la mort de ce dernier en 1803, puis dans ce même château avec sa mère jusqu'au décès de celle-ci en 1823, puis elle vécut chez sa sœur, madame Foucault.

Marie-Sophie se maria en 1793 avec Pierre Chassanis, un homme d'affaires parisien qui mourut en 1803.

Marie-Françoise finit par se marier en 1787 avec François Véron de Forbonnais, éminent économiste. Il avait 65 ans et avait beaucoup soupire après Marie-Françoise qui en avait 33. L'époux mourut en 1800, l'épouse en 1829.

Marie-Elisabeth (madame Foucault) et son mari survécurent à la Révolution et finirent leur vie dans un château près de Vendôme, lui en 1821, elle en 1834. Michel Foucault fut emprisonné au printemps de 1794 à la suite d'une méprise. Il passa pour un émigré parce qu'il possédait une plantation à Saint-Domingue et n'y résidait pas. La chute de Robespierre le sauva comme bien d'autres. Les Foucault furent très liés au gouverneur Morris, l'éminent politicien-diplomate-entrepreneur américain, ministre américain en France de 1792 à 1794. Jacques Donatien junior retourna aux U.S.A. en 1802. Son épouse américaine l'avait précédé en 1799. Il revint en France de 1804 à 1807 et encore, de 1810 à 1816. Aux États-Unis, il posséda jusqu'à 600 000 acres de terres (243 000 ha), fit construire au bord de l'État de New York une impressionnante maison où il recevait de distingués visiteurs parmi lesquels le président James Monroe. En 1815, il vendit à Joseph Bonaparte réfugié aux U.S.A. 26 000 acres dans l'actuel comté de Jefferson. Bonaparte y avait quatre maisons de vacances où il venait régulièrement jusqu'à son retour en France en 1830. En 1823, Chaumont junior se trouva ruiné et en situation de faillite à la suite de la construction du canal Erié et du climat trop froid de la région où étaient ses terres. Il remit pour les sauver la plupart de ses possessions à son fils Vincent, comme jadis son père l'avait fait à son égard. Les dettes purent être payées. Père et fils continuèrent à vivre somptueusement. Il revint définitivement en France en 1836 et y mourut en 1840. Son épouse était morte en 1812. Les trois enfants de James furent :

- Thérèse qui épousa le marquis Hippolyte Le Gouvello et vécut en France avec son mari,
- Vincent fit plusieurs voyages d'affaires en France où il se fixa définitivement à Paris et y mourut en 1875.
- Alexander plutôt aventurier que homme d'affaires. Capitaine dans l'armée texane de Sam Houston, il fut tué en duel le 17 octobre 1837.

Thomas J. Schaeper, son biographe américain. Comme marchand privé, agent du gouvernement français, ami et conseiller de Franklin et d'autres Américains, il rendit d'indispensables services dans la guerre des *Insurgents* pour l'indépendance. L'étendue de ses activités fut plus vaste et de loin que celles de Vergennes. La Fayette, Rochambeau et Beaumarchais qui généralement ont droit à des attentions particulières dans les histoires de la révolution américaine » ¹¹⁹.

[215]

Chaumont ne se réclama guère de sa bretonnité mais le dévouement total à une cause au mépris de ses intérêts rarement vu chez un homme d'affaires de son envergure, et la répugnance à se mettre en vedette pour récolter des applaudissements ont souvent été observés chez les Bretons au point d'être parfois considérés comme caractéristiques de leur façon d'être.

DESTIN TOURMENTÉ DE PAUL JONES

Quels furent les sentiments de Chaumont quand il apprit la mort à quarante-huit ans de Paul Jones qui avait été son ami, presque son fils, et qui était devenu son ennemi ? Nous l'ignorons. Ce qui ne fait guère de doute c'est qu'il en eut connaissance car cet événement se produisit à Paris et ne passa pas inaperçu malgré les secousses qui agitaient la capitale française lors de l'été 1792. La Révolution avait grondé le 20 juin, elle le fit plus encore le 10 août, jetant la monarchie à bas. Paul Jones revenu en France depuis mai 1790 et malade les derniers mois était mort le 18 juillet. Tandis qu'un détachement de soldats prenait position devant son domicile rue de Tournon, une délégation de députés venait saluer sa dépouille avant d'assister à ses funérailles. La France à nouveau en guerre depuis avril rendait hommage au héros américain.

Les années d'après la guerre, celle d'Amérique, n'avaient pas été faciles pour Paul Jones. Il avait du faire son deuil d'un commandement digne de lui dans la marine américaine qui n'était assurément pas une priorité pour la jeune nation. Il se savait également mal à l'aise pour faire carrière. Les aspérités du caractère des guerriers s'y prêtent peu.

¹¹⁹ Cf. ouvrage de la note 7, chapitre 11

En attendant d'apercevoir de nouveaux horizons possibles, il lui fallait entrer en possession des sommes importantes provenant de l'argent des prises de guerre que lui devait ainsi qu'à ses équipages, le ministère français de la marine. Il s'agissait du produit des ventes du *Serapis* et de la *Comtesse de Scarborough*. Pour revenir en France à la fin de 1783 il avait emprunté la toute nouvelle ligne transatlantique joignant New York à Lorient non sans ressentir un sentiment d'étrangeté en se retrouvant simple passager sur un navire. À Paris, il avait bataillé pendant dix mois avec le ministre Castries. Il fallait calculer ce qui serait soustrait à l'argent des prises, notamment le prix des réparations des navires effectuées à Lorient. Les discussions furent longues et pénibles. Il envoyait lettre sur lettre à Castries. Il en profitait pour éreinter Chaumont le plus souvent de façon injuste. Castries, comme Sartine conservait une sympathie et même une amitié intactes envers Chaumont qui sachant ce que Jones disait de lui et convaincu d'avoir agi au mieux, ne prit jamais la peine de répliquer ni même de se justifier. Ceci est un [216] aspect de l'orgueil breton. Finalement, le 23 octobre 1784, Jones et le ministre signaient un accord selon lequel le prix de vente des prises avait été de 353 366 livres et la part revenant aux Américains était de 181 039 livres. Toutefois Castries n'autorisa qu'en juillet 1785 le paiement de cette somme que Jones dut encore attendre jusqu'en mai 1786. Après avoir soustrait 20 355 livres qu'il avait avancées à ses marins ou de frais divers et retenu sa part qu'il évaluait à 49 972 livres, il avait remis 112 712 livres à Jefferson, le ministre américain qui avait remplacé Franklin à Paris. La somme était destinée au Trésor américain qui poussa de hauts cris devant la part retenue par Jones mais ses protestations ne furent pas suivies par le Congrès.

L'argent ne suffisait pas, il fallait aussi à Jones la part du rêve. Il chevaucha des chimères, rêva avec La Fayette aussi rêveur que lui, de nettoyer la Méditerranée des pirates barbaresques qui l'infestaient. C'était encore revenir à cette fameuse liberté des mers à laquelle la France tenait tant. Sur l'épée à poignée d'or que le souverain français lui avait remise n'était-il pas inscrit : « récompense de Louis XVI à un valeureux défenseur des droits de la mer » ? Et à Brest où l'on projette d'élever une statue en l'honneur de Louis XVI, la marine la veut sur le port et non à l'intérieur de la ville parce que tout bâtiment entrant ou sortant du port verra ce monument « à Louis XVI rendant les privilèges à la Bretagne et la liberté des mers », écrit l'architecte porteur du projet.

La Fayette se multiplie. Le roi de Naples, la république de Gênes, et même le pape entendent parler des futurs libérateurs de la Méditerranée. Hélas, chacun attelé à ses petites affaires, a bien d'autres soucis en tête. Quant à la France grosse d'une révolution dont elle n'est pas loin d'accoucher, ce n'est pas aux barbaresques et autres maures qu'elle en veut mais aux privilèges et aux privilégiés. La liberté des mers ne lui suffit plus et s'élevant du concret à l'abstrait, il lui faut la liberté tout court. Paul Jones repart en Amérique qui s'apprête à frapper une médaille en or en son honneur mais se garde bien de lui proposer un rôle à sa mesure. C'est encore en France qu'on le comprend le mieux. Il y retourne et reçoit soudain, transmise par Jefferson, la proposition inattendue de l'ambassadeur à Paris de Catherine II, la Grande. Les succès militaires et diplomatiques de l'impératrice conduisent l'aigle russe à vouloir étendre ses ailes protectrices jusqu'à Constantinople, à en chasser les Turcs, à slaviser le Bosphore. Il faut un grand marin pour commander la flotte de la mer Noire. La renommée de Jones est allée jusqu'à Catherine. Le comte Simolin, l'ambassadeur consulté, a confirmé tout le bien qu'il fallait penser de l'Américain. Quant à Jones, que pense-t-il du despotisme de plus en plus vaguement éclairé de l'impératrice ? Jones aime la gloire. Le voici donc parti pour Saint-Petersbourg. Il a choisi la voie de mer. À [217] Copenhague, le roi Christian VII lui réserve un accueil flatteur. Il gagne Stockholm où il ne s'attarde pas. Les Suédois sont les ennemis héréditaires des Russes. Il traverse la Baltique encore encombrée de glaces et réussit par miracle à atteindre Reval, l'actuelle Tallinn, la capitale de l'Estonie, devenue russe au début du XVIII^e siècle. Devant l'impératrice qui à Saint-Petersbourg enfin atteinte lui confiait ses vues sur l'abaissement des Ottomans et le recul de leur empire, à provoquer sans attendre, il ne cacha pas son enthousiasme qui fut bien refroidi quand il vit, après quinze cents kilomètres de course en tarantass, Potemkine, le favori de sa majesté, premier ministre et chef des armées. Ce n'est pas la flotte russe de la mer Noire qui lui est confiée, mais une escadre avec un objectif limité, la destruction du port fortifié d'Otchakov sur les bords de la mer Noire d'où les Turcs interdisent la sortie de la flotte russe bloquée en amont du Dniepr. Il doit tenir compte des avis de Potemkine qui dirige les opérations, de ceux de l'amiral russe qui commande la base navale de Kherson où s'abritent les navires russes, du prince de Nassau-Siegen qui commande une flottille de galères et fera tout pour ruiner son crédit auprès de Potemkine, du général Souvarov avec lequel il doit combiner

ses mouvements et enfin du commandant grec du *Vladimir*, son navire amiral de quarante-huit canons. Jones dépensera pendant l'été 1788 des trésors de patience, d'énergie et comme d'habitude de courage pour entraîner ses marins et les mener au combat. Mais quand Otchakov tombera, il sera déjà loin, rappelé à la demande de Potemkine par Catherine II qui feint de vouloir lui donner un commandement dans la Baltique. En attendant que le bon plaisir de l'impératrice à son égard se précise, il fréquente à Saint-Pétersbourg le comte de Ségur, l'ambassadeur de France, qui a été en Amérique un compagnon de Rochambeau et sympathise avec lui.

Enfin menacé de scandale à la suite d'un complot monté pour le discréditer, sur fond d'intrigues de cour, de rivalités hargneuses et d'imprudences de sa part il prend congé de l'impératrice le 7 juillet 1789. Ensuite, il erre comme une âme en peine, un navire sans gouvernail, de Varsovie à Vienne, de Vienne à Amsterdam, pour revenir encore une fois à Paris où il se sent moins mal qu'ailleurs. Il y a ses amitiés, ses souvenirs, presque ses habitudes. L'agitation politique et sociale lui rappelle les débuts de la révolution américaine. De grands événements pourraient bien survenir. La marine française n'aurait-elle pas, un jour proche, besoin de lui ? Mais ceci est encore un rêve car trop sollicité son corps ne répond plus. Dans les bronches, les poumons, les reins, le mal est partout. La machine n'en peut mais. Jones quitte ce monde un peu avant que soit prononcée la déchéance de ce roi qui avait été pour lui si affable et qu'il ne trouvait pas mauvais homme malgré ce qu'en disaient ses amis jacobins ¹²⁰.

[218]

TURBULENCES BRETONNES

Jusqu'à quel point Jones aurait-il accompagné la Révolution française ? Aurait-il été entraîné par ses flots ou rejeté par eux. Si la question pouvait se poser pour un Américain résidant en France dans ces années quatre-vingts et quatre-vingt-dix, à plus forte raison le serait-

¹²⁰ Cf. *Paul Jones, le loup des océans* par Robert de la Croix.

elle pour des Français, plus particulièrement ceux qui pratiquaient le métier des armes ou étaient simplement en âge de les porter. Être blanc ou bleu, le dilemme prendrait en Bretagne un tour particulièrement aigu mais au début des troubles le tableau était moins net et les couleurs moins tranchées. C'est ce qu'on avait pu observer à propos du marquis de la Rouerie. Revenu d'Amérique dans sa campagne gallèse couvert de gloire et de dettes, marié en décembre 1785 ¹²¹ à une riche héritière des environs, de santé chétive, bretonne comme lui, bientôt veuf, oublié du pouvoir, il fût d'abord un gentilhomme campagnard comme il y en avait alors beaucoup, surtout en Bretagne. Il y avait cependant chez lui des éléments d'atypicité qui ne tenaient pas seulement aux frasques du passé, aux services exceptionnels rendus dans la guerre d'Amérique ni même à l'introduction qu'il avait faite en Bretagne du tulipier de Virginie. À plusieurs lieues à la ronde du château, il était connu et populaire, on était fier de lui et cependant il paraissait un peu étrange, à galoper toujours avec un singe sur la croupe de son cheval en compagnie du fidèle major Schaffner, l'Américain de Pennsylvanie qui ne l'avait jamais quitté et de la belle Thérèse de Moëlien, sa cousine germaine, qui demeurait au château, en faisait les honneurs quand il y avait réception et qui était aussi bonne cavalière et aussi intrépide que lui.

Il y eut à ce moment en Bretagne une de ces poussées de fièvre auxquelles cette province était accoutumée mais qui pouvait faire penser à ce qui s'était produit dans les colonies anglaises d'Amérique lorsqu'elles avaient commencé à ne plus supporter les actes arbitraires de l'absolutisme. La Rouerie était de ces nobles, nombreux en Armorique, nullement hostile au droit divin d'un monarque mais le souhaitant un peu contradictoirement, libéral, largement tempéré entre autres en Bretagne, par les libertés traditionnelles de la province. Il aurait aimé en somme une monarchie française fonctionnant comme la république fédérale américaine. C'est tout le contraire qui, une nouvelle fois, se produisait avec les édits royaux de mai 1788 qui annulaient les pouvoirs politiques des parlements des provinces, limitaient leur compétence judiciaire et donc réduisaient le Parlement de Rennes au régime commun, violaient le Traité d'union de la Bretagne à la France de 1532 grâce auquel cette province [219] était sensiblement moins imposée que les

¹²¹ Washington invité au mariage remercia aimablement, adressa ses vœux et pria qu'on veuille excuser son absence.

autres puisque par ses États et son parlement elle pouvait exercer un droit du contrôle des impositions.

Le commandant en chef Bissy de Thiard et l'intendant de Bretagne, Bertrand de Molleville, venus le 10 mai au parlement où ils avaient fait enregistrer de force les édits malgré les protestations renouvelées du premier président et du procureur général, étaient hués à leur sortie du palais.

L'agitation qui gagnait toute la province était à son comble à Rennes où l'émeute avait grondé le 2 juin. Les soldats, pourtant renforcés par dix-neuf cents hommes étrangers à la province arrivés peu auparavant, avaient dû battre en retraite pour éviter le pire. Les officiers du régiment de Penthièvre, Bretons pour la plupart, répugnaient à s'en prendre à ces messieurs du Parlement. Molleville, écœuré, quitta la Bretagne. Les gentilshommes s'étaient réunis le 13 juin à Saint-Brieuc et les 19 et 20 juin à Vannes, en grand nombre et ils avaient désignés douze d'entre eux qui étaient chargés de remettre à Louis XVI un mémoire contre les édits. La Rouerie faisait partie des douze. Il y avait aussi le comte de Bédée qui était un oncle de Chateaubriand.

Les douze s'en furent d'abord chez le comte de Thiard pour déclarer « infâmes ceux qui pourraient accepter quelques places soit dans l'administration nouvelle de la justice, soit dans l'administration des États, qui ne seraient pas avouées par les lois constitutives de la Bretagne ». Puis ils partirent pour Paris où ils reçurent à leur arrivée le 5 juillet un accueil trop chaleureux, au goût du gouvernement qui, sans qu'ils aient pu se faire entendre, les fit arrêter et enfermer à la Bastille le 14 juillet 1788. Ils n'y restèrent pas longtemps. La Fayette, prévenu par Schaffner avait été rassurant. Il ne s'était pas trompé. Comme Loménie de Brienne avait remplacé Calonne, impuissant au contrôle des finances, Necker remplaça le 24 août Brienne impuissant et déconsidéré. Les douze Bretons furent aussitôt libérés et de retour au pays, y furent reçus triomphalement. Avant de quitter le ministère, Brienne avait annoncé la prochaine réunion des États généraux qui avait été fixée au 1^{er} mai 1789.

La belle unanimité bretonne n'allait pas durer. Les nobles défendaient certes avec une belle pugnacité les droits de la province, ce dont toutes les classes profitaient, mais ils s'arc-boutaient sur une prépondérance dépassée de leur ordre. Aux États de Bretagne qui se réunirent le

29 décembre 1788 pour leur ultime session, n'étaient-ils pas neuf cents alors que les représentants de l'Église n'étaient que trente et un et ceux du Tiers État quarante-neuf. Quant à la bourgeoisie du Tiers État, concentrant toute sa fureur contre la noblesse, elle allait aux États généraux, jeter le bébé avec l'eau du bain, en abandonnant les privilèges de la Bretagne en dépit du mandat qu'elle avait reçu et que lui [220] rappelaient maints cahiers de doléance. Ainsi celui de Vitré qui, après avoir demandé un nombre égal de députés pour le Tiers que pour la noblesse et l'abandon des privilèges de celle-ci, ajoutait : « les députés aux États généraux veilleront à la conservation de tous les droits de la province de Bretagne résultant des conditions du contrat d'union de cette province au royaume de France ; et ne pourront donner aucun consentement qui puisse porter atteinte à ces droits, au contraire, protesteront contre ce qui serait statué au préjudice de ces mêmes droits ».

Le choc de la noblesse et du tiers eut lieu à Rennes en ce jour mémorable du 27 janvier 1789 où le sang coula pour la première fois. La Rouerie et Chateaubriand, enfants des lumières, qui étaient pourtant partisans de la liberté, l'égalité et la fraternité tirèrent l'épée ce jour-là avec les nobles dont ils ne voulurent pas se désolidariser. Saint-Riveul, ancien camarade de collège de Chateaubriand, et de Boishue furent tués dans les rues de Rennes. Les nobles avaient crié « vive la Bretagne » quand les étudiants en droit qui les avaient assaillis étaient moins soucieux de la Bretagne que d'en finir avec les prétentions de la noblesse et sa prépondérance injustifiée. Ensuite l'opposition entre les deux ordres se cristallisa sur le mode d'élection des députés aux États généraux. La noblesse bretonne s'obstina à refuser la procédure imaginée par le gouvernement et n'élut pas de députés. Le clergé entraîné par le haut clergé s'associa à ce refus. Ils furent donc absents des États généraux. La Rouerie, ouvert aux réformes, se dépensa sans résultat auprès des uns et des autres pour les faire revenir sur leur décision.

DÉCHIREMENTS PRÉVISIBLES

La suite des événements n'appartient plus à la période de l'après-guerre d'Amérique. La guerre avait rassemblé dans le même camp une foule d'acteurs qui lors de la Révolution française se distribuèrent

différemment les rôles. De nombreux négociants et armateurs qui avaient appartenu au clan américain embrassèrent la cause républicaine tandis que la majorité des officiers, mais pas tous, qu'ils fussent de la marine royale, de l'armée Rochambeau ou volontaires, s'en tinrent éloignés ou choisirent la fidélité monarchique et fatalement la contre-révolution. La Rouerie fut de ceux-là. Il fut à l'origine et à la tête de cette association bretonne qui aurait bien pu modifier le cours de l'histoire. La Rouerie avait fait, de ce qui était devenu une armée secrète, une machine de guerre assez redoutable. Sa mort, en quelque sorte accidentelle, une semaine après celle du roi en janvier 1793, épargna de [221] grands périls à la République ¹²². Ernest Renan dit de la Bretagne que « dure à soumettre et toujours en arrière du temps, elle est fidèle à ses vainqueurs quand ceux-ci ne le sont plus à eux-mêmes » et que « la dernière en France elle a défendu son indépendance politique contre le roi et elle a donné au monde les derniers royalistes ». Il assure qu'elle s'est usée à résister au temps et à défendre les causes désespérées ¹²³.

Si cette vision romantique peut convenir à la chouannerie et à la conjuration bretonne de La Rouerie, elle s'applique mal toutefois à la participation bretonne à la révolution américaine. D'abord, cette participation ne fut volontaire qu'en partie ce qui n'ôte rien au courage des combattants, ensuite la cause n'était nullement désespérée même si l'issue du combat fut longtemps incertaine.

Quoiqu'il en soit il est important de ne pas ignorer ni oublier que la Bretagne, comme l'a rappelé Jean Meyer, a, plus que tout autre

¹²² Trahi par le médecin qui jadis avait soigné sa femme, avait eu un emploi à Paris grâce à lui, était resté son ami mais était aussi devenu celui de Danton et de révolutionnaires en vue. Traqué par les républicains, après la chute de la royauté en septembre 1792, La Rouerie se réfugie le 12 janvier 1793 chez les Guyomaraux entre Plancoët et Lamballe. C'est l'hiver. Il neige. Il a pris froid et meurt vraisemblablement de pneumonie dans la nuit du 29 au 30 janvier. Il avait appris la mort du roi le 25 janvier, ce qui avait aggravé son état. Les arrestations suivirent. Vingt-sept Bretons accusés de conspiration comparurent le 4 juin 1793 devant le tribunal révolutionnaire de Paris. Le procès dura quinze jours. Le verdict fut rendu le 18 juin. Douze prévenus furent condamnés à mort et exécutés le jour même. Parmi eux, Thérèse de Moëlien, Fontevieux, le compagnon de la guerre d'Amérique, du Pontavice, ancien de l'armée Rochambeau. Schaffner avait pu se réfugier à Jersey où il termina sa vie.

¹²³ In *Essais de Morale et de critique (La poésie des races celtiques)*, d'Ernest Renan, 1859.

province française, porté cette guerre à bout de bras. S'agissant de l'accession à l'indépendance d'un pays qui allait participer aussi brillamment au concert des nations et jouer de nos jours, un rôle aussi essentiel, l'engagement breton n'en apparaît que plus saisissant et son rappel que plus nécessaire.

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[222]

[223]

[224]

**La Bretagne
et la guerre d'Indépendance américaine.**

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

Helen AUGUR, *The Secret war of independence*, New York, Duell, Sloan and Pearce, 1955, rééd. 1976, 381p.

Christian BAZIN, *Le Marquis de la Rouerie « Colonel Armand ». De la guerre américaine à la conjuration bretonne*, Paris, Perrin, 1990, 291p.

François BERGOT, *Les Français dans la guerre d'indépendance américaine*, catalogue de l'exposition organisée au Musée des Beaux Arts de Rennes (23 avril - 4 juillet 1976), 132 p.

Yvon BIZARDEL, *Les Américains à Paris pendant la Révolution*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, 291 p.

Yvon BIZARDEL, *Les Américains à Paris sous Louis XVI et pendant la Révolution : notices biographiques*, Paris, Y. Bizardel, 1978, 288 p.

Gilbert BODINIER, *Dictionnaire des officiers de l'armée royale combattants de la guerre d'indépendance des États-Unis*, Vincennes, Service historique de l'armée de terre, 1983.

Maurice BRAURE, *Histoire des Pays-Bas*, Paris, PUF, Que sais-je ?, 1951

Brest et l'indépendance américaine, catalogue de l'exposition organisée à la Bibliothèque municipale de Brest (juin-juillet 1976).

Henri-François BUFFET, *Vie et société au Port-Louis - des origines à Napoléon III*, Rennes, Bahon-Rault, 1972, 509 p.

Duc René de La CROIX de CASTRIES, *La France et l'indépendance américaine*, Paris, Tallandier, 1975, 379 p.

Marie-Thérèse CLOÛTRE (dir.), *Histoire de Brest*, Brest, C.R.B.C., U.B.O., 2000.

Baron Ludovic de CONTENSON, *La Société des Cincinnati de France*, Paris, 1934.

Paul CORNEC, *Le Couvent des capucins d'Audierne 1657 -1795*, Audierne, Edition du Cap Sizun, 2000.

Paul CORNEC Paul, *Pilleurs du Cap*, Audierne, Édition du Cap Sizun, 2001.

Dominique COSTA, *Nantes et les États-Unis 1775-1783*, catalogue de l'exposition organisée au Musée Dobrée (octobre-novembre 1976) à Nantes.

« De l'Armorique à l'Amérique de l'indépendance », in *Annales de Bretagne et des pays de l'ouest*, Rennes, tome 94, année 1977 – numéro 2.

François CROUZET, *De la supériorité de l'Angleterre sur la France - l'économique et l'imaginaire - XVII^e-XX^e siècle*, Paris, Perrin, 1985, 581 p.

Paul DELARUE, *Charles-Armand Tuffin, marquis de La Rouerie, chef de la conjuration bretonne*, Rennes, 1899.

Jean DELUMEAU (dir.), *Histoire de la Bretagne*, Toulouse, Édouard Privat, 1969.

Henri DONIOL, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des [225] États-Unis d'Amérique. Correspondance diplomatique et documents*, Paris, Imprimerie nationale, 1886-1892, cinq volumes.

Edmond DURTELLE DE SAINT-SAUVEUR, *Histoire de Bretagne*, tome second, Rennes, Plihon, 1935.

Stanley M. ELKINS and Eric McKITRICK, *The Age of Federalism, the Early American Republic - 1788-1800*, New York, Oxford University Press, 1993, 925 p.

Benjamin FRANKLIN, *The Autobiography and other writings*, New York, New American library - Penguin Putnan Inc., 1961.

Alfred GERNOUX, « Nantes et les États-Unis », in *Annales de Nantes et de la Loire-Atlantique*, n° 101, juillet 1955, pp. 18-20.

Jean-Pierre GOUBERT, *Malades et médecins en Bretagne - 1770-1790*, Paris, Librairie C. Klincksieck, 1974.

Hervé GOURMELON, *Le Chevalier de Kerlérec. L'affaire de la Louisiane*, Saint-Jacques-de-la-Lande, Les Portes du large, 2003.

Paul HAZARD, *La Pensée européenne au XVIII^e siècle - De Montesquieu à Lessing*, tomes I et II, éditions contemporaines, Paris, Boivin, 1949.

Gérard HUGHES et Cécile COQUET, *Un « Destin manifeste » : naissance d'une Amérique conquérante au XIX^e siècle*, Paris, Mallard, 1999, 173 p.

André KASPI, *Les Américains : les États-Unis de 1607 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1986, 697 p.

Coll., *La Bretagne, une province à l'aube de la Révolution - Brest, C.R.B.C. et Quimper, S.A.F.*, 1989.

Robert de LA CROIX, *Paul Jones, le loup des océans*, Paris, Arthaud-Fayard, 1960.

Commandant André LASSERAY, *Les Français sous les Treize Étoiles 1775- 1783*, Mâcon, 1935.

Jeanne LAURENT, *Bretagne et Bretons*, Paris, Arthaud, 1974.

Robert de LOTURE, *Washington, nous voici ! La France au secours de l'indépendance américaine*, Paris, Hachette, 1934, 248 p.

Yann LUCAS, *Lorient, histoire d'une ville*, Quimper, Éditions Palantines, 1997.

Claude MANCERON, *Les Hommes de la liberté*, tome 2, *Le Vent d'Amérique : l'échec de Necker et la victoire de Yorktown, 1778-1782*, Paris, Robert Laffont, 1974, rééd. 1987.

Henri Antoine MEROU, *Les Combattants français de la guerre d'Amérique 1778-1783*, Paris, Quantin, 1903, 327 p.

Michel MOHRT, *Tombeau de La Rouerie*, Paris, Gallimard, 2000, 156 p.

Olivier PÉTRÉ-GRENOUILLEAU, *Nantes*, Quimper, Éditions Palantines, 2003.

Jean QUÉNIART, *La Bretagne au XVIII^e siècle - 1675-1789*, Rennes, Éditions Ouest-France, 2004.

Alain RAISON du CLEUZIQU, « La Bretagne et les Bretons au moment de la guerre d'Amérique » in *Bulletin et mémoires de l'Association Bretonne*, t. 44, 1933, pp. 1-20.

René RÉMOND, *Histoire des États-Unis*, Paris, P.U.F., 1999.

[226]

Ernest RENAN, « La Poésie des races celtiques » in *Essais de morale et de critique*, Paris, Michel Lévy frères, 1859.

Yannick ROME, *250 ans de franc-maçonnerie en Bretagne*, Le Faouët, Liv'éditions, 1997.

Léon ROUZEAU, « Aperçus du rôle de Nantes dans la guerre d'indépendance américaine », in *Bulletin de la Société archéologique et historique de Nantes et de Loire Atlantique*, juin 1987, tome LXXIV, n° 2, pp. 217-278.

Thomas J. SCHAEFER, *France and America in the revolutionary era. The life of Jacques Donatien Leray de Chaumont 1725-1803*, Providence, R.I., Berghahn books, 1995, 384 p.

Thomas J. SCHAEFER, *John Paul Jones and the Battle off Flambouroug Head : a reconsideration*, New York, P. Lang, 1989, 125 p.

Joseph SCHERMACK, *La Maison de France en Bretagne - une famille de noblesse chevaleresque*, Paris, Robert Laffont, 1972.

Patrick VILLIERS, *Marine royale, corsaires et trafic dans l'Atlantique de Louis XIV à Louis XVI*, thèse 1975-1990, Lille, Atelier de reproduction des thèses, 2003, deux tomes.

Collectif, *Violence et Société en Bretagne et dans les pays celtiques*, Brest, C.R.B.C., 2000.

Bernard VOYENNE, *Histoire de l'idée fédéraliste*, Nice, Presses d'Europe, 1976.

Gaëtan de WISMES, *Le commodore Paul Jones. Sa réception à Nantes en 1780*, Nantes, 1906.

Henry YVIGNAC (Maurice-Henri PIEDVACHE), *Les Bretons et l'indépendance américaine*, 1920, rééd. 2004.

André ZYSBERG, *La Monarchie des lumières - 1715-1786*, Paris, Seuil, 2002.



[227]

**La Bretagne
et la guerre d'Indépendance américaine.**

CHROLOGIE HISTORIQUE

[Retour à la table des matières](#)

- 1763 Le traité de Paris met fin à la guerre de Sept Ans. La France perd définitivement le Canada et la Louisiane, mais conserve l'essentiel de ses possessions aux Antilles. Cet abaissement maritime et colonial de la France a lieu dans l'indifférence générale de la classe dirigeante du pays.
- 1764 L'Angleterre décide de taxer les produits de ses colonies : c'est le *Sugar Act*, suivi en 1765 par le *Stamp Act*
De 1764 à 1774 , F Affaire de Bretagne
- 1770 Les premiers mouvements de révolte éclatent en Amérique. Un massacre survient le 5 mars à Boston.
- 1773 Le premier Congrès continental se tient le 5 septembre.
Le 16 décembre a lieu la *Boston Tea Party*. L'incompréhension et l'indignation sont à leur comble en Angleterre.
- 1774 Mort de Louis XV et avènement de Louis XVI
- 1775 Le 19 avril se déroule la bataille de Lexington

Le 5 juin, le second Congrès continental se tient et nomme George Washington à la tête des armées américaines.

Le 17 juin, victoire américaine de Bunker's Hill

1776 Le 1er janvier, création du drapeau continental rouge à raies blanches.

En mai, début des envois d'armes françaises.

Le 4 juillet, le troisième Congrès continental vote la Déclaration d'indépendance. Après le combat d'Haarlem Heights, Washington doit évacuer New York.

En juin, le drapeau américain est complété par un canton d'azur avec treize étoiles d'argent.

Le 4 décembre, Benjamin Franklin débarque à Auray, il arrive le 7 décembre à Nantes et le 21 décembre à Paris.

[228]

1777 Fin janvier, Benjamin Franklin s'installe à Passy chez le Breton Chaumont où il restera pendant tout la durée de son séjour en France. Fin avril, Armand Tuffin de La Rouerie arrive en Amérique.

13 juin, La Fayette arrive à son tour en Amérique.

L'escadre de l'amiral Du Chaffault manœuvre dans l'océan Atlantique pour protéger les convois d'armes

Le 19 septembre, victoire américaine de Saratoga, le général britannique Burgoyne capitule avec 5 000 hommes, mais en octobre, Washington est battu par Clinton à Brandywine.

L'armée de Washington passe ses quartiers d'hiver à Valley Forge

- 1778 Le 6 février, Louis XVI signe un traité d'amitié et de commerce avec les États-Unis
- En mars, rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Angleterre.
- Le 13 avril, l'escadre de l'amiral d'Estaing appareille de Toulon pour les côtes américaines.
- Le 8 mai, arrivée de John Paul Jones à Brest
- Le 17 juin, combat de la *Belle Poule* contre l'*Aréthuse*.
- Le 23 juillet, l'escadre commandée par d'Orvilliers rencontre l'escadre commandée par Keppel, au large d'Ouessant. La bataille d'Ouessant a lieu le 29 juillet.
- Les Anglais attaquent dans le sud des colonies d'Amérique insurgées et, le 29 décembre, ils s'emparent du port de Savannah.
- 1779 Le 6 février, La Fayette, de retour en France, débarque à Brest.
- Au printemps, l'escadre de l'amiral d'Estaing est renforcée par celles de Vaudreuil, de De Grasse et de La Motte-Picquet.
- Le 29 avril, à Aranjuez, signature du traité d'alliance franco-espagnol.
- Le 22 mai, les Anglais s'emparent de Charlestown.
- Le 10 juillet, le corps expéditionnaire français commandé par Rochambeau débarque à Newport
- Entre le 10 et le 14 septembre, la tempête fait échouer le projet de débarquement en Angleterre.
- Le général américain Benedict Arnold passe à l'ennemi.

Septembre, combat naval entre le *Bonhomme Richard* et la *Serapis*.

Le marquis de Castires remplace Sartine à la Marine.

Séguir remplace Montbarrey à la Guerre.

[229]

Le 18 décembre, La Motte-Picquet repousse une escadre anglaise devant Fort-Royal (aujourd'hui Fort-de-France) à La Martinique et assure le passage à un important convoi vers les États-Unis

1780 Le 3 février, départ de l'escadre de Guichen

Le 2 mai, départ de l'escadre de Ternay

En mai, La Fayette débarque à Boston

1781 Le 20 mars, Rochambeau rencontre Washington

Le 22 mars, l'escadre du comte de Grasse quitte Brest

Le 14 août, l'armée de Washington se met en route vers la Virginie.

Le 30 août, De Grasse jette l'ancre à l'entrée de la Chesapeake.

Du 5 au 9 septembre, la bataille des caps de Virginie se termine par la victoire du comte de Grasse sur les amiraux anglais Graves et Hood.

Le 14 septembre, à Williamsbourg, les armées de La Fayette, Washington et Rochambeau font leur jonction

Le 19 octobre, reddition de Cornwallis à Yorktown

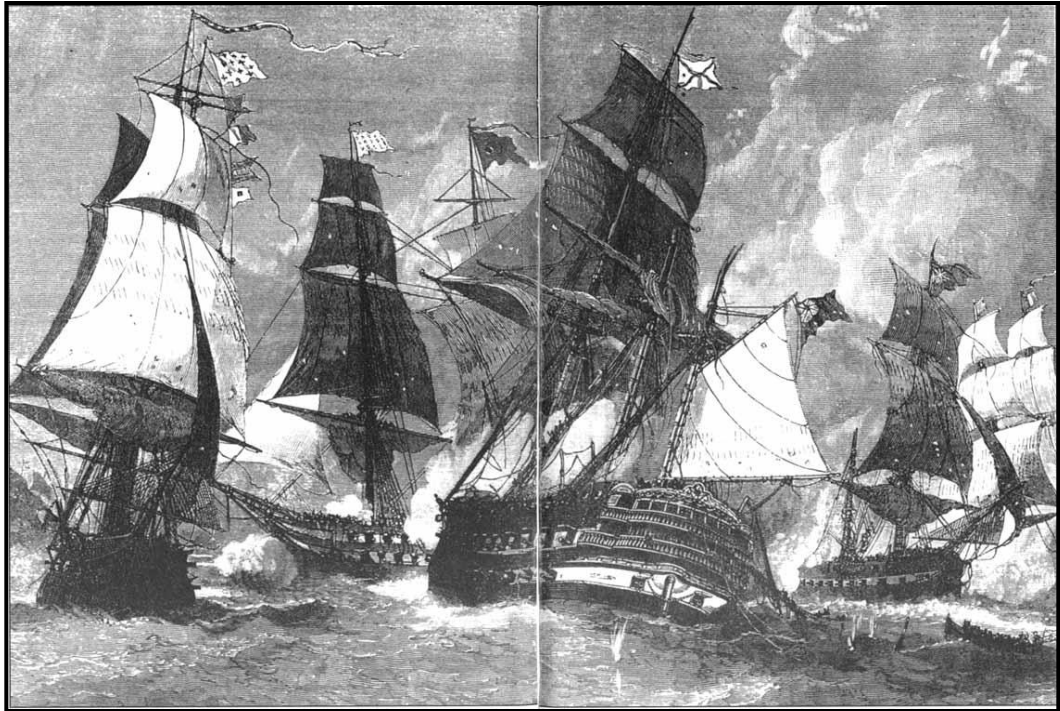
Le 21 décembre, La Fayette repart pour la France

Suffren sauve Le Cap et ouvre la route des Indes

- 1782 De Grasse est fait prisonnier à la bataille des Saintes
Mars, début des négociations franco-anglaises
Le 3 septembre, Manchester, représentant l'Angleterre, et Vergennes, la France, signent le traité de paix à Versailles.
Fin 1782, le corps expéditionnaire français rentre en France.
- 1784 Le 18 mai, La Rouerie quitte l'Amérique et s'embarque à Philadelphie.
- 1788 Georges Washington est élu président des États-Unis

[230]

La bataille franco-anglaise du cap Henry le 5 septembre 1781.



[232]

[233]

**La Bretagne
et la guerre d'Indépendance américaine.**

**INDEX GÉNÉRAL
DES NOMS DE PERSONNES**

[Retour à la table des matières](#)

- ABOVILLE, François-Marie, comte d', colonel d'artillerie, 138, 198
ACHARD de BONVOULOIR, agent français en Amérique, 50
ADAMS, John, signataire de la Déclaration d'indépendance américaine, 41, 44, 107, 108, 109, 110, 111, 113, 115, 149, 155, 156, 210
ADAMS, Samuel, frère de John, 41
AIGUILLON, duc d', gouverneur de Bretagne, 13, 15, 17, 18, 19, 27, 29, 46, 47, 48
ANDERSON, capitaine de navire marchand, 176, 177
ANSON, George, amiral anglais, 16
ARMAND, colonel, voir à LA ROUERIE, Armand TUFFIN de
ARNOULD, Sophie, actrice de théâtre, 174, 197
AUGUR, Helen, historienne, 78
AUMONT, duchesse d', 101
AVEN, Adrienne d', épouse de LA FAYETTE, 153
- BACHE, Benny, petit-fils de Franklin, 71, 80, 103, 106, 107
BALLEROY, 20
BANCROFT, Edward, agent à la solde des Britanniques, 96, 97, 98, 111, 112, 150, 207, 210
BARAZER de KERMORVAN, Gilles, officier volontaire dans l'armée américaine, 171
BARBEU-DUBOURG, docteur, ami de Benjamin Franklin, 68, 72, 79, 80, 96, 97, 98, 99,

BARCLAY, 203
BARÉ, Isaac, colonel, 63
BARRAS (de), amiral, 190, 191, 198,
BARRY, John, officier de marine américain, souvent appelé le “père
de l’U.S. Navy” 70
BAUFFREMONT, 22
BAYLE, Pierre, philosophe français, 66
BAZIN, Christian, biographe de La Rouerie, 173, 176, 186, 197
BEAULIEU (pseud. de PONTLEROY), agent secret français, 46
BEAUMARCHAIS, Pierre-Auguste CARON de, 64, 67, 80, 92, 98, 99,
110, 113, 128, 173, 176, 212, 214
BEAUMESNIL, Mademoiselle (Henriette-Adélaïde Villard), actrice
de théâtre, 174, 175, 197
BÉLINAYE (de la), oncle d’Armand Tuffin de La Rouerie, 174, 175,
187, 195
BELL, Thomas, 75
BÉRARD, François, 151,204,
BERNARD, Samuel, financier, 90,
BERNIER, Pierre, administrateur de la Compagnie des Indes, 86
BERSOLLE, négociant brestois, 149
BERTHEVIN, Pierre, 92
BIRON, maréchal duc de, 189
BLIGH, général anglais, 18, 19,
BOIS de la MOTTE (du), 24
BOISHUE (de), gentilhomme tué à Rennes, 220
BONAPARTE, Joseph, frère de Napoléon, qui fut roi de Naples, puis
roi d’Espagne, 222
BOSCAWEN, Edward, amiral, 21, 28
BOULAIRE, Alain, historien de Brest et de la marine française, 221
BOURBON-BUSSET, comte de, 175
BOUVET, Françoise, 81,
BRIENNE, voir LOMÉNIE de BRIENNE
BROC, marquis de, 19

- BROGLIE, Victor-François, duc de, 127
BROOK, docteur, 154
BUFFET, Henri-François, archiviste et historien, 29
BUFFON, Georges Louis Leclerc, comte de, naturaliste, 58
BURGOYNE, John, général britannique, 117, 118,
BURKE, Edmund, homme d'État et penseur politique britannique, 63
BUSSY de THIARD, voir à THIARD
BYNG, John, amiral britannique 28
BYRON, amiral anglais, 130, 132
- CALONNE, Charles-Alexandre de, contrôleur général des finances, 204, 205, 212
CARADEUC de LACHALOTAIS, Louis-René, procureur général au Parlement de Bretagne, 27
CARMICHAEL, secrétaire de Deane, 112
CARTIER, Jacques, navigateur malouin, 31, 51
CASTRIES, duc de, secrétaire d'État à la Marine, 190, 211, 212, 215, 216
CATHERINE II, impératrice de Russie, 216 217
CAZE de la BOVE, intendant de Bretagne, 135
CENDRARS, Biaise, écrivain français d'origine suisse, 148
CHAFFAULT, Louis Charles du, amiral, 127, 133, 199
CHAPPEL, Alonzo, 145
CHARLES III (CARLOS III), roi d'Espagne, 127
CHARLETON, Colonel britannique, 184
CHARLOTTE, reine d'Angleterre, épouse de George III, 117
CHARRET, armateur de Nantes, 155
CHASE, Ruben, 158
CHASSANIS, Pierre, homme d'affaires parisien, 222
CHASTELLUX, François, marquis de, 194, 195, 198
CHATEAUBRIAND, François-René, 127, 219, 220
CHAUMONT, voir à LERAY de CHAUMONT CHEVALIER, Jean-Baptiste, 86

- CHOISEUL, Étienne François, duc de, 20, 21, 22, 30, 46, 47, 93, 95, 101, 126
- CHRISTIAN VII, roi du Danemark, 216
- CIMAT (de), colonel français, 191, 193
- CLAGGETT, William, horloger, 56
- CLARKE, 166,
- CLERET, chirurgien-major, 30
- CLINTON, général anglais, 124, 129, 130
- COLBERT, 119, 136,
[234]
- COLOMB, Christophe, navigateur génois “découvreur” de l’Amérique, 31
- CONAN, capitaine (héros éponyme d'un roman de Roger Vercelet, prix Goncourt en 1934), 13
- CONDORCET, Marie Jean Antoine, marquis de, philosophe et mathématicien, 103
- CONFLANS, maréchal de, 21, 22
- CONWAY, Irlandais, 182, 198,
- CORDOBA y CORDOBA, don Luis, amiral espagnol, 128
- CORDON, négociant, 158.
- CORNEC, Paul, 30
- CORNIC, Pierre, capitaine corsaire, 30
- CORNWALLIS, général britannique, 181, 184, 189, 191, 193
- COSSÉ-BRISSAC, Louis Hercule de, duc, 168
- COTTINEAU de KERLOGUEN, Denis Nicolas, capitaine de navires, 155, 158, 159, 160, 162, 164
- COULON de JUMONVILLE, Joseph, 10, 28
- COULON de VILLIERS, 28
- CRAIG , John et Peggy , couple américain ami de La Rouerie, 195, 198,
- CROIX, Robert de la, écrivain, 222
- CROMMELINS, négociants d’Amsterdam, 63
- CROY, duc de, 119
- CUMMING, Américain installé à Lorient, 156, 203

- DAMIENS, Robert François, soldat, puis domestique, écartelé pour tentative de “régicide”, 82
- DANDRIDGE, Dorothy, 149
- DARLEY, artiste, 165
- DEANE, Jess, 107
- DEANE, Silas, diplomate américain en poste en France, 69, 70, 72, 77, 79, 80, 96, 97, 98, 99, 100, 107, 110, 113, 114, 115, 1118, 130, 144, 153, 177, 207,
- DEBAUVE, Jean-Louis, érudit et bibliophile breton, 152, 155, 168
- DEFFAND, Madame du, 79
- DELUMEAU, Jean, historien, 140,
- DESCHAMP, lieutenant du roi, 29
- DICKINSON, John, 41
- DINWIDDIE, gouverneur de Virginie, 10
- DOBREE, Pierre-Frédéric, négociant et armateur de Nantes, 68, 166
- DUCOUËDIC, Charles-Louis, officier de marine, 116, 133, 142, 199
- DUFILHOL, interprète, 170
- DUMAS, agent américain, 163
- DUPLESSIS, peintre à Paris, 107
- DUPLESSIS-MAUDUIT, voir à MAUDUIT du PLESSIS, Antoine de
- DURAS, duc de, 47
- DURTELLE de SAINT-SAUVEUR, Edmond, historien de la Bretagne, 52
- DUYNES, François-Bonaventure, 29
-
- EDEN, William, sous-secrétaire d'État britannique, 97, 112
- ÉMERIAU, Maurice, officier de marine, 132, 142
- ÉON, chevalier d', 103
- ESNOUAL DESCHATELETS, Jean-Marie, maire de Lorient, 204
- ESTAING (d'), Jean-Baptiste, amiral-comte, 123, 124, 129, 130, 132, 133, 153, 211

- FERMIER de la PROVOTAIS, Louise, Lorientaise, 156
FERSEN, Hans-Axel, comte de, 195, 198
FISK, John, capitaine corsaire américain, 118
FLORIDA-BLANCA, Francisco-Antonio de Marino, comte de, ministre espagnol, 127
FOLGER, Abiah, 53, 78, 168,
FONTEVIEUX, chevalier de, 184, 195, 198, 223
FOUCAULT, Michel, riche homme d'affaires, gendre de Leray de Chaumont, 102, 222
FRANKLIN, Benjamin, 35, 40, 41, 42, 44, 45, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 66, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 77, 79, 80, 96, 97, 101, 102, 103, 104, 105, 107, 109, 110, 111, 112, 113, 118, 119, 144, 146, 149, 151, 155, 157, 158, 159, 163, 164, 166, 167, 168, 187, 200, 205, 207, 210, 212, 213, 214, 216
FRANKLIN, Josiah, 53
FRANKLIN, William , 60, 71, 78, 103
FRÉDÉRIC II, 11
FROBISHER, Martin, 31
- GAGE, Thomas, général anglais, 42
GALLOWAY, Joseph, 61
GARDOQU1, Diego, négociant de Bilbao, 63
GATES, général américain, 117, 118, 182, 184
GEORGE 1er, 52
GEORGE II, roi d'Angleterre, 10, 52
GEORGE III, roi d'Angleterre, 8, 52, 57, 60
GÉRARD, Conrad-Alexandre, premier commis au ministère des Affaires étrangères, 80, 118, 130, 141
GÉRARD, Joseph-Mathieu, frère du précédent, 141
GLOUCESTER, duc de, 153,
GLÜCK, Christophe Willibald, compositeur allemand, 175, 197
GODFREY, Robert, 92
GOUBERT, Jean-Pierre, historien, 30, 123, 141

- GOURLADE, Jacques-Alexandre, administrateur de la Compagnie des Indes, 86, 150, 151, 158, 201, 203
- GOURMELON, Hervé, biographe du chevalier de Kerléréc, 29
- GRAFTON, duc de, 63
- GRAND, Ferdinand, banquier hollandais, 100, 203, 209, 211
- GRAND, George, 100,
- GRAND, Henri, 103
- GRASSE (de), François-Joseph-Paul, amiral-comte, 123, 133, 142, 190, 191, 193, 194
- GRAVES, amiral britannique, 140, 191
- GRENNEC, Mathurine, 164
- GRIMALDI de Monaco, 101
- GRIMM, Melchior, baron de, écrivain et critique allemand, qui séjourna longtemps à Paris, 174
- GROU et MICHEL, associés nantais (commerce, armement), 86, 166
- GRUEL, Jacques Barthélémy, 69, 72, 74, 75, 200
- [235]
- GUICHEN, Luc du BOUËXIC, comte de, amiral, 123, 133, 134, 190, 199
- GUILLAUME III, roi d'Angleterre
- GUILLAUME V, stathouder de Hollande, 170,
- GUILLEMOIS, chirurgien major, 30
- GUILLOTIN, Joseph-Ignace, médecin, docteur, 103
- GURY, Jacques, universitaire, 68
- GUYOMARAIS, famille de la, 223
-
- HALL, David, 56
- HAMILTON, colonel américain, aide de camp de George Washington, 191, 194
- HANNIBAL, 94
- HARADEN, Jonathan, capitaine corsaire américain, 118
- HARDOUIN, docteur P., 30
- HAWKE, Edward, amiral anglais, 21

- HELVETIUS, Madame, 106
HENRY, Patrick, 39,41, 149
HOLKER, John, 87, 209
HOLKER junior, John, 87, 115, 209, 210, 211, 212, 213
HOOD, amiral britannique, 190, 191
HOUSTON, Sam, 222
HOWE, général américain, 183
HOWE, Richard, amiral britannique, 17, 18, 129, 179
HOWE, William, général britannique, 117, 118, 179, 180,
- JARNOUX, Philippe, universitaire, 141
JEFFERSON, Thomas, 41, 44, 45, 109, 194, 216
JOGUES, famille négociante de Nantes, 84
JOGUES-DÉSORMEAUX, Alexandre, 209
JOGUES DÉSORMEAUX, Marie-Thérèse, 84
JOHNSON, capitaine corsaire américain, 118
JONES, John Paul, 143, 144, 145, 146, 147, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 170, 200, 203, 215, 216, 217, 218, 222
JONES, Willie, 148
- KALB, Johann, baron de, lieutenant-colonel allemand au service de la France, puis des Américains, 46, 47, 185, 198
KEPPEL, Augustus, amiral britannique, 22, 125, 126
KERGUELEN, Yves de, officier de marine, 142
KERLÉREC, Louis BILLOUART de KERVASÉGAN, chevalier de, dernier gouverneur français de la Louisiane, 28, 47
KERMELLEC, 13
KERMORVAN, voir à BARAZER de KERMORVAN KERSAINT, Armand Guy Simon de, officier de marine, 199
- LA CHALOTAIS, voir CARADEUC de LA CHALOTAIS, 27, 47, 48,51
LACLOCHETTERJE (de), commandant de navire, 125

- LA CLUE, Jean-François de BERTET de LA CLUE- SABRAN, amiral français, 21
- LA FAYETTE, Gilbert du MOTIER de, 103, 118, 153, 154, 155, 156, 168, 173, 180, 181, 189, 191, 195, 197, 205, 214, 216, 219
- LALLY-TOLLENDAL, 11, 130
- LA LUZERNE, 195, 197, 210, 211
- LAMENNAIS, Robert de, négociant et armateur malouin, père de Félicité et de Jean-Marie de Laménais, 135
- LAMOTTE-PICQUET, Toussaint-Guillaume de, 126, 130, 131, 132, 133, 140, 141, 146, 199
- LANDAIS, Pierre, officier de marine malouin au service des Américains, 154, 155, 157, 159, 162, 163, 164, 166, 169
- LANDAL, Olivier de France, comte de, 17
- LAPONCE, 93
- LAPORTE, Arnaud de, lieutenant de Brest, 50
- LAPOTAIRE, négociant, 155, 159, 201,
- LA ROUERIE, Armand TUFFIN de, “colonel Armand”, 171, 172, 174, 175, 176, 177, 179, 180, 181, 182, 183, 185, 186, 187, 191, 193, 194, 196, 197, 198, 218, 219, 220, 221, 223
- LAURENS, colonel américain, 186, 201
- LAURENT, Jeanne, historienne, 9, 28
- L’AVERDY, Clément-Charles-François de, contrôleur général des finances, 88, 89, 90
- LAVOISIER, Antoine Laurent de, chimiste, 103
- LA VRILLIÈRE, Louis, comte de Saint-Florentin, puis duc, ministre, 14
- LAW, John, marquis de LAURISTON, 86
- LE BEAUPIN, chirurgien, 30
- LE BOUËDEC, Gérard, universitaire, historien de Lorient, 203, 221
- LEBRET, intendant de Bretagne, 20
- LEE, Arthur, 70, 118, 149, 159, 164, 166, 167
- LEE, Thomas, 167,
- LEFEBVRE, valet de chambre de La Rouerie, 176, 177, 184,
- LE GALLO, Yves, universitaire, historien de Brest, 121, 122, 141

- LE GOUAZ, Yves, 139, 202
- LEGOUVELLO, Hippolyte et Theresa, 222
- LENOIR, Jean-Charles, lieutenant de police de Paris, 212
- LE NORMAND, Jean Jacques, maire de Brest, 135
- LERAY, familles (de FUMET, de la CLARTAIS, etc.), 81, 82, 85, 92, 200
- LERAY de CHAUMONT, Élise, 102
- LERAY de CHAUMONT, Jacques-Donatien, 79, 80, 81, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 91, 92, 93, 94, 96, 98, 99, 101, 105, 107, 109, 110, 112, 113, 114, 115, 118, 149, 150, 151, 154, 157, 163, 164, 166, 167, 170, 177, 200, 203, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215
- LERAY de CHAUMONT, Jacques (plus tard, James), 103, 156, 213, 214, 222
- LERAY de CHAUMONT, Marie-Françoise, 102, 105, 222
- LERAY de CHAUMONT, Sophie, 102, 222
- LERAY de CHAUMONT, Thérèse, 102, 222
- LERAY de CHAUMONT, Vincent, 222
- LERAY de la CLARTAIS, René-François, 81, 82
- [236]
- LE ROY, Jean-Baptiste, 103
- LESTOCK, amiral, 12
- LE VEILLARD, Louis, 103
- LÉVY, André, 221
- LINNÉ, Carl von, 58
- LIVINGSTON, Robert, 43
- LOCKE, John, 42
- LOMÉNIE de BRIENNE, Étienne-Charles, 219
- LOTURE, Robert de, 142
- LOUIS XIV, "le Roi-Soleil", 7, 9, 13,
- LOUIS XV, 10, 11, 21, 30, 47, 48, 50, 67, 119, 128, 170, 174
- LOUIS XVI, 49, 51, 118, 130, 167, 216
- LOWENDAHL, comtesse de, 164
- LUCAS, Yann (Jean-Luc LE LIBOUS), journaliste et écrivain, 30

- MACCARTY, 203, 204
MAC KINLEY, 78
MAHÉ de la BOURDONNAIS, Bertrand-François, 13
MALBOROUGH, duc de, général anglais, 17, 18, 29
MALESCOT, chirurgien major, 30
MALISSET, marchand de grain, 89, 90
MALONY, Thomas, capitaine de navire de Limerick, 158
MANCERON, Claude, historien, 126, 132, 137, 141
MARAT, Jean-Paul, médecin, 103
MARTIN, Jean-Clément, historien, 221
MASON, George, 41
MAUDUIT du PLESSIS, 173, 181,
MAUPÉOU, René Nicolas Charles Augustin de, chancelier de France,
adversaire de Choiseul, 48
MAUREPAS, Jean Frédéric PHÉLYPEAUX, comte de, ministre de la
Marine, 95, 125, 154, 205,
MAURICE de SAXE, maréchal de France, 12
MAYNON d'INVAU, Etienne MAYNON d'INVAULT, 90
MAZOIS, directeur de la ligne transatlantique Lorient-New-York, 204
MELL, Antoine, capitaine de navire de Marseille, 159
MELVILLE, Herman, poète et romancier américain, 148
MENOUE, Mademoiselle de, 166
MESMER, Friedrich Anton, médecin allemand, théoricien du “magné-
tisme animal”, 103
MEYER, Jean, historien, 7, 9, 25, 30, 66, 141, 200, 201, 221
MIRABEAU, Victor RIQUETI, officier, puis économiste, père de
l'orateur révolutionnaire, 79
MOËLLIEN, Thérèse de, cousine de La Rouerie, 218, 223
MOLIÈRE, 84
MOLLEVILLE, Bertrand de, 219
MONISTROL, 203
MONROE, James, 5e président des États-Unis, 222

- MONTAUDOIN, famille de négociants et armateurs de Nantes, 63, 66, 74, 86, 135
- MONTCALM, 11
- MONTGOLFIER, frères, 103,
- MONTIEU, Joseph CARIÉ de, agent de Beaumarchais, 67, 118, 210,
- MONTIGNY de MONTPLAISIR, Pierre-André, 86
- MOORE, William, 203
- MOREL d'AUBIGNY, 19
- MORICE, capitaine de navire, 158,
- MORRIS, Robert, homme d'affaires de Philadelphie, membre du Congrès, 72, 144, 177, 179, 207, 222
- MORRIS, Thomas, agent commercial américain à Nantes, 72, 76
- MOYLAN, James, 150, 151, 156, 158, 168, 203
- NASSAU-SIEGEN, prince de, 217
- NECKER, Jacques, banquier suisse, futur ministre, 86, 219
- NESBITT, Jonathan, Américain installé à Lorient, 156, 168, 203
- NEUFVILLE, Jean de, marchand et banquier, 163
- NEWTON, Isaac, 54
- NICHOLSON, capitaine corsaire américain, 118
- NICOT, Philippe, capitaine de navire, 154, 158, 160, 162, 164,
- NINI, Jean-Baptiste, 92, 93, 107,
- NOAILLES, marquis de, ambassadeur de France, 118
- NORTH, Lord, Premier ministre britannique, 97
- O'HARA, officier britannique, 193
- OLIVIER, maire, notaire à Lorient, 168
- ORANGE, prince d', stadhouder de Hollande, 163
- ORVILLIERS (d) Louis, comte, lieutenant général, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 146, 147
- O'SHEIL, 166
- OTIS, James, 41
- OTTENDORF, major, 180,

OZANNE, Nicolas, peintre, 139, 202,

OZENNE, armateur négrier, 68

PARIS-DUVERNEY, 67

PARKER, amiral britannique, 140

PARMENTIER, Antoine, 93, 94

PAUL, John, devenu ensuite John Paul Jones, voir à

JONES, John Paul

PEALE, William, peintre américain, 195

PEARSON, Richard, capitaine anglais, 162

PELTIER-DUDOYER, agent de Beaumarchais à Nantes, 67, 92

PENET, négociant à Nantes, 68, 72, 75, 76, 80, 98,

PENN, John, 58

PENN, William, 58

PENTHIÈVRE, duc de, gouverneur de Bretagne, 125

PHILIPPE de CHARTRES, futur Philippe-Égalité, 126, 127,

PIARNE, négociant à Nantes, 68, 74

PITT, William, 11, 15, 28

PONTAVICE, Louis du, 223

PONTCALLEC, marquis de, (Clément de GUER-MALESTROIT), 8,
14

PONTLEROY (pseud. BEAULIEU), 46

POTEMKINE, premier ministre russe, 217

[237]

PRINGLE, John, 57

PRUDHOMME de BORRE, 173

PUCKLERIDGE, Richard, 57

PULKAWSKI, comte, 181, 183, 184

QUÉNIART, Jean, historien, 25, 26, 30

QUINCY, John, 107

RAMEAU, Jean-Philippe, musicien, 197

READ, Deborah, 54
RENAN, Ernest, 221, 223
RICHELIEU, 136,
RIOS, veuve, 164
RIOUST de VILLES-AUDRAINS, 19
RIVIÈRE, Marie-Louise de la, 153, 168,
ROBERDEAU (de), capitaine de navire, 155, 158
ROBESPIERRE, Maximilien, 103
ROCHAMBEAU, Jean-Baptiste-Donatien de VIMEUR, général
comte, 135, 138, 173, 185, 189, 190, 191, 193, 194, 195, 197,
198, 211, 212, 213, 214, 217, 220, 223
RODNEY, amiral britannique, 133, 190
ROMANET, François de, 173,
ROTH, chevalier, directeur de la Compagnie des Indes, 86
ROUSSEAU, Jean-Jacques, 79
ROUZEAU, Léon, 78

SAINT-RIVEUL, 220
SAINT-SIMON, duc de , mémorialiste, 101
SARTINE, Gabriel de, ministre de la Marine, 50, 51, 75, 77, 86, 91, 95,
114, 146, 149, 150, 152, 153, 154, 156, 157, 162, 163, 167, 211,
215
SCHAEPER, Thomas J., historien américain, 84, 101, 114, 115,
170,214
SCHAFFNER, George, compagnon américain de La Rouerie, 184, 194,
198, 218, 219, 223
SCHWEIGHAUSER, banquier nantais, 68, 166
SCOTT, Charles, général américain, 182
SÉGUR, maréchal comte de, ministre de la guerre, 187, 197, 217
SELKIRK, Lord et Lady, 147, 148,
SHERMACK, Joseph, 29
SHERMAN, Roger, signataire de la Déclaration d'indépendance, 44
SIMOLIN, comte, ambassadeur de Russie, 216
SIMPSON, Thomas, 144

SINCLAIR, Jacques, 12, 29
SOUVAROV, 217
SPENSER, docteur, 56
STEUBEN (von), général prussien au service des Américains, 182, 198
STEVENSON, Magaret, 102
STEVENSON, Polly, 102
STIRLING, général américain, 182
STORMONT, Lord, ambassadeur britannique à paris, 75, 76, 99, 112
STUART, Charles, “Bonnie Prince Charlie”, 88
SUFFREN, bailli de, 126, 138, 190, 193
SULLIVAN, 130

TEMPLE FRANKLIN, William, petit-fils de Franklin, 71, 80
TERNAY (de), amiral, 123, 135, 140, 211, 212
TERRANT (de), colonel, 196
TERRAY (du), amiral français, 190
TERRAY, Joseph Marie, contrôleur général des finances, 90
THÉVENARD (de), commandant du port de Lorient, 166
THIARD, comte BUSSY de, 219
THOMSON, capitaine de navire américain, 118
THOMSON, James, poète écossais, 164
THUILERIE (de la), directeur de la manufacture de Saint-Étienne, 68
TOUCHE (de la), capitaine de navire, 156
TRONÇON du COUDRAY, 68
TURGOT, 51

VALENTINOIS, duc de, 101
VALLÉE, négociant, 155, 159, 201
VARAGE, Joseph du, capitaine de navire, 154, 158
VAUGUYON, duc de la, ambassadeur de France, 163
VEILLARD, chirurgien, 30

VERGENNES, ministre des Affaires étrangères, 50, 51, 63, 64, 68, 75, 76, 77, 79, 80, 94, 95, 96, 98, 100, 106, 110, 111, 112, 114, 127, 130, 154, 163, 167, 210, 211, 212, 213, 214

VERONE de VILLENEUVE, Simon de la, 29

VERNET, Joseph, peintre, 21, 30

VERON de FORBONNAIS, François, économiste, 222

VERRAZZANO, Giovanni da, navigateur italien au service de la France, 31, 51

VILLEHÉLIO (de la), commissaire à Nantes, 75

VILLIERS, Patrick, 141, 142, 198

VOLTAIRE, 11,66,

WALPOLE, Sir Robert, comte d'OXFORD, 9

WALSH, 166

WASHINGTON, George, 10, 28, 41, 42, 44, 70, 117, 118, 153, 172, 173, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 185, 186, 187, 189, 190, 191, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 207, 213, 222

WAYNE, général américain, 198

WENTWORTH, John,

WHARTON, Samuel, négociant américain, 207

WICKES, Lambert, capitaine américain, 70, 71, 75, 76, 77, 118

WILDE, Oscar, 67

WILLIAMS, Jonathan, neveu de Franklin, 110, 114, 150, 154, 159, 166, 167, 168

WILT, négociant américain à Lorient,

YORK, Joseph, ambassadeur de Grande-Bretagne, 162

YOUNG, Arthur, voyageur anglais en France, 200

YOUNG, John, capitaine américain, 143

ZYSBERG, André, 29

[238]

La Bretagne
et la guerre d'indépendance
américaine

TABLE DES MATIÈRES

Quatrième de couverture

Avant-propos [7]

1- La Bretagne et la nouvelle guerre de Cent Ans [9]

2- La révolte des colonies anglaises d'Amérique [31]

3- Benjamin Franklin et Nantes au premier plan [53]

4- Leray de Chaumont [79]

5- La Royale [117]

6- Le *commodore* John Paul Jones en Bretagne [143]

7- Armand Tuffin, marquis de la Rouerie [171]

8- Après la guerre [199]

Bibliographie [224]

Chronologie sommaire [227]

Index général des noms de personnes [233]

[239]

AUTRES OUVRAGES PARUS AUX ÉDITIONS LES PORTES DU LARGE

Aventures d'un gentilhomme breton aux îles Philippines, par Paul Proust de La Gironière (Vertou, 1797 - Celauang, 1862), 2001, 278 pages, 20 €

Noms de lieux bretons à travers le monde, par Bernard Le Nail, préface d'Yves La Prairie, de l'Académie de Marine, 2001, 239 pages, 20 €

Louis de Saint Aloüarn, lieutenant des vaisseaux du roy. Un marin breton à la conquête des terres australes, par Philippe Godard et Tugdual de Kerros, 2002, 364 pages, 60 €

Mille Bretons. Dictionnaire biographique breton, par le professeur Jean-Loup Avril, préface de Michel Mohrt, de l'Académie française, 2002, rééd. 2003, 845 portraits, 25 €

La Bretagne au cœur du monde nouveau, par Joseph Martray et Jean Ollivro, 2001, 150 pages, 19 €

La Bretagne réunifiée, une véritable région européenne ouverte sur le monde, par Joseph Martray et Jean Ollivro, 2002, 155 pages, 19 €

Le Chevalier de Kerlérec. L'affaire de la Louisiane, par Hervé Gourmelon, préface d'Étienne Taillemite, inspecteur général (honoraire) des Archives de France, 2003, rééd. 2004, 512 pages, 25 €

321 Malouins, sous la direction du professeur Jean-Loup Avril, préface de René Couanau, député-maire de Saint-Malo, 2004, 288 pages, 15 €

Pays de Vitré. Hommes et femmes remarquables, par Bernard et Jacqueline Le Nail, préface de Pierre Méhaignerie, député-maire de Vitré, 2004, 240 pages, 235 illustrations, 28 €

La Bretagne et la Guerre d'indépendance américaine, par Philippe Carrer, 2005, 240 pages, 22 €

En préparation

Cinq siècles de présence bretonne dans l'Amérique française (Acadie, Nouvelle-France, Louisiane), par Marcel Fournier

Marc Joseph Marion Dufresne, un marin malouin à l'exploration des mers australes, par Edward Duyker (traduit de l'anglais)

Limantour, le Breton qui possédait San Francisco, par Philippe Argouarc'h et Charles-Louis de Maud'huy

L'Odyssée de Port-Breton ou le rêve océanien du marquis de Rays, par Daniel Raphalen

Un mandarin breton au service du roi de Cochinchine. Jean-Baptiste Chaigneau et sa famille, par André Salles, préface de Frédéric Mantienné

Éditions Les Portes du large
9, rue Charles Duclos
35000 Rennes, Bretagne